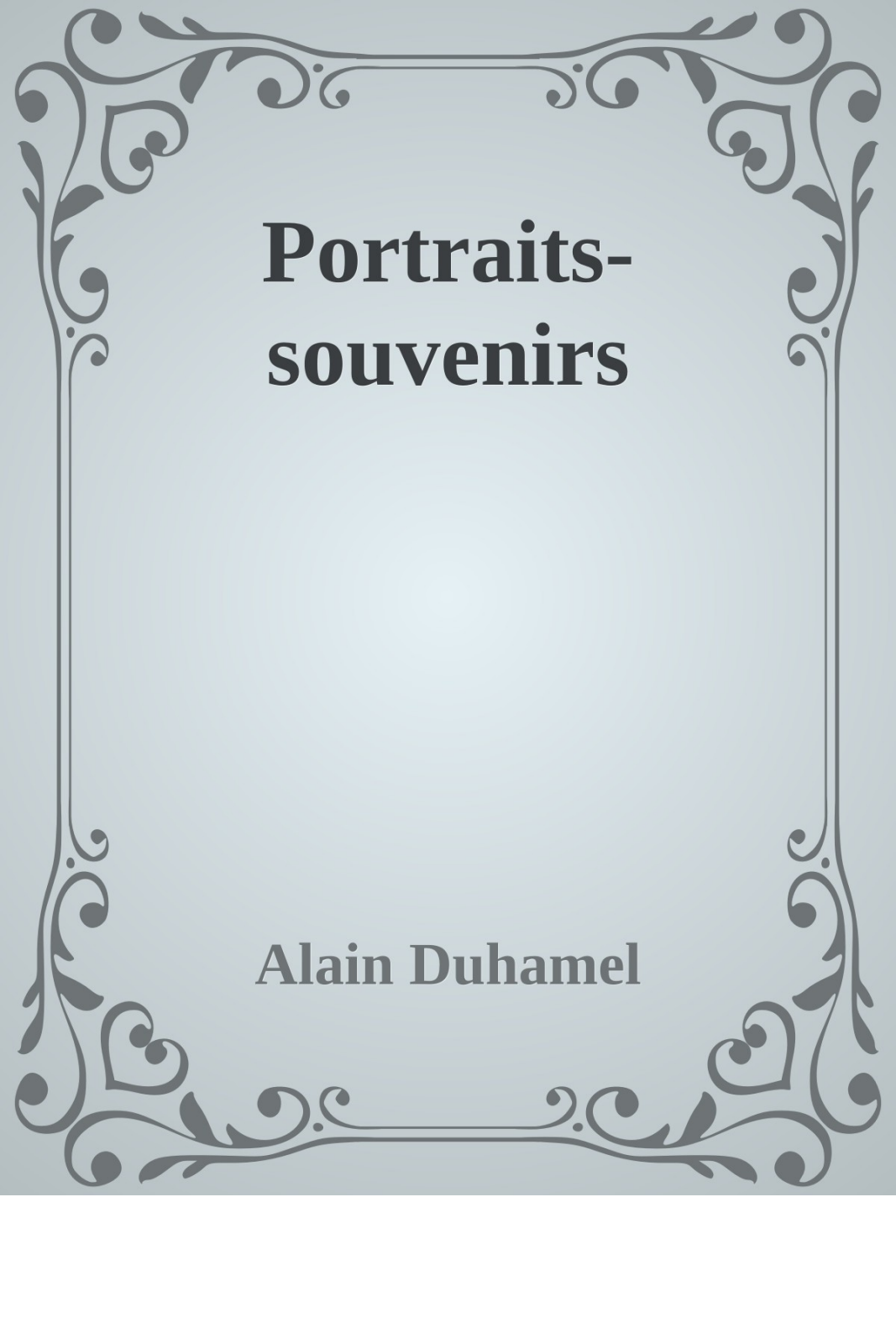


A decorative border with intricate floral and scrollwork patterns, rendered in a light gray color, framing the central text.

Portraits- souvenirs

Alain Duhamel

VISIT...

LANZAROTE
Caliente.COM

ALAIN DUHAMEL

PORTRAITS
SOUVENIRS

50 ans

de vie politique

PLON

Du même auteur

AUX ÉDITIONS GRASSET

La République giscardienne. Anatomie politique de la France, 1980.

La République de monsieur Mitterrand, 1982.

AUX ÉDITIONS GALLIMARD

Les Prétendants, 1983.

Le Complexe d'Astérix. Essai sur le caractère politique des Français, 1985.

Le Ve Président, 1987.

AUX ÉDITIONS FLAMMARION

Les Habits neufs de la politique, 1989.

De Gaulle-Mitterrand. La marque et la trace, 1991.

Les Peurs françaises, 1993. Prix du Mémorial.

La Politique imaginaire. Les mythes politiques français, 1995. Prix de l'Essai de l'Académie française.

François Mitterrand. Portrait d'un artiste, 1997.

AUX ÉDITIONS PLON

Une ambition française, 1999. Prix du Livre politique 1999.

Derrière le miroir, les hommes politiques à la télévision, 2001.

Le Désarroi français, 2003.

Les Prétendants 2007, 2006.

La Marche consulaire, 2009.

Cartes sur table : entretiens avec Renaud Revel, 2010 (avec Patrice Duhamel).

Alain Duhamel

Portraits-souvenirs

50 ans de vie politique



PLON
www.plon.fr

© Plon, 2012

ISBN : 978-2-259-21756-9

Couverture : Création graphique : V. Podevin

www.plon.fr

À France, prédestinée à partager ce demi-siècle.

Itinéraire d'un journaliste

J'ai toujours voulu être journaliste politique ou, plus exactement, commentateur politique. Cette vocation m'est venue en janvier 1956. J'avais alors quinze ans, je suivais avec innocence et émerveillement la campagne de Pierre Mendès France à la tête du Front républicain. J'écoutais à la radio les débats d'éditorialistes, lesquels me semblaient très éloquents et très mal élevés, très habiles et très partisans. À l'issue de ces quelques semaines, ma religion était faite : je ne serais donc pas hussard ou spahi, comme j'en avais rêvé jadis, ni même historien comme je l'envisageais jusqu'alors ingénument en me plongeant sans fin dans l'*Histoire du Consulat et de l'Empire* de Louis Madelin. Ce serait le journalisme politique.

La chance m'a souri puisque, dès l'âge de vingt ans, étudiant à Sciences Po, j'ai pu faire un stage au *Monde* auprès de Jacques Fauvet, alors rédacteur en chef adjoint du plus prestigieux quotidien français. Nos familles se connaissaient un peu grâce aux tournois de tennis. Il m'accueillit avec bienveillance, m'adopta, m'apprit les rudiments du métier, me permit de publier les années suivantes de nombreuses chroniques pendant que j'achevais mes études. Il me proposa même de l'aider à écrire une *Histoire du Parti communiste français*, parue en deux tomes en 1964 et 1965. Elle fut un succès, d'autant que le PC était alors une puissance, et une puissance fort controversée. À cette époque, *Le Monde* était l'arbitre suprême d'une vie politique bousculée et surplombée par la personnalité écrasante du général de Gaulle. Jacques Fauvet était le plus renommé et le plus redouté des éditorialistes français. Au journal, on rencontrait encore à cette époque des rédacteurs portant des manchettes de moleskine, on communiquait d'un étage à un autre par un système étrange de pneumatiques et la récompense suprême était d'assister, dans les sous-sols, à l'ultime correction des épreuves avant que l'on lance les rotatives. On vivait comme dans un film de Frank Capra.

Entre deux stages et quelques travaux universitaires, je me spécialisais dans deux sujets, l'un comme l'autre furieusement contestés, le parti communiste et les sondages électoraux qui faisaient alors des débuts fracassants. Je fus ainsi associé par l'IFOP à la première opération d'estimation électorale tentée lors de la présidentielle de 1965. À la suite de celle-ci, je déclenchai sans le vouloir la première polémique de ma carrière en publiant dans *Le Monde*, bien sûr, deux articles établissant que l'électorat ouvrier venait d'abandonner le général de Gaulle : ce sacrilège me valut un concert de protestations et l'estime d'Hubert Beuve-Méry, le très janséniste et

très intimidant directeur du journal. Tout cela me fit un peu connaître et m'aida à obtenir une collaboration régulière au *Monde*, des chroniques à *L'Express* et à *Témoignage chrétien* et bientôt une conférence à Sciences Po. J'enseignai ainsi vingt ans rue Saint-Guillaume comme maître de conférences, puis directeur de séminaire et finalement professeur. Cela me valut une pointe de considération particulière chez certains hommes politiques et une hostilité discrète chez nombre de mes confrères pour qui le style Sciences Po était synonyme de bourgeoisie, de conformisme et d'arrogance. Il en subsiste encore quelques vestiges aujourd'hui.

1968 fut pour moi comme pour tous une année très particulière : je m'étais marié, avais publié mes premiers éditoriaux. À Sciences Po, j'assistais à un psychodrame totalement inattendu, la tornade de Mai précipitant par-dessus les moulins tous les rites et toutes les certitudes. Des conservateurs estampillés se découvraient une fibre quasi révolutionnaire, de grands timides s'avéraient soudain charismatiques, des effacés tenaient tête avec vaillance, des vedettes s'effondraient. J'eus le privilège durant cet embrasement de beaucoup voir Pierre Mendès France chez lui, rue du Conseiller-Collignon, puis de publier dans *Le Monde* le premier papier établissant à partir des sondages que le vent venait de tourner, que la révolution devenait introuvable. Une partie de la rédaction m'en fit grief, choquée que l'on enterrât ainsi un espoir. J'aggravais mon cas en interrogeant Raymond Aron pour un petit livre qui fut la première et la plus retentissante critique en règle des événements de Mai. L'année suivante, je questionnai François Mitterrand pour un livre, *Ma part de vérité*, qui marqua le début de sa remontée politique. J'en gardai avec lui des liens qui ne se distancèrent jamais, malgré force dissensions politiques ou économiques.

Ce fut l'année suivante, en 1970, que ma carrière prit un tour aussi nouveau qu'imprévu. Pierre Desgraupes, le plus célèbre et le plus libre des journalistes de télévision, avait été nommé par le Premier ministre Jacques Chaban-Delmas à la tête de l'information de la première chaîne. Il proposa à Michel Bassi, alors chef du service politique du *Figaro*, connu pour son dynamisme, son talent et son ouverture d'esprit, de créer une émission de débat mensuelle, un duel, sous le titre « À armes égales ». Il lui suggéra de faire équipe avec moi. À cette époque, les confrontations télévisées étaient rares et corsetées. « À armes égales » s'imposa comme un espace de liberté et, malgré plusieurs mésaventures (comme le fameux « Messieurs les censeurs, bonsoir » lancé par Maurice Clavel), obtint durant trois ans, jusqu'à sa disparition, une audience sans équivalent.

Notre autre fait d'armes fut de parvenir, toujours avec Michel Bassi, à mettre sur pied le premier duel télévisé d'entre deux tours à

l'occasion de l'élection présidentielle de 1974. J'en fus, avec Jacqueline Baudrier, directrice de l'information, l'un des deux animateurs, si l'on peut dire, puisque la condition expresse posée par Valéry Giscard d'Estaing et par François Mitterrand avait été que nous nous contentions d'être des figurants veillant à l'égalité des temps de parole, et à cela seulement. Il n'empêche, j'avais trente-quatre ans et ce fut une expérience inoubliable qui parfois m'éveille encore en sursaut, trente-cinq ans plus tard. Depuis cette date, je n'ai en fait jamais quitté la télévision, sous une forme ou une autre. Cela n'avait été en rien prémédité, mais cette continuité s'explique sans doute par le fait que j'ai eu l'intuition, la prudence ou la sagesse de considérer dès le départ qu'il ne fallait à aucun prix accepter d'y être à plein temps. En tout cas pas lorsqu'on est éditorialiste politique. Il me semble que cela vaut toujours aujourd'hui.

En 1974, je fis également mes débuts d'éditorialiste à la radio. Là encore, cela fut plus inopiné que prémédité. J'avais fait quelques essais à Europe n° 1, comme l'on disait alors, au demeurant assez peu glorieux puisque le directeur de l'information de l'époque, un fort bon professionnel, Jean Gorini, avait fini par me dire : « Vous n'êtes pas fait pour la radio, vous êtes trop intellectuel et pas assez voyou. » Malgré cela, sans doute grâce à ma présence lors du duel de l'entre-deux-tours et peut-être parce que mes papiers dans *Le Monde* lui semblaient chics pour sa station, il m'embaucha. Je ne suis d'ailleurs pas sûr du tout d'avoir été brillant à la radio durant ces années-là. J'eus cependant la chance d'avoir, avec Étienne Mougeotte, un directeur de la rédaction aussi intelligent qu'amical. Grâce à lui, nous pûmes avec Gérard Carreyrou, un journaliste politique vif et subtil qui avait le cœur à gauche, fonder « Le Club de la presse », une émission hebdomadaire rassemblant des journalistes de la presse écrite de toutes sensibilités pour interroger un invité. Elle s'installa pour vingt-cinq ans et sut toujours, à travers alternances et cohabitations, garder une liberté de ton précieuse, même si au fil des années elle prit des rides.

Autre moment fort pour moi durant ce septennat giscardien qui commença si brillamment et finit si tristement, ce fut ma rencontre avec Jean-Pierre Elkabbach et l'émission télévisée que nous animâmes tous les deux de 1977 à 1981 sous le nom de « Cartes sur table ». J'avais vu ou entendu maintes fois Jean-Pierre, mais je ne l'avais jamais rencontré auparavant. Il vint me voir chez moi rue d'Assas, flanqué de son second Louis Bériot, un garçon loyal et droit comme il s'en rencontre peu à la télévision, pour me proposer de former un tandem d'intervieweurs qui recevrait chaque mois un unique invité. J'acceptai avec entrain et depuis Jean-Pierre et moi avons forgé une amitié indestructible, émaillée comme il se doit de chamailleries, mais

toujours sauvée par l'affection. Aucun journaliste politique n'a la passion et l'intuition de Jean-Pierre, peu ont sa culture. Il a voulu aussi être un directeur de l'information d'Antenne 2, un président de France Télévisions, d'Europe 1, de Public Sénat qu'il a fondée et façonnée. C'est une ambition que je ne partage pas le moins du monde, pas plus que je n'ai eu la tentation de passer de l'observation à l'action politique, malgré les propositions qui m'ont été faites à trois ou quatre reprises.

Je préfère écrire des livres, une quinzaine à ce jour (sans compter les livres d'entretiens), et me consacrer pleinement au journalisme politique. Jean-Pierre a eu plus d'appétit, mais aussi plus de mésaventures qui lui auront au moins permis de rebondir théâtralement. Quoi qu'il en soit, « Cartes sur table » fut quatre années durant le lieu privilégié des affrontements et des journées de dups. Tout le gotha politique y défilait et, contrairement aux émissions présidentielles toujours si convenues, les questions s'y exprimaient sans complaisance et les réponses sans retenue.

1981 constitua naturellement une énorme césure. Il s'agissait de la première alternance sous la V^e République et cela fut vécu dans l'audiovisuel comme une secousse tellurique. La presse écrite connut des moments de fièvre mais n'en fut qu'enhardie. Mes collaborations au *Monde*, à *L'Express* continuaient. Si le *Nouvel Économiste* jugea plus prudent de m'écarter, Philippe Tesson m'offrit généreusement une chronique hebdomadaire au *Quotidien de Paris*. À Europe n° 1, qu'Étienne Maugeotte dut quitter pour *Le Journal du Dimanche* – il sera plus tard la meilleure chance de TF1 – il y eut quelques moments désagréables, la victoire de la gauche provoquant des revanches ou suscitant des vocations. Pour ma part, étiqueté giscardien (sur la fin, j'étais plutôt barriste), je gardais néanmoins « Le Club de la presse » avec Gérard Carreyrou et un éditorial hebdomadaire qui redevint rapidement quotidien, grâce en particulier à Philippe Gildas.

Il faut dire que François Mitterrand, une semaine après son installation effective au palais de l'Élysée, m'avait téléphoné pour me dire qu'il me conservait toute son amitié et qu'il entendait continuer à me rencontrer régulièrement. Il m'avait autorisé à en faire état, ce dont je me suis bien gardé. Je le lui ai dit, il l'a apprécié et il a surtout pris un plaisir non dissimulé, après ces quelques mois houleux, à m'interroger sur le comportement réel à mon égard des uns et des autres, qu'il s'agisse de ses propres amis politiques, de ses collaborateurs ou des nouveaux hiérarques de l'audiovisuel. La nature humaine ne cessait de le fasciner et il était d'une curiosité presque excessive sur l'élégance des uns ou la muflerie des autres, comme s'il tenait à jour un carnet de notes invisible.

Quoi qu'il en soit, le retour de Pierre Desgraupes à la télévision,

cette fois pour présider Antenne 2, mit fin rapidement à ma suspension de fait, la première du genre : j'en connaîtrai trois, l'une en 1981 après l'arrivée au pouvoir de la gauche, l'autre en 2002 pour avoir interrogé Lionel Jospin à l'occasion d'un livre pour sa campagne présidentielle et la troisième en 2007 pour avoir commis le crime d'avouer à des étudiants de Sciences Po que je pouvais, la grande affaire, voter pour François Bayrou : une suspension à gauche, une suspension à droite, une suspension pour le centre. Mieux vaut effectivement n'avoir jamais qu'un pied à la télévision.

Desgraupes revenu, il me suggéra donc de réfléchir à une nouvelle formule d'émission politique. Ce fut « L'Heure de vérité » qui dura onze ans, de 1982 à 1993. C'est la seule émission dont j'ai jamais imaginé le scénario. Desgraupes me donna le conseil (on n'était qu'en 1982 et les querelles étaient loin d'être toutes apaisées) de laisser François-Henri de Virieu la présenter, moi-même me contentant d'être l'un des trois intervieweurs successifs. Le conseil était sage et je n'eus qu'à m'en féliciter, d'autant plus facilement que je n'ai jamais été passionné par la présentation des émissions. François-Henri alliait le charme à la bienveillance, et l'intelligence à une tolérance désinvolte. Nous nous étions connus au *Monde* où nous avions sympathisé, nous nous entendîmes à merveille. Albert du Roy, bientôt directeur de l'information d'Antenne 2, et Jean-Marie Colombani complétaient notre quatuor : le premier, à l'esprit presque trop pénétrant, habillait d'une inaltérable courtoisie une très estimable exigence. Le second était sans conteste le digne successeur de Jacques Fauvet au *Monde* et devenait à mes yeux le premier journaliste politique de la presse écrite. Toute une génération politique a défilé ainsi à « L'Heure de vérité », première émission télévisée à avoir traversé imperturbablement alternances et cohabitations, soulevant néanmoins parfois de grosses polémiques comme avec Jean-Marie Le Pen, Georges Marchais ou Bernard Tapie. Tous les présidentiables actuels y ont fait leurs premières armes.

Durant cette époque, grâce à Claude Imbert, un directeur aussi cultivé qu'affable et aussi indépendant que talentueux, je devenais chroniqueur au *Point*, après avoir quitté un *Express* alors convulsif et par trop partisan. J'abandonnais également le *Quotidien de Paris* malheureusement agonisant pour *Libération*, grâce à mon ami Serge July, en qui François Mitterrand voyait le journaliste politique le plus original de sa génération. Ma chronique hebdomadaire y suscita au départ des mouvements divers, comme on dit pudiquement. Vingt ans plus tard, elle dure toujours. Ce déménagement me contraignit aussi à cesser d'écrire dans *Le Monde*. Le retour de Jean-Pierre Elkabbach à la télévision comme président de France Télévisions m'assura de participer aux côtés de l'entreprenant et vif Jean-Luc Mano à de

nouvelles émissions, comme je le fis plus tard avec Olivier Mazerolle (« 100 minutes pour convaincre »), excellent professionnel d'une grande droiture, puis avec Arlette Chabot (« À vous de juger »), une femme difficile mais intelligente, travailleuse et honnête.

Entre-temps, en 1999, je fus appelé par RTL comme éditorialiste quotidien. C'était Philippe Labro, aux talents si divers et à l'amitié si fidèle, qui m'avait fait cette proposition. À Europe, je m'entendais fort mal avec le directeur Jérôme Bellay, un homme autoritaire et brutal, et je fus enchanté de cette transhumance. Malgré une arrivée mouvementée (je dus subir en catastrophe une lourde opération cardiaque quelques semaines après mes débuts), je n'eus jamais à m'en repentir. J'y jouis d'une liberté incomparable, alors que j'aurai bientôt cinquante ans d'expériences auxquelles me référer, qu'il s'agisse de presse écrite nationale ou régionale, de quotidiens ou d'hebdomadaires, de radio ou de télévision. C'est un grand privilège de terminer ainsi sans entraves sa vie professionnelle.

À l'heure du bilan, la radio demeure à mes yeux le média le plus vif, le plus excitant, le plus libre justement. La télévision confère l'influence, l'audience, la notoriété. Avec les années, elle s'est heureusement diversifiée, démultipliée et largement émancipée. Quant à la presse écrite, aujourd'hui si malade, elle reste dans les bons cas le refuge de la culture, de la réflexion et du style.

La chance d'avoir pu collaborer largement à tous ces médias m'a permis de rencontrer en un demi-siècle tout ce que la France compte de personnages politiques mais aussi intellectuels, syndicaux ou religieux. Parmi eux, j'en ai sélectionné une cinquantaine en me fondant sur deux critères : une connaissance directe et personnelle suffisante pour pouvoir me faire une opinion précise, et l'intérêt spécifique qu'ils me semblaient présenter pour les lecteurs. Autant dire que ma sélection est subjective et ne cherche en aucun cas à être exhaustive. J'ai laissé de côté des personnalités à propos desquelles j'avais le sentiment de ne rien apporter de neuf. J'en ai choisi quelques-unes moins connues mais qui me sont apparues justement dignes de l'être davantage. Les principaux personnages de ces cinquante dernières années figurent cependant pratiquement tous dans cette galerie de portraits. En tout cas, je les ai tous dépeints avec sincérité, sans mesquinerie je l'espère, mais aussi sans complaisance : tels que je les ai vus et connus

A

Claude Allègre

Claude Allègre est un volcan en perpétuelle éruption. Il apostrophe, il s'emporte, il dénonce, il s'indigne, il s'empourpre, il crache feu et flammes. Lorsqu'il déclenche une polémique, cela lui arrive plus qu'à son tour, il peut se montrer d'une brutalité verbale inouïe et même d'une violence impressionnante. Personne n'est moins tiède que lui, personne n'est moins prudent, personne n'est moins indifférent. Au ministère de l'Éducation nationale, il est arrivé débordant d'énergie et d'idées. Sur bien des sujets, il avait parfaitement raison : il fallait effectivement alléger l'administration centrale, régionaliser les recrutements, donner plus d'autonomie aux établissements, plus d'autorité aux proviseurs, plus d'initiative aux enseignants. Il fallait davantage de dynamisme, d'ouverture au monde, de diversité culturelle, de rapports sans complexes avec l'univers économique, il le disait, il le proclamait. Le programme Allègre était excellent.

Las ! En quelques déclarations tonitruantes, en quelques formules à l'emporte-pièce, en quelques interviews trop abruptes, il a déclenché la guerre avec les puissants syndicats d'enseignants, il a multiplié les controverses, clamant tout haut ce que des millions de Français pensaient tout bas. Les parents d'élèves l'ont plébiscité, les syndicats de l'Éducation nationale l'ont diabolisé. Ses réformes ont jeté des dizaines de milliers de manifestants dans la rue. Du coup il a pris la gauche et le gouvernement de son ami Jospin totalement à contrepied. Il s'est très vite aliéné les militants du PS, puis les parlementaires à qui il ne pouvait pas s'empêcher de dire leurs quatre vérités et à qui il montrait aussi sans précaution qu'il ne les regardait pas comme des interlocuteurs de son niveau. Claude Allègre est comme cela, réformiste hardi, orateur maladroit. Il est puissamment intelligent, parfois prophétique, parfois aveugle. Il charrie tant de passion qu'il peut tour à tour séduire et exaspérer. Lionel Jospin, l'ami depuis les années d'études, a dû se résoudre, le cœur gros, à lui faire quitter le gouvernement tant cet éléphant parfois génial fracassait quotidiennement de porcelaine.

En privé, il peut être chaleureux, attentif, démonstratif, amical, par-

dessus tout fidèle. Quand on déjeune avec un ministre, on perd généralement beaucoup de temps en politesses, en banalités, et surtout en prudence infinie. Avec lui, aucun risque de ce genre : à peine assis, commandant son repas sans façon, il entre dans le vif du sujet, parle crûment de ses projets, des obstacles qu'il rencontre, des objectifs qu'il se fixe, des adversaires qu'il veut faire battre en retraite (notamment parmi ses collègues ministres). Il ne sait pas ce qu'est la langue de bois. Il parle en toute franchise de ses amis, sans omettre leurs défauts. Sur Lionel Jospin, il était constamment la meilleure source car ils avaient une véritable intimité intellectuelle, une vraie affection réciproque et une longue habitude du travail en commun. Cela ne l'empêchait en rien de relever les erreurs (selon lui), les hésitations (à son aune), les compromis (à son avis) du chef de gouvernement dont il célébrait par ailleurs l'intelligence, l'autorité, la compétence, l'intégrité. Claude Allègre n'est pas un homme qui doute. Ce n'est pas non plus un homme de précautions. Il prend parti, toujours, et il part en croisade, souvent. Rien ne lui fait peur, et surtout pas le fait d'être en minorité, voire d'être ostracisé.

On l'avait constaté à propos de l'amiante, on le vérifie avec le tohu-bohu qu'ont provoqué ses thèses sur le réchauffement climatique. Il monte à l'abordage sabre en main, il conspue les experts officiels, il défie la plupart des savants, il tourne les écologistes en ridicule, il se bat comme un beau diable de média en média, de livre en livre, tel un cyclone inépuisable, faisant autant de bruit à lui seul que la multitude de ses adversaires mobilisés.

C'est dans sa propre discipline, la physique du globe, un grand savant reconnu par tous, de réputation internationale, couvert de prix, de distinctions, de décorations en tout genre. Il connaît sa valeur, il n'a pas de patience. Il est maladroit parce que les rites, les formes, les traditions sont le dernier de ses soucis. Il professe le droit de débattre sans tabous, ce en quoi il a bien raison. Il martèle qu'en matière scientifique le fait d'être minoritaire, voire d'être seul contre tous, ne signifie en rien que l'on ait tort. Les intuitions, les transgressions, les fulgurances, les paris improbables, les pistes téméraires ont bien souvent eu raison des doctrines officielles et des thèses académiques. Le courage et même l'arrogance ont cent fois fait leurs preuves. Claude Allègre ne manque ni de l'un ni de l'autre.

L'ennui est que les règles de la politique ne sont pas celles de la science. Claude Allègre, savant éminent, esprit original et créatif, n'a pas toujours raison lorsqu'il s'aventure en dehors de son domaine de compétence. En politique, il a souvent tort parce qu'il assène sans aucune précaution des vérités qui ne sont pas toujours bonnes à dire, parce qu'il avance comme un bulldozer fracassant, parce qu'il regarde le but et dédaigne les moyens. Il lui est arrivé plus d'une fois de

m'appeler pour vérifier un point politique précis et, déconfit de ne pas avoir raison, d'en conclure que la politique est folle. Être écarté du gouvernement Jospin l'a humilié, ulcéré, blessé et choqué. Il a beaucoup d'idées sur beaucoup de sujets et il bout d'indignation de ne pas voir ses talents tumultueux mieux employés.

Il a espéré que Nicolas Sarkozy le ferait. Celui-ci en a éprouvé plus que la tentation, mais sans se résoudre à prendre finalement un tel risque qui pouvait à la fois exaspérer la gauche et déstabiliser la droite. Et pourtant le terrible et sanguin Claude Allègre est aussi un sentimental. Sa brouille avec Lionel Jospin l'a meurtri – il ne me l'a pas caché – et leur rapprochement cicatriciel l'a apaisé. Ce grand bavard égocentrique sait se montrer délicat, avec des attentions parfois inattendues. Ce bretteur effrayant a du mal à admettre les arguments des autres mais les comprend bien avant qu'ils aient fini d'être exprimés. Avec ses sourcils broussailleux, ses cheveux en bataille, son front de lutteur et ses maxillaires de centurion, ce Vulcain peut être le plus chaleureux, le plus ouvert et le plus accueillant des hommes. Convenons qu'en public il n'affiche pas souvent ces couleurs-là et que pour lui la politique comme la science sont généralement la poursuite de la guerre par d'autres moyens.

Michèle Alliot-Marie

Michèle Alliot-Marie a été punie par où elle a péché. La langue de bois pathologique dont elle s'est fait une spécialité a fini par l'entraîner à un déni pitoyable de la réalité et même de la vérité lors du Printemps tunisien. Elle s'est ainsi déconsidérée et a dû quitter piteusement le gouvernement.

Michèle Alliot-Marie est pourtant une vraie et bonne professionnelle de la politique. Chez les femmes, cela reste encore une originalité et même une rareté, voire, à droite, une exception. Simone Veil cumule certes prestige et popularité. Elle fait figure d'icône unique au sein du monde politique : elle a été le ministre de la Santé le plus célèbre de l'histoire de toutes les républiques françaises, ne serait-ce qu'en raison du fameux vote de la loi sur l'avortement. Elle a inauguré les fonctions de président du Parlement européen. Elle n'a cependant jamais été député ou sénateur, et la vie interne des partis politiques l'a toujours prodigieusement assommée. C'est une femme d'État, pas une professionnelle de la politique. Toujours à droite, Françoise Giroud ou Monique Pelletier n'ont fait que traverser la vie politique, sans la marquer en quoi que ce soit. Roselyne Bachelot, elle, élue député à de nombreuses reprises, plusieurs fois ministre, peut se revendiquer professionnelle de la politique. Sympathique, cultivée, gaie et même drôle, intelligente et spontanée, gaffeuse et compétente, elle n'a

cependant pas atteint le tout premier rang.

Michèle Alliot-Marie en revanche est entrée résolument dans le premier cercle des professionnels de la politique. D'ailleurs, elle fait tout résolument, méthodiquement, opiniâtement. Elle n'est pas brillante, ce n'est pas elle qui multiplierait les bons mots, enthousiasmerait par son éloquence, impressionnerait par son aisance à la télévision ou par son brio à la radio. Lorsque j'ai eu l'occasion de l'interroger ou de la diriger en débat, c'était toujours plus un devoir qu'un plaisir : elle a de l'autorité, mais peu de charisme. Elle a du savoir-faire, mais aucune virtuosité. Ce n'est cependant en rien un hasard si elle a atteint le premier rang avant d'en dégringoler.

Aucune femme, ni de droite ni de gauche – pas même Édith Cresson, pourtant première femme chef du gouvernement –, ne peut avancer un palmarès comparable au sien. MAM, comme on la surnomme, a été élue six fois député des Pyrénées-Atlantiques. Elle a occupé cinq postes ministériels. Elle a surtout, privilège symbolique, été choisie pour quatre ministères régaliens successifs, les plus recherchés de tous : le ministère des Affaires étrangères, le ministère de la Défense, le ministère de l'Intérieur, le ministère de la Justice. Les femmes ont longtemps, au sein des gouvernements de la République, été systématiquement affectées aux ministères sociaux ou culturels. Pas elle : elle aura été la première à arracher des postes longtemps réservés aux hommes, comme les Affaires étrangères, l'Intérieur ou la Défense.

Il faut dire qu'elle n'a jamais ménagé sa peine, qu'elle ne doute de rien et qu'elle possède une solide ambition, appuyée sur une énergie incontestable et sur un sens très réaliste des rapports de force. Et puis elle sait défendre ses intérêts sans la moindre timidité, sans la moindre relâche. Universitaire de formation, c'est une solide juriste bardée de diplômes et elle a su faire valoir cette caractéristique pour arracher un secrétariat d'État à l'Éducation nationale. Fille d'un député qui fut un célèbre arbitre de rugby, elle en a tiré argument pour devenir ministre de la Jeunesse et des Sports. Habile et prudente, elle a su slalomer entre Édouard Balladur, qui l'appréciait, et Jacques Chirac, qui la considérait pour son sérieux et pour sa fermeté. Après quoi, elle a pu voguer de ministère prestigieux en ministère prestigieux.

Ce qu'elle a obtenu, elle l'a cependant conquis : les diplômes qu'elle a accumulés, elle a su y consacrer ses jours et ses nuits, alors qu'elle était une jeune et jolie femme qui aurait pu profiter davantage des plaisirs plus frivoles qui s'offraient à elle. Elle ne manquait pas de soupirants, parfois flatteurs. Michèle Alliot-Marie est sérieuse et laborieuse. Elle a empilé les mandats au même rythme que les parchemins : conseillère municipale, puis maire, conseiller général, puis premier vice-président du conseil général, parlementaire

européen, député à l'Assemblée nationale. Et encore responsable nationale au sein du RPR, gravissant les échelons, toujours candidate, toujours reçue, toujours inlassable, toujours ponctuelle jusqu'à finir président du RPR, première femme là encore à occuper ce poste, juste avant que le parti de Jacques Chirac se métamorphose en UMP.

Ce bâton de maréchal-là, elle l'avait arraché à la régulière, après une dure compétition, alors qu'elle n'était pas la candidate soutenue par le très directif président de la République de l'époque. C'est que, contrairement à d'autres, elle avait sillonné inlassablement depuis des années les fédérations départementales gaullistes. Elle est d'ailleurs appréciée des militants et toujours beaucoup demandée durant les campagnes électorales. Non pas qu'elle soulève les foules, fasse chavirer les cœurs ou mette les rieurs de son côté, mais parce qu'aux yeux des électeurs de droite elle incarne la rigueur, la clarté, la volonté, le sérieux. Ses aventures tunisiennes ont naturellement altéré cette image. Le plus étrange est son incapacité sincère à comprendre et à assumer ses défaillances. En en parlant franchement avec elle, je me suis aperçu qu'elle n'en percevait pas la réalité et n'en mesurait pas la gravité. Jusqu'alors c'était une femme de droite, conservatrice, pragmatique cependant, sachant allier énergie naturelle et compromis discrets. Une femme de droite qui rassure les électeurs de droite sans effaroucher ceux du centre. Aujourd'hui, elle effectue sa première vraie traversée du désert.

À Paris, on moque volontiers ses tailleurs-pantalons stricts, ses allures quasi militaires (elle passait en revue les troupes avec un naturel parfait lorsqu'elle était ministre de la Défense et l'état-major l'appréciait), ses discours circonspects et sa langue de bois irréprensible. C'est aussi un genre qu'elle se donne tout à fait délibérément. Elle veut faire passer sa fiabilité avant toute séduction, même si elle ne manque pas de charme lorsqu'en petit comité elle se montre enfin naturelle. Ce qui la caractérise plus que tout, c'est la résolution et le classicisme qui ont bien failli lui permettre de succéder à Jean-Pierre Raffarin au poste de Premier ministre, avant que Dominique de Villepin parvienne *in extremis* à persuader impérieusement Jacques Chirac que lui seul était l'homme de la situation. Son énergie, alors, l'aide à surmonter sa déception et à demeurer ce pilier robuste, endurant, ennuyeux et indestructible comme un dimanche anglais. Depuis que le ciel tunisien lui est tombé sur la tête, elle s'est faite discrète. Pour mieux rebondir plus tard, comme une Pénélope myope et inlassable.

Louis Aragon

À la fin des années 60, Louis Aragon est regardé à la fois comme un

grand écrivain et comme l'intellectuel le plus symbolique du parti communiste. Son statut de romancier illustre – il est l'une des gloires des éditions Gallimard – et sa réputation de poète national lui valent un prestige qui déborde largement les rivages de la gauche. Son engagement au sein du PC, les fonctions qu'il y occupe (il est membre du comité central), l'influence qu'il n'a cessé d'y exercer pendant près de quarante ans font en revanche l'objet de polémiques infinies, y compris à voix basse au sein de son propre parti. Ce double regard, parfaitement justifié dans les deux cas, lui construit un personnage étrange, ambigu, admirable par son œuvre, détestable par son comportement. Lui qui fut toute sa vie tellement odieux vis-à-vis de la presse bourgeoise (qui le lui rendait bien) rencontre cependant volontiers à cette époque le jeune spécialiste du parti communiste que j'étais. Me croisant à l'occasion des réceptions institutionnelles du PC, il me prenait familièrement par le bras pour m'entraîner vers l'embrasure d'une fenêtre et me confier discrètement son avis sur les choix déchirants auxquels doit se résoudre sa formation de 1966 à 1969. Il me reçoit même dans son splendide appartement, situé dans l'une des rues les plus aristocratiques de Paris – il sert le peuple mais il vit en patricien –, pour formuler ses interrogations, définir ses espoirs et marquer ses nuances vis-à-vis de la direction du PC. Les tableaux et les dessins qu'il possède, reflets de ses amitiés avec des peintres plus que connus, attirent l'œil, mais il n'est pas d'humeur à les commenter. Il n'a qu'un but : il souhaite visiblement qu'états d'âme, appréhensions, regrets et inflexions trouvent un écho dans *Le Monde*.

C'est que, à ce moment-là de sa vie, Louis Aragon, auteur comblé, est devenu un communiste malheureux. Il a pourtant rejoint le PC dès le tournant des années 30, avec le groupe des surréalistes. Il a célébré inlassablement l'Union soviétique, quels qu'aient été les choix et les tragédies dont il n'ignorait rien. Il avait, cela va de soi, soutenu de toutes ses forces les républicains espagnols et le Front populaire français. Directeur de revues puis de journaux communistes, c'est la plume à la main qu'il avait défendu bec et ongles l'insoutenable pacte germano-soviétique. Il avait traité Staline comme le génie politique du siècle et comme la référence suprême, avec un tel enthousiasme que, confiait-il en souriant quinze ans plus tard, Maurice Thorez en avait conçu de l'agacement. Il s'était illustré pendant la Résistance, publiant alors ses plus beaux poèmes dans les journaux clandestins. À la Libération, il s'était imposé comme l'épurateur en chef des écrivains, des artistes et des intellectuels, avec parfois une telle cruauté qu'on y suspectait l'influence implacable de sa féroce compagne Elsa Triolet. Sous la IV^e République, il était devenu, de procès pathétiques en controverses violentes, l'intellectuel organique suprême du PC, mis à l'épreuve, mis à l'honneur, encensé et embrigadé. Même les

soulèvements de Berlin ou de Budapest l'avaient laissé de marbre. Beaucoup d'intellectuels avaient alors commencé à fuir le parti communiste. Louis Aragon était resté, comme un dessus de cheminée glorieux et nécessaire.

Et puis la déstalinisation avait commencé à faire fondre la banquise Aragon. Il avait cru en Nikita Khrouchtchev, plus vite et plus sincèrement que la direction du PC, peut-être parce qu'il savait mieux que quiconque, en familier du Kremlin, la réalité des crimes commis au nom du communisme. À la fin des années 60, il prônait prudemment mais de façon perceptible la défense des dissidents soviétiques. Il poussait discrètement le PC vers une ouverture idéologique et culturelle inédite. Il espérait que Roland Leroy, alors en charge des intellectuels et futur directeur de *L'Humanité*, serait l'homme de l'*aggiornamento*. Le printemps de Prague l'avait ému et conquis. La myopie brutale de Georges Marchais durant le Mai 68 français l'avait grandement désappointé. À la fin des années 60, lui qui avait été le parangon glacial de l'orthodoxie stalinienne se rapprochait plus vite des réformateurs et des rénovateurs russes que le bureau politique de son parti. Il voulait le faire savoir sans pour autant se démasquer tout à fait. Communiste il était, communiste il restait. Il ne niait cependant plus en privé les aberrations de l'Union soviétique, ni les monstruosité qui n'avaient pas toutes cessé.

Si je lui disais admirer *Les Beaux Quartiers*, *Aurélien* et surtout *La Semaine sainte*, mais avoir détesté son œuvre fleuve *Les Communistes*, il avouait le comprendre. Dans ses yeux pervenche, si jeunes dans un visage déjà si marqué, il y avait de l'ironie, de la mélancolie, mais encore une pointe de résolution sinon d'espérance pour laisser tomber : « Il faut laisser à l'histoire le temps de se faire. » C'était, en catimini bien sûr, sa façon de faire furtivement une autocritique attendue.

Raymond Aron

Personne, absolument personne n'était aussi intimidant et impressionnant que Raymond Aron. La grande allure et l'exceptionnelle rapidité ou limpidité intellectuelle de Valéry Giscard d'Estaing en imposaient certes, en particulier dès qu'il eut franchi le seuil du palais de l'Élysée, tant il semblait être un monarque-né. Un tête-à-tête prolongé avec François Mitterrand pouvait constituer une redoutable épreuve lorsqu'il était d'humeur querelleuse. Un Jacques Chirac a possédé une autorité naturelle qui irradiait presque physiquement. Le célèbre secrétaire d'État américain Henry Kissinger réfléchissait si vite et répliquait si vertement que, face à lui, il était difficile de ne pas se sentir lamentablement laborieux. Le regard

sombre du cardinal Lustiger ne donnait pas envie de se perdre en frivolités ou en banalités. Raymond Aron était cependant unique car, à l'écouter ou, pire, à lui répondre, on éprouvait le sentiment de se trouver devant la statue vivante de l'intelligence pure.

Il pouvait être cependant bienveillant, surtout avec ses cadets, car ses contemporains l'impatientsaient facilement. Il savait se montrer accueillant, disponible, tolérant, à condition, bien entendu, de se sentir intéressé et admiré. L'interroger face à face, par exemple pour un livre (en l'occurrence, *La Révolution introuvable*, en 1968), constituait néanmoins une épreuve bien pire que n'importe quel oral de concours, tant de toute évidence il comprenait, pressentait, savait et jugeait. Il avait la gentillesse de m'inviter parfois à déjeuner dans un petit restaurant du quai Voltaire. C'était un grand privilège mais le plus terrible des examens. Il s'enquêrait de mes dernières lectures et me demandait alors ponctuellement, avec une curiosité implacable, ce que chaque ouvrage m'avait apporté exactement de neuf, quelles étaient les idées, les théories ou les preuves que j'avais apprises à cette occasion. En quoi cela m'éclairait, modifiait mon jugement, complétait ma culture. Plus l'auteur dont il s'agissait était de poids et plus l'exigence affleurait sous l'aménité. C'était en somme un pédagogue lumineux et terrible. Avec lui, la culture mondaine ou les survols journalistiques étaient tout simplement impossibles.

Raymond Aron, dont l'érudition semblait inépuisable, était lui-même un lecteur exceptionnel, dominant son sujet comme personne, déchiffrant toute œuvre qui retenait son attention avec une virtuosité et finalement une simplicité décourageante. Un déjeuner, un entretien avec lui, si naturel que soit son déroulement, donnait l'impression étrange d'une confession intellectuelle involontaire et épuisante.

Malheur au jeune chroniqueur qui avait publié récemment un article sur l'un de ceux qu'on présentait, sinon comme ses pairs, du moins comme ses alternatives – Althusser, Foucault, Lacan, par exemple –, mieux valait être ferré à glace. En quelques minutes, les thèses des politologues américains les plus célèbres (Merton, Lipset ou Dahl) ou des économistes anglo-saxons les plus à la mode, surtout les plus à la mode (Galbraith par exemple), pouvaient être pulvérisées sans rémission. Raymond Aron surplombait intellectuellement son époque. Les plus grands honneurs lui étaient rendus : Collège de France, Institut, Académie française, doctorats *honoris causa* des plus prestigieuses universités du monde, traitement royal au *Figaro* ou à *L'Express*. Ses livres étaient des événements, ses cours étaient des prouesses et, cependant, il souffrait paradoxalement de n'être pas mieux reconnu par ses adversaires et surtout de ne pas être davantage consulté par les princes qui se succédaient au palais de l'Élysée.

Il avait beau occuper une place unique dans le monde intellectuel et

universitaire, en chef de file incontestable des libéraux, en égal de Sartre dans le camp d'en face, il regrettait que *Le Monde* ne lui rende pas justice, que Valéry Giscard d'Estaing, tout comme Georges Pompidou, *a fortiori* le général de Gaulle, n'aient pas vraiment cherché à dialoguer avec lui, à tester leurs projets à l'épreuve de son jugement. Il est vrai que, bien souvent, qu'il s'agisse du destin de l'Algérie, de la nature de la V^e République, de la doctrine d'emploi de l'arme nucléaire, des rapports avec Washington, Moscou ou Israël, de la politique budgétaire ou fiscale, de la construction européenne, il avait eu raison le premier et avait largement précédé les choix des dirigeants politiques. Le Général ne lui pardonnait pas son indépendance, Georges Pompidou appréciait peu son ironie mordante, Valéry Giscard d'Estaing n'avait envie ni d'un mentor ni d'un consultant de prestige, ni d'un interlocuteur parfois plus lucide que lui, et toujours plus pessimiste.

Pierre Mendès France, lui, redoutait la clairvoyance impitoyable de Raymond Aron et s'inquiétait de ne pas lui trouver de pendant à gauche. Il me l'avait bien confié dix fois. François Mitterrand aurait aimé le rencontrer pour parler longuement et franchement avec lui et m'avait même demandé de lui en faire part, mais l'auteur de *L'Opium des intellectuels* ou de *Paix et guerre entre les nations* s'y refusait absolument : un manœuvrier sans scrupules, cinglait-il.

Raymond Aron avait beau être un très grand universitaire, il n'en était pas moins un intellectuel beaucoup plus engagé et même plus âpre sur le fond que la modération de sa forme ne pouvait le laisser penser. L'union de la gauche, le programme commun, la présidence de François Mitterrand, il les rejetait en bloc. L'aisance ahurissante de son expression – il était sans doute le seul Français à parler exactement comme il écrivait –, la courtoisie aristocratique de ses prises de position, sa hauteur de vue pouvaient donner le change : s'il était libéral, il n'avait rien d'un tiède, s'il était nuancé, c'était pour conclure plus fermement, voire plus autoritairement ; s'il était modéré, c'était avec une détermination d'airain. Il avait été excellent joueur de tennis. Sur le court comme la plume à la main, il attaquait avec élégance mais sans relâche.

Jacques Attali

Jacques Attali est pathologiquement intelligent. Il produit des idées à jet continu, comme une source intarissable. Certaines sont carrément absurdes, d'autres paraissent si provocatrices que leurs chances d'être appliquées en deviennent minimes. Quelques-unes semblent presque géniales, en tout cas prophétiques. L'ancien conseiller spécial – très spécial – de François Mitterrand est un personnage hors normes. Il

s'intéresse à tout, il déploie une culture époustouflante (avec parfois des emprunts sans gêne à ses voisins), il écrit aussi vite qu'il respire, il traite tous les sujets, depuis l'économie mondiale, généralement sur un registre apocalyptique, jusqu'à la musique ou la religion. Il publie des essais à un rythme de mitraillette, mais aussi des romans (médiocres), des biographies (excellentes), des pièces de théâtre (désastreuses), des souvenirs (fascinants, sinon toujours véridiques), des livres d'histoire érudits et des œuvres de réflexion, lumineuses ou embrumées. Il n'y a pas en France dix esprits aussi fertiles que le sien, ni dix personnages aussi exaspérants.

J'avais fait sa connaissance bien avant 1981 en rendant compte d'un de ses livres, aussi complexe qu'original. Il m'avait englouti sous des remerciements exagérés et des effusions inutiles. Je l'avais retrouvé durant la campagne présidentielle victorieuse de François Mitterrand, collaborateur intime et déjà captateur du candidat socialiste. En peu de temps, il était devenu impérieux et menaçant, annonçant les pires avanies à qui se permettrait des réserves sévères sur le programme économique de son chef. Il est vrai qu'il en était largement l'auteur et qu'il a toujours ressenti chaque critique comme une calomnie, chaque pique comme une offense et chaque contradiction comme un aveu d'ignorance ou de mauvaise foi. La tolérance n'est pas sa tasse de thé et il n' imagine le débat qu'à sa gloire. Ce qui ne diminue en rien son incomparable imagination intellectuelle et, parfois, ses intuitions fulgurantes.

Il a été dix ans le conseiller le plus proche de François Mitterrand, le seul à pouvoir intervenir sur n'importe quel sujet, un collaborateur hors statut, omniprésent, ayant l'accès permanent au bureau présidentiel, entretenant aussi avec le chef de l'État des relations d'amitié intense. En privé, François Mitterrand parlait de lui avec un étrange mélange d'admiration étonnée, d'ironie familière et d'écoute précautionneuse. Il savourait son imagination inépuisable et sa culture originale, il se défiait instinctivement de son jugement et n'ignorait rien de ses travers humains.

Il faut dire que Jacques Attali avait conquis à l'abordage le bureau contigu de celui de son maître et y montait la garde comme un mameluk éperdu de curiosité. Il ne supportait pas qu'un visiteur ne lui rende pas compte sur-le-champ du contenu de sa conversation avec le chef de l'État. Il le guettait dans l'antichambre, l'accrochait dès sa sortie et ne le lâchait pas avant d'avoir une idée précise des thèmes abordés et des réponses présidentielles. C'était une addiction à la parole présidentielle, abusive et touchante, intrusive, entre comique et tyrannique. Il m'est arrivé plus d'une fois de m'esquiver par le secrétariat pour ne pas le croiser, sous la conduite d'un François Mitterrand qu'égayait mon allergie à cette indiscretion irrépressible.

Après quoi il fallait d'urgence décrocher mon téléphone privé pour me défendre des piquûres de rappel. François Mitterrand était pourtant, au total, flatté de provoquer une telle passion intellectuelle chez Jacques Attali, un esprit supérieur malgré une personnalité baroque et parfois moliéresque. Quant à celui-ci, il avait l'impression de faire l'Histoire auprès d'un chef de l'État qui laisserait une marque.

Dans certaines circonstances, au pire de la crise monétaire de 1983 par exemple, la conversion de Jacques Attali à la priorité européenne eut des effets précieux. À propos des États-Unis ou de l'Union soviétique, des derniers soubresauts de la guerre froide ou du Proche-Orient, le conseiller spécial avait de la clairvoyance et le sens de l'initiative. En économie, si ses thèses n'étaient pas toujours justes, au moins combattait-il le déni des réalités alors si répandu à gauche.

Ce qui gâchait ces brillances épisodiques et ces fulgurances à éclipse, c'était l'idolâtrie jalouse qu'il déployait sans cesse comme un tapis rouge virtuel sous les pieds d'un François Mitterrand qui n'en demandait pas tant, appréciant davantage les flatteries que les flatteurs. Tant d'excès provoqua même un jour un incident entre nous. Au cours d'un vol en hélicoptère, Jacques Attali prodiguait tant de compliments extravagants à un François Mitterrand amusé et pas dupe que je finis par laisser éclater mon exaspération et demandai tout à trac au Président si tant de flagornerie constante ne risquait pas d'altérer son jugement. Il eut la cruauté de m'approuver sans trop de précautions. Le coup d'œil que me jeta Jacques Attali aurait pu me précipiter hors de l'hélicoptère. Depuis, je crois bien ne plus avoir eu aucune conversation avec lui.

Cela ne m'a pas empêché d'être attristé par le fossé qui se creusa entre le Président et son conseiller lorsque celui-ci publia des *Verbatim* indiscrets ou inexacts. François Mitterrand le vécut comme une trahison de son favori, lequel identifiait tellement la présidence et ses propres certitudes qu'il n'avait sans doute même pas conscience des écarts entre sa mémoire et la vérité. Au demeurant, chacun est conscient à la longue des caractéristiques de l'astre Attali, entre éblouissements et mirages. Nicolas Sarkozy, après bien d'autres, a mobilisé à plusieurs reprises ce cracheur de feu génial et puéril, à côté duquel Claude Allègre est la sérénité même, et Bernard-Henri Lévy la retenue et la modestie.

Martine Aubry

En 2007, Ségolène Royal portait les couleurs du parti socialiste dans la compétition présidentielle. Du coup, la campagne prit à plusieurs reprises un tour surréaliste. Cette fois-ci, au contraire, Martine Aubry a été pleinement à sa place dans le marathon des primaires du PS. La

présidente de la région Poitou-Charentes ferait une excellente présidente de l'Assemblée nationale, comme elle en avait eu primitivement l'intention. La maire de Lille possède en revanche toutes les caractéristiques d'une candidate au palais de l'Élysée : elle en a l'envergure, les atouts et les défauts. Elle n'est certes pas au sein du PS la seule dans ce cas. Dominique Strauss-Kahn, son rival depuis vingt ans et son exact contemporain, avait manifestement les capacités nécessaires et malheureusement des faiblesses infinies. François Hollande, son adversaire depuis plus de dix ans, son vainqueur final, possède tous les talents du monde. Ségolène Royal, son contraire même depuis toujours, en a l'appétit et le charisme baroque. La maire de Lille est cependant devenue une prétendante légitime à l'investiture du PS et une candidate parfaitement naturelle. Première secrétaire du PS, nul ne pouvait lui contester le droit de se mettre sur les rangs. Chef d'état-major de la campagne socialiste aux élections régionales, elle a été la grande bénéficiaire de l'imposante victoire de son parti. En fait, elle a accédé depuis deux ans au statut de leader de l'opposition, que cela fasse plaisir ou non à ses concurrents. Elle a donc eu plusieurs mois durant trois pas d'avance.

Et puis il serait mesquin de lui contester les qualités de son ambition. Elle a été beaucoup critiquée, récusée, attaquée dans sa vie. À l'ENA, on l'a privée du rang de sortie brillant qu'elle méritait parce qu'elle était la fille de son père, Jacques Delors. Directrice au ministère du Travail, elle fut écartée de sa fonction durant la première cohabitation par le gouvernement Chirac malgré l'appui de son ministre Philippe Séguin, essentiellement pour avoir été l'inspiratrice des lois Auroux, honnies par la droite. Nommée ministre à la demande d'Édith Cresson en 1991, elle ne peut que participer à l'agonie de la gauche au pouvoir et au crépuscule du second septennat de François Mitterrand. Ministre clef du gouvernement Jospin, chargée de l'énorme secteur social, elle devient bientôt « la dame des 35 heures », titre du livre haineux, d'une méchanceté presque inégalable, la poursuivant jusque dans sa vie la plus privée, que lui consacre le journaliste Philippe Alexandre en 2002. Cette année-là, elle est battue aux élections législatives dans sa ville de Lille. Rarement une personnalité politique aura dû faire face à une charge aussi violente qui la bouleverse et la déstabilise. Elle aura encore la voix qui tremble et les larmes qui affleurent quand elle en parlera devant moi l'année suivante. Martine Aubry ne manque pas de cicatrices.

Elle possède de grandes qualités et de visibles défauts. Intellectuellement, elle figure à coup sûr dans le peloton de tête des dirigeants politiques français. Elle comprend vite, elle domine aisément les sujets auxquels elle se frotte, elle a la tête bien faite et bien claire. Contrairement à d'autres esprits doués, elle ne se laisse pas

aller à sa facilité naturelle. Elle travaille d'arrache-pied, c'est la marque Delors, avec opiniâtreté, appétit, parfois méthode. Face aux obstacles, elle accuse le coup, elle connaît des moments de découragement, voire de rejet. Cela ne dure pas longtemps, car son énergie viscérale l'emporte sur ses accès de spleen ou sur ses tentations épisodiques de changer d'existence.

Elle n'est pas d'une pièce. Elle peut être agressive, elle cesse rarement d'être pugnace, mais elle se montre également humaine et compréhensive. Elle exige énormément de ses collaborateurs et de ses amis, mais elle les aime et ne les abandonne pas, face par exemple à la maladie ou aux malheurs privés. Elle est fidèle à ceux qu'elle estime et n'hésite pas à le démontrer, même s'ils n'appartiennent pas à son camp politique, j'ai eu l'occasion de le vérifier. On la croit souvent sectaire, elle sait cependant se montrer pragmatique. Elle a, c'est vrai, le cœur fort à gauche, l'indignation facile, le courroux fréquent, mais, à Lille comme à Paris, sa pratique est plus tolérante et modérée que sa rhétorique ou son tempérament ne pourraient le faire croire. En revanche, face à ses adversaires, elle peut se montrer d'une mauvaise foi abyssale, d'une injustice flagrante, d'une violence démesurée.

Et cependant, en petit cercle, elle peut être aussi chaleureuse, enjouée, voire joueuse qu'en public elle se montre combative, sévère ou plus que partielle. Elle aime les soirées entre amis, les voyages lointains, les escapades culturelles, les bons livres, la bonne musique, les bonnes expositions, la bonne cuisine. Elle a des liens très forts avec ses parents, Jacques et Marie Delors, dont elle reste exceptionnellement proche et dont l'avis compte beaucoup, même s'il n'est pas toujours suivi. Même chose, cela va de soi, avec sa fille et son mari : elle ne l'affiche pas mais elle vit cette intimité plus sincèrement que la majorité du personnel politique. Elle ne sacrifie pas sa vie de famille à son ambition. Elle préserve jalousement son jardin privé. Elle déteste les intrusions dans ses rares moments de détente, elle ne s'exhibe pas à la une des magazines. Elle n'a pas beaucoup de considération pour ceux qui mettent en scène leur vie publique et théâtralistent leur vie privée. Elle se défie des experts en communication. Elle n'a rien d'austère, mais elle est la plus allergique des prétendants socialistes aux paillettes et au strass.

Ce n'est pas pour autant une sainte de niche et de vitrail. Elle a mauvais caractère, c'est bien connu, elle peut laisser éclater des colères intempestives en pleine réunion et se montrer alors violente, cassante et injuste. Elle est aussi cyclothymique, souriante et dynamique quand les choses vont comme elle le souhaite, boudeuse et désagréable lorsqu'elle se heurte à des obstacles intempestifs ou à des manœuvres qu'elle juge déloyales. Pourtant elle-même ne s'interdit pas des ruses, des stratagèmes et des roueries, comme elle l'a

démontré pour prendre le pouvoir à la tête du PS. Elle a mystifié Bertrand Delanoë, et ses alliés n'ont pas hésité à employer des moyens que la morale réprouve pour assurer sa victoire. Elle se fait souvent prier pour accéder à ce à quoi elle aspire ardemment. Elle donne le change, elle hésite, elle a des repentirs ou des nostalgies, mais l'ambition est la plus forte. Elle est célèbre pour avoir la langue terriblement acérée et dès qu'elle parle de ses adversaires, de ses rivaux, *a fortiori* de ceux qui l'ont déçue, les mots volent. J'en ai été dix fois le témoin ; cela lui a terriblement nui dans le passé. Désormais elle se soigne et cherche à éviter ces écarts, avec plus ou moins de réussite.

Son plus gros travers est cependant les libertés qu'elle prend avec la vérité : cela a littéralement empoisonné ses relations avec Dominique Strauss-Kahn sous le gouvernement Jospin. Si les deux principaux ministres n'ont cessé de se chamailler, contraignant l'homme de Matignon à trancher entre eux quasi hebdomadairement, c'est qu'elle avait une manière bien à elle de raconter les faits. Dans le débat politique, elle peut se montrer d'une mauvaise foi sidérante et avancer notamment des chiffres fort éloignés de la réalité. La fameuse rubrique « Intox, Désintox » de *Libération* l'a épinglée plus d'une fois. Elle n'a certes pas le monopole de ce défaut-là, mais elle y déploie une manière de virtuosité tant elle semble absolument convaincue de ce qu'elle avance. Il n'est d'ailleurs pas exclu que ce soit le cas, car elle croit toujours ce qu'elle dit, même si ce qu'elle affirme est faux. Je me rappelle fort bien une émission à la télévision durant laquelle elle m'asséna des statistiques erronées. Impossible de le lui faire admettre malgré plusieurs tentatives, jusqu'au moment où (malheureusement après l'émission) j'eus l'idée de lui dire : « C'est votre père qui m'a donné ce chiffre. » Ce fut instantané : en un clin d'œil, elle rengaina tout argument. Si Jacques Delors s'était exprimé, la justice était rendue.

Il faut dire, c'est son autre grande faiblesse, qu'elle déploie dans la bataille politique une bonne conscience absolue, typiquement catholique progressiste. Elle est convaincue, avec une sincérité totale, que la morale est de son côté, que le bon droit, la justice sociale, la probité et la vertu sont sa propriété. Cela n'enlève rien à ses fortes qualités, cela ne diminue pas son envergure manifeste, cela n'affaiblit même pas ses démonstrations, car la bonne conscience peut impressionner mais cela entoure ses propos d'un halo très années 70, lorsque la gauche catholique pouvait encore croire, avant l'expérience du pouvoir, qu'elle détenait les clefs d'une société juste et bonne. C'est aussi, il est vrai, une forme d'idéalisme qui n'encombre pas les réflexions de la plupart de ses rivaux. Martine Aubry a l'autorité et la ténacité d'un leader, mais avec une pointe persistante d'angélisme. Ce

qui est agaçant mais pas antipathique. Puisqu'elle a perdu, il est indispensable de le lui reconnaître.

B

Robert Badinter

Au fil des ans et même des décennies, Robert Badinter est devenu un ami avec, comme il se doit, la dose nécessaire d'admiration de mon côté et de bienveillance du sien. Pourtant, les choses avaient mal commencé. La première fois que j'ai rencontré Robert Badinter, il était chargé de négocier, au nom de François Mitterrand, les conditions précises du duel télévisé qui devait opposer le candidat socialiste à Valéry Giscard d'Estaing entre les deux tours de l'élection présidentielle de 1974. Jamais une telle confrontation n'avait eu lieu auparavant à la télévision. J'étais avec Michel Bassi à l'origine de ce débat et je devais l'animer, ou plus prosaïquement l'arbitrer, en compagnie de Jacqueline Baudrier, alors directrice de l'information de la première chaîne de l'ORTF. Les deux candidats avaient évidemment demandé des garanties, Valéry Giscard d'Estaing par professionnalisme minutieux, François Mitterrand par extrême défiance vis-à-vis d'une ORTF qui l'avait souvent maltraité. Je les avais reçus l'un et l'autre à plusieurs reprises à l'émission « À armes égales » en compagnie de Michel Bassi. Valéry Giscard d'Estaing me faisait confiance, François Mitterrand ne faisait confiance à personne au sein de la télévision. Il me connaissait pourtant bien, puisque nous avions fait ensemble un livre d'entretiens qui avait marqué *Ma part de vérité* (en 1969), et que nous avions des relations amicales. Il n'empêche : pour François Mitterrand, l'ORTF, c'était le territoire ennemi.

Robert Badinter avait donc pour instruction d'être un émissaire implacable. Il le fut. Durant tous les entretiens préparatoires (Combien de caméras ? Quel réalisateur ? Quels plans ? Quelle lumière ? Quels contrôles techniques ? Quels thèmes dans quel ordre ? Quelles postures des journalistes destinés à être des horloges vivantes ?), il se comporta comme un confesseur vétilleux face à des pénitents porteurs de lourds péchés. Il se montra aussi pointilleux et exigeant qu'un avocat d'affaires américain, aussi rude et distant qu'un hobereau lorrain, aussi méfiant et retors qu'un plaideur normand. Pour dire les choses comme elles étaient, j'en fus assez mortifié car le grand avocat,

l'adversaire farouche de la peine de mort, m'impressionnait terriblement. J'étais heureux de le rencontrer, penaud et vaguement étonné d'être traité en quasi-accusé, même si je savais bien qu'il y avait là une part de comédie. Bref, les premiers contacts furent polaires.

Ils se réchauffèrent lorsque à plusieurs reprises j'eus l'occasion, sous le septennat de Valéry Giscard d'Estaing, de défendre, en éditorialiste, la loi Veil sur l'avortement (qu'il approuvait totalement) et l'abolition de la peine de mort, sa croisade personnelle qui était alors un vif sujet de débat. Il me le fit savoir à plusieurs reprises, avec une cordialité croissante. Les critiques assez vigoureuses qu'à la même époque je formulais contre le programme économique du PS lui étaient visiblement indifférentes, sans doute parce qu'il en partageait quelques-unes.

Lors de la dernière émission « Cartes sur table » dont François Mitterrand fut l'invité avant le premier tour de 1981 – Jean-Pierre Elkabbach et moi-même l'animions –, mon ultime question porta justement sur l'abolition de la peine de mort. François Mitterrand, le visage d'une gravité soudaine, conscient de l'enjeu et de l'impopularité de son choix, s'engagea à mettre fin à la guillotine et au châtiment suprême s'il était élu. Cela fit grand bruit. Une bonne partie de l'entourage de François Mitterrand me reprocha avec violence d'avoir soulevé cette question emblématique, presque sacrée, à la veille du vote. Le candidat, lui, m'en remercia solennellement et presque sévèrement, comme si j'avais participé à son engagement. Robert Badinter, lui, fut chaleureux pour la première fois.

Il le fut de nouveau lorsque, François Mitterrand élu, il devint tout naturellement garde des Sceaux et put enfin imposer cette abolition, pour reprendre le titre du beau livre qu'il lui consacra par la suite. De ma place, je soutenais d'ailleurs de mon mieux son action qui faisait l'objet de terribles polémiques avec la droite et avec une fraction des professions judiciaires et policières. Mon appui n'était certes pas essentiel, mais il y fut sensible. Les questions judiciaires m'intéressaient, les problèmes constitutionnels me passionnaient. Nous prîmes l'habitude d'en parler en tête à tête, parfois vivement, aussi longtemps qu'il fut garde des Sceaux (1981-1986), puis président du Conseil constitutionnel (1986-1995), deux fonctions qu'il marqua plus que personne. Nous nous retrouvions place Vendôme pour un déjeuner frugal, puis au Palais-Royal où son bureau donnait sur la plus belle vue de Paris : là, nous avalions une maigre pitance dans un décor incomparable, servis sur une petite table écrasée par la majesté des lieux. La chère était triste mais sa conversation étincelante. Il ne buvait que de l'eau et picorait quelques miettes, mais son ardeur et la profondeur de ses vues valaient tous les festins. Rarement personnage

parut mieux à sa place que Robert Badinter ministre de la Justice puis président de la Haute Assemblée.

Qu'il s'agisse du code de procédure pénal, des privatisations ou du contrôle de constitutionnalité, c'était toujours la même indépendance, la même hauteur de vue, la même autorité. Il était littéralement la justice et le droit en action, et à mes yeux personne ne l'a égalé dans ce rôle, personne en un demi-siècle ne peut même lui être comparé. Ce fut, avec l'action européenne (à laquelle il participa d'ailleurs ardemment par la suite), le meilleur du mitterrandisme. Sa culture le plaçait également au premier rang des ministres. C'est avec lui que François Mitterrand, le plus érudit des Présidents de la V^e République, visitait longuement les lieux où avaient résidé et écrit les plus grands écrivains dont il partageait le goût. Au Conseil constitutionnel, Robert Badinter organisait aussi des séances de musique de chambre (en général du ^{XVII}^e ou du ^{XVIII}^e siècle) auxquelles tout Paris intriguait pour être invité, car François Mitterrand s'y rendait ponctuellement et stoïquement : la musique l'assommait, il était malade, mais il aimait Robert Badinter.

Celui-ci, outre ses talents multiples d'avocat, de professeur d'université, de garde des Sceaux, de président du Conseil constitutionnel, a trouvé également le temps d'écrire quelques bons livres dont un grand *Condorcet*. Il est aussi, il demeure toujours bien qu'aujourd'hui octogénaire, de loin le meilleur orateur de la gauche. Ses plaidoiries ont été célèbres. Sa colère jupitérienne lors du fameux discours pour le cinquantième anniversaire de la grande rafle du Vél d'Hiv, quand François Mitterrand fut interrompu et sifflé par une partie de l'assistance, reste un moment d'anthologie. Lorsqu'une cause le mobilise, lorsque l'enjeu est d'importance, il se métamorphose soudain en personnage presque biblique, impérieux et irrésistible. Il n'en fut que plus meurtri quand il apprit sur le tard, à l'occasion des entretiens télévisés historiques entre François Mitterrand et Jean-Pierre Elkabbach, la vérité sur les rapports entre son présidentiel ami et René Bousquet. Ce jour-là fut sans doute l'un des pires d'une existence durant laquelle il ne fut pas toujours épargné. Il demeure cependant intraitablement fidèle à la mémoire de l'homme de Latché. Entré au Sénat, tout proche de son appartement lumineux de la rue Guynemer, il aurait fait à coup sûr le président le plus prestigieux possible de la Haute Assemblée si la gauche y avait atteint la majorité. Elle n'y est parvenue que l'an passé, au moment même où Robert Badinter avait choisi de quitter le palais du Luxembourg. Elle y a perdu plus que lui, tant son itinéraire, commencé dans le drame de l'Occupation et la tragédie de la Shoah, a été par la suite de prouesse en prouesse, plus peut-être que n'importe quel autre homme de gauche. Comme homme public, Robert Badinter n'a mérité que des

lauriers parce qu'il a toujours su concilier la morale avec la politique et même avec le pouvoir. Si personne ne possède le monopole de la vertu dont Montesquieu faisait la condition de la République, il est sous la V^e République celui qui s'en approche le plus.

Édouard Balladur

Le jour de son installation à l'hôtel de Matignon après avoir été nommé Premier ministre par François Mitterrand, à la suite de la victoire écrasante de la droite en 1993, Édouard Balladur nous invita à déjeuner rue de Varenne, Catherine Nay et moi. Les deux moments où il est le plus intéressant et le plus fructueux de rencontrer un homme politique, c'est à l'instant où il s'installe au pouvoir et au moment où il comprend qu'il va devoir le quitter. Ce jour-là, Édouard Balladur était étonnamment serein, parfaitement déterminé et pudiquement heureux. Il accédait enfin aux responsabilités au niveau auquel il aspirait, à la tête du gouvernement. Il avait soixante-quatre ans. François Mitterrand, très malade, venait de perdre sans surprise son dernier combat politique. Jacques Chirac, tout à la préparation de sa future candidature à l'élection présidentielle de 1995, avait habilement laissé le poste de Premier ministre à son ami Édouard. Celui-ci avait donc les mains libres pour donner toute sa mesure, le handicap de cette deuxième cohabitation étant beaucoup plus léger qu'à l'époque de la première cohabitation (1986-1988), puisque cette fois François Mitterrand ne pouvait plus briguer un autre mandat. Visiblement, le nouveau Premier ministre avait conscience de jouer sa meilleure carte au meilleur moment.

Durant tout le déjeuner qui fut léger, tranquille et raffiné – un climat à l'opposé des mois qui précédaient, durant le calvaire gouvernemental du pauvre Pierre Bérégovoy –, pas une fois Édouard Balladur ne fut dérangé. Malgré la charge exceptionnelle de cette journée, il avait déjà donné des instructions pour n'être interrompu qu'en cas d'extrême nécessité, même s'il se trouvait en compagnie de simples journalistes. Le personnage était ainsi, tout en contrôle, en maîtrise de soi, en tranquillité affichée et en énergie policée. Il apparaissait déjà fort à son aise dans ce nouveau rôle auquel il s'était soigneusement préparé. Ses fonctions précédentes (secrétaire général adjoint puis secrétaire général de la présidence sous Georges Pompidou, ministre d'État, ministre des Finances, de l'Économie et de la Privatisation, c'est-à-dire numéro deux du gouvernement Chirac de 1986 à 1988) l'avaient totalement familiarisé avec les rouages de l'État et les pièges de l'administration qu'il avait d'ailleurs explorés auparavant au Conseil d'État et au cabinet de Georges Pompidou, Premier ministre. Il avait donc l'expérience du pouvoir et de la

cohabitation. Il avait pu observer de près, scruter, jauger les deux principaux acteurs politiques du moment, François Mitterrand et Jacques Chirac. Fort intelligent, il se distinguait de ses rivaux de droite par l'ampleur de sa culture classique, la clairvoyance de son jugement et son assurance tranquille. De fait, il fut un excellent Premier ministre et il aurait pu faire un chef de l'État réfléchi et décidé, réaliste et habile. Malheureusement pour lui et peut-être pour nous, s'il avait l'envergure d'un Président, il n'avait pas du tout les qualités d'un candidat.

Ce jour-là, il nous exposa, à Catherine Nay et moi, son plan de deux ans, à base de privatisations soigneusement ordonnées, d'allègements fiscaux et de réformes sociales nécessaires, à commencer, déjà, par le financement des retraites. C'était, c'est toujours un libéral à la française, acquis au marché mais sous la supervision de l'État, conscient de l'urgence d'améliorer la compétitivité de l'économie tricolore mais soucieux de ne pas hérissier une société éruptive et malheureuse. Il avait eu le rare privilège de savoir à l'avance qu'en cas de victoire (prévisible) de son camp, il deviendrait Premier ministre. Il avait donc son scénario bien en tête. Ce qui nous frappa le plus, Catherine et moi, lors de ce déjeuner mémorable, c'est qu'il nous fit comprendre qu'il avait composé seul son gouvernement, informant Jacques Chirac sans avoir sollicité ses avis. Il avait été son bras droit lors du dernier gouvernement de droite, il n'entendait pas être son simple légat rue de Varenne.

Avait-il déjà des ambitions présidentielles ? Il ne nous en dit évidemment pas un mot ce jour-là. Se sentait-il mieux fait que Jacques Chirac pour la fonction suprême ? C'est ce que l'on pouvait déjà deviner. Bien que durant ces deux années rue de Varenne il ait eu à affronter de grandes épreuves et maintes traverses (une croissance flasque, une crise monétaire violente, de grosses manifestations du camp laïc, des défilés houleux d'étudiants et de lycéens, une prise d'otages périlleuse, l'hostilité de plus en plus ouverte de Jacques Chirac et, surtout à la fin, quelques savantes roueries de François Mitterrand), jamais il ne parut décontenancé ou dépassé par les événements. À 20 heures, il regagnait paisiblement son domicile privé pour prendre le temps de la réflexion et lire quelques bons auteurs. Des seize Premiers ministres que j'ai eu l'occasion d'approcher de près, il est sans doute celui qui faisait preuve du plus de sang-froid et de maturité, même s'il n'était pas infaillible, à propos de l'Europe notamment, ou s'il n'était pas universel : les questions de défense, par exemple, l'inspiraient peu.

Pourquoi a-t-il été battu à l'élection présidentielle de 1995 ? Outre l'énergie littéralement homérique de Jacques Chirac durant cette longue campagne, il avait plusieurs handicaps majeurs : il n'avait pas

de formation politique derrière lui. Le RPR appartenait à Jacques Chirac, même si nombre de ses élus penchaient vers Édouard Balladur. L'UDF, qui partageait à peu près tous les choix d'Édouard Balladur, ne se résolvait pas à l'appuyer et préférait négocier en désordre avec le maire de Paris. Valéry Giscard D'Estaing le regardait comme un usurpateur, Raymond Barre le classait comme un conservateur.

À la télévision, le candidat Balladur était corseté, manquant totalement de spontanéité et de verve, certes réfléchi, parfois profond, mais toujours lointain et distant. En fait, il n'était pas, il n'avait jamais été un homme politique professionnel. Arpenter les marchés l'horrifiait, animer des meetings lui pesait, aller à la rencontre des électeurs lui demandait un effort trop visible sur lui-même. Ce n'était ni un grand orateur, ni un bon tacticien électoral, ni un candidat expérimenté, ni surtout un démagogue décomplexé. En petit comité, son autorité et sa valeur l'imposaient. Devant l'Assemblée nationale, s'il ne brillait pas, il savait se faire écouter. Face au grand nombre, il se crispait, il se braquait parfois, il trébuchait souvent.

Sa déclaration de candidature avait été d'un autre temps, surannée, sa campagne fut d'un amateurisme navrant. Plus les semaines passaient, plus Lionel Jospin s'affirmait à gauche, plus Jacques Chirac ratissait large à droite avec un culot, une bravoure, une fringale sans bornes. L'étroitesse de la victoire arithmétique finale de Jacques Chirac prouve cependant que les Français n'étaient pas dupes de l'excès d'électoralisme de l'un et du déficit de cynisme de l'autre. Battu de peu au premier tour, Édouard Balladur fut aussitôt le vaincu le plus digne et le plus élégant de la V^e République. Jacques Chirac ne lui en sut aucun gré. Pour lui, Édouard Balladur demeurait l'ami infidèle et l'imposteur politique.

Édouard Balladur mérite cependant beaucoup mieux que ce jugement-là. Il était trop intelligent pour ne pas comprendre aussitôt que sa défaite était sans appel, qu'il n'aurait pas de seconde chance. Il s'en accommoda sans la moindre plainte ou la moindre nostalgie publique. Il ne chercha jamais à prendre sa revanche. Il préféra ce qu'aucun de ses prédécesseurs n'avait voulu faire : faciliter de son mieux l'ascension d'un cadet d'une autre génération, en l'occurrence Nicolas Sarkozy, qui s'était engagé vigoureusement en sa faveur, au grand courroux de Jacques Chirac et à qui il fit mieux que rendre la politesse. Il le conseilla, l'appuya, le recommanda : en politique, ce comportement-là est rarissime. Les hommes d'État ont plus l'habitude de sacrifier leurs lieutenants que de les mettre en selle. En ce sens, Édouard Balladur est une exception.

Sa défaite l'a assurément blessé et mortifié. Il est assez gentleman pour ne l'avoir jamais laissé paraître, même en privé. Depuis son échec, il a beaucoup écrit et publié, faisait apparaître progressivement

ce que peu avaient discerné auparavant : derrière sa courtoisie presque inaltérable et son classicisme sophistiqué, qu'il s'agisse de sa façon de s'habiller ou de s'exprimer, c'est un esprit non seulement distingué mais foncièrement indépendant. Il n'hésite pas un instant, il hésite d'ailleurs de moins en moins à s'affranchir des totems et des tabous de son propre camp.

Ce conservateur a une âme de modernisateur, ce modéré ne manque pas d'esprit de décision, cet adepte des bonnes manières et des protocoles désuets a de l'esprit et même de l'humour. Bref, derrière ses impeccables costumes et son style de membre d'un club londonien huppé, Édouard Balladur possède une forte personnalité, voire une discrète originalité. S'il n'est plus éligible au palais de l'Élysée, il aurait mérité de l'être. La tornade des « affaires » l'affecte plus qu'il ne le montre. En privé comme en public, il maintient avoir scrupuleusement respecté la législation sur le financement des campagnes électorales, qu'il avait d'ailleurs nettement durci lui-même lorsqu'il était Premier ministre. Il paie ainsi durement l'éternelle vengeance des chiraquiens. S'il n'a rien d'un candide, on l'imagine mal en cynique lorsqu'on le connaît bien. Il est dommage et sans doute injuste que de telles polémiques ternissent ainsi une image plus qu'honorable. Édouard Balladur a le sens de l'État, qu'il n'a cessé de servir depuis la fin de ses études. Jacques Chirac est aujourd'hui au-delà des accusations que l'on porte sur le financement de sa campagne présidentielle de 1995. Édouard Balladur, lui, en porte le poids.

Raymond Barre

Quelques jours avant sa mort, Raymond Barre, déjà très affaibli et sans illusion sur son état, m'avait envoyé un petit mot. Comme toujours, celui-ci était manuscrit. L'écriture fine et pointue demeurait ferme. Le ton était serein mais sans ambiguïté. L'ancien Premier ministre, après avoir lu l'un de mes articles, me pressait de continuer à défendre de mon mieux l'idée d'une Europe ambitieuse et volontaire car, pressentait-il déjà avec sa clairvoyance habituelle, elle allait au-devant de graves convulsions. Cet ultime message ressemblait à son auteur : lucidité, détermination, hauteur de vue, désintéressement. Même très affaibli, Raymond Barre demeurait lui-même, l'homme d'État qu'il n'avait cessé d'être depuis des décennies.

Je le connaissais de longue date pour l'avoir approché dès la fin des années 60 chez Jean-Marcel Jeanneney dont il avait été le directeur de cabinet lorsque celui-ci était ministre de l'Industrie du général de Gaulle. Les deux hommes, économistes réputés l'un et l'autre, semblablement universitaires de haute volée, gaullistes identiquement gaulliens et néanmoins européens – c'était fort rare –, avaient noué

des liens d'amitié solides. Aux yeux de Raymond Barre, qui n'avait pas une grande considération pour les journalistes (hormis Jean Boissonnat et deux ou trois moindres spécialistes d'économie), je bénéficiais ainsi d'une sorte de certificat d'honorabilité. Le hasard fit que, par la suite, enseignant tous les deux à Science Po le même jour et à la même heure, nous nous retrouvions ponctuellement une fois par semaine pour un échange de vues aussi laconique que jovial. Comme il ne manquait ni de malice ni, lorsqu'il le voulait bien, d'adresse, il lui arriva de m'embarrasser terriblement deux ou trois fois à la télévision en me donnant du « mon cher collègue » intempestif puisqu'il plaçait l'intervieweur en porte-à-faux vis-à-vis de l'interviewé. L'émission achevée, il me jetait en riant : « Je vous ai bien eu avec "mon cher collègue", vous aviez l'air aussi déconfit que si je vous avais pris en flagrant délit d'ignorance. »

Raymond Barre était ainsi dans ses bons moments, gai et sérieux à la fois, impeccablement compétent, immuablement déterminé, opiniâtre jusqu'à l'obstination, écoutant attentivement les autres mais se déterminant seul et, sa décision prise, ne se laissant pas fléchir quels que soient les obstacles et les protestations. C'était un homme de caractère, un esprit d'une clarté exceptionnelle et d'une vigueur impressionnante. Il était respecté par les plus grands économistes du monde entier, privilège presque unique pour un dirigeant français. Son passage à Bruxelles comme vice-président de la Commission (envoyé là par le général de Gaulle qui avait toute confiance en lui) avait laissé des traces car il cherchait à combiner l'adoption de politiques communes vigoureuses avec le respect de l'autorité des États. Dès cette époque, il avait lancé l'idée d'une monnaie européenne. Les gardiens de la loi gaulliste avaient grommelé, mais il en fallait plus pour l'intimider. Raymond Barre n'était pas quelqu'un qu'on pouvait détourner de son sillon.

Ceux qui le connaissaient mal ne voyaient généralement en lui que le grand serviteur de l'État sûr de lui et de son savoir, imperturbable face aux attaques de l'opposition et aux murmures de son propre camp, passant outre les critiques de la presse sans ciller, rendant cependant parfois vertement coup pour coup, un personnage tout en fermeté, en conviction et en orthodoxie résolue : le professeur Barre. Souvent, il est effectivement apparu ainsi durant les cinq années passées à l'hôtel de Matignon sous le septennat de Valéry Giscard d'Estaing.

Vis-à-vis du Président, il se montrait d'une loyauté absolue et parfois stoïque car, lorsqu'il n'était pas d'accord avec telle ou telle décision, il exposait ses arguments, mais si le chef de l'État maintenait son point de vue, il s'inclinait et le défendait vaillamment en public. Il est vrai que réciproquement Valéry Giscard d'Estaing lui conservait sa

confiance et son amitié malgré les maladresses que commettait parfois Raymond Barre, meilleur gouvernant que tacticien politique, et malgré une intransigeance précieuse en pleine crise économique et sociale, mais parfois malencontreuse dans l'expression. Raymond Barre avait toutes les qualités d'un homme d'État mais pas tous les talents d'un homme politique. Économiste admiré, gaullo-giscardien atypique, il possédait toute l'envergure du monde mais ignorait superbement les recettes et les ruses de la vie politique. Les partis l'assommaient, le Parlement lui paraissait futile. Il avait été élu député parce qu'il était Premier ministre, plus par devoir que par plaisir. Il jugeait la plupart des hommes politiques superficiels, sournois et jacassant. Il était à son aise face aux affaires sérieuses, mais se montrait plus emprunté lorsqu'il s'agissait d'escrime politicienne.

On le vit bien quand il décida d'être candidat à l'élection présidentielle de 1988. Il admirait François Mitterrand mais il ne l'estimait guère, le surnommant « le prince de l'équivoque ». Il pestait quotidiennement contre Jacques Chirac dont, en petit comité, il déplorait les roueries, les mensonges et les manœuvres. À l'issue du premier mandat du Président socialiste et après deux années d'une cohabitation dont il désapprouvait hautement le principe, il considérait qu'il fallait en revenir aux règles de base de la V^e République et proposer aux Français un programme honnête, donc sévère. Pour ce faire, il s'estimait le mieux placé et à ce moment-là il avait bien raison. L'ennui est que les Français en ont jugé autrement. Ils estimaient fort Raymond Barre, ils lui accordaient même dans l'opposition la popularité qu'ils lui avaient refusée lorsqu'il était à l'hôtel de Matignon, mais ils n'avaient aucune envie d'une cure d'austérité. Raymond Barre avait trop de probité pour leur cacher la réalité. Les citoyens, tout en pressentant qu'il parlait vrai, ont préféré entendre la musique douce que leur susurrail alors François Mitterrand avec sa « France unie », et même le volontarisme hétéroclite que leur présentait Jacques Chirac.

Raymond Barre, de surcroît, mena une piètre campagne, mal soutenu par l'UDF, fort attaqué par le RPR et plutôt mal traité par les médias. Il arriva en troisième position. En dînant avec lui au moment où tout était joué, donc perdu, on ne pouvait qu'admirer la bonne figure qu'il sut conserver. Devant la maladie qui l'a tenaillé de longues années, il a également fait preuve d'une fermeté d'âme romaine. Sans illusion sur les hommes, il gardait cependant sa foi en ses convictions : la France, l'État, l'Europe, le marché, une République impartiale, la justice sociale autant que possible, la rigueur financière autant que nécessaire. C'était un homme selon Montesquieu, incarnant la vertu républicaine. Les Français ont préféré un homme selon Machiavel, personnifiant l'habileté.

Derrière la sévérité de sa politique et l'exigence de son personnage – Raymond Barre n'était pas commode –, l'homme privé était attachant. Fidèle en amitié comme en toute chose, il se montrait très simple dans la vie quotidienne. Dans sa maison de Saint-Jean-Cap-Ferrat, il parlait sans pédanterie mais avec beaucoup de science des différentes versions d'opéras qu'il ne se lassait pas d'écouter. Il avouait en souriant qu'il commençait rituellement ses vacances en relisant des romans d'Alexandre Dumas (notamment la trilogie de *La Reine Margot*, excellent choix). Quand il était fatigué ou de mauvaise humeur, notamment la dernière année de son éprouvant gouvernement, il pouvait se montrer cassant, injuste, voire désagréable. C'était le fruit de trop de labeur désintéressé, de trop de décisions impopulaires, de trop de sacrifices personnels au service de l'État.

Durant toute la période tumultueuse où il a joué les premiers rôles, c'est souvent lui qui avait raison sur l'essentiel. Il le disait peut-être de façon abrupte, mais aussi de manière imagée et toujours sincère. À la fin de sa vie, il a eu des phrases déplacées, frôlant l'antisémitisme, par détestation de la langue de bois. Raymond Barre, malgré son importance, restait naturel et authentique, une exception en politique. Lors d'émissions décisives pour lui, jamais il ne demandait à connaître le découpage, encore moins la première question. Il est le seul qui, allant du maquillage au studio, était capable de parler d'un livre, d'un concert, d'un vieux western qu'il venait de regarder pour la dixième fois. Il le pouvait parce qu'il était en paix avec lui-même plus que les autres, qu'il avait réellement plus d'ambition pour son pays que pour sa personne et que, étant ce qu'il était, il lui suffisait de s'estimer sans avoir besoin de s'admirer en prime.

François Bayrou

La première fois que j'ai rencontré François Bayrou, c'était à un dîner chez Marie-Thérèse et Jean François-Poncet. Ce dernier, brillant et distingué lieutenant de Valéry Giscard d'Estaing dont il avait été le ferme secrétaire général au palais de l'Élysée puis l'actif ministre des Affaires étrangères, avait à cœur de recevoir chez lui et de parrainer de son mieux les jeunes pousses du centrisme libéral et européen. C'est ainsi que j'ai découvert le nouveau député Bayrou, élu à trente-cinq ans dans les Pyrénées-Atlantiques. Personne n'était pourtant moins mondain que lui et il ne paraissait pas très à son aise dans ce temple de la bonne société parisienne. Il était cependant plus embarrassé qu'intimidé. En fait, si au premier abord il semblait emprunté, on découvrait vite un regard aussi vif que curieux, un appétit robuste, au propre comme au figuré. Il n'était ni modeste ni effacé. La pierre affleurait très visiblement sous la gangue. Pour un débutant, faisant

ses premières armes au Palais-Bourbon, il paraissait déjà regarder loin. Il m'a intéressé et plu aussitôt. Ce n'est pas tous les jours, ni d'ailleurs tous les ans, que l'on a l'impression de découvrir un homme politique capable d'aller loin. Il faisait incontestablement partie de cette petite escouade-là.

Sa trajectoire témoignait de la force de sa personnalité. Fils d'un paysan béarnais sans argent mais non sans intelligence ou sans culture, ayant perdu son père fort jeune à la suite d'un accident du travail, il était devenu chargé de famille encore adolescent. Il avait dû concilier le travail à la ferme avec ses études, trop lycéen pour un agriculteur et trop agriculteur pour un lycéen. Il avait fait de son mieux sur ses maigres terres, mais avait suffisamment brillé dans ses études pour arracher une agrégation de lettres classiques. Dans la seconde moitié du ^{xxe} siècle, peu d'hommes politiques ont connu pareils débuts. François Mitterrand, toujours attentif et intéressé par la psychologie humaine, tendance Balzac plutôt que Vigny, l'avait vite repéré et m'avait dit durant sa cohabitation avec le gouvernement Balladur : « Un centriste aussi déterminé, un bègue aussi éloquent, un catholique aussi réaliste, il sera un jour candidat à l'Élysée. » À l'époque, François Bayrou, avançant toujours avec ses bottes de sept lieues, était devenu ministre de l'Éducation nationale à quarante-quatre ans. Il est vrai que le vieux Président socialiste, tout épuisé et malade qu'il ait été durant ses deux dernières années au pouvoir, ne renonçait pas à séduire ses adversaires pour mieux semer le trouble dans leurs rangs. Il comptait bien, assurément, que je répéterais son propos millimétré à François Bayrou, que celui-ci lui en saurait gré et que je n'aurais pas été mécontent de jouer les émissaires émoustillés. Reste que, depuis son arrivée à Paris, le Béarnais n'avait pas perdu de temps, qu'il s'était rapidement imposé comme la cheville ouvrière et le nouvel espoir du centrisme, qu'il avait promptement éclipsé les burgraves et les margraves du CDS, était devenu un pilier de l'UDF, jusqu'à en exercer la présidence avec la bénédiction circonspecte de Valéry Giscard d'Estaing.

Cette prompte ascension est sans mystère. François Bayrou n'est pas le plus acharné au travail ou le plus constant dans l'effort. Son égocentrisme, classique chez les hommes politiques de premier plan, lui a joué mille tours et a découragé nombre de ses collaborateurs, voire de ses amis. Son autoritarisme, parfois sa brusquerie l'ont handicapé. Son individualisme forcené l'a desservi. Ses changements de cap brutaux ont désorienté nombre de ses militants et la plupart de ses élus.

Reste qu'il est à coup sûr l'un des plus intelligents et des plus cultivés de sa génération politique ; qu'il est excellent orateur, enflammé et entraînant, capable de retourner une salle ; qu'il n'a peur

de personne ni de rien, avec parfois un excès de confiance en lui qui nuit à sa lucidité ; qu'il possède un réel charisme, qu'il est un combattant-né ; qu'il adore les passes d'armes à la radio et à la télévision et même qu'il les provoque régulièrement ; qu'il est, le fait est rare pour un centriste, à la fois pittoresque et dominateur ; qu'il a de fortes convictions européennes, sociales, décentralisatrices, humanistes, même s'il est capable de les bousculer sérieusement lorsque son intérêt est en jeu : cet Européen farouche n'a pas été le meilleur défenseur de la cause européenne en 2005 ou 2007, lorsqu'elle pouvait lui nuire. Au total cependant, un animal politique de la race des félins, rapide, agressif, intuitif, capable de mordre durement puis de se réfugier d'un bond dans ses Pyrénées natales où il se ressource aussi souvent que possible.

C'est une autre dimension de ce personnage à la fois cohérent et atypique : il y a le François Bayrou des villes, impérieux, impétueux, parfois infatué, mais il y a aussi le Bayrou des champs, authentique, enraciné dans sa vie de famille : il a une femme intelligente qui refuse d'aller se perdre dans la capitale, six enfants plus doués et couverts de diplômes les uns que les autres, plusieurs petits-enfants (il s'est marié très jeune) et il manifestait un attachement touchant pour sa mère aujourd'hui disparue, une vieille dame vive, simple et directe, habitant sa modeste ferme de Bordères. Lui qui à Paris peut être cassant ou manoeuvrier se montrait dans son Béarn aussi fier d'elle qu'elle était fière de lui. François de Bordères, vivant frugalement en famille au milieu de ses chevaux, au pied de ses montagnes, dans le village qu'il n'a jamais vraiment quitté, gagne à être connu. François de Paris devrait sans doute plus souvent l'écouter. C'est d'ailleurs ce qu'il fait plus fréquemment qu'on ne le croit.

François Bayrou agit dans la capitale mais réfléchit dans sa province natale. Il y écrit aussi, avec bonheur, avec passion, publiant notamment plusieurs très bons livres sur Henri IV qui lui ont valu des succès retentissants et qui correspondent à nombre de ses convictions originelles : la foi mais la laïcité, la tolérance mais la fermeté, la France mais le Béarn et l'Europe, le courage mais la ruse, la dissimulation mais la sincérité, l'opportunisme mais le goût du risque et le sens du théâtre. On ne comprend pas le François Bayrou d'aujourd'hui, fonceur, obstiné, vindicatif, provocant, parfois suffisant jusqu'à la jactance, sans connaître le François Bayrou de toujours, intrépide, subtil, humain, sensible, opiniâtre, imaginatif et littéralement pétri de catholicisme social. Lorsqu'il sonne la charge contre les inégalités, les injustices sociales, la tyrannie du capitalisme financier ou le despotisme des marchés, il ne force pas ses sentiments. Quand il tonitruie et déclenche des esclandres contre les grands médias, les groupes de pression ou les oligarchies, quand il se fait

l'imprécateur contre les puissances, il est moins démagogue et plus sincère qu'on ne le croit.

Il est vrai que ce n'est pas non plus un candide ou un irénique. Il a très bien compris que sa posture de petit campagnard éveillé et malin à la Dickens, bataillant contre les pouvoirs et les richesses, que ses accents d'anti-oligarque pouvaient être extrêmement profitables. Il a délibérément rompu des lances contre les principaux médias pour s'attirer les sympathies populaires et bénéficier de ses transgressions volontaires. Face aux journalistes, comme face à ses rivaux politiques, il ne connaît d'ailleurs que les rapports de force et les défis. Pour l'avoir reçu lors de son premier « Club de la presse », puis de sa première « Heure de vérité », je peux témoigner que dès le départ il voulait transformer l'interview en bras de fer, presque en pugilat symbolique. Il porte en lui plus de passion, de force et même de violence qu'il n'est d'usage dans sa famille politique, voire dans le monde politique.

Les épreuves qu'il a dû surmonter, les handicaps qu'il a dû forcer y sont sans doute pour beaucoup, mais aussi le réalisme cru de quelqu'un qui a compris qu'on ne saurait atteindre les premiers rôles qu'à l'assaut et à l'abordage. C'est ce qui lui a permis de saisir la couronne ducale chez les centristes. C'est ce qui l'a mené à un poste clef au sein de deux gouvernements qui se détestaient, c'est ce qui l'a conduit à ses candidatures présidentielles et lui a permis, malgré l'incrédulité quasi générale, de réussir une percée théâtrale en 2007 ; c'est aussi ce qui l'a poussé vers un antisarkozysme paroxystique, manichéen qui l'a précipité dans l'opposition absolue, donc l'a transformé en auxiliaire de la gauche, rompant net avec ses élus, désespérant ses meilleurs lieutenants, repoussant des pans entiers de son électorat. Il en est maintenant revenu, choisissant de nouveau un équilibre plus équitable entre gauche et droite, revendiquant à juste titre d'avoir vu plus juste et plus tôt que les autres à propos de la crise. Peut-être le Bayrou des champs persuadera-t-il le temps d'un été le Bayrou des villes de privilégier un choix plus naturel et plus ouvert, afin de retrouver un rôle à la mesure de ses capacités. C'est sa meilleure carte dans la campagne présidentielle actuelle. C'est ce qui peut lui permettre de peser de façon décisive entre les deux tours et de jouer un personnage digne de lui sous le futur quinquennat. Ce qui serait justice car un homme politique de premier plan écrivant réellement lui-même d'aussi bons livres mérite d'être récompensé, selon l'originale tradition française.

Pierre Bérégovoy

Pauvre Bérégovoy ! Chaque fois que son nom ressurgit à l'occasion

d'un film, d'un document, d'un livre ou d'un débat, je me remémore aussitôt – comment faire autrement ? – notre dernière conversation téléphonique. Il m'avait appelé tôt le matin, quelques instants après mon éditorial sur Europe 1. Il avait la voix tremblante, ses mots s'entrechoquaient et trébuchaient. Le parti socialiste venait d'essayer une véritable déroute aux élections législatives, l'agonie du gouvernement qu'il dirigeait avait été pitoyable. Tout le monde le lâchait. François Mitterrand l'ignorait, ses camarades de parti l'accablaient comme s'il avait été le principal responsable de la défaite. La CGT avait mené durant toute la campagne législative une odieuse opération de harcèlement personnel contre lui. Dès qu'il atterrissait dans un aéroport ou qu'il descendait du train pour tenir meeting, donc quasi quotidiennement, un comité d'accueil avec banderoles et mégaphones scandait des slogans du genre « Bérégovoy, t'as pas un million pour nous ? » en écho à la misérable affaire de prêt sans intérêt que lui avait consenti Roger-Patrice Pelat, l'étrange ami de François Mitterrand, pour achever d'acheter son appartement. Écorché vif par les circonstances, scrupuleux et anxieux, Pierre Bérégovoy ne supportait plus ce climat.

Ce matin-là, après avoir feint de commenter brièvement l'actualité, il m'avait demandé sur un ton dramatique : « Croyez-vous que je sois un honnête homme ? » Je lui avais naturellement répondu que oui (un Premier ministre qui, à la soixantaine, n'avait pas encore fini de payer sa modeste résidence principale pouvait difficilement être un coquin), mais, aussitôt, il m'avait interrompu pour lancer : « Vous n'êtes pas nombreux à le dire, ni sans doute à le croire, la plupart des gens ne me prennent même plus au téléphone. » C'était très certainement exagéré, mais son désarroi était si manifeste et si violent qu'il n'était pas question d'argumenter. Je lui proposai de le voir la semaine suivante. Il me remercia comme si je lui faisais l'aumône. Lorsque je raccrochai, j'étais conscient d'avoir parlé à un homme atteignant le fond du désespoir, visiblement en pleine dépression. J'étais touché et troublé par l'injustice et par la cruauté de sa situation, mais je n'étais pas assez intime avec lui pour imaginer de prendre quelque initiative que ce soit. Trois ou quatre jours plus tard, il se suicidait. Je me suis souvent demandé depuis si je n'aurais pas dû forcer mon naturel, surmonter mon éducation et appeler sa famille pour lui suggérer de l'emmener sur-le-champ voir un médecin spécialiste.

Nous avions des relations cordiales, presque amicales (bien que ce ne soit pas du tout conseillé à un journaliste vis-à-vis d'un homme politique) depuis des années, sans doute presque deux décennies. Sous le septennat de Valéry Giscard d'Estaing, je l'avais vu arriver chez moi un an avant des élections législatives avec un gros dossier sous le bras. Il m'avait expliqué qu'il devait choisir une circonscription, que celle

qu'on lui proposait lui semblait difficile et qu'on lui avait suggéré de s'adresser à deux ou trois connaisseurs honorables de la carte électorale afin de l'aider à se faire un avis. J'avais trouvé sa démarche un peu naïve mais sympathique. Je lui avais d'ailleurs vivement déconseillé d'accepter l'offre qu'on lui faisait. Il m'en avait su gré et depuis, alors qu'il s'imposait de plus en plus dans l'entourage de François Mitterrand, il me confiait volontiers analyses et opinions, l'esprit toujours clair, la parole toujours simple, avec un sens politique évident et un désir incontestable de s'affirmer et d'être reconnu à sa valeur qu'il plaçait nettement plus haut que ne le faisaient ses camarades. S'il succombait facilement à une vanité candide, c'est pourtant lui qui avait raison.

François Mitterrand élu, Pierre Bérégovoy a été aussitôt nommé secrétaire général de la présidence de la République, un poste de confiance s'il en est, surtout au moment où la gauche, retrouvant le pouvoir pour la première fois depuis 1958, manquait cruellement de personnel d'expérience. Pierre Bérégovoy, venu du syndicalisme et du mendésisme, autodidacte d'origine très modeste mais doté d'une intelligence robuste et d'un réalisme sans cynisme, s'est littéralement épanoui dans ses hautes responsabilités. Aux côtés de François Mitterrand, son autorité s'affirmait avec naturel. Il fallait voir avec quelle joie éclatante, d'ailleurs non dissimulée, il accueillait ses visiteurs dans son immense bureau du palais de l'Élysée. François Mitterrand, toujours fin et souvent moqueur, n'omettait jamais de me demander lorsqu'il me conviait à le rencontrer : « J'espère que vous avez été saluer notre secrétaire général. Il aime cela et, venant de vous qui n'êtes pas des nôtres, il y sera encore plus sensible. » En fait, le Président socialiste appréciait beaucoup son secrétaire général, lui déléguait la direction de son état-major et considérait avec attention son jugement. Jacques Attali tentait d'inventer un nouveau monde, Pierre Bérégovoy labourait le monde réel.

Ministre des Affaires sociales puis ministre des Finances lorsque Jacques Delors est parti pour Bruxelles, Pierre Bérégovoy est donc devenu l'un des principaux piliers du gouvernement et du mitterrandisme. Il n'a cependant jamais appartenu au cercle des intimes, ni même vraiment des amis personnels de François Mitterrand. Il n'était pas de ceux qui étaient conviés rue de Bièvre, au domicile privé du chef de l'État, pour dîner simplement le dimanche soir. Trop de différences culturelles, pas assez d'ancienneté – Pierre Bérégovoy était en somme un nouveau converti au mitterrandisme –, pas assez de légèreté et d'aisance. Chez lui, François Mitterrand voulait du naturel, de la vivacité et du rituel. Le ministre incarnait au contraire l'esprit de sérieux, le sens des responsabilités, mais avec une componction qui aurait détonné. Il souffrait de n'être pas admis dans

ce cercle recherché, mais il était assez philosophe pour surmonter ce handicap, et puis l'exercice du pouvoir compensait largement cette infirmité-là. Car, au fur et à mesure de son ascension ministérielle, Pierre Bérégovoy a pris de l'assurance et a fait preuve d'une autorité croissante.

Très vite, il est devenu le symbole du retour au réalisme de la gauche de gouvernement. Il a modernisé la Bourse et réformé les structures financières de la France. Il a été salué par la presse spécialisée anglo-saxonne qui lui tressait des lauriers : il adorait cela et ne s'en cachait pas. Il est devenu le plus pragmatique des socialistes, le plus sérieux des gestionnaires. Il a pleinement savouré cette reconnaissance tardive. Il est devenu très connu sinon très populaire, et il goûtait presque à l'excès ce nouveau statut. Il recevait avec beaucoup de gentillesse et quelque maladresse dans son ministère du palais du Louvre (les Finances n'avaient pas encore déménagé pour le quai de Bercy). Il accueillait ses visiteurs dans les immenses et ingrats salons Napoléon III, entouré de sa famille et d'une partie de son cabinet, comme un patriarche. Il avait l'habitude de porter des toasts solennels, se réjouissant un peu lourdement que des convives de sensibilités politiques différentes puissent se retrouver agréablement pour dîner. Il s'emmêlait dans ses couverts mais pas dans ses choix. C'était un vrai brave homme et une cervelle bien faite, embrouillée sur la fin par une réussite trop longue à se dessiner et par quelques frustrations qui avaient classiquement grossi avec ses réussites. Il a manqué aussi de vigilance vis-à-vis de personnages peu scrupuleux qui ont abusé de sa probité et entaché injustement la fin de sa vie. Clairvoyant sur les dossiers, il ne l'était pas toujours sur les hommes. Ce qui brillait et le flattait pouvait l'aveugler. Il l'a payé trop cher.

Son ambition ultime mais de plus en plus dévorante était de devenir Premier ministre. Ce désir, affleurant en petit comité dès la fin du gouvernement Mauroy, avait grossi démesurément depuis le début du second mandat de François Mitterrand. Pierre Bérégovoy considérait qu'il était l'homme d'un socialisme recentré. Il supportait avec impatience la présence de Michel Rocard à l'hôtel de Matignon (1988-1991) et il n'est pas exclu que le chef de l'État l'y ait encouragé. Il se jugeait meilleur gestionnaire que ses rivaux (ce n'était pas faux) et meilleur politique (c'était exagéré).

En 1991, il était pratiquement sûr de succéder à Michel Rocard et avait même eu l'imprudence de fêter à l'avance sa promotion dans un restaurant à la mode. Sa déception, son humiliation avaient été immenses lorsqu'il avait appris qu'Édith Cresson obtenait le poste qu'il pensait mériter. François Mitterrand, voulant innover (une femme à Matignon en 1991, comme en 1984 un trentenaire rue de Varenne),

avait commis une grave erreur de casting. L'année suivante, il désigna enfin Pierre Bérégovoy. C'était trop tard. Les circonstances économiques étaient effroyables, la gauche agonisait, Pierre Bérégovoy n'atteignait son but qu'au moment où celui-ci se transformait en calvaire. Il n'y résista pas. Son année à l'hôtel de Matignon fut une tentative désespérée, désespérante. Lui qui comptait personnifier la métamorphose du socialisme idéologique en social-démocratie efficace sombra avec ses illusions. Son suicide fut l'emblème tragique d'un échec collectif. Pierre Bérégovoy aurait pu faire un Premier ministre tout à fait honorable, mais plus tôt et dans d'autres circonstances. La politique a été injuste et féroce avec lui. La presse n'a pas été tendre et les Français n'ont pas été sentimentaux. Durant ses derniers jours, son impopularité était grande et les critiques contre lui se bousculaient. Il n'a retrouvé l'estime qu'il méritait qu'après sa mort, qu'en raison de sa mort.

Jean-Louis Borloo

Jean-Louis Borloo possède sans doute la personnalité la plus originale des gouvernements des dix dernières années. Il n'a pas la flamboyance harassée de Bernard Kouchner, le professionnalisme malheureux de Michèle Alliot-Marie, le dévouement indestructible de Brice Hortefeux ou le renom international de Christine Lagarde, aux côtés de qui il a siégé jusqu'à son départ volontaire du pouvoir, faute d'avoir obtenu l'hôtel de Matignon qu'on lui avait fait miroiter. Il n'a pas non plus la réputation d'homme d'État d'un Alain Juppé. Il a autre chose, une part de mystère qui résiste à la surexposition médiatique, une subtilité affleurante qui, lors des trop nombreuses figures imposées qu'exige la vie ministérielle et politique – passes d'armes au Parlement, harangues sur les estrades, compliments obligatoires au chef de l'État ou jongleries à la télévision –, donnent l'impression qu'il joue discrètement la comédie. C'est un non-conformiste, un individualiste qui n'entre dans aucune des cases rituelles. Ce n'est pas celui que je connais le mieux, mais c'est l'un des rares qu'il doit être intéressant de connaître davantage.

La première fois que je l'ai rencontré, il était le bras droit et le porte-parole de François Bayrou. Je le savais avocat de renom, ayant gagné par son talent une large indépendance financière, sésame toujours précieux en politique. Je n'ignorais pas qu'il avait brillamment réussi comme maire de Valenciennes, une ville ruinée qu'il avait relevée. Je l'avais croisé furtivement au sortir d'un studio ou dans un couloir du Palais-Bourbon, le visage toujours chiffonné, la chevelure en désordre, la cravate en bataille et la chemise mal boutonnée. Il pestait comiquement contre les

socialistes alors en plein désarroi, semblant se moquer lui-même de ses propos trop attendus. Il affichait une volonté d'autonomie vis-à-vis de la droite comme de la gauche. Il n'a en somme pas vraiment changé. Il combat la gauche sans férocité, il s'allie sans ferveur avec la droite. Il est lui-même, radical atypique, ébouriffé et glissant. Depuis ses débuts centristes, il a fait carrière. Qu'il soit ambitieux, c'est, avec son intelligence élastique et son charme gouailleur, l'une des rares certitudes que l'on ait à son sujet. Ce n'est pas un hasard s'il a été ministre sans discontinuité depuis neuf ans, record qu'il partage avec la seule Michèle Alliot-Marie. Ce n'est pas une coïncidence si, à chaque changement de gouvernement, il a été promu jusqu'à s'être mis lui-même sur les rangs pour briguer l'hôtel de Matignon à la place de François Fillon. Son échec à l'obtenir a achevé de lui rendre, en revanche, toute sa liberté.

Il a été un ministre de la Ville apprécié, s'appuyant sur son expérience impressionnante de maire de Valenciennes pour faire preuve de créativité et de dynamisme dans un secteur où l'on s'enlise aisément. Il est même parvenu à donner l'impression de créer un certain élan en matière de construction sociale, même si ses adversaires assurent que les résultats finaux n'ont pas été à la hauteur des proclamations initiales, ce qu'il conteste vivement. Il a été un ministre du Travail habile et naturel dans ses relations avec les syndicats, performance qui ne va pas de soi. Il a enfin, rêvant de devenir ministre des Finances, hérité d'un nouveau et très hétéroclite portefeuille de l'Environnement, mais aussi de l'Équipement, des Transports et autres apanages.

Cela lui a valu, outre le titre protocolaire de ministre d'État, numéro deux du gouvernement, de superviser la vaste négociation du Grenelle de l'Environnement, l'un des objectifs phares initiaux de Nicolas Sarkozy. Il a pour cela dépensé durant des mois des trésors de diplomatie, de souplesse et de patience face à des interlocuteurs trop nombreux, très exigeants et plus portés aux querelles qu'aux compromis. Il a finalement, après maintes péripéties, arraché un succès politique plus que symbolique qui lui a valu une réputation d'adresse, d'imagination et d'ingéniosité. La mise en œuvre de ce grand dessein législatif a cependant été, comme on pouvait le prévoir, inégale et contestée. La chair n'a pas valu le fument.

Reste que Jean-Louis Borloo apparaît comme l'un des trois ou quatre esprits réellement politiques au sein du centre et de la droite. Il a une réputation d'ouverture et de pragmatisme, un profil plutôt social. Il se situe incontestablement à l'aile gauche de la majorité sarkozienne, en ce sens assez complémentaire du chef de l'État. Face à l'autorité, voire à l'autoritarisme présidentiel, au goût sarkozyen de la loi et de l'ordre, aux réformes économiques d'inspiration franchement

libérales, il oppose un profil plus souple, plus social, plus habile. Nicolas Sarkozy est un combattant, Jean-Louis Borloo un négociateur, un fédérateur. Il ne manque pas de charisme et de présence : au Parlement, il sait se faire écouter et respecter. Il n'a guère de troupes mais il bénéficie d'une solide popularité. Il est patient, opiniâtre, en apparence paisible, en réalité aux aguets.

À la télévision, grand révélateur des personnalités sinon des idées, il alterne numéros de charme, avec son sourire enjôleur et son langage pittoresque, répliques acides ou brusques offensives. Il a l'air détendu et jovial, mais il entend mener le débat à sa guise et n'aime pas qu'on lui tienne tête. Je l'ai expérimenté deux ou trois fois : s'il tient les rênes d'un débat, il ressemble à un chat joyeux et joueur ; s'il rencontre une résistance, n'aime pas une question, n'apprécie pas une objection, on s'aperçoit soudain que le félin a la griffe cruelle et que quiconque lui tire un poil de la moustache s'expose à recevoir un solide coup de patte. Il faut alors lui tenir tête.

Depuis qu'il s'est émancipé malgré lui, il a troqué l'espoir de Matignon contre le mirage de l'Élysée. Et puis, devant des sondages rétifs et des circonstances de plus en plus périlleuses pour la droite, il a subitement renoncé à son ambition. Il ne parvenait pas à fédérer les centres, il redoutait d'apparaître comme le Saxon de la majorité. Il est un homme de séduction plus que de tempêtes. Il s'est donc effacé pour, plus tard, rebondir. Plus gymnaste que boxeur.

C

Jacques Chaban-Delmas

Jacques Chaban-Delmas est le premier Premier ministre que j'aie eu l'occasion de connaître professionnellement et d'approcher personnellement. C'est aussi l'un des plus sympathiques parmi les seize chefs de gouvernement que j'ai vus se succéder à l'hôtel de Matignon en près d'un demi-siècle. D'une certaine manière, c'est aussi grâce à lui que j'ai pu faire mes débuts à la télévision, puisqu'il avait pris le risque méritoire de placer Pierre Desgraupes à la tête de l'Information et que celui-ci a offert à Michel Bassi et à moi-même la responsabilité de la principale émission politique, dénommée « À armes égales ». Pierre Desgraupes est sans aucun doute la personnalité la plus impressionnante que j'aie rencontrée en un demi-siècle à la télévision, mais, pour la majorité gaulliste orthodoxe de l'époque – Georges Pompidou venait d'être élu Président –, Desgraupes sentait le soufre. Jacques Chaban-Delmas, dont le nez politique était célèbre, savait qu'il déplairait fortement au palais de l'Élysée et au Palais-Bourbon avec cette nomination. Il a passé outre parce qu'il n'imaginait ses fonctions que sous le signe de l'ouverture et de la modernité. Il était ainsi, à la fois habile et courageux, adroit et déterminé. Pour le jeune journaliste que j'étais, il incarnait la première respiration du régime, le premier signe de desserrement des contraintes après le règne épique, majestueux, incomparable, mais terriblement autoritaire du général de Gaulle. Jacques Chaban-Delmas, c'était son slogan et sa marque, annonçait une « nouvelle société ».

L'homme était séduisant. Beaucoup de gaieté naturelle – trait rarissime, voire unique chez les Premiers ministres de la V^e République – et beaucoup d'entrain, le goût et le sens de l'initiative, un savoir-faire parlementaire célèbre, une tolérance instinctive qui n'était pas la marque distinctive de sa famille politique à l'époque. Bizarrement, lui, dont la souplesse et l'expérience étaient renommées, n'a jamais hésité à se montrer imprudent tout au long des trois années qu'il a passées à la tête du gouvernement. Il est vrai que, durant l'Occupation, il avait démontré dix fois qu'il savait fort bien prendre des risques. Son prestige était grand à mes yeux puisqu'il

avait été justement le délégué militaire national du général de Gaulle dans l'Hexagone durant Vichy et, à ce titre, à la Libération, le plus jeune général de l'armée française. Cela ne l'avait pas empêché de commencer simultanément une carrière de brillant inspecteur des Finances. Qu'il s'agisse d'audace ou d'aisance intellectuelle, il n'avait pas à redouter les comparaisons.

En même temps, son tempérament heureux lui donnait une sorte de légèreté, voire d'insouciance ou de dilettantisme qui encourageait sa hardiesse mais le faisait parfois sous-estimer. Sous la IV^e République, il avait été l'un des piliers du gaullisme, plus ouvert néanmoins que les autres barons comme en témoignaient ses sentiments européens ou ses bonnes relations avec d'autres familles politiques que la sienne. Maire de Bordeaux inexpugnable, charmant et parfois indolent, il avait été sous le long règne du général de Gaulle (qui avait une incomparable prédilection pour lui) le président incontesté de l'Assemblée nationale où sa voix nasillarde et son autorité débonnaire faisaient merveille. C'était un gaulliste historique, un séducteur impénitent (il était fort bel homme), un dirigeant affable, détendu et moderne.

Il aimait se mettre en scène, surgissant au grand galop à Roland-Garros encore vêtu de la jaquette de rigueur et du pantalon rayé traditionnel des présidents des Assemblées de cette époque, trois ou quatre raquettes sous le bras pour disputer un match de tennis de haut niveau, notamment en double où il brillait. D'ailleurs, il courait toujours, marchant au pas de chasseur dans les allées solennelles, grimpant quatre à quatre les escaliers de Matignon. Il avait su y composer avec Simon Nora, Jacques Delors, Pierre Hunt, Roger Vaur, Gérard Worms et bien d'autres un cabinet étincelant. Trois ans durant, combattu par la gauche, contesté par la droite du gaullisme, il a mené à grandes guides une opération de modernisation de la France. Elle l'a, pour son malheur, placé en situation de concurrence directe avec Valéry Giscard d'Estaing, plus méthodique, plus imposant, plus consistant et plus constant que lui. Georges Pompidou l'avait brutalement écarté du pouvoir en 1972, ne supportant plus son indépendance et sa liberté.

Resté très populaire, le maire de Bordeaux a mal utilisé les deux années qui ont alors précédé la mort inopinée du chef de l'État. Alors que Valéry Giscard d'Estaing n'avait rien négligé pour se préparer à l'élection présidentielle, Jacques Chaban-Delmas a musardé. Sa campagne de 1974 a vite tourné au calvaire. Donné favori au départ, désarçonné par le ralliement à VGE d'une fraction des gaullistes sous la conduite de Jacques Chirac, techniquement mal préparé, étrangement peu à l'aise à la télévision où triomphait Valéry Giscard d'Estaing, il fut inexorablement distancé.

Sa carrière ne s'en remit jamais. Même s'il reconquit un temps la

présidence de l'Assemblée nationale, même s'il fut encore question de lui en 1986 pour prendre la tête du premier gouvernement de cohabitation (il avait des relations amicales avec François Mitterrand), il ne faisait que survivre politiquement. C'était injuste pour cet homme qui fut toujours l'élégance même et qui incarnait si bien son attachement aux valeurs typiquement françaises, avec un air de modernité et un certain bonheur de vivre. Il a symboliquement été le dernier Premier ministre de la V^e République avant l'ouverture d'une cascade ininterrompue de crises en tout genre qui durent toujours aujourd'hui. Jacques Chaban-Delmas ou la dernière belle époque.

J'ai eu la chance de pouvoir l'approcher sans difficulté. Il était accueillant, ouvert, friand d'idées nouvelles et de têtes neuves. Il voulait mettre en place une nouvelle génération, sur tous les terrains. Il m'accueillait avec bonhomie en me lançant un rituel : « Comment va le brillant jeune homme ? » Il s'intéressait à tout et parlait volontiers, avec franchise et simplicité, de ses objectifs, de ses efforts, de ses obstacles, parmi lesquels il distinguait à juste titre l'action souterraine et perverse de Pierre Juillet et de Marie-France Garaud, les deux Fouché de Georges Pompidou. Il s'habillait toujours de costumes gris unis, avec une cravate d'un vert exactement assorti à son ruban de compagnon de la Libération, la seule de ses nombreuses décorations qu'il arborait. Pendant vingt ans, nous nous croisions régulièrement au Racing. Il s'installait délibérément sur le bord de mon court de tennis pour faire bruyamment sa gymnastique avec deux ou trois amis. Il me lançait quelques conseils sonores, parfaitement justifiés mais quelque peu répétitifs au fil des années, et profitait de mes changements de côté pour me faire part d'une information ou d'une réflexion politique, souvent judicieuse mais ayant toujours pour effet instantané de me déconcentrer, à sa grande joie. Il est le meilleur exemple à mes yeux d'un gentleman en politique.

Jean-Pierre Chevènement

Jean-Pierre Chevènement est quelqu'un de parfaitement respectable. Je le connais depuis quarante-quatre ans, exactement depuis mai 1968 : à cette époque-là, j'étais un jeune chroniqueur politique au *Monde* et à *L'Express* et lui, fraîchement sorti de l'ENA, affecté au ministère des Finances, avait déjà trouvé le temps de publier avec des amis un pamphlet intitulé *L'Énarchie ou les mandarins de la société bourgeoise* et de prendre la tête du CERES, le courant le plus à gauche du PS, à l'époque encore intitulé SFIO. Il avait voulu me rencontrer, sans doute parce que j'étais le co-auteur, aux côtés de Jacques Fauvet, alors rédacteur en chef du *Monde*, d'une *Histoire du Parti communiste français* qui avait fait quelque bruit. Or, durant cette période-là, la

question communiste était au cœur de toutes les interrogations socialistes et notamment de celles du CERES qui agissait de toutes ses forces en faveur d'une alliance avec le PC. Par ailleurs, il avait visiblement envie de confronter nos interprétations divergentes du mois le plus fou de toute l'histoire de la V^e République. Enfin, il n'ignorait pas que je voyais beaucoup Pierre Mendès France et il souhaitait vraisemblablement en savoir plus sur ses intentions, que je m'étais bien gardé de lui révéler.

En résumé, je garde de cette première rencontre le vif souvenir d'un jeune loup de la gauche socialiste, séduisant, cohérent, excellent dialecticien, beau parleur, cultivé. Il cherchait obsessionnellement les voies et les moyens de sortir du capitalisme et de déconsidérer la social-démocratie, ce que je n'avais aucune envie de l'aider à faire. Il voulait aussi grimper quatre à quatre les marches politiques. De ce jour-là, je sus d'instinct que nous ne serions jamais d'accord sur l'essentiel. La suite a illustré dix fois cette intuition.

En très peu de temps, Jean-Pierre Chevènement s'est imposé comme l'une des étoiles montantes du socialisme français, toujours sur son versant gauche. Il a joué un rôle primordial dans la naissance du nouveau parti socialiste et dans la conquête du PS par François Mitterrand. Cela m'a valu ma première passe d'armes avec lui. J'avais publié en 1969 un livre d'entretiens avec François Mitterrand, *Ma part de vérité*, qui m'avait permis de bien connaître le nouveau leader du PS et de prendre l'habitude de longues et fructueuses discussions politiques avec lui, exercice dans lequel il était incomparable et auquel il prenait un plaisir manifeste. Je l'interrogeais beaucoup, il me testait parfois. L'un de nos sujets rituels de débats devint vite Jean-Pierre Chevènement dont il appréciait l'esprit politique et l'appétit de pouvoir, alors que je déplorais son archaïsme économique et son tropisme philo-communiste. François Mitterrand riait de mes allergies, m'affirmant que Jean-Pierre Chevènement serait dans l'avenir plus homme de gouvernement que de dogme, et surtout qu'il se faisait fort de l'instrumentaliser le moment venu. À ses yeux, Chevènement était un allié utile, une pièce dans son jeu, une caution de gauche, un talent prometteur. Il avait d'ailleurs de l'amitié pour lui. À mon grand agacement, il lui confia bientôt l'élaboration d'un programme socialiste, « Changer la vie », que je trouvais utopique, prétentieux et dangereux, mais dont François Mitterrand me dit un jour : « Il faut des idées neuves, surtout lorsqu'elles sont inapplicables. » Pierre Mendès France, toujours sérieux, critiquait vertement ce texte, alors que François Mitterrand en faisait sans remords un épouvantail pour la droite et un miroir aux alouettes pour la gauche. Pour ma part, dans mes articles, je tentais de le démystifier de mon mieux, ce qui irritait beaucoup le CERES et le PC.

Un autre sujet de querelle idéologique intense avec Jean-Pierre Chevènement fut la révolution portugaise des Œillets en 1974. Le leader de l'aile gauche du PS soutenait à fond les jeunes capitaines progressistes alliés au très stalinien PC d'Álvaro Cunhal. Mes sympathies allaient au contraire au leader social-démocrate Mario Soares. Jacques Fauvet était sensible à la fougue et au romantisme des capitaines. Jean-Pierre Chevènement, qu'il écoutait beaucoup à cette époque-là, l'y encourageait quotidiennement, alors que je tentais au contraire de le freiner le plus possible. Il y eut alors quelques disputes indirectes mais homériques, l'un succédant à l'autre dans le bureau du directeur du *Monde* (il avait remplacé Hubert Beuve-Méry dans le saint des saints du journalisme) pour soutenir des thèses opposées. Cette fois-là, François Mitterrand combattait clairement et impérieusement Jean-Pierre Chevènement. Il ne s'agissait plus de tactique politicienne mais d'Histoire.

L'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981 fut un double succès pour le leader de l'aile gauche du PS. Il était l'auteur du « Projet socialiste » de 1979 (que j'avais régulièrement étrillé pour son dogmatisme et son irréalisme) et il allait inaugurer une carrière ministérielle prestigieuse. De fait, il devint sur-le-champ ministre d'État, chargé de la Recherche, puis de la Recherche et de l'Industrie, avant d'obtenir l'Éducation nationale, puis en 1988 la Défense et enfin en 1997 l'Intérieur. Nos retrouvailles à la télévision en 1982, lui auréolé de sa nouvelle gloire et moi chargé d'ouvrir le feu à « L'Heure de vérité », furent vinaigrées. Dès le couloir qui nous menait au studio, il m'apostropha en me lançant un sonore et assez sot : « Que fait l'Ancien Régime à la télévision de la République ? » Je m'efforçais ensuite de lui rendre la monnaie de sa pièce, ce qui divertit beaucoup le téléspectateur François Mitterrand, lequel m'appelait chaque lendemain d'émission ou presque pour commenter la performance de l'invité et l'habileté ou la maladresse des questionneurs. Je ne fus pas mécontent de pouvoir faire remarquer par la suite au Président que la politique industrielle de son bon ami n'était pas vraiment celle que souhaitait l'Élysée. Il faut reconnaître en revanche qu'à l'Éducation Nationale Jean-Pierre Chevènement fut un ministre efficace. Il n'a d'ailleurs jamais manqué de talent ni d'envergure. Il a seulement défendu toute sa vie avec sincérité des idées que je jugeais, à tort ou à raison, aussi fausses que surannées.

En revanche, le caractère ne lui a jamais fait défaut. Ainsi, lors de la première guerre du Golfe, démissionna-t-il avec fracas, s'opposant à la politique de François Mitterrand, trop atlantiste et proaméricaine à ses yeux. Celui-ci avait d'ailleurs déjà eu plusieurs fois l'occasion de le semoncer à propos de politique étrangère, notamment lors de crises avec Moscou ou au Proche-Orient. Jean-Pierre Chevènement n'est pas

flexible et place ses convictions, souvent erronées, au-dessus de toute discipline ou solidarité : c'est aussi respectable qu'invivable pour ses partenaires. Il n'a d'ailleurs cessé, au fil des années, de se singulariser et de s'isoler d'un même mouvement.

Le paroxysme a évidemment été atteint au moment du référendum sur le traité de Maastricht. C'était pour un François Mitterrand très malade le grand œuvre de son second septennat. Jean-Pierre Chevènement milita ardemment pour le « non ». À mes yeux, le critère européen est le plus décisif de tous et marque les frontières entre ceux qui préparent l'avenir et ceux qui se complaisent dans le passé. En 1992, comme en 2005, lors du malheureux référendum constitutionnel européen, Jean-Pierre Chevènement se situait du côté des nostalgies souverainistes, affaiblissant les chances de la France de peser de façon déterminante au sein de l'Union européenne. Ce qui m'horripilait par-dessus tout était sa prétention à incarner le patriotisme. Pour lui, être patriote, c'était, c'est toujours, être souverainiste et n'imaginer l'Europe que comme une confédération d'États indépendants. Pour moi, c'est passer d'une tradition de puissance, aujourd'hui obsolète, à une ambition d'influence nationale au sein d'une Europe fédérale. Nous n'étions décidément pas faits pour nous entendre.

Cela se vérifia une fois de plus lors de l'élection présidentielle de 2002. J'avais, j'ai toujours beaucoup d'estime pour Lionel Jospin. Jean-Pierre Chevènement, d'abord l'un de ses principaux ministres, puis l'un de ses opposants les plus virulents, a tout fait pour le faire battre, avec succès. C'est peut-être l'acte le plus caractéristique de sa trajectoire politique : lui, l'homme de gauche par excellence, le progressiste éternel, lui qui avait des capacités d'homme d'État, n'a cessé de se fourvoyer à force de visions anachroniques qu'il défend avec autant de talent et de conviction que de myopie. Cela conduisit ce vrai patriote à affaiblir le rôle de la France, cet économiste de profession à se faire l'apôtre d'un système de nationalisations absurdes ou d'un dirigisme industriel hors d'âge, et ce pilier de la gauche de contribuer à l'élection du candidat présidentiel de la droite. En 2012, il rêve pourtant de récidiver, sans tenir compte des leçons du passé. Toujours habité par une gravité narcissique.

Jacques Chirac

Les journalistes ont très souvent sous-estimé Jacques Chirac. Il est vrai que celui-ci a longtemps fait de son mieux pour les y inciter et il m'est arrivé de m'y laisser prendre moi aussi. Chacun comprenait d'emblée que François Mitterrand était un véritable labyrinthe ou qu'il n'y avait pas besoin d'être Lacan pour interpréter la personnalité de Georges Marchais. Jacques Chirac, c'était autre chose : il donnait le

change, il s'affichait beaucoup plus simpliste qu'il n'est en réalité, il dissimulait avec des soins de jardinier japonais sa propre complexité. Il cherchait à apparaître tout d'une pièce, brut de décoffrage, comme un guerrier gaulliste plus autoritaire, plus énergique, plus manichéen que les autres. C'était une image en trompe l'œil, construite pour abuser les naïfs ou les observateurs trop pressés. Pendant longtemps, trois décennies en fait, Jacques Chirac s'est bâti un profil de conquérant, presque de conquistador, avant que l'on comprenne que, s'il est un homme de pouvoir et de commandement, il est aussi un homme d'État prudent, pragmatique, finalement beaucoup plus un conservateur qu'un réformateur : en somme, derrière son masque de dominateur martial, un bon républicain modéré et même circonspect.

J'aurais dû m'en douter car, lorsque j'ai fait sa connaissance, c'était en 1971, il m'avait aussitôt intéressé et intrigué. Il était alors l'étoile montante du pompidolisme, jeune ministre chargé des relations avec le Parlement, et il se disait déjà beaucoup qu'il était le favori du président de la République. Il était, en tout cas, un lieutenant d'une activité sans pareille et d'un loyalisme incomparable. Je l'avais trouvé cordial et direct (ce n'était pas fréquent à l'époque de la part d'un ministre), curieux des autres, très rapide intellectuellement et étrangement confiant. Dès notre première rencontre, il m'avait parlé du souci que lui causait la santé d'une de ses filles. C'est bien la seule fois où il a abordé ainsi un problème privé, car, par la suite, il a toujours été d'une discrétion totale sur ce sujet. S'il inspirait une sympathie instinctive, il espérait en retour un traitement privilégié, je ne m'en suis aperçu que progressivement. Pour dire les choses comme elles étaient, il se montrait étonnement chaleureux et amical, mais ne comprenait pas ou était déçu s'il n'était pas payé de retour, s'il ne recueillait pas approbation, fidélité et soutien. Il se savait avenant et impressionnant à force d'énergie vitale perceptible et il aspirait alors à une sorte de camaraderie joyeuse et simple, à une solidarité naturelle avec ceux des journalistes qui s'y prêtaient. Ce n'était pas ma conception des choses et il m'a certainement trouvé à l'époque réservé, réticent, voire pète-sec. Cela n'empêchait pas les relations d'être avec lui plus naturelles et plus simples qu'avec d'autres.

Il a fait ses grands débuts à la télévision à « À armes égales », face à Georges Marchais dont c'était également la première émission d'importance. Michel Bassi et moi avions conscience de mettre face à face l'espoir du pompidolisme et l'espoir du communisme, deux jeunes tigres bien déterminés à en découdre et à prouver qu'ils avaient autant de combativité que de force. Le duel fut particulièrement rude et même brutal. Georges Marchais voulait à tout prix présenter Jacques Chirac en créature de Marcel Dassault, bref en mercenaire symbolique du grand capital. Jacques Chirac lui envoyait à la figure son travail en

Allemagne pendant la guerre. Chacun des deux fut naturellement déclaré vainqueur par son camp, mais la notoriété de l'un comme de l'autre grimpa semblablement en flèche. Si le débat avait été simpliste, il révélait deux forts caractères, deux tempéraments belliqueux, avec un aplomb naturel sidérant chez Georges Marchais et, chez Jacques Chirac, un combattant redoutable se débarrassant enfin de la gangue technocratique qui le bridait jusqu'alors. C'est ce jour-là que chez Jacques Chirac le fauve politique a définitivement éclipsé le conseiller à la Cour des comptes et l'ex-membre de cabinets ministériels.

La maladie puis la disparition de Georges Pompidou ont simultanément blessé et promu Jacques Chirac. Du jour au lendemain, il s'est retrouvé chef de file naturel des cadets du pompidolisme, orphelin – il aimait et admirait profondément le Président défunt –, mais leader naturel de la deuxième génération des néogaullistes. C'est aussi un Jacques Chirac plus dur et plus autoritaire qui est alors apparu. Il a joué un rôle décisif durant la campagne présidentielle de 1974, choisissant Valéry Giscard d'Estaing contre Jacques Chaban-Delmas, entraînant avec lui sans état d'âme une fraction déterminante des troupes gaullistes. Le nouveau Président l'a adoubé Premier ministre – c'était logique et correct –, mais a commis l'erreur de ne pas dissoudre l'Assemblée pour disposer d'une majorité arborant ses propres couleurs.

En quelques mois, un profond malentendu, puis une irrésistible mésentente se sont installés entre les deux hommes. Jacques Chirac espérait que Valéry Giscard d'Estaing régnerait sans trop gouverner, le nouveau Président escomptait que son Premier ministre serait docile. L'alliance est devenue un combat, l'association a tourné à l'affrontement. Jacques Chirac a alors adopté son deuxième visage, celui d'un chef d'opposition implacable et pugnace qui allait le caractériser durant dix années, de 1976, date de sa rupture fracassante avec VGE, jusqu'à 1986, lorsqu'il est devenu Premier ministre de cohabitation de François Mitterrand après le triomphe législatif de la droite et surtout du RPR, son parti. C'est durant cette décennie que le futur Président a arboré le masque simplificateur et finalement trompeur du colonel de dragons brutal, cassant et impitoyable.

Tous les Présidents de la V^e République depuis Valéry Giscard d'Estaing inclus sont passés par des hauts et des bas vertigineux en matière de popularité. Chez Jacques Chirac, ces variations ont été plus compliquées que chez les autres, car ce n'était pas seulement l'assentiment populaire qui variait selon des amplitudes impressionnantes, mais aussi son image centrale, son visage même qui se brisait et se recomposait. Il était d'abord apparu en jeune ambitieux pressé, séducteur et ardent (1967-1976), puis en chef de guerre violent comme un *condottiere* (1976-1986), avant de surgir peu à peu

en homme d'État impétueux (1986-1995), puis finalement en Président combatif mais bon républicain, vigoureux mais opportuniste, redoutable mais flexible jusqu'au velléitaire (1995-2007). Maintenant qu'il se trouve à la retraite, populaire comme il ne l'a jamais été durant toute sa vie politique active, on le regarde avant tout en patriarche, circonspect, nostalgique, fatigué et rassurant – sa maladie achève de l'humaniser en le dépolitisant. C'est le destin imprévu du cinquième Chirac (2007-), bonhomme, discret, de plus en plus ailleurs, chancelant, malade et pardonné, jouissant de ce statut inédit sous la V^e République de grand-père harassé de la Nation : un statut qui aurait surpris et même estomaqué aux temps anciens où le deuxième Chirac crachait le feu par les nasaux, chargeait furieusement et semblait souvent tenté de prendre le mors aux dents. Aujourd'hui on le regarde en quelque sorte comme notre Queen Mum. Jadis, c'était presque un général Boulanger.

Du coup, les relations à cette époque devinrent électriques. Il était l'opposant intégral face à la gauche, mais contre le giscardisme. Quiconque n'était pas avec lui était classé contre lui. À « Cartes sur table », interrogé par Jean-Pierre Elkabbach et par moi, il se montrait pugnace jusqu'à la dureté, persuadé que notre seul objectif était de l'affaiblir ou de le déstabiliser, ce qui était parfaitement imaginaire. Durant toute cette phase, il ne connaissait que les rapports de force, menaçant, s'indignant, tempêtant : désagréable. Sous l'influence maléfique de Pierre Juillet et de Marie-France Garaud, il s'était engagé dans une croisade ultrasouverainiste, menant une guérilla politique à outrance contre Valéry Giscard d'Estaing, pariant sur la victoire de la gauche en 1981 à l'élection présidentielle, se figurant pouvant tirer ensuite les marrons du feu.

À peine François Mitterrand élu, il retourna sa mitraille contre lui, mettant même en doute sa légitimité. À cette époque, il était véritablement le combattant suprême, audacieux et violent, prêt à tout pour vaincre. L'interroger à une émission demandait un sang-froid de dompteur. Bavarder avec lui, s'informer, l'approcher exigeait des ruses d'Apache et une prudence de Sioux. C'était un volcan en éruption. À « L'Heure de vérité » ou au « Club de la presse », on se préparait à l'interroger en enfilant cote de maille et armure, voire en préparant des boucliers de secours.

Après avoir gagné les élections législatives de 1986, il a donc inauguré le premier gouvernement de cohabitation face à un François Mitterrand bien décidé à prendre sa revanche. Dans ses *Mémoires*, Jacques Chirac donne une version extrêmement édulcorée de cette séquence-là. En réalité, il s'est agi d'un bras de fer policé mais sans merci. L'élection présidentielle de 1988 en constituait l'enjeu obsessionnel. Jacques Chirac croyait en ses chances. Sous l'influence

d'Édouard Balladur, son ministre d'État, il menait une politique économique libérale, pugnace, cohérente, à l'opposé de la législature socialiste et notamment du gouvernement Mauroy. Cette fois-là, l'alternance était vraiment une alternative. Pour le reste, Jacques Chirac, secondé par Charles Pasqua, voulait incarner la loi et l'ordre. À l'épreuve du pouvoir, on le sentait cependant mûrir et apprendre jusqu'où ne pas aller trop loin. La campagne présidentielle fut néanmoins d'une violence extrême, avec durant l'entre-deux tours le face-à-face télévisé le plus vindicatif de l'histoire de la V^e République. François Mitterrand sortit aisément vainqueur de l'élection et Jacques Chirac se persuada que la presse y était pour beaucoup.

Il s'interrogeait sur ses chances de pouvoir ressurgir et connut une longue période de flottement mais, tempéré par Édouard Balladur, prépara comme jamais les élections législatives de 1993. Dans le domaine international, il faisait preuve de plus de réalisme, dans le domaine économique de plus de compétence. Avec la presse, il se montrait prudent et même méfiant. Depuis 1976, il n'a jamais cru à la bonne foi spontanée des journalistes. Il se présidentialisait cependant dans l'opposition et il redevenait possible de parler utilement avec lui. Les rapports entre journalistes et dirigeants politiques ne sont jamais simples, sont rarement sains, mais toujours révélateurs. Au tournant des années 90, j'ai senti Jacques Chirac abandonner l'uniforme du cavalier cruel pour acquérir le profil d'un homme d'État conservateur et dissimulateur mais pragmatique et humain. À cette époque-là, ce qui continuait à le rendre mystérieux, c'était le contraste entre son charisme évident, physiquement perceptible dès qu'il se trouvait quelque part, son goût de l'action et cependant sa dépendance vis-à-vis d'un ou deux conseillers privilégiés.

Il y avait eu Pierre Juillet et Marie-France Garaud, puis Charles Pasqua, enfin et surtout Édouard Balladur. Il y aurait pu y avoir Philippe Séguin, il allait y avoir Dominique de Villepin. Jacques Chirac est un chef-né qui a besoin d'un conseiller intime, pas seulement d'officiers d'ordonnance ou d'aides de camp. Il lui faut presque un inspirateur, comme s'il se méfiait de lui-même. C'est peut-être sa façon d'être démocrate.

Quoi qu'il en soit, les élections législatives de 1993 furent son triomphe. Le choix de laisser Édouard Balladur prendre la tête du gouvernement était très habile et prouvait bien qu'il mûrissait. Leur rupture fut sa victoire et il put sans désespérer se faire enfin élire à la troisième tentative président de la République en 1995. C'était son tour et son moment.

J'arbitrais le débat présidentiel en compagnie de Guillaume Durand. Il fut aussi courtois et prosaïque que celui de 1988 avait été agressif et tendu. Lionel Jospin y fit une prestation très honorable mais on ne

doutait guère du résultat. Jacques Chirac avait mené une campagne méthodiquement démagogique, faisant miroiter en pleine crise un improbable pari social. Dès le face-à-face, il avait tempéré ses promesses. Je n'oublierai jamais son expression presque tragique lorsqu'il se concentrait dans sa loge avant le débat, livide sous le maquillage, tendu comme un matador avant d'entrer dans l'arène, conscient qu'un dérapage pouvait encore gâcher vingt ans d'efforts quotidiens et que l'image qu'il donnerait pouvait, s'il se contrôlait bien et déployait ses arguments en bon ordre, parachever la victoire qui s'annonçait. J'ai beaucoup d'amitié et d'estime pour Lionel Jospin, mais, à cet instant-là, durant une seconde, j'espérais que Jacques Chirac ne trébucherait pas.

En a-t-il eu l'intuition ? En tout cas, durant le débat qui s'éternisa près de cent cinquante minutes, il me jeta plusieurs fois des regards qui semblaient vouloir vérifier qu'il demeurerait bien sur ses rails. Jacques Chirac n'a pas un jugement infaillible, mais il ne manque pas de sensibilité. Dès qu'il fut installé au palais de l'Élysée – en fait, il n'a jamais quitté les palais gouvernementaux, municipaux ou présidentiel depuis 1967 –, il nomma Alain Juppé Premier ministre. Commença alors un semestre de pure folie. Alain Madelin à peine nommé ministre des Finances fut contraint de démissionner. Ayant annoncé un grand tournant social tout au long de sa campagne, Jacques Chirac fut contraint de faire machine arrière. Dès le 26 octobre 1995, il dut donner solennellement la priorité à la réduction des déficits – déjà –, afin que la France pût se qualifier pour l'euro. Ce jour-là, je l'interrogeais seul devant les caméras durant soixante-quinze minutes, au palais de l'Élysée. L'exercice était acrobatique puisqu'il s'agissait d'un tête-à-queue, Jacques Chirac devant donner raison aux thèses d'Édouard Balladur qu'il avait maudites et dénoncées ardemment depuis le mois de janvier. Je fis mon travail de journaliste et Jacques Chirac son travail de Président, même si le nouveau chef de l'État devait ainsi démentir le candidat qu'il était encore quelques semaines auparavant. On connaît la suite : les réformes de la Sécurité sociale et des régimes spéciaux annoncés par Alain Juppé, les plus grandes grèves depuis mai 1968, le recul du gouvernement (je fus de nouveau mobilisé, en compagnie cette fois d'Arlette Chabot, pour officialiser ce recul), puis la dissolution, la déroute de la droite et la victoire de Lionel Jospin. Jacques Chirac avait ainsi complètement raté ses débuts présidentiels, sauf en matière militaire.

S'il était défait, il n'était cependant pas détruit. Il fut durant cinq ans un Président de cohabitation habile et implacable, tenant sa place, et au-delà, sur le plan international, menant la vie dure à Lionel Jospin sur le plan intérieur. En politique étrangère, Jacques Chirac a toujours eu des idées assez simples (ce qui ne l'empêchait pas de

connaître admirablement ses dossiers), mais a remporté nombre de succès. Les chefs d'État africains l'adoraient et les populations du continent noir l'acclamaient. Dans les pays arabes, il était adulé comme aucun autre président de la V^e République. Les Russes l'appréciaient et les Français se réjouissaient de le voir tenir tête aux États-Unis. Lorsqu'il refusa tout net de s'engager dans la deuxième guerre d'Irak, au grand courroux de George W. Bush et de Tony Blair, sa renommée internationale fut à son apogée, d'autant plus qu'il avait eu la bonne inspiration, après le 11 septembre 2001, d'être le premier chef d'État étranger à se rendre sur les lieux pour témoigner sa solidarité au peuple américain. En dehors du général de Gaulle, Jacques Chirac est sans doute le Président français le plus connu et le plus apprécié dans le monde, Extrême-Orient inclus.

Malheureusement, il a été nettement moins inspiré en matière européenne. Homme de poids sur la scène internationale, Jacques Chirac a été un acteur européen maladroit et malchanceux. Ce n'était pourtant pas faute d'implication, de connaissances et d'expérience. J'ai eu souvent l'occasion de parler avec lui des objectifs européens de la France, sujet qui me tient particulièrement à cœur et à propos duquel nous avons maintes fois discuté. Eurosceptique au départ, Jacques Chirac est devenu euroréaliste au milieu des années 80. Il a fini par voter « oui » au référendum de Maastricht, ce qui a pesé de façon décisive en faveur de l'étroite victoire finale. Il a tenté de faire adopter le référendum constitutionnel européen de 2005. Lui, le grand spécialiste des campagnes électorales, est apparu cependant particulièrement emprunté cette fois-là, notamment lors d'une catastrophique émission télévisée sur TF1 où, face à des jeunes n'ayant pas leur langue dans la poche, il se montra décontenancé et terriblement décalé. L'Europe ne l'inspirait pas. Il ne trouvait ni le ton ni les thèmes.

Ce n'était pas mauvaise volonté, mais inadaptation, maladresse et sans doute culture personnelle. Jacques Chirac est avant tout patriote, ce qui est plus que respectable et, en matière diplomatique, aussi gaulliste que possible. La méthode européenne de l'influence et du compromis (qui a pourtant si souvent réussi à la France) l'irrite et l'inhibe. Il est trop dédaigneux vis-à-vis de Bruxelles, trop impérieux avec les petits pays ou les nouveaux arrivants, trop méfiant vis-à-vis de l'Allemagne, trop cassant avec les Britanniques et, dans l'ensemble, trop brutal. Le traité de Nice, négocié sous présidence française – c'est-à-dire sous sa présidence –, fut un calvaire et un échec. Comme je le soulignais avec irritation le lendemain de son adoption, il me convoqua, littéralement indigné d'être présumé mal servir son pays. Il me remit entre les mains de son conseiller diplomatique, chargé durant deux heures de me faire la leçon, ce dont celui-ci s'acquitta

avec autant de courtoisie et de patience que d'inutilité. Trois ans plus tard, Jacques Chirac reconnaissait d'ailleurs que Nice avait été une contre-performance.

Le plus étrange, ce que je ne me suis jamais expliqué clairement, c'est pourquoi Jacques Chirac, si expérimenté, si désireux de bien faire, si volontaire et si intelligent – il maîtrisait parfaitement ses dossiers –, n'a pas réussi un second mandat supérieur au premier. Il avait pourtant mené tambour battant une campagne agressive et injuste contre Lionel Jospin pour se faire réélire. C'était parfois sans foi ni loi mais terriblement efficace. Sa victoire écrasante contre Jean-Marie Le Pen, les soutiens massifs qu'il avait reçus de toute part lui laissaient les mains libres. Il avait là l'occasion de marquer en profondeur et d'imposer des réformes historiques. Sans doute a-t-il commis alors, en toute bonne foi, un contresens sur l'état de la société française. Il a cru qu'après trente ans de crises, de difficultés et de déceptions la France avait besoin d'apaisement, de cohésion, de sécurité, presque de repos.

C'était l'inverse qu'il aurait fallu mettre en œuvre : s'appuyer sur le quasi-plébiscite dont il venait de bénéficier face à l'extrême droite, bousculer la société, innover, surprendre, accélérer, réformer. Or c'est l'inverse qui s'est produit. Il a freiné les initiatives de Jean-Pierre Raffarin, un homme habile et compétent, par exemple en matière de décentralisation ou de renforcement des capacités des entreprises. Il a préféré faire baisser les impôts sur les ménages et n'avancer qu'à pas comptés en ce qui concernait les retraites. Pour ses deux dernières années au palais de l'Élysée, assombries par les défaites aux élections locales et le désastre du référendum européen de 2005, il a choisi de mettre Dominique de Villepin à la tête du gouvernement après avoir hésité à y nommer Michèle Alliot-Marie, hésitation révélatrice de son trouble profond, inattendu après tant d'années au pouvoir. L'incandescent et emphatique ultime Premier ministre incarnait certes une stratégie de mouvement, mais les réformes qu'il tenta firent long feu. La relève s'incarnait déjà de ce côté-là en Nicolas Sarkozy. Jacques Chirac laissa faire, incitant Dominique de Villepin à la prudence, se résignant finalement après un bras de fer perdu à la candidature du maire de Neuilly-sur-Seine. Jacques Chirac a été dépouillé de son premier mandat par la plus longue cohabitation de la V^e République. Il a montré, durant son second mandat, moins d'initiative et d'allant que lorsqu'il fut, par exemple, chef du gouvernement sous François Mitterrand, comme si l'énergie qui l'avait si longtemps caractérisé s'était épuisée.

En revanche, durant cet ultime quinquennat, il se comporta en républicain avisé et fédérateur. Il prit ostensiblement la défense de la laïcité en chaque occasion, dénonça le racisme et l'antisémitisme,

incarna un patriotisme ouvert et pacifique. S'il surveillait de près les initiatives du gouvernement et s'il ne laissait à personne le choix des nominations individuelles, jouissance suprême du pouvoir présidentiel, il était attentif à ne pas trop apparaître et à se comporter en inspireur et en arbitre plutôt qu'en acteur quotidien. Cela lui permit d'achever ainsi sa présidence sur un registre apaisé et bienveillant, d'autant plus populaire que son accident de santé avait visiblement touché et attristé les Français. À soixante-quinze ans, il put ainsi achever sa vie politique respecté et apprécié, malgré la boue des « affaires », malgré la déception de ses mandats. Il avait commencé sa vie politique casque en tête et sabre à la main. Il la clôturait en chef d'État paternel et bienveillant. C'est que les Français avaient parfaitement compris que, malgré son cynisme, cet homme d'ordre et d'autorité les aimait sincèrement et même chaleureusement : sa maladie de plus en plus visible les afflige. Jacques Chirac aura été un monarque amoureux de son peuple. Au fond, s'il n'a pas imposé une marque sensible sur la France, il incarne comme personne les Français, qualités et défauts.

Les cinq espoirs : Hamon, Montebourg, Moscovici, Peillon, Valls

Ils sont cinq parmi les plus brillants espoirs du parti socialiste, cinq symboles d'une génération sacrifiée et qui ne rêve maintenant que de rattraper au plus vite le temps perdu. Les défaites électorales du PS les ont privés du pouvoir auquel ils aspirent et pour lequel ils se sentent taillés. Ils ont entre quarante-cinq ans pour le plus jeune (Benoît Hamon) et cinquante-cinq ans pour le plus âgé (Pierre Moscovici). Ils ont des diplômes et de l'ambition, ils sont bien de leur personne. Un seul (Moscovici) a eu l'occasion d'appartenir au gouvernement Jospin, comme ministre délégué aux Affaires européennes, un poste rempli à la satisfaction générale, même si à la fin il aspirait à une promotion légitime.

Tous pèsent cependant déjà lourd au sein de leur parti et y occupent des fonctions bien visibles, comme porte-parole (Benoît Hamon, jadis Vincent Peillon) ou secrétaires nationaux influents (tous les cinq). Ils ont publié des livres, souvent enseigné ou appartenu à des cabinets ministériels, ils ont tous participé à d'innombrables émissions politiques. Trois sont députés français (Montebourg, Moscovici, Valls), les deux autres (Hamon et Peillon) sont ou ont été parlementaires européens. Trois d'entre eux (Moscovici, Montebourg, Valls) ont déjà affiché leurs appétits à l'occasion de l'actuelle campagne présidentielle. Pierre Moscovici, le strauss-kahnien, a été tenté de se présenter aux primaires socialistes avant de rallier François Hollande

et de devenir son bras droit, un excellent tremplin pour l'avenir et un choix judicieux. Arnaud Montebourg et Manuel Valls ont franchi le pas et se sont lancés dans la bataille. Ils ont eu raison l'un et l'autre, puisque leur notoriété et leur popularité sont montées en flèche après les débats télévisés. Benoît Hamon a soutenu loyalement Martine Aubry, piaffant cependant de ne pouvoir incarner lui-même l'aile gauche du PS, kidnappée par Arnaud Montebourg. Quant à Vincent Peillon, il n'a pas trouvé sa place. Ses zigzags perpétuels l'ont sanctionné. Il tente maintenant de se rattraper.

Si la gauche l'emporte, ils seront des hommes clés au gouvernement, au Parlement et au parti. Ces jeunes hiérarques sont les futurs poids lourds socialistes. Je les ai croisés maintes fois à l'occasion d'émissions à la télévision, d'interviews ou de débats parfois tumultueux. Ils ont tous du talent et de solides atouts. Certains sont sympathiques, aucun n'est indifférent.

Arnaud Montebourg est le plus connu parce qu'il est le plus fracassant et le plus éloquent. Séduisant, avec un physique avantageux d'acteur de la Nouvelle Vague des années 60, c'est un orateur à l'ancienne, brillant, emphatique, percutant, lyrique. Il a été premier secrétaire de la Conférence du stage du barreau de Paris. Cela se sent. S'il le voulait, il pourrait être un ténor des assises. Il aime mieux devenir un homme politique de premier plan, de préférence président de la République. Il ne ménage ni sa peine, ni les manœuvres, ni les esclandres pour cela. Comme polémiste, il est infatigable et audacieux. Il a voulu traduire Jacques Chirac en Haute Cour de justice lorsque celui-ci était chef de l'État. Il s'est spécialisé dans les dénonciations des paradis fiscaux ou des écarts de ses camarades socialistes. Il veut moraliser la République, changer les institutions.

Il n'est pas toujours constant, bataillant contre le cumul des mandats, puis, déjà député de Saône-et-Loire, se faisant élire président du conseil général. Si on le lui objecte, il ne se laisse pas démonter. Il a réponse à tout : s'il sacrifie provisoirement ses idées, c'est naturellement pour la bonne cause, afin de rendre service aux électeurs. Il n'est pas toujours cohérent, blâmant furieusement le système présidentiel, mais organisant des primaires qui le renforcent encore, et se mettant lui-même sur les rangs. Il ne doute de rien, et surtout pas de lui-même, ses outrances et ses philippiques en font cependant plus une star qu'un leader. Parti en guerre contre la mondialisation, vouant aux gémonies le capitalisme financier, prétendant prendre le contrôle des banques, constamment sévère vis-à-vis de l'Europe, partisan de rétablir le protectionnisme, c'est un franc-tireur à l'aile gauche du parti, plus doué pour les coups d'éclat que pour les coups de force. S'il mûrit et se tempère, il fera une belle carrière gouvernementale, sinon, il restera une attraction médiatique.

Benoît Hamon a été pendant plusieurs années le plus présent de tous, puisqu'il occupe les fonctions de porte-parole officiel du PS depuis que Martine Aubry en est première secrétaire. Comme la maire de Lille s'est exprimée avec parcimonie avant sa candidature aux primaires, et n'est dans la capitale que deux ou trois jours par semaine (plutôt deux), son jeune porte-parole la supplée fréquemment et se fait ainsi tout naturellement connaître. Cela ne va pas sans grincements et sans équivoque, puisque ce Breton actuellement sans mandat électoral est aussi le chef de file de l'aile gauche du PS. Il n'est pas toujours facile de s'exprimer à la fois pour les autres et pour soi, il le vérifie parfois à ses dépens. Il est cependant loyal et affûté. Il a le verbe précis et naturel, coupant mais sobre. Il parle peu de ce qu'il ignore et plutôt bien de ce qu'il connaît. D'instinct, il a une pente protectionniste et dirigiste, par archaïsme ou par tempérament autoritaire. Son rapport sur l'égalité a fait grand bruit et semblait fort peu réaliste. En revanche, lorsque le parti a tranché, il s'incline. En somme, il progresse et s'affirme. Au sein du PS, ses préférences ont beaucoup varié, ce n'est pas original. Depuis le congrès de Reims, il a appris à tenir son rôle officiel sans oublier d'être lui-même. Il a toujours été très politique, mais sa raideur initiale s'assouplit. Si les dieux sont avec son camp, il est prêt à franchir une étape. Avoir été loyal vis-à-vis de Martine Aubry ne sera pas un handicap, d'autant plus qu'il est aussi tout naturellement un contrepoids à Arnaud Montebourg.

Pierre Moscovici, lui, est en mesure d'ambitionner légitimement un grand portefeuille, comme le Quai d'Orsay, voire l'hôtel de Matignon. Des cinq espoirs, il est en réalité le plus avancé. Il a déjà l'expérience du pouvoir et, durant la longue cohabitation Chirac/Jospin, il a su plaisanter avec le premier en servant sérieusement le second. Comme européen, il a fait ses preuves, parfois en tenant tête au titulaire des Affaires étrangères, l'imposant Hubert Védrine. Ce fils d'un grand sociologue et d'une psychanalyste notoire est séduisant, raffiné, cultivé. Il a de l'esprit, il aime même trop les formules. Il a aussi du fond, avec une solide compétence économique, un talent avéré de négociateur. Ce haut fonctionnaire typiquement germanopratin s'est fait élire dans une rude circonscription ouvrière du Doubs, comme jadis Laurent Fabius en Seine-Maritime. Il ressemble d'ailleurs à l'ancien Premier ministre, en plus détendu et plus européen, presque aussi élégant et presque aussi conscient de sa valeur que lui. Ami fidèle de Lionel Jospin, il a choisi de se ranger aux côtés de Dominique Strauss-Kahn puis désormais de François Hollande, un choix logique et naturel de la part de cet intellectuel social-démocrate faisant songer aux cercles britanniques à la fois progressistes et patriciens de la Fabian Society des années 30. Il a eu le nez creux.

Vincent Peillon, autre intellectuel de bonne envergure, est un politique beaucoup moins convaincant. Pendant longtemps, certains socialistes historiques comme Pierre Mauroy ont chanté ses louanges jusqu'à vouloir en faire un premier secrétaire et même à espérer voir grandir en lui un présidentiable. Il a effectivement donné des espérances. Cet agrégé et docteur en philosophie publie des livres savants et originaux. La pratique lui réussit nettement moins bien que la théorie. Outre une instabilité chronique au sein du PS (il a été proche d'à peu près chaque courant avant de s'en éloigner), il donne le sentiment de peiner à trouver son rôle. Il a été porte-parole de 2000 à 2003, mais ne s'est pas imposé. Il a été député de la Somme dans une circonscription il est vrai difficile, mais n'est pas parvenu à s'y implanter solidement. Il a dû changer radicalement de région pour se faire élire au Parlement européen. Personne ne met en doute ses capacités intellectuelles, mais son caractère inquiète et hérisse. Il pique des colères homériques, trop bien mises en scène. Il médite des esclandres (comme son célèbre désistement à la dernière minute lors d'une émission d'Arlette Chabot). À l'observer, on a l'impression d'un talent qui ne sait pas s'employer et d'un tempérament qui n'arrive pas à se canaliser. Il n'est pas le moins doué, mais il est le moins achevé des cinq. Quand il écrit, il séduit, quand il agit, il déçoit.

Manuel Valls est d'une tout autre eau. Avec Arnaud Montebourg, il est parmi les cinq le seul à s'être créé un véritable fief électoral, dans des conditions de surcroît particulièrement difficiles. Il est en effet devenu, fort jeune et à la force du poignet, député-maire d'Évry, chef-lieu départemental de l'Essonne, une ville nouvelle où coexistent une bonne cinquantaine de nationalités. L'homme de cabinet, attaché parlementaire et conseiller du Premier ministre Michel Rocard pour la Jeunesse et les Sports, puis, plus tard, conseiller chargé de la presse et de la communication du Premier ministre Lionel Jospin, s'est métamorphosé en homme de terrain. Il a pris la mesure des problèmes de sécurité et de cohabitation entre des communautés aussi diverses. Au PS, il s'est très vite imposé comme spécialiste de ces questions, qu'il aborde avec beaucoup plus de réalisme et de vigueur que la plupart de ses camarades et dont il sait parler avec une franchise revigorante. Très vite, de livres en émissions, d'interviews en articles, il est devenu le prototype du « réalisme de gauche », ce qui le range bien entendu à l'aile droite du PS. Quels que soient les sujets qu'il traite (éducation, intégration, économie, fiscalité, sécurité) il le fait en tout cas avec clarté et énergie, pragmatisme et désormais cohérence. Né à Barcelone, fils d'un peintre catalan reconnu et d'une Italienne d'origine, il sait ce que signifie concrètement l'intégration. Cela nourrit son ambition. Il aime la France, il aime l'Europe, il aime la diversité, il aime l'intégration. Spécialiste de la communication, il

s'exprime avec feu et résolution. Des cinq espoirs du PS, il est peut-être le plus original – avec Arnaud Montebourg – et le plus cohérent – avec Pierre Moscovici. Il est aussi le plus isolé. C'est sans doute pour cela que cet hyperréaliste s'est rangé du côté de Dominique Strauss-Kahn. Et puis, face au retrait sinistre du directeur général du FMI, il a réagi rigoureusement, fidèle à son ami mais se lançant alors sous ses propres couleurs. Cela lui a réussi. À la télévision, à la radio, son parler vrai, son énergie, son réalisme ont intéressé et séduit. Désormais, il incarne l'aile pragmatique et empirique du PS, la sensibilité européenne et moderniste. Il n'a pas de courant mais il a une image, un début de réputation. À cinquante ans cette année, c'est un patrimoine d'avenir. Manuel Valls a le tempérament et les aptitudes d'un gouvernant.

Bien entendu, les cinq espoirs ne disposent d'aucun monopole. François Hollande peut compter sur des lieutenants expérimentés et de bonne étoffe qui joueront eux aussi, peut-être eux d'abord, un rôle décisif en cas de victoire. Michel Sapin, l'ami de toujours, plusieurs fois ministre, y compris du prestigieux donjon de l'Économie et des Finances, est de ceux-là. Jean-Marc Ayrault, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, Jérôme Cahuzac, président de la commission des finances, François Rebsamen, président du groupe socialiste au Sénat, ou encore André Vallini, député et président du conseil général de l'Isère, Michel Delebarre, sénateur-maire de Dunkerque, Jean-Yves Le Drian, président du conseil général de Bretagne, Gérard Collomb, sénateur-maire de Lyon, tous occuperont évidemment une place flatteuse. La liste n'est pas limitative. À côté de ces briscards et de ces barons feudataires, les cinq espoirs constituent cependant les symboles d'une nouvelle génération socialiste.

Jean-François Copé

Contrairement à ce qu'il croit, je ne sous-estime nullement Jean-François Copé. Je reconnais même volontiers qu'il est, au sein de sa génération – à droite, en tout cas – vraisemblablement l'homme politique le plus doué, celui dont les talents correspondent le mieux à son objectif suprême, la présidence de la République. Il n'est certes pas le seul à pouvoir afficher atouts et ambitions. Son ennemi intime Xavier Bertrand, qui a choisi une stratégie exactement opposée à la sienne – Copé ne cesse de se différencier et de mettre en scène son émancipation, Bertrand colle à Nicolas Sarkozy et épouse méthodiquement sa ligne –, a du flair, beaucoup d'habileté, entre affable et patelin, connaît admirablement ses dossiers. Luc Chatel possède lui aussi savoir-faire, compétences et adresse, sur un registre impeccablement orthodoxe. Il a du jugement, avec plus

d'indépendance qu'on ne l'imagine. Laurent Wauquiez, l'intellectuel emblématique égaré parmi les cadets du sarkozysme, peut faire valoir des dons aussi visibles que son vorace appétit. Bruno Le Maire, le plus énigmatique, progresse à grands pas et réussit partout où il passe, affichant de surcroît, de livre en livre, une personnalité nettement plus originale que son allure compassée ne pourrait le faire croire. C'est un homme pressé, affamé et cultivé, décidé et imprudent. Quant à François Baroin, sympathique et agréablement détendu, il apprend vite, avance au petit galop sans effort visible et marie avec naturel réalisme et fidélités. Jean-François Copé ne manque donc pas de rivaux potentiels parmi les quadragénaires, voire les trentenaires de son camp.

Il a cependant trois pas d'avance sur les autres et c'est justice. Il est en effet le plus hardi, le plus déterminé, le mieux organisé, le plus décomplexé, mais aussi, il est vrai, le plus arrogant. Il n'a en tête que de s'installer au palais de l'Élysée, comme chef de l'État naturellement. Il ne l'insinue pas, il l'affiche, il le proclame. Il n'y pense pas seulement en se rasant, mais du matin au soir, sans relâche, sans dévier une seconde de sa cible. Tous ceux qui ont été élus président de la République ont en commun d'avoir été des monomaniaques, obsédés par leur objectif, habités par leur destin, résolus à tout faire et à tout sacrifier pour atteindre leur but. D'autres rêvaient de l'Élysée et pouvaient raisonnablement y prétendre, comme Jacques Chabandemas, Raymond Barre, Michel Rocard, Jacques Delors, Lionel Jospin ou Édouard Balladur. À la tête de l'État, ils auraient pu faire aussi bien, peut-être mieux que leurs vainqueurs. Il leur manquait la hantise absolue, permanente, presque pathologique, de l'élection à gagner.

Ce grain de folie-là, Jean-François Copé le possède de toute éternité, plus que les autres. Dans la vie, il avance nanti d'un double regard, l'un braqué sur le calendrier quotidien, l'autre fixé sur l'élection de 2017. Rien ne l'arrêtera, rien ne le découragera : il a pu se faire battre aux élections législatives ou échouer aux élections régionales comme tête de liste chiraquien en Ile-de-France. Cela l'a meurtri, sans doute blessé, à coup sûr vexé, mais pas du tout découragé. Après avoir pesté et flotté, il a rebondi aussitôt plus fort, plus expérimenté et le faisant savoir. Il a été offusqué et même scandalisé de ne pas se voir offrir une place de choix par Nicolas Sarkozy au sein du gouvernement Fillon. Il aurait dû s'en douter, puisqu'il appartenait au clan d'en face, resté fidèle à Jacques Chirac et, pire, à Dominique de Villepin. Cela ne l'a cependant pas ralenti une minute.

En fait, ce fut même sa chance. Membre malgré lui de la nouvelle majorité sarkozienne, il s'est vu proposer la présidence du groupe UMP de l'Assemblée nationale et en a fait sur-le-champ un tremplin puissant. Il a, après des débuts tumultueux, solidement assis son

autorité sur les députés UMP. Il est devenu le parlementaire le plus influent de France, se démarquant sans cesse de Nicolas Sarkozy et de François Fillon, prenant un plaisir savant à leur poser des banderilles, discutant, débattant, renâclant, négociant, faisant ressortir en chaque occasion son poids et son originalité.

Nicolas Sarkozy aime les rapports de force ? Lui aussi. Il les habille pieusement de la tunique parlementaire, inventant la théorie de la coproduction législative, en principe entre gouvernement et Parlement, pratiquement entre l'Élysée et lui. Ses passes d'armes avec le chef de l'État aux petits déjeuners de la majorité comme en tête à tête sont devenues célèbres et alimentent d'autant plus la chronique qu'il ne laisse à personne le soin de le faire savoir. Du coup, les invitations des médias pleuvent. Il a durant dix ans été un spécialiste de la langue de bois, version agile et péremptoire. Depuis, il a progressé : autonome au sein de la majorité, traitant de puissance à puissance avec le chef de l'État, concentré sur la direction de l'UMP, proclamant inlassablement ses propres objectifs, il est devenu virtuose dans l'art de la dissonance bien tempérée.

Réaliste avant tout, voire cynique en ce qui concerne les moyens, il a néanmoins conclu la paix des braves avec Nicolas Sarkozy. Les deux hommes ne sont pas rivaux, puisque l'un vise à se faire réélire en 2012 et que l'autre ambitionne de l'emporter en 2017. C'est un mariage d'intérêts, sans illusion et sans concession. Chacun cherche à tirer avantage de cette association inévitable. Il s'agit de ne pas affaiblir leur camp commun, l'un comme l'autre entendant bien s'y tailler la place la plus large possible. D'ailleurs, chacun le sait, chacun le voit et tous deux s'en agacent, ils se ressemblent. Jean-François Copé est comme le frère cadet de Nicolas Sarkozy, comme le petit-neveu de Jacques Chirac. Même rapidité, même détermination, même culot d'enfer, même professionnalisme, même irascibilité.

Idéologiquement, ils sont tout proches, vissés au cœur de la droite bonapartiste, libéraux sur le plan économique, autoritaires sur le plan social et en matière de mœurs. Nicolas Sarkozy avait pris d'assaut l'UMP, l'arrachant à Jacques Chirac, comme celui-ci avait arraché l'UDR aux barons gaullistes. Jean-François Copé a bien l'intention de croquer à son tour le parti sarkozyste dont il a obtenu la responsabilité. Le nouveau secrétaire général de l'UMP n'a pas le charisme impérieux de Nicolas Sarkozy ni son originalité effervescente en matière internationale, religieuse ou sociétale : cela viendra peut-être. Il a en revanche son aplomb, une maîtrise croissante de son expression publique, même s'il manque encore parfois de subtilité. Il déteste qu'on lui résiste, il ne supporte pas qu'on le critique, c'est banal. Il est assez intelligent pour ne pas chercher systématiquement la connivence, il reste assez juvénile pour mal gérer les divergences.

J'ai eu dix fois l'occasion de le vérifier. Il est au bout du compte l'archétype de sa famille politique, le meilleur d'une génération de droite, hélas, moins brillante que ses devancières.

Il aime le tennis, le golf, la musique, sa famille, les échecs – le jeu, bien sûr – et surtout sa propre personne. Pour atteindre son but, ce n'est pas forcément un handicap. Il est brutal avec ses adversaires, dominateur avec ses alliés, séducteur avec ses troupes, impitoyable avec ses rivaux, parfois surnois dans les moyens employés. Par-dessus tout, il est bien organisé. Il cumule ses mandats politiques avec le métier d'avocat d'affaires. Il devra se méfier : ce pari insolent est de moins en moins dans l'air du temps : légal et vertueux ne sont plus synonymes. L'argent et la politique vont de moins en moins bien ensemble. Il aura, un jour ou l'autre, à affronter un rival qui a dix ans de plus que lui et les a bien employés : François Fillon. Il risque même d'avoir à compter avec Alain Juppé le revenant. Jean-François Copé marche au pas de gymnastique vers l'investiture présidentielle, mais, pour l'instant, François Fillon le précède d'une toise : celui-ci a déjà une silhouette d'homme d'État, celui-là n'a encore qu'un profil de prétendant pressé et doué. Quant au ministre des Affaires étrangères, n'est-il pas le meilleur d'entre eux ?

Maurice Couve de Murville

Maurice Couve de Murville n'a pas marqué la vie politique française : il a été le plus éphémère des ministres des Finances (moins de trois mois) et le plus fugace des Premiers ministres (moins d'un an, de juillet 1968 à juin 1969). En revanche, il a fidèlement incarné dix ans de suite la diplomatie française aux côtés du général de Gaulle, de 1958 à 1968. Il m'a beaucoup impressionné en mes vertes années parce qu'il a été le premier grand burgrave gaullien que j'aie rencontré à sa demande, en tête à tête et à plusieurs reprises. J'avais vingt-sept ans – c'était en 1967 – et je n'en revenais pas. De surcroît, il me traitait fastueusement et, à l'époque, cela m'éblouissait, m'emmenant déjeuner rituellement dans l'un des plus élégants restaurants de Paris, prenant le temps entre une truffe en chausson et une sole (c'est lui qui composait le menu) de m'expliquer en détail, avec une limpidité impériale, les objectifs et les obstacles d'une politique étrangère gaullienne alors très contestée. J'ai mis plus de vingt ans à comprendre pourquoi il se donnait tant de mal pour ma juvénile et modeste personne.

En fait, la diplomatie gaullienne ressemblait alors à un chef-d'œuvre grandiose mais en péril. Depuis le retour au pouvoir du Général, la France parlait de nouveau haut et fort sur la scène internationale. Elle comptait, elle choquait, elle inquiétait, elle irritait mais elle marquait.

Depuis trois années, le Président fondateur de la V^e République multipliait les initiatives fracassantes : reconnaissance de la Chine communiste, au grand dam du camp occidental ; bras de fer implacable, inexorable à Bruxelles avec le chantage à la chaise vide ; sortie jupitérienne de l'organisation militaire de l'OTAN ; fameux discours de Phnom Penh en faveur des pays non alignés ; apostrophe exaltée en faveur du « Québec libre » et, tout récemment, mercuriale homérique à l'intention d'Israël, ce « peuple d'élite dominateur et sûr de lui », pour reprendre la plus célèbre et la plus contestée des formules de Charles de Gaulle. Jamais sans doute dans l'histoire contemporaine la diplomatie française n'avait accumulé autant de transgressions délibérées et théâtrales en si peu de temps. Le Général se surpassait en stupéfiant et en alarmant. À ses côtés, Maurice Couve de Murville, aussi sobre que le Président était épique, aussi indéchiffrable que le chef de l'État était grandiose, aussi imperturbable que Charles de Gaulle était inattendu, faisait figure de second indispensable. Sur toutes les scènes du monde, il déployait sa haute silhouette aristocratique, l'expression de son visage tantôt hermétique et tantôt sarcastique. Les deux hommes formaient un étrange tandem, le Héros et le Diplomate se complétant à merveille.

Maurice Couve de Murville ne s'intéressait guère à ce qu'il appelait dédaigneusement les « affaires domestiques », c'est-à-dire la politique intérieure. Pour lui, il s'agissait d'activités subalternes, sans doute nécessaires mais dont il attendait avant tout qu'elles ne troublent pas l'action internationale de la France. Le Parlement l'assommait, l'UNR (ainsi se nommait à l'époque le parti gaulliste) lui semblait agitée de querelles lilliputiennes. Il ne se résigna à se présenter aux élections législatives que sur ordre formel du Général qui songeait déjà à le promouvoir, en 1967, après neuf ans au Quai d'Orsay. Encore trouvait-il le moyen de se faire battre par un jeune débutant volubile, brillant et fiévreux nommé Michel Rocard. Il fallut 1968 pour qu'il se fasse élire dans l'imperdable VIII^e arrondissement de Paris qui convenait beaucoup mieux à son profil social.

Bien qu'il eût présidé la commission des Affaires étrangères, après l'altière démission du Général, sa carrière parlementaire fut aussi longue que discrète, aussi effacée qu'ennuyeuse. En fait, ce major du concours de l'Inspection des finances, directeur des changes et des finances extérieures à trente-trois ans, fut avant tout un grand diplomate, le symbole même de la Carrière. Il avait rallié Alger en 1943, à temps pour jouer de Gaulle contre le général Giraud. Sous la IV^e République, il avait dirigé toutes les grandes ambassades possibles : Rome, Le Caire, l'OTAN, Washington, Bonn, partout et toujours où se concentrait l'action diplomatique de la France. Au grand dépit de ses pairs qu'il ne ménageait pas avec ses sentences

caustiques, il était le meilleur. Beaucoup plus tard, à « À armes égales », nous l'opposâmes à Jean Lecanuet, européen et atlantiste aussi éloquent que talentueux. En quelques phrases cinglantes et quelques mimiques ironiques, Couve n'en fit qu'une bouchée.

J'avais fait sa connaissance à un congrès de l'UNR où il s'ennuyait ferme et où, pour passer le temps, il avait décidé de m'emmener boire un whisky pendant un discours de Michel Debré qui l'insupportait. Il m'avait alors fait passer un véritable examen d'histoire diplomatique, aussi impromptu qu'exigeant, me torturant en particulier pendant un interminable quart d'heure sur la guerre de Trente Ans, le traité de Westphalie et les qualités comparées de Richelieu et de Mazarin comme négociateurs. J'avais fait de mon mieux. Il voulut bien me concéder, sur un ton naturellement caustique, qu'il m'aurait mis la moyenne à Sciences Po dont il était bien entendu sorti premier et où je venais de commencer à enseigner, ce qu'il n'ignorait pas. C'est à la suite de ce test imprévu qu'il me traita régulièrement. Je crus innocemment que mes lectures de bon élève et quelques chroniques studieuses dans *Le Monde* y étaient pour beaucoup. J'étais loin du compte. Il me fit d'abord comprendre qu'à ses yeux un journaliste qui s'était marié au temple (il était protestant) ne pouvait pas et même ne devait pas être tout à fait mauvais. Je réalisais surtout après coup qu'il n'avait fait qu'employer la méthode favorite du Quai d'Orsay, historique, qui consistait, pour mieux influencer les journalistes, à leur choisir un interlocuteur de marque régulier et feignant de les croire importants. Leur grand jeu impliquait même de sélectionner des plumes assez jeunes et de déployer tous les rites subtils et les ors fanés du Quai d'Orsay pour mieux se les attacher. C'était la grande tradition d'avant guerre. Je fus ainsi sans doute le dernier investissement de ce genre pour Maurice Couve de Murville. Assez pour me marquer, trop tard pour m'embarquer puisqu'il allait quitter les Affaires étrangères quelques mois plus tard, ce dont ni lui ni moi ne pouvions nous douter.

Édith Cresson

L'idée de nommer Édith Cresson Premier ministre n'a pas surgi dans l'esprit de François Mitterrand comme une illumination subite. Cela faisait un bon moment qu'il la remuait, l'évaluait, l'envisageait, à la fois alléché et perplexe face à cette possibilité originale, depuis un an ou deux en tout cas. Ministre des Affaires européennes depuis 1988, Édith Cresson avait quitté brusquement le gouvernement en 1990 pour entrer dans le secteur privé. En fait, elle ne supportait pas Michel Rocard, alors l'homme de Matignon, et c'était parfaitement réciproque. Édith Cresson était une proche de François Mitterrand

avec qui elle travaillait depuis vingt ans. Elle admirait le Président réélu, elle partageait son exaspération vis-à-vis du Premier ministre dont elle détestait le style, le moralisme et même la compétence affichée, le brio galopant, l'éloquence précipitée et surtout la façon de blâmer sourdement le chef de l'État. C'était de l'aversion, presque de l'allergie. La logique politique avait contraint François Mitterrand à placer ce protestant raisonneur et imaginatif à la tête du gouvernement. Il attendait la première occasion pour s'en débarrasser, mais sa popularité persistante et les graves circonstances internationales (la première guerre du Golfe, les échéances européennes dramatiques) l'obligeaient à patienter. C'était trop pour Édith Cresson qui avait préféré s'en aller sans regret ni remords. Beaucoup avaient alors cru à une défaveur présidentielle : c'était exactement l'inverse, bien dans la manière de François Mitterrand. Il l'éloignait pour la protéger et pour la préparer dans l'hypothèse où il déciderait de lancer dans le jeu cette carte atypique.

En attendant, François Mitterrand testait l'idée autour de lui. Pierre Bérégovoy piaffait littéralement devant le porche de l'hôtel de Matignon, mais le Président considérait que sa nomination ne constituerait pas un choc suffisant pour compenser le renvoi de Michel Rocard, bien aimé de l'opinion. Jacques Delors présidait la Commission de Bruxelles, Lionel Jospin et Pierre Joxe, certes très intelligents tous les deux, étaient trop raides et trop indépendants au goût du chef de l'État. Alors pourquoi pas une femme pour la première fois dans l'histoire de ce vieux pays ? Édith Cresson était intelligente, volontaire, expérimentée – depuis 1981, elle avait occupé tour à tour les ministères de l'Agriculture, du Commerce extérieur et du Redéploiement industriel avant les Affaires européennes –, et sa fidélité absolue, exemplaire, ne faisait aucun doute. Fort jolie femme de surcroît, batailleuse, ayant même le goût du défi, elle ne manquait pas d'arguments. Les barons du parti socialiste ne l'aimaient pas : trop inconditionnelle de François Mitterrand, trop méprisante vis-à-vis des querelles intestines du parti, trop inégale dans les débats au Palais-Bourbon. En revanche, dans l'opinion, la surprise serait de taille et la curiosité serait immense.

François Mitterrand nous exposait tranquillement ce scénario insolite, à Jean-Pierre Elkabbach et à moi, en cheminant dans le parc de l'Élysée. Jean-Pierre affiche toujours un parti pris de féminisme, peut-être pour cacher son machisme. Comme le Président me voyait manifestement plus sceptique, il m'interpella, brusquement agacé, exigeant de savoir mes raisons sur-le-champ. Après quelques circonlocutions, je lui répliquai crûment : « Édith Cresson a sans doute toutes les qualités que vous lui prêtez, mais pour vous dire les choses franchement, elle joue en deuxième division. » Il eut une moue

d'agacement, mais ne s'offusqua pas plus que cela et me lança : « Eh bien, si je le fais quand même, nous en reparlerons. » Jean-Pierre me fit remarquer plus tard, et il avait raison, que j'avais été abrupt. La suite ne me le fit pas regretter.

Entre-temps, l'expérience avait en effet été tentée et s'était avérée désastreuse. Édith Cresson avait pourtant du cran et des idées. Elle avait, avec l'aval de François Mitterrand, rajeuni et renouvelé le gouvernement, faisant ainsi faire leurs débuts ministériels à Dominique Strauss-Kahn et à Martine Aubry – deux choix perspicaces. Elle voulait renforcer l'industrie française, rendre les PME plus hardies et plus vigoureuses, réformer la formation professionnelle, développer les exportations, fouetter la croissance. C'était bien vu et bien pensé, et vingt ans après cela demeure d'ailleurs d'actualité. Malheureusement, si son programme très volontariste semblait judicieux sur le plan politique et médiatique, sa tentative tourna aussitôt au désastre et même au calvaire. Elle voulut, à peine nommée, intervenir à la télévision : ce fut un ratage abominable. Au Palais-Bourbon, présentant son programme, elle fut lourdement handicapée par sa voix haut perchée qu'elle forçait et qui tournait au strident, alors même que ses talents d'orateur étaient modestes. Elle commit également quelques bourdes gênantes, mettant en doute la virilité des Britanniques et traitant les Japonais de fourmis. Cela fit naturellement scandale et au palais de l'Élysée on commençait à s'arracher les cheveux. Bien entendu, la misogynie intrinsèque au milieu politique se déchaîna et elle fit l'objet d'attaques injurieuses et déplacées qu'aucun de ses mâles prédécesseurs n'avait jamais subies. À la télévision, les chansonniers du « Bébête Show » la taillaient en pièces lourdement. En quelques mois à peine, ce fut l'hallali.

François Mitterrand tenta bien de la sauver en lui affectant quelques collaborateurs bien choisis et en multipliant conseils, suggestions et mises en garde, comme il ne l'avait jamais fait pour personne. Matignon organisa des journées de rencontres avec les journalistes pour tenter de redresser son image. J'eus droit à un long tête-à-tête dans un petit salon qu'elle avait féminisé avec goût. Elle exposait clairement ses objectifs, avec conviction, mais dès qu'il s'agissait de méthode, de négociation, en somme de politique, sa maladresse éclatait. Elle semblait également sous la coupe d'un personnage pittoresque, original et encombrant, Abel Farnoux, qui s'exprimait plus en mentor qu'en conseiller, n'hésitant pas à la rabrouer et à la contredire devant des éditorialistes interloqués ou des parlementaires enchantés. L'homme, ancien résistant intrépide, déjà assez âgé, ne manquait ni d'allure, ni d'imagination, ni d'audace, et l'on n'avait jamais vu auparavant personnage aussi truculent en pareil lieu. Loin de la fortifier, son omniprésence semblait la mettre sous tutelle. La

partie n'était pas jouable.

Les séances à l'Assemblée nationale tournaient au lynchage, la presse faisait flèche de tout bois (celui-ci abondait), le parti socialiste se désespérait à haute voix. Les élections législatives de 1993 approchaient et Édith Cresson les menaçait de naufrage. Après une seule année à l'hôtel de Matignon, François Mitterrand dut se résoudre à la sacrifier. Dès qu'un poste se libéra, il la nomma commissaire européen afin de sauver les apparences. Chacun vit cependant dans l'épisode Cresson le signe du crépuscule du mitterrandisme. Le Président faustien avait joué la fin de son second mandat sur un coup de dés, nommé Édith Cresson. Il avait perdu. Elle avait sombré avec lui, sans avoir eu réellement sa chance. En l'élevant, il l'avait immolée.

D

Jean-Louis et Michel Debré

Jean-Louis Debré constitue un cas unique sous la V^e République. Pendant la plus longue partie de sa carrière, il a été sous-estimé, moqué, caricaturé. On raillait ses airs solennels, sa démarche de camérier pontifical, son éloquence improbable, ses colères de timide, son chiraquisme farouche et, semblait-il alors, myope. On susurrail qu'il devait ses diplômes aux efforts de tout son entourage et ses postes successifs au prestige de son nom. Et puis, progressivement, les jugements se sont métamorphosés.

À l'approche de la soixantaine, il s'est vu paré de vertus inédites, gratifié de qualités jusqu'alors dissimulées. Tout le monde, adversaires compris, a reconnu qu'il faisait un remarquable président de l'Assemblée nationale, le meilleur depuis Jacques Chaban-Delmas. Au perchoir, il avait su asseoir son autorité, faire reconnaître son savoir-faire et se voir attribuer un prestige tout neuf, lié à l'équité dont il faisait preuve vis-à-vis de la gauche et à l'indépendance qu'il affichait à l'égard des gouvernements de droite. Il était devenu un personnage, le « Président », adoré du personnel du Palais-Bourbon, respecté par tous les élus : une prouesse.

Lorsque son mentor Jacques Chirac en fit, par son ultime décision élyséenne, le président du Conseil constitutionnel, ce fut bien plus encore : on lui découvrit subitement une autorité et une influence nouvelles, certes favorisées par un antisarkozysme historique devenu à la mode, mais néanmoins manifeste. Le Palais-Royal, siège du Conseil constitutionnel, est sous sa houlette plus respecté et redouté que jamais. Jean-Louis Debré n'a pas l'éclat, le charisme et le verbe de Robert Badinter, son lointain prédécesseur, mais il exerce, *primus inter pares*, un contrôle vigilant et équilibré sur l'échafaudage constitutionnel et législatif français. Les circonstances aidant (la réforme Sarkozy de saisine du Conseil par les citoyens), il est devenu l'incarnation d'un « cinquième pouvoir » inédit et redouté. Qui l'eût cru il y a une quarantaine d'années quand on le présentait sottement comme le plus effacé des quatre fils de Michel Debré ?

Je me rappelle l'avoir reçu, sympathique et emprunté, m'apportant

sur les conseils de son père son premier livre : *Les Idées constitutionnelles du général de Gaulle*. Physiquement, il lui ressemblait, en plus grand et plus calme, il avait la même cordialité pressée et une semblable passion gaullienne toujours prête à s'embraser. On sentait cependant que le poids de la dynastie Debré pesait sur ses épaules. Un grand-père, le professeur Robert Debré, le plus célèbre pédiatre d'Europe, disait-on, que j'ai entendu, octogénaire et aveugle, réussir un discours mémorable en remettant des distinctions scientifiques ennuyeuses à plusieurs lauréats dont l'un de mes frères : une personnalité exceptionnelle mais fort autoritaire. Un père, Michel Debré, gaulliste historique s'il en est, premier Premier ministre du général de Gaulle, coauteur de la Constitution, plus tard ministre de la Défense, des Affaires étrangères, de l'Économie et des Finances : un tempérament volcanique et dominateur, une autorité intransigeante quasi militaire, une ardeur réformatrice sans pareille, sans concessions, inflexible et emportée, une immense capacité personnelle, gloutonne et impatiente, des idées arrêtées sur tout, une fidélité absolue à Charles de Gaulle, mais une fidélité exclusive qui ne simplifiait pas ses rapports avec ses rivaux, une éloquence rhétorique à l'ancienne, un sens de l'État sourcilieux, un pessimisme invétéré, envahissant, une énergie magnifique, une intolérance épuisante, beaucoup de sensibilité, tantôt réfrénée, tantôt débordante, un homme d'État, un patriote, un chef exigeant et malheureux, un monument républicain admirable et archaïque, violent dans l'opposition, créateur au pouvoir, inconsolable de s'être vu préférer Georges Pompidou par le Général.

Je le connaissais bien pour l'avoir interrogé à maintes reprises à l'occasion d'un livre (*Une certaine idée de la France*), l'avoir eu comme premier invité avec le communiste Jacques Duclos à la télévision, l'avoir reçu bien des fois à la radio et avoir eu avec lui de nombreux entretiens toujours denses, toujours exténuants, toujours ombrageux. Il m'accueillait très gentiment chez lui, à Paris ou à L'Épine fleurie, sa propriété de Montlouis d'où, de l'autre côté de la Loire, il apercevait la maison de son père. Il ne renonçait jamais à convaincre et s'étonnait douloureusement de ne pas toujours y parvenir. Une personnalité écrasante qui, en toute affection, n'avait sûrement pas facilité l'épanouissement de son fils Jean-Louis pour qui il avait une prédilection inquiète et envahissante, anxiogène, l'aidant de toutes ses forces, l'inhibant certainement.

En prime, le frère jumeau de Jean-Louis, le professeur Bernard Debré, brillait de tous ses feux, accumulant des diplômes comme en se jouant, franchissant les degrés de la hiérarchie médicale à une vitesse météorique, s'imposant rapidement comme un des tout meilleurs chirurgiens urologues, professeur à l'âge où l'on est encore chef de

clinique, mandarin de première classe, presque de droit divin. Comme si cela ne suffisait pas, aussi volubile, extraverti, séducteur et sûr de lui qu'à l'époque son jumeau l'était peu. De surcroît, se lançant également en politique, héritant de sièges flatteurs, bientôt ministre, aussi balladurien que Jean-Louis pouvait être chiraquien : enrageant. Malgré ces handicaps psychologiques – les rivalités de jumeaux, fussent-ils faux jumeaux, sont terribles –, le Petit Chose a fini par rattraper puis par distancer le brillant sujet. Magistrat réputé sévère et intègre, c'est en fait son engagement absolu, intangible, belliqueux en faveur de Jacques Chirac qui met à Jean-Louis Debré le pied à l'étrier, puis le hisse en selle et finalement le fait galoper. Il appartient à son cabinet de ministre, puis de Premier ministre, il est son protégé, son confident, son disciple, puis progressivement son lieutenant. Il arrache une circonscription difficile et une ville rebelle. Du coup, je le surveille du coin de l'œil, me demandant si par hasard je ne l'aurais pas mésestimé. C'était le cas.

De fait, je vérifie rapidement qu'un papillon improbable est sorti tardivement de la chenille ingrate qui le dissimulait. Sous le gouvernement Balladur, Jean-Louis Debré, secrétaire général adjoint, et surtout porte-parole du RPR, devient le sniper le plus redouté de l'hôtel de Matignon, à parité avec l'imposant et volcanique Philippe Séguin. On apprend à redouter ce tireur d'élite, implacable et précis. On le reconnaît comme l'un des meilleurs soldats de Jacques Chirac et surtout comme le fidèle des fidèles, celui qui, au moment où l'ascension d'Édouard Balladur semble irrésistible et où le maire de Paris paraît esseulé et presque pathétique, une fois de plus rejeté par le destin, Jean-Louis Debré donc demeure imperturbablement loyal et combatif. On croit Jacques Chirac marginalisé, une grande partie des gaullistes l'abandonne, d'autres parmi ses plus proches doutent. Jean-Louis Debré tient bon. Du coup, toujours de loin, je commence à le respecter. Jacques Chirac élu contre les pronostics, son vaillant écuyer est promu ministre de l'Intérieur dans le gouvernement Juppé. À ce poste de confiance difficile, il ne brille pas mais impose son autorité à la police, sinon aux indépendantistes corses. Je le rencontre alors régulièrement, le vois de plus près et me convaincs de ma méprise.

En privé, Jean-Louis Debré, courtois et disert, peut se montrer franchement drôle. Si en public il pratique alors, fonction oblige, la langue de bois avec assiduité, en petit comité il compense. Désormais, il franchit les étapes de plus en plus vite, s'enhardit et s'impose. Le gouvernement Juppé balayé par les grandes grèves de novembre-décembre 1995, puis par la dissolution sacrificielle de 1997, Jean-Louis Debré est élu, au cœur de la cohabitation, président du groupe RPR à l'Assemblée nationale, un président énergique, offensif et qui tient bien ses troupes. Jacques Chirac réélu, Jean-Louis Debré devient

haut la main président de l'Assemblée nationale. La métamorphose s'achève : au perchoir, il démontre autorité et habileté. À l'hôtel de Lassay, résidence officielle du président de l'Assemblée nationale, il reçoit beaucoup, informe, influence, triomphe discrètement. Toujours aussi chiraquien, mais beaucoup plus subtil et détendu que jadis ou naguère. Sous le second mandat de Jacques Chirac, Jean-Louis Debré est devenu l'un des trois ou quatre burgraves de la République. Il entretient toujours avec le Président une amitié respectueuse, mais intense et intime. Il est l'homme de confiance, l'ami de toutes les circonstances, le visiteur du dimanche soir, le confident et le conseiller, le plus désintéressé, le plus disponible de tous.

En public, il retient toujours ses paroles, en privé, il les libère de plus en plus. Jacques Chirac lui manifeste désormais une amitié presque paternelle. Il en fait donc un président du Conseil constitutionnel. Cette fois, plus personne n'est surpris et fort peu sont critiques, sinon le premier cercle des sarkozystes qui voient à juste titre en l'homme du Palais-Royal un cactus qui résistera neuf longues années. Il est même devenu un auteur prolifique, tantôt sérieux comme son père, tantôt dissipé comme un Edgar Faure lorsqu'il publie des romans policiers qui n'omettent jamais d'égratigner au passage quelques adversaires ou quelques rivaux d'hier qui le moquaient et s'en repentent aujourd'hui. Jacques Chirac malade et ailleurs, il reste bien entendu d'une disponibilité attristée et farouche. Estimable.

Bertrand Delanoë

Il y a des hommes politiques dont on se dit qu'ils ne sont pas passés loin d'un grand destin et dont on regrette parfois que cela n'ait pas été le cas. Ainsi Edgard Pisani, ministre de l'Agriculture particulièrement prometteur du général de Gaulle, qui, s'étant quelque peu égaré en mai 1968, ne s'en est jamais tout à fait remis. Ainsi encore Pierre Joxe qui, malgré une carrière prestigieuse (ministre de l'Intérieur, ministre de la Défense, Premier président de la Cour des comptes, membre du Conseil constitutionnel), n'a jamais atteint la toute première place dont il avait l'étoffe. Bertrand Delanoë peut être rangé dans cette étroite et inconfortable catégorie. Non pas que sa trajectoire personnelle ait été insignifiante, bien au contraire. Maire de Paris depuis dix ans, il n'a cessé d'être l'un des dirigeants socialistes les plus populaires. À la tête de la capitale, il a modernisé l'image de la Ville lumière, contribué à lui rendre une image intellectuelle et culturelle brillante, fait preuve d'originalité et d'initiative. Excellent gestionnaire de surcroît, autoritaire jusqu'à l'autoritarisme, il a vraiment tenu en main les rênes de la cité malgré les ruades des écologistes, les dérobades des communistes ou les piaffements des socialistes.

Bertrand Delanoë est un authentique leader.

Au congrès de Reims en 2008, il a cependant échoué à conquérir la place de premier secrétaire du PS pour laquelle il était donné favori. Distancé au premier tour par l'imprévisible Ségolène Royal, il avait, après de longues tergiversations, préféré s'effacer sans combattre avant le second tour, laissant la place libre à une Martine Aubry plus manœuvrière qu'on ne l'imaginait et finalement victorieuse. Cela n'aurait été qu'une péripétie de parti si derrière cette occasion manquée ne s'était évanoui le rêve hypothétique d'une candidature présidentielle. À cette occasion-là, Bertrand Delanoë, en manquant d'audace et de détermination, est peut-être passé à côté d'un destin national dont il ne semblait pas indigne. Le maire de Paris aurait pu faire un adversaire redoutable face à Nicolas Sarkozy pour 2012. Ce ne sera pas le cas.

Sa carrière ne s'achèvera pas forcément pour autant. Il a toujours promis qu'il ne régnerait pas plus de deux mandats à l'Hôtel de Ville et il n'est pas homme à renier sa parole. Si la gauche l'emporte cette année, il ferait à coup sûr un séduisant ministre de la Culture ou serait d'ailleurs parfaitement capable d'occuper l'un des plus grands postes régaliens. Reste qu'il pouvait aspirer à davantage. L'a-t-il vraiment souhaité ou l'a-t-il suffisamment voulu ? Ce n'est en tout cas pas faute de caractère : Bertrand Delanoë en est pourvu presque à l'excès. Lorsque ses décisions ne sont pas appliquées tambour battant ou que ses instructions sont contestées, les murs vénérables de la Mairie de Paris tremblent sous le fracas de ses courroux.

C'est peut-être, en revanche, excès d'intransigeance. Bertrand Delanoë est doué, intuitif, résolu. Il a été un très jeune conseiller de Paris (vingt-sept ans), un très jeune député de Paris (trente et un ans), un très jeune porte-parole du PS (trente et un ans aussi). François Mitterrand l'appréciait et a vu tôt en lui l'un des espoirs possibles de la gauche, il le confiait en privé au début des années 80, à ses débuts au palais de l'Élysée. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS ou Premier ministre, comptait beaucoup sur son ami Bertrand dont la loyauté envers lui était absolue, et dont l'indépendance d'esprit et l'originalité des avis l'intéressaient.

Bertrand Delanoë ne manque ni de hardiesse (il a été le premier homme politique français à faire connaître son homosexualité) ni d'envergure. Il est en revanche ombrageux, susceptible, impatient, mais surtout de tempérament entier. Il ne supporte pas qu'on lui manque de parole ou qu'on le traite avec désinvolture. Éloquent, décidé, courageux, charismatique, ouvert et réaliste, il n'a guère de souplesse et de recul. Si on le défie, il se fige sur-le-champ dans une carapace d'orgueil. Il peut, s'il est contrarié, claquer la porte sans autre précaution. Ainsi a-t-il quitté un temps une vie politique qui

l'avait déçu avant d'y revenir sur l'appel de ses amis.

Natif de Tunisie, il a la nostalgie de Bizerte (où il possède une maison), de son ciel, de son sable, de sa douceur, des essences délicates des jardins arabes. Chez lui, la tentation méditerranéenne est constante. Devant ses amis, il l'avoue volontiers. Il tient par-dessus tout à son indépendance, à son libre arbitre. Même s'il n'est pas le plus mauvais manœuvrier, les jeux d'appareils ne l'amuse pas. Il y a chez lui le goût de vaincre et le désir de rompre. C'est sans doute ce qui l'a déterminé à hésiter au congrès de Reims et à laisser passer la voie royale qui s'ouvrait devant lui, à la grande rage de ses amis. Lors de ce petit matin-là, Bertrand Delanoë a préféré sa liberté aux roueries. Sa fierté l'a emporté sur son ambition. Bertrand Delanoë est plus chène que roseau. Il ne plie pas, mais il rompt.

Jacques Delors

De tous les hommes politiques français vivants, Jacques Delors est aujourd'hui celui que je connais depuis le plus longtemps, puisque je l'ai rencontré pour la première fois en 1969, alors qu'il s'occupait de la formation professionnelle et s'apprêtait à entrer au cabinet de Jacques Chaban-Delmas, nouveau Premier ministre. Cela fait donc quarante-trois ans que je le vois régulièrement, et il m'impressionne toujours autant par son inaltérable esprit de sérieux, par son humanité et par sa simplicité, trois qualités aussi discrètes qu'essentielles que l'on rencontre rarement chez les dirigeants politiques de premier plan. Non pas que Jacques Delors soit dépourvu d'autres vertus plus spectaculaires : le plus européen des Français est aussi le Français le plus célèbre en Europe, au moins auprès des milieux dirigeants. Il n'a, sans forcer les mots, pas d'équivalent dans la tumultueuse histoire de la construction européenne. Les dix années clés durant lesquelles il a exercé la présidence de la Commission de Bruxelles de 1985 à 1995 restent jusqu'à maintenant sans rivales.

C'est sous son autorité que l'Europe a connu sa plus forte accélération avec l'Acte unique, le Marché unique, le référendum de Maastricht et l'adoption de l'euro ou encore avec les accords de Schengen (libre circulation des personnes) et l'adhésion de l'Espagne, du Portugal, puis de l'Autriche, de la Suède et de la Finlande. Il n'est certes pas le seul à avoir joué durant cette décennie un rôle quasi historique. François Mitterrand et Helmut Kohl, pour ne citer qu'eux, ont été également les architectes de cette nouvelle Europe qui a su se fortifier au moment où l'URSS s'effondrait, où l'Empire soviétique implosait, où le mur de Berlin tombait et où l'Allemagne se réunifiait. Autant de moments cruciaux qui auraient pu signer la fin de l'Europe et qui l'ont au contraire fortifiée et consacrée.

La volonté et la clairvoyance du Président français et du chancelier allemand, leur bonne entente personnelle ont certes exercé une influence décisive. Ils ont été les copilotes de la métamorphose européenne, mais le mécanicien en chef perpétuel et bien souvent l'inspireur réel de cette mutation n'a cessé d'être Jacques Delors. Aucun de ses prédécesseurs et malheureusement aucun de ses successeurs n'a joué pareil rôle, ni de près ni de loin. Maintenant que le Conseil européen des chefs d'État et de gouvernement dame le pion à la Commission de Bruxelles, il est même vraisemblable que Jacques Delors n'aura plus dans l'avenir de rival à son poste. En ce sens, il restera non seulement un grand européen, mais aussi le président de la Commission de Bruxelles le plus marquant de l'histoire.

Cela tient à la force de ses convictions et à l'originalité de sa méthode. Jacques Delors est un social-démocrate dans l'esprit et un catholique social dans l'âme. Il croit passionnément à l'Europe parce qu'il veut la démocratie et la paix. Il accepte l'économie de marché, mais il ne renonce jamais à améliorer la solidarité et l'équité au sein de la société. Pour lui, le réalisme économique et la justice sociale doivent demeurer indissociables. Il en est persuadé – rien d'original jusqu'ici –, mais il le démontre aussi tout au long de son action et, pour le coup, fort peu peuvent en dire autant. Quant à sa méthode, rien n'est moins français, rien n'est moins V^e République qu'elle. Au lieu d'invoquer des ruptures fracassantes et de théâtraliser des projets mirobolants qui s'enlisent souvent dans les sables, Jacques Delors recherche le consensus, avance empiriquement mais sans relâche, imagine des mécanismes ingénieux qui permettent de progresser sans choquer ni heurter.

Son charisme sobre, aussi évident que constamment sous-estimé, fait le reste. Jacques Delors, à Bruxelles comme à Paris, comme président de la Commission ou comme ministre des Finances, n'a jamais cherché à tirer la couverture à lui, à s'autoglorifier. Nul n'est moins mirobolant que lui. Il suggère sobrement, teste, convainc un à un ses interlocuteurs sans jamais omettre les plus faibles (par exemple les petits pays européens), prépare ainsi le terrain, puis propose une solution pragmatique à tous, sachant jusqu'où il peut avancer sans hérisser. Sa méthode a fait merveille jusqu'à devenir légendaire. Elle a hélas eu fort peu de disciples et, notamment en France, a rarement été imitée.

Il faut dire que si Jacques Delors est respecté et admiré dans toutes les capitales européennes, il existe une exception malencontreuse : c'est Paris où il compte autant d'adversaires que d'ingrats. Lorsqu'il était le conseiller social de Jacques Chaban-Delmas, puis son chargé de mission, c'est-à-dire son plus proche collaborateur, la vieille garde gaulliste n'a jamais cessé de suspecter et même de dénoncer cet ex-

syndicaliste trop proche de la CFDT, voire, compromission diabolique, de la gauche modérée. Déjà, pour la majorité massivement élue en juin 1968, il sentait le fagot. À peine s'est-il progressivement rapproché du PS, au sein de la mouvance chrétienne qui allait tant influencer la « deuxième gauche », qu'il a été regardé avec méfiance et accueilli avec suspicion. L'aile gauche du PS le tenait presque pour un adversaire de classe. Les laïcs, si nombreux au PS, protestaient qu'il sentait l'encens. François Mitterrand lui-même le tenait en lisière, agacé par sa rigueur en matière économique et par des vertus personnelles aussi peu politiques.

Valéry Giscard d'Estaing, Président, le courtisait en vain mais suffisamment pour entretenir les préjugés de la gauche. Lorsqu'il voulut adhérer formellement au PS, on lui fit d'ailleurs subir dans sa section locale une sorte d'examen d'entrée délibérément vexatoire que jamais personne n'aurait même imaginé imposer à François Mitterrand ou à ses amis proches qui le méritaient davantage. À droite, Jacques Delors n'a jamais cessé d'être rejeté et, à gauche, il a toujours été suspecté. J'ai bien dû entendre vingt fois le premier secrétaire puis président de la République pester devant moi contre l'angélisme des catholiques de gauche et les scrupules de conscience de « votre ami Delors ». Chef de l'État, il l'a cependant beaucoup employé et utilisé, mais il ne l'a jamais aimé. Jacques Delors n'a d'ailleurs fait partie à aucun moment de ses proches.

La seule fois où j'ai entendu le chef de l'État socialiste exprimer en privé son admiration pour son ministre des Finances, c'est à la mort du fils de celui-ci, Jean-Paul, disparu à la suite d'une terrible maladie. Jacques Delors avait tenu à assister malgré tout au Conseil des ministres. François Mitterrand, toujours concerné par la mort, avait reconnu sans ambages ce jour-là le courage et même le stoïcisme de Jacques Delors. Ce fut bien la seule fois. D'ailleurs, pour l'irriter, il suffisait de louer devant lui l'œuvre de son ministre des Finances ou président de la Commission. Aussitôt, il se hérissait et trouvait mille raisons pour contester ses mérites ou les attribuer à d'autres, en tête desquels il n'omettait jamais de se situer.

En fait, il avait fallu que la perspective d'une victoire présidentielle se précise pour que François Mitterrand se résolve à mieux employer Jacques Delors. Au lendemain de la « grande alternance », il lui avait confié le portefeuille emblématique de l'Économie et des Finances, d'autant plus central que la gauche était particulièrement guettée sur ce terrain. Comme pour avouer sa réticence, il l'avait cependant relégué à un rang protocolaire indigne de cette fonction, manière de prouver sa détestation de l'économie de marché ou sa défiance vis-à-vis de celui qui l'incarnait dans son propre gouvernement. Il l'avait de surcroît flanqué au ministère du Budget de Laurent Fabius, ce proche

entre les proches sur qui il fondait les plus grands espoirs et dont il comptait bien qu'il surveillerait de près le nouveau Grand Argentier.

Jacques Delors avait, il est vrai, fait aussitôt figure de chef de file de l'aile réaliste du gouvernement Mauroy. Très vite, au bout d'un semestre, il avait appelé à la « pause », provoquant une colère mémorable de François Mitterrand. À maintes reprises, il avait mis sa démission dans la balance pour bloquer des décisions déraisonnables. Il n'avait pas caché son regret des nationalisations à 100 % et ses réserves face à l'accumulation de mesures sociales dont il approuvait l'objet, mais redoutait les effets : trop tout de suite, d'un seul coup, c'était à ses yeux marcher sur une mince pellicule de glace. La suite lui a donné raison. François Mitterrand réfléchissait en politique, Jacques Delors évaluait en économiste.

Il s'appuyait de toutes ses forces sur Pierre Mauroy, plus habile que lui et en bien meilleurs termes avec François Mitterrand. Ce sont leurs forces conjuguées qui ont permis les tournants nécessaires de 1982 et 1983, économiquement obligatoires et politiquement désastreux. Le chef de l'État en a tenu rigueur au seul Jacques Delors. Il a cependant fini par arbitrer en sa faveur quand il s'est agi de choisir entre la fuite en avant dirigiste et jacobine préconisée par Jean-Pierre Chevènement, Laurent Fabius ou Pierre Bérégovoy, et l'option européenne et concurrentielle défendue par Jacques Delors, fermement appuyé par Helmut Kohl et, malgré ses déchirements, par Pierre Mauroy. De cette victoire de l'économie sur l'idéologie date la véritable haine que lui voue toujours Jean-Pierre Chevènement, ainsi que toute la gauche de la gauche. Le « social-delorisme » est ainsi devenu l'épouvantail des partisans de la rupture avec le capitalisme et des adversaires de l'intégration européenne.

Nécessité faisant loi, lorsque Pierre Mauroy a préféré se retirer de l'hôtel de Matignon, François Mitterrand s'est résolu à proposer le poste à Jacques Delors. Celui-ci, désormais expérimenté et toujours sans illusion sur les pressions s'exerçant au palais de l'Élysée, a posé ses conditions : il n'accepterait de devenir Premier ministre que si le chef de l'État acceptait qu'il cumule ce poste avec le cœur du ministère des Finances, c'est-à-dire la direction du Trésor. François Mitterrand a refusé tout net, excluant de partager son pouvoir d'arbitrage et sans doute soulagé de trouver une bonne raison de refuser la fonction à Jacques Delors. C'est ainsi que Laurent Fabius a succédé à Pierre Mauroy et que Jacques Delors est parti pour Bruxelles, parrainé par Helmut Kohl, adoubé par François Mitterrand, l'appréciant d'autant plus qu'il l'éloignait davantage.

Il est vrai que Jacques Delors n'est pas commode. Il n'est pas vaniteux, mais il a sa fierté et il peut se montrer ombrageux, voire susceptible. Il n'est pas frivole, mais il n'apprécie guère qu'on le

réduise à un janséniste de la politique, alors qu'il sait aussi se montrer bon vivant et même gai, se passionnant pour le sport ou pour le jazz, deux sujets qu'il connaît réellement sur le bout des doigts. C'est aussi un grand cinéphile. Il n'est pas opportuniste même s'il est pragmatique, et il ne transige ni avec ses valeurs ni avec ses convictions. En ce sens, il peut montrer de la raideur, surtout par comparaison avec les mœurs politiques ordinaires. Cette différence-là, il l'assume volontiers et il a bien raison : voilà quelqu'un à qui on n'a jamais pu reprocher de confondre argent public et argent privé, ou bien de donner dans le népotisme ou le favoritisme.

Avec ses collaborateurs et avec ses amis, il exige sérieux, labeur et loyauté. Lui-même agit selon ces principes. Il a toujours travaillé plus que son dû, épuisant son entourage et inquiétant sa famille. Il connaît tout, comprend tout, s'intéresse à tout. Ainsi préfère-t-il la science politique à la politique, la philosophie et même la théologie aux romans, la vie en famille aux parades et aux artifices de la vie mondaine. C'est un catholique d'humeur indépendante, un personnaliste éprouvé, un homme de fidélité à ses idées et à ses proches. Il a horreur du strass et des paillettes. Pour lui, être docteur *honoris causa* de célèbres universités est beaucoup plus important que d'être invité aux émissions télévisées les plus spectaculaires. Il est, en somme, la démonstration même que la morale et la politique ne sont pas inconciliables.

Beaucoup lui en veulent encore d'avoir refusé de se présenter à l'élection présidentielle de 1995 après un long suspense et alors que les sondages étaient encourageants. S'il l'a fait, c'est en conscience, après avoir évalué et soupesé jusqu'au bout les facteurs de son choix. Le parti socialiste, alors dirigé par Henri Emmanuelli, avait adopté des thèses officielles qui lui semblaient totalement déraisonnables. Il ne voulait ni les désapprouver publiquement (par solidarité) ni les appliquer (par sincérité). Il aurait souhaité l'appui des centristes pour ne pas dépendre de la gauche radicale. Il ne l'avait pas obtenu. Il était donc sceptique, probablement à tort, sur sa capacité en cas de victoire à l'élection présidentielle de rassembler une majorité parlementaire.

Je me rappelle en avoir parlé longuement avec lui au cours d'un déjeuner en compagnie de Jérôme Jaffré et de Jean-Marie Colombani. Visiblement, il ne pensait pas pouvoir disposer durablement d'une majorité pour sa politique et il ne voulait pas se trouver alors dans la nécessité de changer de ligne et de trahir ses convictions. La puissance des institutions de la V^e République, ses qualités de pédagogue et le réalisme de ses choix lui offraient cependant plus de chances de réussir que ses prédécesseurs socialistes. Il ne l'a pas voulu. J'ai toujours pensé que son désir de vieillir aux côtés de sa femme, une Basque sympathique et directe, aussi vive que véhémence, peut-être

l'idée de préserver les chances ultérieures de sa fille Martine Aubry avaient beaucoup pesé. Je crois surtout qu'il y avait, qu'il y a toujours en lui, à côté de la conscience légitime de sa valeur, une humilité excessive qui lui fait sous-estimer le poids de son autorité naturelle sur la scène politique. Peut-être est-ce justement cela qui l'a arrêté : s'il regarde le pouvoir comme l'instrument nécessaire de la conduite d'une société, il n'a guère de considération, donc d'appétit pour la politique elle-même, *a fortiori* pour les pancraces électoraux.

E

Jean-Pierre Elkabbach

Depuis trente-cinq ans tout juste, Jean-Pierre Elkabbach et moi sommes ce que l'on appelle des amis intimes. Il y a du mérite, tant nos défauts respectifs se contredisent et tant nos quelques qualités s'entrechoquent. Dans le passé, nous nous sommes d'ailleurs plus d'une fois chamaillés, cela arrive encore, avant qu'en devenant septuagénaires, lui de plus en plus efflanqué et moi m'arrondissant, nous ayons un peu gagné en sagesse ou en tempérance.

Au sein de la principauté journalistique, Jean-Pierre n'est certes pas mon seul ami, mais il est le plus proche, sinon le plus ancien, et, malgré son âge qu'il maquille avec des ruses inutiles, le plus passionné, le plus vivant, à sa manière le plus juvénile. Grand-duc au cœur de sa corporation depuis des décennies, il doute cependant sans cesse, s'inquiète quotidiennement, ne se satisfait jamais de lui-même ou des autres. À son âge, il s'éveille en sursaut à 3 heures du matin, frappé par une idée nouvelle, prêt à changer d'invité quelques heures plus tard. Il s'embrase à l'approche des événements comme un reporter de vingt-cinq ans. On le regarde parfois comme un baron cassant : grande erreur, car sa première caractéristique reste la passion fébrile qui l'habite. Il a la religion du journalisme chevillée au corps. Rien ne l'excite davantage que d'être sur place, en première ligne – de préférence trois pas devant les autres – dès qu'un drame surgit, qu'un épisode se noue, *a fortiori* qu'un fragment d'Histoire se produit.

Jean-Pierre est un éternel affamé d'information. Il ne se lasse pas de revivre Willy Brandt s'agenouillant à Varsovie devant le monument du ghetto, Anouar al-Sadate lui confiant trois mois avant sa mort qu'il savait qu'un jour où l'autre il serait la victime d'un attentat, Deng Xiaoping à Pékin ou Arafat, devenu un familier, de Tunis à Beyrouth, de Paris à New York et finalement à Ramallah. Il ne vit pas pour autant dans le passé et il prend feu, parfois à l'excès, pour chaque péripétie de la vie politique ou sociale. Son interview quotidienne à Europe 1 lui a d'ailleurs donné plus d'une fois l'occasion d'y jouer un rôle réel, comme jadis ses émissions à la télévision. Jean-Pierre est un animal journalistique constamment vibrant, quelquefois dérapant.

Excès de passion toujours : il s'enthousiasme, il s'indigne, il s'emballé. Deux fois par an, comme je le lui reproche rituellement, il prend le mors aux dents, fasciné par une nouvelle personnalité, parfois improbable, comme tel chef d'État francophone ou tel hiérarque des Nations unies. Plus souvent, il s'agit d'un personnage de notre théâtre national injustement accusé (selon Jean-Pierre) ou bien d'une découverte qu'il fait, jeune syndicaliste, future star politique, danseuse étoile ou comédien d'avenir.

C'est aussi l'un de ses traits irrésistibles : Jean-Pierre fonctionne à l'instinct, à l'intuition. Il aime découvrir, il veut devancer. Bien qu'il ne connaisse rien à l'histoire militaire, je lui dis volontiers qu'il agit comme ces « enfants perdus » qu'on envoyait jadis très en avant des lignes de front pour découvrir les positions de l'ennemi. Ce goût constant du risque lui a valu plus d'un succès et plus d'une mésaventure. Jean-Pierre est une étoupille. Il s'enflamme, mais il ne laisse personne indifférent : on l'admire ou on le déteste, voire les deux à la fois, mais il fabrique des étincelles comme d'autres de la tiédeur.

Du coup, sa carrière – si l'on peut employer le mot à propos du journalisme – a été aussi prestigieuse que mouvementée : fracassante, à tous les sens du mot. Il a brillé mille fois comme intervieweur à la radio ou à la télévision. Il a dirigé des rédactions, présidé France Télévisions, Europe 1 ou Public Sénat qu'il a inventé de toutes pièces et dont il a su faire une chaîne de référence. Il y présente toujours « Bibliothèque Médicis », la meilleure émission littéraire actuelle. Il s'est montré ambitieux, inventif, téméraire, despotique, parfois maladroit ou partisan. Il a été rejeté, exclu, sanctionné sous de Gaulle, sous Valéry Giscard d'Estaing, sous François Mitterrand, sous Jacques Chirac. Il est revenu en fanfare chaque fois, parce qu'il n'y a pas dans sa génération cinq journalistes d'audiovisuel comme lui. Il a conquis ceux qu'il exaspérait, il s'est brouillé avec certains de ceux qu'il séduisait. Valéry Giscard d'Estaing l'avait écarté : il s'est rendu indispensable à ses yeux. François Mitterrand le repoussait avant de ne vouloir que lui comme ultime confesseur public. Jacques Chirac l'invectivait pour finir par le louer. Même avec les Présidents, Jean-Pierre est un perpétuel alchimiste de la passion. Il a trouvé la pierre philosophale pour fabriquer des orages et recevoir la foudre. Il ne sait pas faire autrement. Toujours une matière inflammable jusqu'à l'angoisse quotidienne.

Il est naturellement complexe jusqu'au contradictoire. C'est un homme d'action et même de réaction, mais c'est aussi un grand lecteur infiniment plus cultivé que la quasi-totalité de ses pairs. Il a la coquetterie illusoire de l'universel, mais lorsqu'il se plonge dans un dossier, il n'en omet pas une miette. Il est indépendant de

tempérament et même souvent d'humeur réfractaire. Il se montre cependant fasciné – trop – par le pouvoir, par les pouvoirs. Cela lui retombe régulièrement sur le nez. Il veut être à la fois le journaliste à la pointe du combat, le confident des grands et lui-même un chef de file. Cela fait beaucoup. Il ne cesse de vouloir démontrer aux autres et surtout à lui-même l'éventail de ses talents, la diversité de ses compétences, d'où cette biographie en montagnes russes.

Outre cette fringale d'influence, de reconnaissance et d'apparence, c'est aussi une vedette : une star. Il l'est aujourd'hui de façon beaucoup moins caricaturale qu'autrefois. Il fut une époque où ses entrées étaient théâtrales, son écharpe rouge comme une Légion d'honneur drapée autour du cou, son regard de braise guettant les réactions des invités ou du public. Il s'habillait alors comme Alain Delon, il s'avancait comme lui. Il en avait l'hubris. Il ne supportait ni d'attendre ni d'être à l'heure. Il irradiait le goût de compter, de séduire, de s'imposer, d'apparaître. Avec le temps, il a gagné en sobriété et en naturel sans, fait rarissime, perdre de sa flamme et de son imagination. Il a toujours l'oreille des princes, il est toujours le conseiller de quelqu'un, mais il demeure, plus que quiconque, avide de nouvelles, impatient de comprendre, perpétuel insatiable de l'information. S'il ne gouverne plus, il règne encore. Il est, qualités et défauts, le plus journaliste des journalistes, à la française s'entend. S'il a peu de vrais amis, il leur est totalement fidèle. Il est cependant ombrageux : il eût été choqué de ne pas être l'unique journaliste figurant dans cette galerie de portraits. Il sera à coup sûr insatisfait de ce qu'il aura lu.

F

Laurent Fabius

Laurent Fabius ne m'a jamais laissé indifférent et ne m'a jamais paru simple. J'ai toujours éprouvé à son égard un mélange d'admiration, de séduction et de défiance. Lorsque je l'ai croisé pour la première fois, ce devait être fin 1980, il était le très jeune porte-parole du candidat François Mitterrand à l'élection présidentielle. En fait, il passait déjà pour son principal collaborateur personnel. Le futur Président ne tarissait pas d'éloges à son sujet et vantait d'autant plus en privé sa remarquable méthode, sa culture économique et sa limpidité intellectuelle qu'il s'agissait de traits de caractère fort différents des siens. J'avais fait jadis dans *Le Monde* un compte-rendu élogieux du premier livre de Fabius (*La France inégale*) mais, à quelques mois de la victoire de son camp, les contacts initiaux avaient été glaciaux et m'avaient semblé assez arrogants de sa part. Laurent Fabius avait déjà une haute conscience de sa valeur et, dans l'élan de la campagne, traitait les journalistes avec une sécheresse délibérée, comme s'ils étaient présumés suspects. Je passais pour giscardien, j'étais donc l'ennemi. J'avais de bonnes relations personnelles avec François Mitterrand, je n'en étais que plus embarrassant.

Jeune ministre du Président socialiste, Laurent Fabius offrit ensuite la double image d'un sujet d'avenir, d'un grand espoir du PS (il n'avait que trente-cinq ans), mais aussi d'un pilier de la garde rapprochée de François Mitterrand. Au Budget, il surveillait de près Jacques Delors – je n'aimais pas ce rôle – et il le faisait sans prendre de gants. Très vite, il apparut aussi comme l'un des tenants de la ligne maximaliste, celle des partisans de la rupture. Il était pour les nationalisations à 100 %, pour un dirigisme impérieux. Le contraste entre la distinction naturelle de Laurent Fabius, sa culture raffinée, son cursus universitaire imposant, sa réputation d'excellent cavalier et de grand séducteur, son profil quasi aristocratique, patricien en tout cas, et par ailleurs, le simplisme affiché de ses positions politiques, la dureté ostensible de son comportement, me laissait perplexe. À son sujet, j'éprouvais un doute non pas sur ses dons, manifestement éclatants, mais sur son authenticité. L'épisode de la terrible tempête monétaire –

en 1983, il fallait choisir entre l'Europe et le protectionnisme – vit Fabius changer soudain de camp. Son réalisme l'emporta sur son jacobinisme. Il bascula et sa conversion impressionna François Mitterrand. Je me rappelle parfaitement, à l'issue de cette séquence que j'avais suivie avec fièvre – et si la France décrochait de l'Europe ? –, que François Mitterrand, connaissant bien mes sentiments européens, me confia : « Vous voyez, il mûrit vite. »

Un an plus tard, Laurent Fabius devenait, à trente-huit ans, le plus jeune Premier ministre qu'ait jamais connu la République. Obligé de battre en retraite sur le front économique, contraint de reculer sur le front scolaire, François Mitterrand jouait le tout pour le tout en lançant soudain en première ligne celui qu'il tenait pour le plus prometteur de ses lieutenants, celui dont la précocité l'émerveillait. Il sautait ainsi d'une génération à l'autre, changeant la donne politique au moment où elle lui était le plus défavorable. Bel exemple de virtuosité tactique. La question reste de savoir s'il a ainsi servi ou desservi Laurent Fabius : sans doute l'un, puis l'autre.

Au départ, il y eut vraiment une mode Fabius, une intense curiosité. Les communistes quittaient le gouvernement. Laurent Fabius, sapeur du capitalisme, se métamorphosait en Laurent Fabius modernisateur de l'économie de marché. Tout conspirait pour cela : la nécessité de réformes immédiates dans l'industrie, le besoin de reconquérir l'opinion avant les élections législatives toutes proches de 1986, l'urgence de s'imposer vite. Laurent Fabius s'attela à sa tâche avec une autorité et une efficacité impressionnantes. Il prit des décisions économiques courageuses, inventa un style de communication moins traditionnel. Il n'hésita même pas à prendre quelques distances avec son mentor, par exemple à propos des droits de l'homme. À « L'Heure de vérité », il me lança à propos du chef de l'État : « Lui, c'est lui, moi, c'est moi. » Chacun conclut à son émancipation. Le lendemain, François Mitterrand, qui aimait épiloguer après les émissions significatives de ses lieutenants, me téléphona et me fit cette confidence baroque : « Ne trouvez-vous pas qu'il est un peu aérosolé ? » Il voulait dire que Laurent Fabius manquait sans doute d'humanité.

Cela ne l'empêcha pas par la suite de continuer à privilégier discrètement son jeune Premier ministre. Lors du différend entre Laurent Fabius et Lionel Jospin pour savoir qui, du Premier ministre ou du premier secrétaire du PS, devait conduire la campagne législative, il pencha en faveur du premier, alors qu'il aurait dû soutenir le second. Durant la fameuse affaire Greenpeace (qui avait coûté la vie à un malheureux photographe), il avait accepté que Laurent Fabius impose le départ de Charles Hernu, ministre de la Défense, vieil et fidèle ami du Président. Laurent Fabius était le favori.

Quand il s'agit, au début du second septennat, de savoir qui devait reprendre la direction du PS que Lionel Jospin avait quittée avant d'entrer au gouvernement, les amis les plus proches de François Mitterrand soutinrent Laurent Fabius, évidemment sur ordre car ils ne l'aimaient guère.

Durant la pénible affaire du sang contaminé, lorsque Laurent Fabius fut injustement mis en cause, le Président ne cessa de l'encourager, de même qu'il l'approuva d'organiser son courant, de conquérir la présidence du groupe socialiste, puis de l'Assemblée nationale. François Mitterrand n'a jamais fait autant pour un homme politique que pour Laurent Fabius. Il connaissait ma sympathie personnelle pour Lionel Jospin et pour Michel Rocard, mais il ne me cachait pas que Laurent Fabius l'intéressait plus que les autres. En revanche, toujours réaliste jusqu'au cruel, il ne me dissimula pas que l'affaire du sang contaminé, tout inéquitable qu'elle fût, empêcherait Laurent Fabius d'être candidat à l'élection présidentielle avant longtemps. Il le regrettait cependant.

La suite lui donna raison. Il fallut attendre 2007 pour que Laurent Fabius puisse tenter sa chance. Entre-temps, sa stature d'homme d'État s'était pourtant affirmée et les épreuves qui l'avaient blessé l'avaient humanisé. À l'hôtel de Lassay, résidence officielle des présidents de l'Assemblée nationale, il travaillait comme toujours avec méthode et célérité. Son autorité naturelle était reconnue par tous au Palais-Bourbon. En sus de cette fonction et de ses mandats locaux en Normandie, il réunissait encore des collaborateurs triés sur le volet et des experts bien choisis pour approfondir les sujets les plus variés. Que Laurent Fabius ait acquit au fil des décennies une envergure et une compétence dignes du palais de l'Élysée, qu'il ait fait ses preuves sur les terrains les plus divers, on ne peut guère le contester. D'ailleurs, devenu ministre des Finances du gouvernement Jospin, succédant à Dominique Strauss-Kahn, il réussit à son poste d'une manière qui lui valut même les louanges de la presse anglo-saxonne. Tout jeune quinquagénaire, l'ancien enfant prodige du socialisme avait conservé la même détermination et la même ambition, mais acquis une courtoisie et une affabilité nouvelles dans ses rapports humains. Il gardait de la hauteur et de la distance, mais il avait désormais plus de simplicité et son ironie naturelle se faisait moins acide. Surtout, sur le fond des dossiers, il conjugait désormais une attention affichée aux droits de l'homme et aux libertés individuelles avec un modernisme bon chic bon genre en matière économique. La maturité lui allait bien.

Sa décision de prendre la tête du camp du « non » au référendum de 2005 sur la Constitution européenne constitua donc un véritable coup de tonnerre. Certes, Laurent Fabius n'avait jamais été un européen affiché ni un européen instinctif. Comme beaucoup d'autres, il était

plutôt catalogué européen de raison, euro-réaliste. Depuis le début du second mandat de Jacques Chirac, il avait d'ailleurs manifesté à plusieurs reprises des réticences et des réserves vis-à-vis de l'intégration européenne. Devant le traité constitutionnel, il avait prévenu qu'il fallait réfléchir. L'annonce du référendum le fit basculer.

Sans doute vit-il là, Jacques Chirac étant fort affaibli et peu à l'aise sur le dossier européen, l'occasion historique de saisir la tête de toute la gauche deux ans avant l'élection présidentielle. C'était le contraire même de la tradition mitterrandienne, c'était l'inverse de la politique européenne du PS depuis trente-cinq ans, c'était une contradiction flagrante avec ses choix encore récents de ministre de l'Économie et des Finances. Ce fut néanmoins son choix, son pari, son quitte ou double. Il les joua à sa manière, froidement, méthodiquement, efficacement. Jusqu'à sa décision, le camp du « non » n'avait pas de leader ou de caution. Ce fut le rôle qu'il tint, même lorsque le vote interne du PS trancha en faveur du « oui ». Le PS disait oui, Laurent Fabius disait non. Son impact fut déterminant, le « non » l'emporta en France et l'Europe entra sur-le-champ en crise. Elle n'en est pas vraiment sortie depuis et, en ce sens, Laurent Fabius porte une terrible responsabilité historique.

Lui qui avait incarné un temps l'espérance du PS et, plus que quiconque, l'héritage de François Mitterrand ; lui qui avait acquis au fil des années, à travers les épreuves, les obstacles et les drames, la stature d'un homme d'État ; lui qui était fait pour devenir président de la République, il a à cette occasion brûlé ses vaisseaux et compromis son destin. Il a par la suite été distancé par Ségolène Royal lors du choix du candidat socialiste à l'élection présidentielle de 2007. Il a conservé de l'ascendant sur son courant, mais celui-ci s'est affaibli. Il a néanmoins, à force d'opiniâtreté et de valeur intellectuelle, retrouvé sa place parmi les voix qui comptent. Il n'a jamais plus cependant semblé à aucun moment en position de jouer le premier rôle.

Si la gauche l'emporte cette année, il retrouvera peut-être un grand ministère ou la présidence de l'Assemblée nationale, mais il ne se rendra au palais de l'Élysée – là où il espérait finir par résider – qu'à l'invitation du président de la République. Il n'a rien perdu de sa supériorité intellectuelle, de son autorité naturelle, de sa connaissance des grands dossiers, mais il est, de son fait, passé à côté du destin présidentiel qui aurait dû être le sien. En portant un mauvais coup à l'Europe, il s'est lui-même coupé le jarret. En blessant, il s'est blessé, en affaiblissant, il s'est affaibli. En ce sens, il restera comme un dauphin déchu, un Alcibiade.

Edgar Faure

Si la IV^e République avait un visage, ce serait celui d'Edgar Faure. Si le talent parlementaire pouvait porter un nom, ce serait celui de l'ancien président du Conseil. De tous les hommes politiques que j'ai eu l'occasion d'approcher d'assez près pour me faire une opinion personnelle, il est peut-être celui qui réunissait le plus de dons divers. Bachelier à quinze ans, plus jeune avocat de France à moins de vingt ans, bien entendu secrétaire de la Conférence du stage, il aura, durant sa vie, réussi avec éclat tant sur le plan professionnel ou politique que littéraire. Son cabinet d'avocat a été l'un des plus prestigieux de Paris, sa conduite pendant la guerre a été parfaite. Il a brillé du procès de Nuremberg (à la Libération) jusqu'à la présidence de la mission du bicentenaire de la Révolution française et de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen : deux fonctions symboliques à un demi-siècle d'écart, car il n'a jamais transigé à propos des libertés publiques, malgré son étrange indulgence pour l'Union soviétique.

Sur le plan politique, il a étincelé de ses feux durant toute la IV^e République, député du Jura sans discontinuité, ministre de plus en plus marquant et de plus en plus fréquent, aux Finances notamment, et par deux fois président du Conseil. Ce radical de droite, qui avait néanmoins de nombreuses amitiés à gauche (celle de Pierre Mendès France, notamment), a rêvé toute sa vie aux « majorités d'idées », selon sa propre formule. Il était sans conteste l'un des deux ou trois orateurs parlementaires dont la virtuosité et l'esprit suscitaient l'enthousiasme et créaient l'événement. S'il n'avait pas la rigueur austère et la hauteur de vue impressionnante de Pierre Mendès France, il possédait en revanche une agilité, une souplesse, une habileté, un brio, une capacité d'improvisation absolument prodigieux. Avec lui, la présentation d'un budget devenait une prouesse d'éloquence. Sur le fond, il ne cessait, c'était son utile spécialité, de s'appuyer sur une majorité conservatrice pour mener une politique d'ouverture, qu'il s'agisse de l'Afrique du Nord (Tunisie et Maroc), de la construction européenne ou des finances publiques.

Face au retour au pouvoir du général de Gaulle, il s'adapta avec son pragmatisme habituel, vota la Constitution, se fit élire au Sénat, fut dès 1962 sollicité pour revenir au gouvernement (il refusa à contre-cœur par discipline radicale), se trouva bientôt chargé de préparer la reconnaissance de la Chine, puis, officiellement rallié au Général, passé au parti gaulliste (pour incarner naturellement le gaullisme d'ouverture, on ne se refait pas), il fit son retour au ministère, d'abord pour réconcilier le gaullisme avec les agriculteurs, puis, au lendemain de Mai 68, à l'Éducation nationale pour réconcilier les étudiants avec le Général : toujours ces missions impossibles qu'il lui arrivait de réussir. Il s'écria alors, dans l'une de ses formules fameuses qui ont fait sa légende : « Puisque l'imagination n'a pas pris le pouvoir, le pouvoir

doit faire preuve d'imagination. » Entre-temps, il avait passé, comme en se jouant, une agrégation de droit public et publié plusieurs livres, tantôt sérieux (*La Disgrâce de Turgot*), tantôt plus inattendus – des romans policiers, d'ailleurs plus ingénieux que palpitants. En 1973, il se fit élire président de l'Assemblée nationale avec l'onction de Georges Pompidou. Désormais, lorsqu'on dit « le Président », il s'agit d'Edgar Faure, l'hôte de l'Élysée étant plus cérémonieusement appelé Monsieur le Président de la République.

J'ai fait sa connaissance en 1969, lorsqu'il a été chargé d'apaiser les braises universitaires. Je me suis approché de lui avec un mélange de curiosité, d'excitation et de méfiance. C'est que, si son prestige était grand, sa réputation n'était pas sans taches. Bienveillant de nature, il adorait rendre service et s'attacher des reconnaissances. Il passait cependant pour redoutable en affaires et expéditif sur les moyens. Il avait fait fortune et il se murmurait que ce n'était pas seulement grâce à ses talents, tout considérables qu'ils fussent. Il recevait avec bonne grâce et bonhomie, que ce soit dans un somptueux appartement proche du bois de Boulogne ou bien à la campagne où il possédait une superbe propriété. Le tout-Paris, comme on disait à l'époque, s'y pressait. Sa femme Lucie, brillante et impérieuse, veillait sur la bonne ordonnance de ses réceptions comme un capitaine sur sa passerelle.

Edgar Faure avait publié sous le titre de *L'Âme du combat*, une trouvaille baroque de Jean-Jacques Servan-Schreiber qui avait fait sourire, le président étant plus sybarite que mystique, un livre dans la collection que je dirigeais. Cela me permit de mieux le connaître et de mieux le jauger. Il avait commis quelques erreurs de faits dans son manuscrit. Je les lui signalai. Loin de les rectifier, il ajouta quelques lignes sur chaque point contestable afin de faire comprendre que ces négligences n'étaient en réalité que des paradoxes originaux. En me les transmettant, il me lança avec son large sourire : « Vous voyez bien, j'ai raison même quand j'ai tort. »

Il avait, ce qui est rare dans le monde politique, beaucoup d'humour et de fantaisie. Quand il était sérieux, on devinait qu'il était prêt à rebondir en se gaussant. Lorsqu'il plaisantait, il en profitait pour faire passer plus aisément des messages politiques subtils. C'était à sa manière un personnage de roman, en apparence d'une souplesse incomparable, en réalité très cohérent dans sa façon de toujours vouloir améliorer les choses. Foncièrement optimiste, il ne renonçait jamais. Il n'était cependant pas toujours rigoureux ou concentré, tant il était confiant en ses capacités de rebond.

Cela me coûta cher, puisque, à la suite d'un « À armes égales » qui l'opposait à Gaston Defferre, alors président du groupe socialiste à l'Assemblée et député-maire de Marseille, il fut si bien bousculé et ballotté que l'émission fut supprimée par le gouvernement : il n'était

pas admissible qu'un leader marquant de la majorité gaulliste puisse être défait en combat régulier. En réalité, Edgar Faure, trop confiant en ses capacités, ne s'était pas préparé et avait même occupé sa fin d'après-midi d'une façon peu compatible avec l'émission importante qui allait suivre. Le week-end d'après, il commenta l'incident en me lançant : « Je suis désolé pour vous, mais je ne regrette rien pour moi. » Cela lui ressemblait, tant sa générosité allait de pair avec un narcissisme jovial. Sa carrière s'achevait. Il eut la tentation, vite réfrénée, de se présenter à l'élection présidentielle de 1974. Il brilla encore au Parlement, se fit élire haut la main à l'Académie française, publia ses mémoires sous le titre parfaitement edgarfaurien de *Avoir toujours raison... c'est un grand tort*. Il n'était pas fait pour la V^e République : trop radical et point du tout bonapartiste. En un demi-siècle, le régime n'a cependant pas compté dix talents comme le sien.

François Fillon

Rien n'est plus difficile qu'un portrait de François Fillon, car aucun homme politique n'est plus discret, pour ne pas dire plus secret que l'actuel Premier ministre. Voilà quelqu'un qui ne se précipite pas au-devant des caméras et des objectifs : au contraire, il les fuit. Avec lui, les échetiers et les chroniqueurs se désespèrent, tant il répugne à la moindre confiance, à la plus infime indiscretion. Il a bien, comme tout chef de gouvernement, un service de presse et des conseillers en communication, mais ils ont l'ordre et sans doute le goût de le protéger, de faire écran. On se croirait revenu à l'époque de Raymond Barre et de l'austérité médiatique conçue comme l'art suprême de l'expression politique.

L'homme de Matignon ne court pas les émissions, il les espace au maximum. Il ne propose pas d'interviews, il les évite au contraire comme la peste. Il est avare de ses paroles, de ses images. Point de déjeuners détendus ou de bavardages autour d'un verre. Monsieur le Premier ministre apparaît à la télévision à l'occasion des séances de questions à l'Assemblée nationale et des sages discours qu'il dispense parcimonieusement en province. Avant lui, Dominique de Villepin était intarissable, Jean-Pierre Raffarin était disert. Avec lui, c'est carême au menu quotidien de l'information. Chez François Fillon, le silence est un principe de précaution.

Il n'est cependant pas toujours indifférent à ses relations avec les journalistes. En janvier 2009, j'avais publié un essai consacré à Nicolas Sarkozy sous le titre de *La Marche consulaire*. La même semaine, recevant les vœux de la presse à l'hôtel de Matignon, François Fillon avait dans son allocution vivement réagi contre les accusations de bonapartisme lancées contre le chef de l'État. Chacun m'avait pensé

visé. Prenant conscience de cela, le Premier ministre m'invita à déjeuner le surlendemain, en tête à tête, pour dissiper tout malentendu, et se montra plus confiant que d'ordinaire, notamment sur ses rapports avec Nicolas Sarkozy. Ce fut bien la seule fois.

Tout cela n'est évidemment pas un hasard, mais le croisement d'une stratégie et d'un tempérament. Depuis qu'il est Premier ministre, il y a maintenant cinq années de cela – un record codétenu avec Raymond Barre et Lionel Jospin et battu par le seul Georges Pompidou –, François Fillon se démarque subtilement de Nicolas Sarkozy. Autant le Président occupe le devant de la scène, multiplie les prises de parole, squatte les micros et les caméras, autant le chef du gouvernement se tient en retrait, cultive la discrétion. L'homme de l'Élysée se plante en permanence au centre des projecteurs, l'homme de Matignon préfère la pénombre. Cela lui réussit d'ailleurs bien puisque à la fin du quinquennat, alors que Nicolas Sarkozy essuie le désamour de l'opinion, François Fillon conserve une solide popularité, notamment chez les électeurs du centre et de la droite modérée. La tradition veut que le Premier ministre protège le Président, l'originalité du couple Sarkozy/Fillon est que c'est l'inverse qui se produit.

Cela agace beaucoup le chef de l'État qui, en privé, peste régulièrement contre son Premier ministre, lequel, selon lui, ne songe qu'à se protéger et à défendre son capital de popularité. Nicolas Sarkozy considère en somme que François Fillon joue personnel. Il lui arrive sporadiquement d'apostropher le chef du gouvernement et de lui enjoindre avec véhémence de monter au créneau pour défendre la politique du gouvernement et sa propre personne. Le Président est persuadé que, sans être déloyal, François Fillon fait passer ses ambitions personnelles avant la solidarité qu'il lui doit. Il n'a pas tort.

De son côté, toujours en privé, le Premier ministre s'irrite discrètement (mais veille à ce que cela se sache) contre les tempêtes, les foudres et les improvisations présidentielles. Le couple réussit la performance de durer sans s'aimer. Il survit par conscience du fait que les inconvénients d'un divorce politique seraient plus graves que les inforts d'un mariage raté. Le Président sait bien que, s'il remplaçait François Fillon, il en ferait un rival et même un adversaire. Le Premier ministre n'ignore pas qu'une rupture (à laquelle il a songé plus d'une fois) aboutirait à un désastre politique pour son camp et jetterait une ombre sur son image personnelle de sang-froid et de retenue. Comme dans les couples bourgeois de la Belle Époque, il faut donc cohabiter puisque les intérêts croisés et la respectabilité sociale l'emportent sur l'exaspération que peut faire naître à la longue l'absence de sentiments.

Dans l'affaire, le comportement de Nicolas Sarkozy est sans mystère. Le Président veut exercer le pouvoir, imposer son autorité et maintenir

l'unité de sa majorité. Il faut donc vivre avec François Fillon. Du côté de celui-ci, ce mariage politique éprouvant permet de sortir de cinq années à l'hôtel de Matignon avec un brevet d'homme d'État et un statut de présidentiable. François Fillon, c'est son image de marque, est un bourgeois de province (le Maine), intelligent et courtois, réservé et élégant, ambitieux avec politesse, déterminé avec discrétion. Au premier regard, c'est un classique, typique de la France traditionnelle, catholique pratiquant passé par les écoles des bons pères, fils de notaire étoffé, marié à une Galloise sympathique, préférant vivre dans leur aimable gentilhommière de la Sarthe plutôt que dans la fournaise de la capitale, un père de cinq enfants promis à un destin de notable.

À regarder les choses de plus près, la personnalité de François Fillon est beaucoup moins conventionnelle et beaucoup plus énigmatique qu'il n'y paraît. Ce gaulliste réfléchi est aussi un passionné de sports dangereux, skieur, alpiniste et surtout fou de voitures de course et de circuits automobiles pour grande vitesse. L'un de ses plaisirs est de conduire des bolides sur les circuits des Vingt-Quatre Heures du Mans, tout proches de sa propriété. Cet homme tranquille et pudique est le contraire d'un indifférent. Il a ses convictions, ses amitiés et sa fierté. À la mort de Philippe Séguin, son volcanique et imposant mentor, il a laissé entrapercevoir la profondeur de son chagrin. Il ne pardonne pas à ceux qui lui ont manqué : à peine Jacques Chirac et Dominique de Villepin l'avaient-ils injustement évincé du gouvernement en 2005 qu'il rejoignait avec armes et bagages Nicolas Sarkozy pour mener activement campagne à ses côtés jusqu'à son élection en 2007. De même depuis qu'il est Premier ministre observe-t-il attentivement le comportement des membres du gouvernement et des conseillers élyséens à son égard. Il mémorise et fait le tri entre ceux qui ont été corrects et ceux qui l'ont moins été. Il a la mémoire longue et ne se laisse pas narguer. Xavier Bertrand et Jean-François Copé ont pu le constater. Avec Nicolas Sarkozy, il doit endurer des épisodes pénibles mais n'hésite pas à jeter sa démission dans la balance, voire à distiller en public une phrase vigoureuse, d'autant plus remarquée qu'elle est plus rare. Depuis l'année dernière et le trop long feuilleton du remaniement gouvernemental (six mois d'annonces, d'attentes et de rebondissements), sa situation s'est confortée. Il est apparu au grand jour qu'il demeurerait l'option la plus efficace pour l'hôtel de Matignon. Si le capitaine de l'Élysée garde le pouvoir, le second de Matignon gagne en autorité.

Or François Fillon vise évidemment le long terme, c'est à dire 2017. Son ambition est discrète, elle n'est pas moins évidente. D'ailleurs, tout son itinéraire le démontre. Le bourgeois du Maine chemine sans tapage mais avance bon train. Il a commencé sa carrière sous l'aile de Joël Le Theule, principale figure politique de sa région, un homme de

bonne envergure. Il a été son assistant parlementaire à vingt-deux ans, puis aussitôt membre de son cabinet de ministre des Transports puis de la Défense. À sa disparition brutale et très prématurée, il a hérité de son siège de député de la Sarthe à vingt-sept ans seulement, un an après son mariage. À trente-deux ans, il a été président de la commission de la Défense nationale au Palais-Bourbon, un record de précocité. Il a été ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche à moins de quarante ans dans le gouvernement Balladur. Son amitié avec Philippe Séguin aidant, il est resté au gouvernement lorsque Jacques Chirac a été élu Président. Depuis plus de trente ans, il n'a cessé d'être député, sénateur ou ministre. Durant le second mandat de Jacques Chirac, il a été promu ministre des Affaires sociales, puis de l'Éducation nationale. Nicolas Sarkozy vainqueur, il est entré à l'hôtel de Matignon. Entre-temps il a aussi été président du conseil général de la Sarthe, président du conseil régional des Pays de la Loire, maire et détenteur de tous les mandats locaux possibles. Ce conducteur émérite a piloté à merveille sa carrière sans bruit, sans dérapage, sans ralentissement.

C'est un gaulliste typique, façonné par la V^e République. Il a voté non au référendum de Maastricht, dans le sillage de Philippe Séguin qui l'entraînait sans l'exposer et m'a avoué un jour que s'il avait eu l'habileté, le calme et la retenue de son cadet, il aurait pu prétendre au palais de l'Élysée. François Fillon a également, toujours dans la tradition séguiniste, eu le souci de la dimension sociale. Il a négocié avec adresse une réforme de la retraite lorsqu'il était ministre des Affaires sociales de Jean-Pierre Raffarin. Depuis qu'il est Premier ministre, il donne cependant la priorité au rétablissement des comptes publics et à l'orthodoxie financière. L'ampleur des déficits publics et du niveau de la dette l'y incitent, certes, mais lui donnent raison. Au sein du pouvoir sarkozyen, c'est cependant lui qui incarne la nécessité de la rigueur. Dès 2007, il avait fait grand bruit en déclarant, en Corse, que la France était menacée de faillite, un éclat qui ne lui ressemblait guère et lui a sans doute échappé. C'était cependant le fond de sa pensée. Depuis cinq ans, il n'a cessé de combattre pour l'assainissement des finances publiques. L'imagination et l'initiative appartiennent à Nicolas Sarkozy, l'austérité budgétaire et la restauration des comptes publics reviennent à François Fillon.

Ainsi se forge-t-il, année après année, une image d'homme d'État. À l'Assemblée nationale, il est le chef de la majorité, même si Jean-François Copé le marque de près. Bon orateur, vigoureux et expérimenté, il se fait écouter. Les députés de l'UMP l'apprécient et n'ont pas manqué de le faire savoir chaque fois qu'il était question de le remplacer à l'hôtel de Matignon. Les centristes remarquent son écoute, la gauche le respecte. Sur le plan parlementaire, son bilan est

bon. Sur le plan gouvernemental, il est plus contrasté. Nicolas Sarkozy accapare le cœur du pouvoir. François Fillon avait théorisé avant même d'être Premier ministre la présidentialisation du régime, donc l'effacement du Premier ministre. Il lui a été reproché plus d'une fois de trop bien mettre sa thèse en œuvre. Le chef de l'État lui laisse peu de marge d'autonomie mais s'impatiente qu'il n'utilise pas mieux son espace et lui reproche d'être plus circonspect qu'allant. Les ministres les plus sarkozystes confient volontiers que François Fillon ne prend pas de risques et ne coordonne qu'avec parcimonie l'action gouvernementale. Bref, il fait bien ce qu'il fait, mais il ne s'expose pas à ce qui pourrait lui nuire.

La personnalité de François Fillon est ainsi. Sobrement déterminé, prudemment ambitieux, méthodiquement modéré, le Premier ministre progresse sans donner le sentiment de bouger. Il aura passé cinq ans à l'hôtel de Matignon, lui qu'on donnait partant dès la première année, ce dont il se gausse volontiers. On lui prête deux objectifs après l'élection présidentielle. Il ne sera plus Premier ministre, quel que soit l'épilogue. Il envisage donc de postuler à la présidence de l'UMP, ce qui ferait de lui le prétendant gaulliste naturel pour 2017. Jean-François Copé est bien entendu déterminé à lui interdire ce rôle. Par ailleurs, François Fillon regarde du côté d'une très confortable circonscription de la capitale et même vers la Mairie de Paris que quittera volontairement le populaire premier magistrat de la ville, Bertrand Delanoë. Il y a là pour la droite une occasion précieuse à saisir. Les deux objectifs ne sont d'ailleurs pas exclusifs l'un de l'autre. Avec son appétit tranquille et son ambition policée, il les viserait volontiers simultanément. Ainsi aurait-il le pied à l'étrier pour l'échéance présidentielle. Il aura cependant de rudes concurrents et de nombreux obstacles devant lui. Voudra-t-il les affronter carrément ? Ils seront trop vastes pour être contournés. Il faudra donc les prendre d'assaut. François Fillon sera-t-il ce conquérant offensif galopant à la tête de ses troupes, prenant les risques, forçant le destin ? Jusqu'ici, cela n'a pas été sa manière. Le mystère Fillon est de savoir si le sportif audacieux débarrassera alors le sage prétendant de ses costumes de demi-saison si bien coupés ?

G

Marie-France Garaud

Marie-France Garaud restera pour moi inoubliable. Elle est en effet la première personnalité politique à m'avoir délibérément menti. C'était au début des années 70. Elle appartenait au cabinet de Georges Pompidou, président de la République, avec le rang de conseiller technique. Elle formait avec Pierre Juillet, dont elle était l'adjointe, un tandem aussi célèbre que redouté. La politique intérieure était leur domaine. Ils avaient un œil sur le Parlement, surveillaient le parti gaulliste, observaient les moindres faits et gestes des membres du gouvernement, se tenaient informés de chaque initiative, de chaque changement dans la presse et dans les médias, publics en particulier. Ils épiaient les rumeurs de la cour et de la ville, épluchaient les sondages, élaboraient sans relâche les tactiques, les manœuvres, les marches et les contre-marches de la droite. Ils étaient tout dévoués à Georges Pompidou, passionnément conservateurs, savaient tout sur tout et sur chacun, se montraient impitoyables. Ils n'avaient pas d'états d'âme. C'étaient des janissaires de la politique, les gardes prétoriens du chef de l'État.

Ils étaient pour beaucoup dans le renvoi et dans la chute de Jacques Chaban-Delmas, coupable à leurs yeux d'idées libérales, d'ouverture d'esprit, de sentiments européens et d'une insupportable indépendance vis-à-vis de Georges Pompidou. Ils avaient tout fait, y compris par les moyens les plus tortueux, pour l'évincer et pour le remplacer comme Premier ministre par Pierre Messmer, glorieux officier, valeureux gouverneur général des colonies, estimable ministre des Armées du général de Gaulle, mais l'homme du monde le moins fait pour diriger un gouvernement ou pour mener un combat politique. C'est pour cette raison que Pierre Juillet et Marie-France Garaud avaient voulu sa promotion. Discipliné, scrupuleux et dépassé par sa tâche, ce Premier ministre-là ne risquait pas d'échapper à leur emprise ou de faire de l'ombre au chef de l'État. Il avait suffisamment à faire avec un Parlement agité qu'il maîtrisait mal et avec une multitude de dossiers qu'il étudiait assidûment. Avec lui, la politique restait l'apanage de l'Élysée.

Lorsque Marie-France Garaud m'avait téléphoné un soir à mon domicile – c'était la première fois –, le jeune journaliste que j'étais (j'avais en gros la moitié de mon âge actuel) était donc intrigué et un peu impressionné. Elle voulait, me dit-elle aimablement, m'éclairer sur un épisode imprévu qui allait se produire le lendemain au sein du parti gaulliste mais tournerait à une journée des dupes. Je la remerciai poliment et, par chance, m'abstins d'utiliser cette information n'ayant ni le temps ni le goût de la recouper à cette heure-là et ayant préparé mon article sur un tout autre sujet. Bien m'en prit puisqu'il se passa exactement l'inverse de ce qu'elle m'avait annoncé. Je réalisai alors qu'elle avait voulu se servir de moi pour débusquer ses adversaires. Elle m'avait, de son propre chef, prêché le faux pour empêcher le vrai. Je pus vérifier par la suite qu'elle avait fait la même tentative auprès d'un de mes collègues et ami, comptant sans doute sur notre inexpérience et sur notre ardeur. Je n'oubliai pas la leçon. De ce jour-là, je n'ai jamais cru un mot de ce qu'elle disait et j'ai accueilli avec la plus grande méfiance les appels vespéraux d'informateurs politiques non sollicités. En somme, Marie-France Garaud m'a appris les règles de la société de défiance.

J'eus souvent l'occasion de rencontrer par la suite cette femme brillante et cruelle, dotée d'un sens des formules assassin qui lui valait une renommée exagérée, une femme d'esprit et de conviction, entreprenante, audacieuse même, et constamment implacable. Après avoir servi fidèlement Georges Pompidou, elle jeta, toujours avec Pierre Juillet, son dévolu sur Jacques Chirac. Elle aida à son élévation et ne ménagea pas sa peine. Pour échafauder une intrigue ou monter une manœuvre, elle n'avait pas sa pareille. Connaissant admirablement le personnel politique, n'ayant pas froid aux yeux, elle avait une regrettable tendance à se croire supérieure à ceux qu'elle servait, Georges Pompidou excepté. Elle ressemblait incroyablement à la fâcheuse duchesse de Chevreuse qui tint un rôle aussi marquant que détestable durant la Fronde.

Excellente cavalière, chasseresse endiablée, belle femme d'allure archaïque et imposante, pourvue de toute la vivacité et de toute la violence policée du monde, elle crut pouvoir influencer Jacques Chirac jusqu'à la manipulation. Elle l'encouragea à prendre d'assaut le parti gaulliste, puis la Mairie de Paris, car elle voyait loin. Elle le fourvoya totalement avec le funeste appel de Cochin, la déclaration la plus malheureuse de toute la carrière du futur Président. Elle le poussa de toutes ses forces à rompre avec Valéry Giscard d'Estaing qu'elle haïssait. Elle a beaucoup fait pour les divisions de la droite durant quelque vingt années et aussi pour combattre féroceement les thèses européennes. Elle a failli convertir Jacques Chirac qui rompit cependant avec elle après son rude échec aux premières élections

européennes de 1979. À cette occasion, Bernadette Chirac fit d'ailleurs preuve de caractère et de lucidité, de courage même, en déplorant publiquement l'emprise que Marie-France Garaud tentait d'exercer sur son mari.

Ulcérée mais point découragée, la belliqueuse Poitevine décida alors, à la surprise générale, d'entrer elle-même sur la scène publique. Elle fut même, on l'a généralement oublié, candidate à l'élection présidentielle de 1981 où elle obtint le score modeste de 1,33 % des voix. Ce fut pour moi l'occasion de prendre une discrète revanche. Marie-France Garaud, jusqu'alors souveraine des cabinets noirs et des antichambres ministérielles dut, entrant en politique sous ses propres couleurs, se métamorphoser subitement en débutante. Il fallait, elle devait absolument se faire inviter aux principales émissions de radio et de télévision, car si elle était reconnue et crainte par le monde politique, le grand public l'ignorait. J'eus la satisfaction, lorsqu'elle participa à son premier « Club de la presse » d'Europe 1, de voir enfin anxieuse et presque vulnérable cette terrible combattante, à ce point qu'il lui fallut avaler coup sur coup, à la russe, deux verres de gin sec avant d'entrer dans le studio. À la télévision, sa beauté austère et son assurance vite acquise restaient cependant trop cassantes et trop glaciales pour porter. Elle prétendait que la V^e République allait inexorablement se dégrader en régime parlementaire – rien de tel ne s'est produit –, que l'Europe allait menacer l'identité de la France – éternel fantasme – et que l'arrivée au pouvoir de la gauche mettrait en péril l'indépendance nationale, autre mythe traditionnel des conservateurs. Après sa modeste performance (qui coûta plus à Valéry Giscard d'Estaing qu'à François Mitterrand, c'était fait pour cela), elle se spécialisa dans l'antisoviétisme apocalyptique, brochant sans relâche sur la faiblesse supposée des démocraties. L'effondrement du mur de Berlin et l'écroulement de l'Empire soviétique l'ayant heureusement démentie, elle revint alors au souverainisme le plus extrême et le plus pompeux, combattant farouchement le traité de Maastricht, annonçant inlassablement le déclin de la France. Elle fut d'ailleurs la pionnière de la vague décliniste et l'ennemie éternelle de tout progrès européen, à la grande satisfaction des milieux américains ultra-conservateurs qui la prisèrent fort.

Marie-France Garaud n'a donc pas eu de destin, mais elle a exercé une influence, souterraine ou publique selon les périodes. Il serait injuste de nier son talent et son savoir-faire. Elle a impressionné plus d'un homme politique de premier rang. C'est une réactionnaire au sens littéral, farouchement attachée à une idée de la France datant du XIX^e siècle. Elle aime le pouvoir, elle savoure la puissance, elle a donc été frustrée dès la fin des années 80. C'est une des femmes politiques les plus intelligentes, les plus acharnées et les plus féroces que j'aie

rencontrées. Elle rêvait d'être la Margaret Thatcher française. Elle n'a finalement été qu'une silhouette hautaine et impérieuse, qu'une voix coupante et archaïque, avec de l'allure, des roueries, des lectures. Elle est née un siècle trop tard pour que ses idées puissent correspondre à une réalité.

Valéry Giscard d'Estaing

Il ne faut pas ruser : j'ai eu un coup de cœur pour Valéry Giscard d'Estaing en 1974. Je connaissais pourtant mille fois mieux François Mitterrand que j'avais interrogé à des dizaines de reprises pour un livre d'entretiens (*Ma part de vérité*) publié en 1969 et avec qui j'avais noué des liens solides et étonnement sains, fondés sur une sympathie réciproque, des intérêts intellectuels convergents et de substantielles divergences politiques et surtout économiques qui, chaque fois que nous nous rencontrions, alimentaient un débat animé. J'avais par ailleurs des relations agréables mais moins proches avec Jacques Chaban-Delmas, dont j'appréciais l'ouverture d'esprit, l'élégance et le courage, et à qui je restais reconnaissant d'avoir introduit assez de liberté à l'ORTF pour que, avec le bénédiction de Pierre Desgraupes, Michel Bassi et moi ayons pu mettre sur pied nos « À armes égales ». Des trois principaux candidats à cette élection présidentielle de 1974, c'est donc finalement Valéry Giscard d'Estaing que je connaissais le moins.

Bien sûr, nous l'avions justement reçu à « À armes égales », face notamment à Jean-Jacques Servan-Schreiber, le comble de la modernité à cette époque. J'avais été, comme beaucoup, impressionné par l'assurance naturelle, la limpidité d'esprit et le charisme aristocratique de ce patricien qui semblait être né non seulement avec une cuillère d'argent dans la bouche, mais aussi avec une pleine brassée de dons : une intelligence exceptionnelle, une facilité d'expression particulièrement bien adaptée pour la télévision – c'était fort rare en ces années-là –, une mémoire d'éléphant, un chic digne d'Anthony Éden ou d'Harold Macmillan, une façon originale de marier tradition et changement. Il ne fallait pas être grand clerc pour pressentir en lui un futur prétendant au palais de l'Élysée, même si, dans son camp, les divisions d'infanterie gaullistes demeuraient alors infiniment plus puissantes que la cavalerie légère des Républicains indépendants.

Je l'avais donc rencontré à l'occasion de plusieurs émissions, observé de près durant quelques débats au Palais-Bourbon (il y brillait nettement plus que ses rivaux gaullistes). J'avais même été convié deux ou trois fois à prendre le thé rue de Rivoli (il était ministre des Finances), en tête à tête, exercice suranné et intimidant car il jugeait

en même temps qu'il cherchait à séduire et le cachait à peine. Cela s'était d'ailleurs plutôt mal terminé car il m'avait invité un jour où il s'était montré aussi aimable que disert. Malheureusement, j'avais déjà dicté un papier plutôt sévère à son endroit qui devait paraître le lendemain. Il l'ignorait et je n'en dis évidemment pas un mot. Lorsqu'il le découvrit, il eut le sentiment d'avoir perdu son temps et même, car il est beaucoup plus affectif que ses manières ne pourraient le faire croire, d'avoir été dupé. Il me le signifia par une lettre manuscrite assez vive et blessée, portée sur-le-champ à mon domicile par un motard de la gendarmerie. Bref, nous nous connaissions, il comprenait que j'étais sensible à ses qualités, voire à ses idées. Il s'agissait que cela ne se traduise pas par des articles plus laudateurs.

Sa campagne présidentielle me bluffa littéralement. La mort impromptue du président Georges Pompidou, qu'on savait très malade, mais qu'on n'imaginait pas à la dernière extrémité, fit qu'elle fut la plus brève et la plus spontanée de toute l'histoire de la V^e République. Le pauvre Jacques Chaban-Delmas, mal préparé, y fit naufrage. François Mitterrand mena avec autorité une campagne trop classique. Valéry Giscard d'Estaing, en revanche, innova et brilla jusqu'à se faire élire. Parti troisième, il distança aisément Jacques Chaban-Delmas et battit sur le fil le candidat de la gauche.

Des affiches séduisantes où il figurait en famille – grande première –, des slogans bien tournés et une poignée d'émissions réussies firent la différence. C'est à cette occasion que Michel Bassi et moi-même pûmes réaliser l'un de nos rêves : mettre sur pied le premier duel télévisé présidentiel entre les deux tours. François Mitterrand l'accepta sans enthousiasme, Valéry Giscard d'Estaing ne se fit pas prier. S'il ne sous-estimait pas son adversaire, il se savait plus à l'aise que lui dans les studios. Le sort me désigna pour coprésenter l'émission avec Jacqueline Baudrier, directrice de l'information. C'était une excellente professionnelle et une gaulliste convaincue, j'écrivais dans *Le Monde* et dans *L'Express*, le tandem semblait équilibré. En fait, nous ne servîmes à rien, sinon à veiller à l'équilibre des temps de parole et aux transitions trop scolaires d'un thème à l'autre. Elle fut une sorte de femme horloge et moi une manière de majordome. Ce fut néanmoins un grand souvenir. Valéry Giscard d'Estaing y lança son célèbre : « Vous n'avez pas le monopole du cœur. » Comme le score final fut le plus étroit de l'histoire des élections présidentielles (50,6 %), si jamais débat télévisé a pu jouer un rôle, ce fut bien cette fois-là. Mon principal souvenir est que, dans l'extrême tension du plateau, Valéry Giscard d'Estaing m'avait semblé d'entrée le plus sûr de lui. Sept ans plus tard, en 1981, ce fut l'inverse.

Les deux années qui suivirent furent politiquement les plus brillantes du demi-siècle que j'aie pu observer et commenter. Valéry

Giscard d'Estaing innovait sans traumatiser, grande différence avec le réformisme compulsif de Nicolas Sarkozy : question de tempérament, de savoir-faire, mais aussi de tradition politique. Valéry Giscard d'Estaing incarne l'orléanisme, Nicolas Sarkozy personnifie le bonapartisme. Tout se conjuguaient alors pour donner l'impression du changement sans rupture. En matière de mœurs, l'homme de Chamalières, pourtant traditionnaliste, décorseta la société française (loi Veil sur l'avortement, réforme du divorce, vote à dix-huit ans, etc).

Sur le fond, face à la crise pétrolière, il jouait la relance. Son style tranchait sur le gaullo-pompidolisme : simplification du protocole républicain, mise en scène de rapports plus familiers avec les citoyens (dîners chez les Français, petits déjeuners des éboueurs de la rue du Faubourg-Saint-Honoré, émissions de télévision fréquentes). La France s'américanisait. Politiquement, c'était l'ouverture vers les centristes et, bien vite, les tensions croissantes avec Jacques Chirac, jeune Premier ministre, fringant et piaffant, trop pressé d'imposer son autorité à un chef de l'État plus impérieux que lui. Cela ne pouvait pas marcher, dissensions et incidents se succédèrent donc sur un rythme de mitraille.

Pour les éditorialistes, ce n'était pas une situation banale. Valéry Giscard d'Estaing innovait également avec eux, les recevant longuement et régulièrement, leur expliquant avec franchise et hauteur de vue les objectifs de son gouvernement, décochant au passage quelques coups de patte bien sentis en direction de son Premier ministre. Celui-ci employait une méthode à peu près symétrique, mais alors que le Président cherchait à impressionner et à convaincre, le Premier ministre rêvait de camaraderie et d'enrégimentement.

La télévision était réformée : changement de statut, autonomie des chaînes, amorce de concurrence, remplacement *manu militari* des principaux responsables. Elle aussi devenait un champ de bataille entre une hiérarchie giscardienne et un appareil gaulliste. Des deux côtés, lieutenants et conseillers du chef de l'État et du chef de gouvernement s'employaient à accroître les tensions et à aigrir les rivalités. S'il n'était pas facile de faire convenablement son travail en évitant de s'installer dans un camp, tant les antagonismes politiques quadrillaient l'audiovisuel, je reconnais que j'avais à l'époque dans mes commentaires instinctivement privilégié la rationalité modernisatrice de Valéry Giscard d'Estaing plutôt que l'impulsivité volontariste de Jacques Chirac. J'étais sincère, mais partial. Pour ma défense, le Président se comportait en européen clairvoyant et novateur, alors que Jacques Chirac, sous l'influence néfaste de Pierre Juillet et de Marie-France Garaud, s'engageait dans un souverainisme

cocardier, ce qui à mes yeux faisait une grande différence. Valéry Giscard d'Estaing m'en savait trop gré, et Jacques Chirac m'en gardait trop rancune.

Ce fut bien pire encore après leur rupture officielle. Je connaissais et j'appréciais Raymond Barre, nouveau Premier ministre, économiste renommé, gaullien plutôt que gaulliste, européen réaliste et déterminé. Je l'avais croisé plus d'une fois chez Jean-Marcel Jeanneney et davantage encore à Sciences Po où nous enseignions tous les deux sur un pied évidemment tout différent, lui tout en haut de l'échelle et moi à un plus modeste échelon. Il demeura cinq ans à l'hôtel de Matignon. Ce fut une période difficile et nerveuse : la crise économique s'enracinait, le deuxième choc pétrolier venait de frapper, les tensions avec l'Union soviétique se durcissaient. Très vite, le RPR, fondé par Jacques Chirac sur l'héritage du parti gaulliste, mena une véritable guérilla parlementaire contre le gouvernement. Valéry Giscard d'Estaing remportait des succès internationaux (l'Europe, le G5, Kolwezi), mais se trouvait pris en tenaille par la gauche et par le RPR, alors que le chômage augmentait et que l'inflation faisait rage. Le climat se durcissait terriblement. À l'allégresse novatrice des débuts du septennat qui me plaisait tant (trop), succédaient des orages continus.

C'est l'époque où Jean-Pierre Elkabbach, dont je connaissais la réputation de vivacité accrocheuse, me proposa de lancer avec lui une émission que nous baptisâmes « Cartes sur table ». Elle devint le champ clos des affrontements entre gauche et droite, mais aussi entre giscardiens et chiraquiens, comme d'ailleurs entre communistes et socialistes. Raymond Barre y démontra une stature politique nouvelle, ce qui, bizarrement, agaça Valéry Giscard d'Estaing, lequel nous le fit comprendre à deux ou trois reprises. Pourtant, le Premier ministre tenait avec stoïcisme son rôle de bouclier du Président, qui en éprouvait à la fois de la gratitude et de l'impatience. Il demeurerait populaire malgré les circonstances et parce que Raymond Barre jouait les paratonnerres, mais il en voulait au paratonnerre de souligner la présence des orages toujours plus nombreux et parfois de provoquer le tonnerre.

Durant ces sept années, Valéry Giscard d'Estaing organisa régulièrement une émission baptisée « Une heure avec le Président ». C'est le Palais qui choisissait en fait les quatre journalistes qui interrogeaient le chef de l'État. L'émission avait lieu à la présidence de la République. Elle était précédée la veille ou l'avant-veille par une rencontre rituelle avec Valéry Giscard d'Estaing qui nous informait des thèmes qu'il avait l'intention de traiter. Cela me valut deux épisodes difficiles. Le premier se déroula lorsque ce fut mon tour de diriger l'émission. Quarante-huit heures avant, un conseiller de la Présidence

m'appela, fort inquiet de n'avoir pas reçu, me dit-il, les questions comme d'habitude. Je lui rétorquai qu'il ne les recevrait pas. Le Président nous ayant vus, nous savions ce qu'il avait envie de dire, mais il n'avait pas à savoir ce que nous allions lui demander. Durant deux jours, les coups de téléphone crépitèrent mais le conseiller en fut pour ses frais. Après l'émission, je pris à part Valéry Giscard d'Estaing et lui demandai si son collaborateur avait agi sur ses instructions. Il tomba des nues et me fit cette réponse superbement giscardienne que je notai précieusement : « Pourquoi voudriez-vous que je cherche à connaître les questions puisque je sais les réponses. » C'était en somme majestueux mais réconfortant.

L'autre épisode le fut moins. En plus des difficultés économiques et du harcèlement politique, Valéry Giscard d'Estaing devait faire face à une campagne cruelle sur l'affaire des diamants que lui avait offerts Jean-Bedel Bokassa et qu'on l'accusait de vouloir conserver comme un cadeau privé et non pas comme un présent d'État. Il avait jusque-là catégoriquement refusé de s'expliquer et de répondre, jugeant le soupçon aussi blessant qu'injuste. Sur ces entrefaites, une « Un heure avec le Président » fut organisée. Jean-Pierre Elkabbach et moi étions bien décidés à ce que la question soit posée. Le tirage au sort décida que je m'en chargerais. La réplique fut glaciale et je fus sévèrement renvoyé dans mes cordes pour avoir « abaissé le débat ». Aujourd'hui, personne ne comprendrait que la question ne soit pas posée dans un cas de ce genre. À l'époque, je reçus quelque sept cents lettres plus courroucées et offusquées les unes que les autres. Comment un journaliste pouvait-il interroger le chef de l'État à la télévision sur un sujet aussi médiocre et calomnieux ? J'aggravais mon cas peu de temps après en publiant *La République giscardienne*, un essai globalement positif mais avec des réserves précises. Je l'avais dédié à Jacques Fauvet, directeur du *Monde* qui m'avait beaucoup aidé à mes débuts mais était devenu le critique le plus âpre du président de la République. Au palais de l'Élysée, ce fut un tollé absurde. Valéry Giscard d'Estaing en personne me signifia son vif mécontentement. Dans son esprit, il n'était pas possible d'être giscardien critique ou giscardien et indépendant.

Il serait pourtant injuste de réduire les rapports avec Valéry Giscard d'Estaing à ces difficultés sporadiques. Il se faisait de la société française une idée bizarrement à la fois archaïque et novatrice : archaïque par un sens de la hiérarchie sociale qui semblait sortir des nouvelles de Guy de Maupassant qu'il admirait tant, novatrice parce qu'il entreprenait de reconnaître aux syndicats et à l'opposition une place qu'ils n'avaient jamais obtenue auparavant. Ses essais de cette époque en témoignent et obtinrent d'ailleurs des succès de librairie considérables. Il voulait, selon ses propres termes, « décriper » la

société française et civiliser le combat politique. Ses initiatives institutionnelles l'illustrent.

Même chose avec les journalistes, éditorialistes ou responsables des rédactions. Il les appelait pour bavarder à l'américaine, parfois à des heures incongrues. Il les recevait à déjeuner ou à dîner sans protocole, contrairement à la légende. Pourvu, il est vrai, qu'il ne les juge pas hostiles, ce qui limitait l'intérêt de l'exercice. À ces occasions, il suscitait cependant la discussion. Il souffrait beaucoup de la réputation de snobisme, de mondanité et de néomonarchisme qui lui était faite. Comme il n'était pas simple, il la combattait et l'entretenait à la fois. Ainsi, recevant durant l'été 1980 quelques journalistes à la campagne, il les accueillit en leur vantant l'intérêt de l'*Almanach de Gotha* (bible des dynasties royales et princières européennes), qu'il tenait à la main, ce qui n'était pas d'une grande habileté. Le même pouvait cependant inviter un dimanche soir deux journalistes à dîner chez lui, à son domicile privé, pour partager un repas froid sans service et sans protocole, et se montrer parfaitement décontracté et naturel.

En réalité, sa forme d'intelligence, manifestement supérieure, admirablement rationnelle, évidemment conceptuelle, créait un fossé involontaire dont il avait conscience et qui l'embarrassait. Cela valait d'ailleurs pour ses ministres et ses collaborateurs. Monarque né, élevé dans l'idée qu'il aurait un destin flamboyant, sa supériorité intellectuelle se compliquait d'une infériorité psychologique. Il ne se rendait pas compte lui-même des humiliations qu'il imposait aux autres ou des maladresses qu'il commettait. Admirablement bien élevé, il oubliait mécaniquement les réponses aux questions personnelles qu'il s'appliquait à poser pour créer un bon climat. D'une fois sur l'autre, elles étaient identiques, alors que sa mémoire était proverbiale. Ainsi s'enquérail-il aimablement « Où sont vos racines ? » pour répéter la même interrogation les fois suivantes. C'était évidemment faute d'intérêt sincère, mais il a mortifié ainsi nombre de ses visiteurs.

Ses impairs, grands ou petits, se multiplièrent lorsque sa position politique s'affaiblit. Attaqué, il devenait vulnérable. Il était fait pour dominer naturellement, ce qui en politique n'existe pas. Il voyait large, anticipait remarquablement, avait l'esprit plus clair que les autres dans une période déjà convulsive, mais son univers était si différent de celui du commun des mortels qu'il semblait souffrir d'hypertrophie dans certains domaines et d'atrophie dans d'autres. Quoi qu'il en soit, il fut battu par François Mitterrand le 10 mai 1981, alors que, peu de mois auparavant, les sondages le donnaient glorieusement vainqueur.

Ce fut pour lui une terrible épreuve. Il avait le sentiment d'avoir fait

face à la crise du mieux qu'il pouvait et d'avoir maintenu la France à un rang digne d'elle sur le plan international. Or il se trouvait rejeté, sanctionné, symboliquement décapité. À cinquante-cinq ans, à l'apogée de ses facultés et de son expérience, il se voyait refuser un second mandat. Sa campagne avait, il est vrai, été fort décevante, comme incapable de s'adapter aux circonstances. Tous ses adversaires avaient naturellement concentré leurs flèches sur lui, et Jacques Chirac n'avait pas été le dernier à le faire. François Mitterrand triompha ainsi à la troisième tentative. L'illusion libérale se dissipait face à la protestation sociale, aux embûches politiques et au désamour personnel. Les adieux télévisés de Valéry Giscard d'Estaing aux Français furent une caricature, comme si un charme s'était rompu. Pourtant, quelques jours auparavant, rentrant en avion avec lui après son dernier meeting électoral à Lyon, il m'avait détaillé son second projet présidentiel avec un brio que je n'ai jamais connu à un autre homme politique. L'alternance était évidemment légitime, sans doute nécessaire, mais la neutralisation de Valéry Giscard d'Estaing constitua néanmoins un vrai gâchis.

Il était trop sensible et trop narcissique à la fois. Il aspirait à être Valéry le Bien-Aimé, comme il y avait eu Louis le Bien-Aimé. Il ne manquait cependant pas de ressort et d'opiniâtreté. Sensible et blessé, il se relevait. Après un an de retraite mélancolique et de désarroi compréhensible, il entreprit une étonnante reconquête. Il décida de repartir de la base pour couper court au procès d'aristocratie dont il était régulièrement l'objet, non sans raison. Il se fit successivement réélire conseiller général de Chamalières, député du Puy-de-Dôme, bientôt président de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale, puis président du conseil régional d'Auvergne et naturellement député européen.

Son retour à la télévision avait été aussi éblouissant que ses adieux avaient été calamiteux. À « L'Heure de vérité », menée par François-Henri de Virieu, il brilla de mille feux, notamment face à Serge July, directeur de *Libération*, grand familier et connaisseur de François Mitterrand qui fut ce jour-là subjugué. Face au RPR de Jacques Chirac dominant la droite, il prit lui-même les rênes de l'UDF à qui il rendit quelque lustre, sans cependant parvenir à en faire l'équivalent du parti gaulliste : trop d'hétérogénéité, trop de chapelles, trop de tentations à droite et même vers la gauche pour certains, trop de rivalité personnelle feutrée avec Raymond Barre. Valéry Giscard d'Estaing n'a jamais envisagé de s'effacer ni au bénéfice de son ancien Premier ministre ni plus tard à celui d'Édouard Balladur.

En fait, il n'avait pas renoncé à prendre sa revanche, et même à jouer de nouveau un rôle décisif. Il est vrai qu'il en avait parfaitement l'âge et les capacités. Les journaux l'accueillaient volontiers, *Le Monde*,

Le Figaro, *Le Point*, notamment. Les radios et les télévisions se le disputaient, ses livres se vendaient par centaines de milliers d'exemplaires. Avec les journalistes, il avait renoué et se montrait plus simple et plus ouvert qu'au temps de son règne élyséen. Il impressionnait toujours autant, il pétrifiait beaucoup moins. La défaite lui allait d'autant mieux qu'il ne s'y résignait pas. En 1986, il espéra un instant devenir le Premier ministre de la cohabitation – ce n'était pas réaliste –, ou à défaut, ministre des Affaires étrangères – ce n'était pas possible : ni François Mitterrand ni Jacques Chirac n'envisageaient un seul instant de s'encombrer d'un personnage aussi considérable qui n'aurait jamais joué les seconds rôles. Qu'il ait, même peu de temps, cru pouvoir surmonter ces refus illustre sa fameuse myopie : tantôt si perçant, tantôt si peu.

Il occupait cependant, en tant que seul et premier ancien président de la République toujours en activité politique, une place particulière dans la vie politique. Il pesait peu sur les élections et n'avait pas grande emprise sur la vie publique quotidienne. En revanche, ses prises de position en politique étrangère, institutionnelle ou européenne comptaient vraiment : c'était les attributs et, en quelque sorte, les vestiges de sa royauté républicaine passée. Ainsi contribua-t-il substantiellement, Lionel Jospin étant Premier ministre, à mettre en place le quinquennat dont il rêvait lorsqu'il était Président. Ainsi joua-t-il surtout un rôle décisif dans l'élaboration du projet institutionnel européen. Il fut président de la Convention européenne chargée à Bruxelles de mettre au point le texte. Il le fit avec une autorité, une méthode et une assiduité qui forçait le respect. Il domina cette assemblée comme Aristide Briand dominait avant guerre, au tournant des années 30, la malheureuse Société des nations.

L'échec du référendum français de 2005 lui porta un coup fatal : il espérait devenir le premier président du nouveau Conseil européen, désigné par les chefs d'État et de gouvernement. Le « non » français lui ferma tout net l'espoir d'une telle consécration et d'une telle revanche qui aurait, somme toute, été bien méritée. Ce fut le modeste et discret Premier ministre belge Herman Van Rompuy qui finit par hériter du poste, un homme aussi discret et réservé que Valéry Giscard d'Estaing aurait fait un président spectaculaire et emblématique.

Aujourd'hui, à quatre-vingt-six ans, Valéry Giscard d'Estaing continue à écrire, à publier, à être interrogé. Nicolas Sarkozy le consulte régulièrement. L'ex-Président siège au Conseil constitutionnel dont il est membre de droit et où il retrouve sans plaisir son vieil ennemi Jacques Chirac (avant la maladie de celui-ci) sous le regard ironique de Jean-Louis Debré. Il se montre assidu aux réunions de l'Académie française à laquelle il a été élu avec éclat. Il nourrit certainement le regret de n'avoir pas pu réussir une deuxième carrière

aussi prestigieuse que la première. Il prend toujours, parfois en compagnie de son ami l'ex-chancelier fédéral Helmut Schmidt, aujourd'hui nonagénaire, des positions remarquées à propos de l'Europe. Il n'apparaît plus guère dans les médias, mais ceux qui l'entendent dans un cercle privé sont toujours impressionnés par sa virtuosité et même, c'est plus nouveau, par son humour. François Mitterrand regrettait d'avoir été élu trop âgé à la présidence de la République. Valéry Giscard d'Estaing, lui, peut sans doute regretter l'inverse. En somme, il aurait mieux valu que le leader socialiste soit élu en 1974 et le prétendant libéral en 1981. Dans les deux cas, la suite aurait été plus positive pour la France.

H

François Hollande

François Hollande possède deux caractéristiques spectaculaires : un don de sympathie immédiat, aussi rare que précieux, et une perpétuelle sous-estimation de son envergure par ses camarades et néanmoins rivaux. Le paradoxe absolu, absurde même, est que cette sous-estimation s'explique justement par ce don de sympathie. Quelqu'un de naturel, de détendu, de souriant, quelqu'un d'affable et d'ouvert serait donc privé par principe de charisme, d'autorité et de stature. On a peine à comprendre comment des hommes et des femmes intelligents et expérimentés – Dominique Strauss-Kahn, Laurent Fabius et Martine Aubry en tête, constamment méprisants vis-à-vis de François Hollande – peuvent être prisonniers de préjugés aussi sommaires. En somme, on morgue Hollande parce qu'il apparaît « normal », comme si le pouvoir et l'envergure étaient réservés à des monstres sacrés, à des fauves de combat politiques, à des *conquistadors* ou à des *condottiere*.

Il y a là, si l'on y réfléchit, une approche étrangement peu démocratique de l'autorité et de la légitimité, comme l'écho d'un pouvoir médiéval fondé sur la force et les armes : le comble de la contradiction pour une famille politique socialiste qui prétend incarner mieux que personne le droit, les libertés et la démocratie. Dédaigner François Hollande parce qu'il n'est ni vindicatif, ni obsessionnel, ni hautain, ni cassant, c'est perpétuer une approche militaire et archaïque du combat politique. François Hollande est beaucoup plus moderne et contemporain que ceux qui le regardent de haut. Peut-être incarne-t-il même une nouvelle phase de la V^e République, plus tolérante, moins manichéenne, plus civile en somme, sortie enfin de la gangue du régime d'exception né dans les drames et les tumultes.

Bien entendu, le contresens à propos de François Hollande a des racines évidentes. Il a de l'esprit et même de l'humour – un quasi-monopole dans le monde politique français actuel –, il aime plaisanter et n'est jamais à court de bons mots. Cela le rend populaire, notamment auprès des journalistes dont il nourrit généreusement les

chroniques, mais cela suscite chez les idéologues et chez les hiérarques du PS une condescendance hérissée, comme si en politique la gaieté était un péché mortel, comme si l'ironie était incompatible avec l'esprit de sérieux.

La première fois où je l'ai rencontré, ce devait être en 1988 puisqu'il venait d'être élu député de la Corrèze dans une circonscription réputée difficile (il sera d'ailleurs battu en 1993 lors de la débâcle socialiste), j'avais été frappé par sa vivacité et par son entrain, mais surtout par une ouverture d'esprit qui n'est pas la marque distinctive de ses camarades. J'avais donc interrogé François Mitterrand à son sujet. Il m'avait rétorqué que ma question lui faisait plaisir, qu'il était heureux que j'aie remarqué ce jeune parlementaire (trente-quatre ans à l'époque) parce qu'il avait, la formule m'avait frappé, « l'esprit vraiment politique ». Il avait même ajouté, un peu moqueur : « Vous devriez bien vous entendre, mais je ne suis pas sûr que vous accrocherez aussi bien avec sa compagne, Ségolène Royal, une forte personnalité elle aussi, comme vous le verrez. » C'était doublement prémonitoire.

Le principal grief reproché à François Hollande est d'avoir, aussi longtemps qu'il a été premier secrétaire du PS (onze ans, de 1997 à 2008, plus longtemps que François Mitterrand lui-même), favorisé obstinément la synthèse et le consensus au sein du parti. En réalité, tant que Lionel Jospin, qui l'avait choisi pour ce poste, a exercé les fonctions de Premier ministre, tout le monde a trouvé très bien l'esprit de concorde et de rassemblement qu'inspirait François Hollande.

C'est après la terrible défaite de 2002 (Jean-Marie Le Pen qualifié pour le second tour) que les critiques ont commencé à pleuvoir. C'est surtout à l'occasion du référendum européen de 2005 qu'elles ont tourné à la violente averse. François Hollande avait pris clairement position en faveur du « oui » au référendum institutionnel. Il a pris l'initiative de faire voter son parti (comme le prévoyaient d'ailleurs les statuts) et l'a emporté contre Laurent Fabius et contre l'aile gauche du PS. Il n'est pas parvenu à imposer la discipline ou tout simplement la loyauté aux partisans socialistes du « non » qui ont continué à faire campagne, comme si le référendum interne n'avait pas eu lieu. Sans doute aurait-il dû se montrer plus brutal, menacer par exemple les rebelles de suspension de toute responsabilité au sein du parti. Le « non » l'a finalement emporté chez les Français, comme l'on sait, mais également parmi les électeurs socialistes, ce qui a affaibli François Hollande. Cela l'a dissuadé de chercher la bataille au congrès du Mans qui risquait de s'achever par d'irréremédiables déchirements. Cela a également pesé dans sa renonciation à se mettre sur les rangs pour la candidature socialiste à l'élection présidentielle. Il y pensait pourtant fortement, je peux en témoigner, et a espéré jusqu'au bout pouvoir

ressurgir dès cette élection-là en champion de l'unité.

L'agonie de son couple avec Ségolène Royal a cependant joué à ce moment-là un rôle également essentiel. Vie privée et ambitions publiques se sont alors impitoyablement enchevêtrées. Ségolène Royal voulait d'autant plus l'investiture qu'elle barrait ainsi la route à celui qui la quittait. François Hollande refusait un affrontement ou même une rivalité qui se serait nourrie de facteurs intimes : c'était tout à son honneur. C'est ainsi que son ex-compagne a pu s'imposer face à Laurent Fabius et Dominique Strauss-Kahn lors d'étranges primaires internes où son charisme baroque a éclipsé la présidentialité naturelle des deux socialistes les plus prestigieux depuis le retrait de Lionel Jospin. Sur le moment, l'épreuve a été rude pour François Hollande qui voyait à la fois sa vie familiale – ses rapports avec ses enfants ont été délicats – et sa vie publique faire naufrage. Il faisait bonne figure et tentait de donner le change, mais c'est bien la seule période où sa bonne humeur a été recouverte par un voile discret de désarroi et de mélancolie qu'il essayait vaillamment de surmonter. Ceux qui le connaissaient bien ne pouvaient cependant pas s'y tromper.

Tout cela l'a convaincu de se retirer de son poste de premier secrétaire. Il bénéficiait pourtant d'une popularité inégalable chez les militants du PS que, depuis plus d'une décennie, il allait rencontrer dans leurs départements semaine après semaine. Seul François Mitterrand a jamais avant lui sillonné ainsi la France profonde de province en province avec une disponibilité, une bienveillance, une écoute que ses interlocuteurs n'oubliaient pas. Ce capital-là, il ne l'a pas égaré et il constitue aujourd'hui l'un de ses principaux atouts. François Hollande reste de loin le leader socialiste le plus proche des militants. Après coup – c'est facile à dire, bien sûr –, il apparaît peut-être préférable pour lui de ne pas avoir pu se mettre sur les rangs en 2007. Cela lui a évité un bras de fer avec Nicolas Sarkozy qui aurait risqué d'être inégal, tant il demeurerait alors politiquement handicapé dans son propre camp socialiste par les cinq dernières années. Cela lui a permis au contraire de se reconstruire, d'être préservé des bassesses et des manœuvres du congrès de Reims, de retrouver une vie privée heureuse. François Hollande a souffert plusieurs années. Lui qui avait franchi toutes les étapes universitaires avec une facilité déconcertante (Sciences Po, droit, HEC, ENA, Cour des comptes), lui qui avait galopé jusqu'alors à travers le parcours politique, il a fait l'expérience des épreuves dont François Mitterrand, toujours lui, affirmait qu'elles constituaient l'antichambre initiatique du pouvoir.

François Hollande est sorti de cette phase blessé, fortifié, mûri, mais surtout animé d'une énergie et d'une combativité nouvelles. Jusqu'alors, il s'était donné beaucoup de mal pour conquérir son fief de Corrèze en plein pays chiraquien, s'y faire élire à la présidence du

conseil général, devenir le bras droit politique de son ami Lionel Jospin durant les cinq années du gouvernement de la « gauche réaliste ». Il avait été associé à toutes les décisions importantes, plus que n'importe quel ministre, ce n'est pas une légende. Il avait fait ainsi son apprentissage du pouvoir à sa manière, en politique. Il avait aussi démontré maintes fois à la radio, à la télévision son talent d'expression, sa rapidité, son sens tactique et cette causticité débonnaire qui contribuait à sa popularité. Ses adversaires, ses interlocuteurs, ses intervieweurs savaient cependant que ses sourires et ses bonnes formules ne l'empêchaient pas de se montrer pugnace. Face à Nicolas Sarkozy, par exemple, j'ai eu deux fois l'occasion de l'arbitrer lors de duels, une fois à la télévision, une fois à la radio. La première fois, Nicolas Sarkozy pétaradant, débordant d'énergie et comme toujours parfaitement préparé l'avait nettement emporté face à un François Hollande trop confiant en son aisance naturelle et en son expérience médiatique, un terrain sur lequel il avait collectionné les succès. La seconde fois, il n'est pas tombé dans le même piège. Connaissant impeccablement ses dossiers, ayant visiblement testé ses traits, c'est lui qui a dominé le futur Président, celui-ci trop persuadé d'avoir pris pour toujours la mesure de son adversaire. François Hollande apprend vite.

À la tribune, il excelle. Il est même devenu le meilleur orateur du PS, sauf lorsque Laurent Fabius décide de s'investir à fond. Il est en tout cas le plus apprécié. À la télévision, à la radio, il est toujours bon, plus grave qu'auparavant mais immuablement agile et vif-argent. Dans le système médiatique actuel, c'est un grand privilège. Il n'a d'ailleurs qu'à choisir parmi les invitations ; les journalistes (qu'il connaît un à un mieux que personne) savent qu'ils ne seront pas déçus. La nouveauté est cependant la méthode, la résolution, la hardiesse avec lesquelles il s'est mis sur les rangs pour la candidature présidentielle de 2012. Comme d'habitude, ses rivaux l'ont d'abord pris à la légère, persuadés que, puisqu'il n'avait ni courant constitué ni image régaliennne, il ne pouvait pas être vraiment redoutable. Erreur majeure : le François Hollande candidat à la candidature n'était plus le premier secrétaire détendu et bonhomme. C'était un combattant bien préparé qui travaille et avance des idées précises. Aucun prétendant socialiste n'a proposé autant que lui de pistes solides, parfois contestables bien sûr, aussi bien en matière fiscale qu'éducative, économique ou européenne. François Hollande a publié plusieurs livres de circonstance, multiplié les interviews et les émissions. En moins de deux ans, il a pris une dimension nouvelle. D'ailleurs, au moment où il était sur le point d'annoncer sa candidature, Dominique Strauss-Kahn ne s'y trompait pas. En privé, il ne ménageait pas François Hollande, le traitant comme son principal et presque seul

adversaire, acceptant mal l'idée que le député de Corrèze soit le seul à être absolument déterminé à lui tenir tête jusqu'au bout. Aucune mollesse dans ce combat-là.

Tout le monde a constaté qu'il avait nettement minci. Lui qui apprécie les plaisirs multiples a su s'imposer un régime implacable qui a porté ses fruits. Lui qui ne recherchait pas particulièrement les effets d'élégance s'est soudain habillé, on pourrait presque dire costumé en homme de gouvernement. Le changement de tailleur, d'opticien, de dentiste, voire de styliste constitue d'ailleurs un critère solide de la détermination de tout candidat. Il restait jusqu'à 2007 quelque chose de juvénile et d'insouciant chez François Hollande. Aujourd'hui, il ressemble à un jeune ancien Premier ministre (qu'il n'a pas été), bien décidé à aller plus loin. C'est ce qu'il fait, avançant des thèses typiquement sociales-démocrates, mais sur un ton et avec des méthodes plutôt novatrices. Du coup, européen breveté (il a longtemps été un familier et un disciple de Jacques Delors avant de se brouiller avec lui pour des raisons évidemment liées à Martine Aubry), compétent en économie, qu'il a d'ailleurs enseignée à Sciences Po, il a retrouvé toute sa verve caustique pour accabler inlassablement le gouvernement et Nicolas Sarkozy de flèches savamment empoisonnées. Il ne ménage pas ses adversaires, sans tomber cependant dans les polémiques venimeuses. Il critique, il semonce, il accuse, il déplore, il s'indigne, mais sans s'abaisser aux attaques nauséabondes que prennent en charge il est vrai certains de ses lieutenants. Il se situe d'emblée au niveau supérieur.

Ainsi a-t-il sans mal distancé les rivaux de sa génération (Montebourg, Moscovici, Valls). Ainsi a-t-il, douce revanche, peu à peu égalé puis semé irrémédiablement Ségolène Royal, sans jamais cependant prononcer un seul mot désagréable à son endroit (l'inverse n'est pas vrai) ; ainsi a-t-il surtout fait jeu égal, puis pris nettement l'ascendant sur Martine Aubry elle-même, toute première secrétaire active et impérieuse qu'elle ait été, toute femme d'envergure qu'elle soit. Dominique Strauss-Kahn a longtemps espéré que, s'il entrait en lice, François Hollande se retirerait. C'est parce qu'il connaissait le François Hollande des années 2000, brillant second de Lionel Jospin mais second plus habile qu'autoritaire et plus vif qu'énergique. Encore aurait-il dû se demander comment il se faisait que cette souplesse affichée le propulse régulièrement à la première place...

Le François Hollande des années 2010, le François Hollande du ^{XXI}^e siècle est en tout cas bien différent : volontaire, organisé, combatif, bien à sa place dans le débat, intellectuellement largement au niveau, décidé à se battre pour la première place. Doué depuis toujours, ambitieux en changeant de siècle. Présidentiable, favori de la prochaine élection si l'on en croit les chiffres actuels, adversaire

redoutable, particulièrement pour Nicolas Sarkozy, si l'on connaît les hommes. À sa place, au bon âge, dans les circonstances économiques les pires depuis la Libération. Au centre de la gauche, à la tête du camp antisarkozien. Presque aussi compétent que Michel Rocard, bien moins machiavélique que François Mitterrand, moins prestigieux que Pierre Mendès France ou Jacques Delors mais beaucoup plus résolu que ces derniers à tenter sa chance jusqu'au bout et à y jeter toutes ses forces. Trop prudent ? On verra cela dès que Nicolas Sarkozy sera candidat. Trop centriste ? N'est-ce pas la porte du rassemblement ? Trop inexpérimenté ? Pas en matière de campagne électorale. Trop mou ou trop velléitaire, comme l'affirmait Martine Aubry ? La réponse éclatera lorsque le rideau du duel final s'ouvrira. Face aux écologistes, il a tenu bon. Face à Nicolas Sarkozy, ce sera bien sûr une autre histoire.

Brice Hortefaux

Brice Hortefaux est presque à Nicolas Sarkozy ce que Michel Poniatowski fut à Valéry Giscard d'Estaing. Les grands hommes politiques, les présidents de la V^e République en particulier, ont toujours su s'attacher des fidèles inconditionnels, des lieutenants tout dévoués, des collaborateurs fascinés et corvéables vingt-quatre heures par jour. De Gaulle avait ses aides de camp, ses officiers d'ordonnance, ses secrétaires généraux, ses directeurs ou ses chefs de cabinet selon les périodes : Georges Pompidou, Olivier Guichard, Jacques Foccart furent de ceux-là. Il pouvait aussi compter sur ses fameux barons (Michel Debré, Jacques Chaban-Delmas, Roger Frey) et s'appuyer sur ses ministres favoris (Couve de Murville, Messmer, Malraux).

Après lui, Georges Pompidou savait que Michel Jobert, Édouard Balladur, Pierre Juillet, Marie-France Garaud se feraient tuer pour lui et il ne manquait pas de relais politiques ou gouvernementaux à la fidélité éprouvée. François Mitterrand fut incontestablement le grand maître des amitiés indéfectibles, avec des intimes (Georges Dayan, Roland Dumas, Robert Badinter, Jack Lang, André Rousselet, François de Grossouvre), des collaborateurs presque fusionnels (Jacques Attali ou Michel Charasse en sont les symboles) et un réseau incomparable de compagnons éternels. Jacques Chirac a eu ses mentors (Juillet-Garaud, Pasqua, Édouard Balladur), ses collaborateurs intimes (Jérôme Monod, Maurice Ulrich, Dominique de Villepin). Nicolas Sarkozy et Brice Hortefaux, Valéry Giscard d'Estaing et Michel Poniatowski, c'est cependant autre chose.

Dans les deux cas, il s'agit en effet d'une amitié politique unique, incomparable, exclusive, presque fraternelle et cependant inégale. Michel Poniatowski avait choisi de vouer son existence au destin de

celui qu'il plaçait au-dessus de tous, Valéry Giscard d'Estaing. Il fut trente ans son plus proche ami, son véritable second dans chaque tâche, à tous les moments, des premiers cabinets ministériels au gouvernement puis à l'Élysée, en passant par le pilotage de son parti. Longtemps, Valéry Giscard d'Estaing ne put se passer de Michel Poniatowski ; il ne prenait pas une décision politique sans son avis, échafaudait avec lui stratégies et escarmouches, assauts et arbitrages. Le descendant du dernier roi élu de Pologne, l'héritier d'une lignée de margraves et de maréchaux se plaçait tout entier au service de celui qu'il jugeait seul digne de présider la France. Le prince polonais avait choisi un suzerain auvergnat.

Il y a quelque chose de très semblable entre Nicolas Sarkozy et Brice Hortefeux, en plus bourgeois. À peine adulte, encore étudiant, le plus âgé a été ébloui sur-le-champ par son cadet et a choisi de se mettre pour toujours au service de ses ambitions politiques. Certes, ce n'était plus un nom illustre s'engageant pour porter sur le trône un monarque républicain. C'était plus prosaïquement un bourgeois de Neuilly-sur-Seine fasciné par un autre bourgeois de Neuilly-sur-Seine, persuadés l'un et l'autre d'entrée de jeu que le plus jeune parviendrait tout en haut de l'échelle politique. Brice Hortefeux réagissait ainsi en « nez » politique comme il y a des « nez » de parfumeur, découvrant un chef de l'État virtuel mais, pour lui, prédestiné. Ces liens-là ont toujours quelque chose de mystérieux. Pour qui, comme moi, avait très bien connu Michel Poniatowski et se rappelait le détail de ses relations avec Valéry Giscard d'Estaing, le parallèle devenait presque fascinant. Hortefeux-Sarkozy après Ponia-Giscard, c'était *Le Vicomte de Bragelonne* trente ans après *Les Trois Mousquetaires*, c'est-à-dire la répétition de l'Histoire en moins éclatant.

Physiquement, avec sa haute taille, son front tôt dégarni, ses yeux très clairs, son teint marbré de rose, ses cheveux blonds tirant sur le roux, son embonpoint précoce, Brice Hortefeux avait un air de cousinage avec Michel Poniatowski. En redevenant svelte à force d'énergie, il est vrai que la ressemblance s'est estompée. En revanche, dans le caractère et dans le comportement, il y a plus d'un point commun, même si l'aristocrate ne vivait pas comme le bourgeois : le *Gotha* n'est pas le *Who's Who*.

Une intelligence solide, énergique, réaliste qui ne se laisse pas abuser ; une autorité presque brutale, accentuée par des vestiges identiques de timidité ; une méfiance instinctive, cédant la place à une vraie franchise lorsque l'interlocuteur est adopté ; une capacité d'analyse et une connaissance du personnel politique très au-dessus de ce que l'on imagine ; une loyauté évidemment à toute épreuve envers l'*alter ego*, accentuée par une disponibilité quasi sacrificielle ; une vocation à porter les coups et à les recevoir pour protéger le Président

; la tentation de l'amitié exclusive, toujours contrariée, jamais découragée ; une minutie constante dans la préparation des décisions ou des interventions publiques, des maladresses communes dans l'exécution et des dérapages verbaux identiques : autant de traits qui s'appliquent à l'un comme à l'autre en signe de vocation de premier lieutenant. Nicolas Sarkozy peut compter en toutes circonstances sur Brice Hortefeux, comme VGE le pouvait avec Michel Poniatowski, de la conquête du pouvoir à son exercice, des postures officielles aux manœuvres de l'ombre.

Parfois, il y a des moments de bonheur commun, des victoires électorales, des étapes franchies, des consécutions successives, l'un suivant toujours l'autre, et finalement le triomphe présidentiel. C'est ainsi que, dans le sillage de Nicolas Sarkozy, Brice Hortefeux se fait chef de cabinet, conseiller du ministre, préfet, conseiller régional, parlementaire européen. Quand le futur Président revient au ministère de l'Intérieur, Brice Hortefeux devient ministre délégué. Quand Nicolas Sarkozy est élu chef de l'État, il devient ministre de l'Immigration et de l'Identité nationale, puis du Travail et des Relations sociales, et enfin, et surtout comme Michel Poniatowski, ministre de l'Intérieur avant, tout comme lui, d'être cruellement évincé et de redevenir le simple conseiller privé du Président. Car dans cette destinée de lieutenant absolu, il y a aussi beaucoup d'épreuves et de désillusions, le jeu des jalousies, des concurrences, la déception insupportable de ne soudain plus être tout à fait sûr d'être le plus proche. À force de se dévouer, on s'affaiblit et parfois on lasse. Une phrase malheureuse, une conversation volée et l'ami intime devient un handicap disgracié avant de reprendre stoïquement sa place.

Comme Michel Poniatowski, Brice Hortefeux a tout fait : il a été l'émissaire, le recruteur, le mécanicien en chef, l'exécuteur des basses œuvres, l'inspirateur des manœuvres subtiles, le porteur infatigable des « petites phrases » meurtrières, le représentant perpétuel, toujours le bras droit : à la fois La Boétie et Flambeau. Il n'a jamais rechigné à accepter le mauvais rôle. Au gouvernement, il a occupé les postes les plus ingrats. Il a dérapé plus d'une fois, tantôt en service commandé et tantôt malencontreusement. La presse ne l'a pas épargné, Nicolas Sarkozy non plus. Il a encaissé imperturbablement. Il sait bien qu'il est voué au rôle du méchant pour permettre au président de la République d'être un peu moins diabolisé. Jusqu'où se dévoue-t-on ainsi ? D'ordinaire, ce sont plutôt les militaires et les religieux, les commandos et les Jésuites qui le font. Mais, justement, Brice Hortefeux n'est-il pas à sa manière à la fois le mameluk et le confesseur de Nicolas Sarkozy ? Et n'est-ce pas ce qui en fait son *alter ego* ?

J

Jean-Marcel Jeanneney

Jean-Marcel Jeanneney n'est pas le plus célèbre des ministres du général de Gaulle. C'est pourtant l'un des plus intéressants, des plus respectables et, à sa manière, des plus originaux. Je l'ai connu dès la fin de la présidence gaullienne et l'ai rencontré maintes fois depuis, jusqu'aux deux tiers de la présidence sarkozyenne, puisqu'il est mort quasi centenaire. C'était un gaulliste de toute éternité, mais un gaulliste farouchement indépendant, à l'écart des partis. Il était le fils unique d'un vénérable président du Sénat, Jules Jeanneney, clémenciste breveté (il avait été le collaborateur direct du Tigre), républicain intransigeant, patriote estampillé dont le général de Gaulle avait symboliquement voulu faire son ministre d'État dans le premier gouvernement qu'il avait présidé à la Libération. Jean-Marcel Jeanneney sera lui-même, cas unique, une génération plus tard, à son tour ministre d'État du général de Gaulle, cette fois-ci dans le dernier gouvernement formé sous son autorité (le gouvernement Couve de Murville) avant que l'homme du 18 Juin ne se retire avec une hauteur implacable le jour même du rejet du référendum d'avril 1969 par les Français. Jean-Marcel Jeanneney l'imita scrupuleusement. Son fils, Jean-Noël Jeanneney, a été, lui, par deux fois secrétaire d'État du président François Mitterrand et, en cas de victoire de Lionel Jospin, aurait pu aspirer à mieux. Si François Hollande l'emporte, peut-être sera-t-il fait appel à ses dons intellectuels éclatants et à sa tranquille loyauté. C'est ce que l'on appelle une belle dynastie républicaine.

Celle-ci avait pour caractéristiques d'être farouchement laïque – tradition radicale et alliances familiales protestantes –, discrètement vertueuse (dès sa nomination au gouvernement, Jean-Marcel Jeanneney avait confié l'administration de ses biens à son notaire et a toujours protégé avec vigilance son indépendance vis-à-vis des intérêts privés) et surtout toute dévouée au bien de l'État et de la République. Jean-Marcel Jeanneney était un économiste réputé, tout comme son fils Jean-Noël est un historien marquant. Chez les Jeanneney, on brillait tout naturellement dans les premiers rangs de l'Université, à la façon des héros de Roger Martin du Gard auxquels ils ressemblaient

par plus d'un trait. On occupait des postes éminents de la République avec naturel et sobriété, comme ce qui va de soi et n'a nul besoin d'être mis en scène. On menait une vie de famille exemplaire et tranquille de bourgeois cultivés et aisés, vivant dans un milieu de grands universitaires, de hauts fonctionnaires, de juristes éminents, une France sortie tout droit des romans de l'entre-deux-guerres publiés par la NRF.

Pourtant, avec son éternel nœud papillon, ses lunettes à l'ancienne et ses costumes bien coupés mais jamais à la dernière mode, Jean-Marcel Jeanneney était un modernisateur vigoureux. Son style, élitiste avec bienveillance, ne donnait pas le change. Le professeur Jeanneney avait de fortes convictions : gaulliste social et dirigiste, démocrate attentif et européen réaliste, il voulait servir, pourvu que ce soit le Général et la République. Ainsi fut-il, dès le retour au pouvoir de l'homme du 18 Juin et la fondation de la V^e République, un ministre de l'Industrie entreprenant et énergique dans le gouvernement de Michel Debré, son ami de jeunesse. Comme directeur de cabinet, il avait choisi l'un de ses jeunes collègues à l'université, un certain Raymond Barre dont il mit ainsi le pied à l'étrier. Le Général lui demanda de devenir le haut représentant de la France à Alger après l'indépendance. Il s'acquitta avec stoïcisme et humanité de ce rôle particulièrement ingrat compte tenu des circonstances. En 1966, le Général le voulut de nouveau au gouvernement comme ministre des Affaires sociales alors qu'une certaine effervescence gagnait peu à peu la France. Cette fois, c'était dans un ministère Pompidou, un homme que Jean-Marcel Jeanneney respectait mais appréciait peu, le trouvant trop proche des puissances d'argent et trop imprégné d'un conservatisme traditionnel. Pour lui, le gaullisme ne devait pas pencher à droite mais surtout devait inventer son propre chemin, y compris en matière sociale et industrielle. C'est parce qu'il le savait que le Général avait choisi de le placer là, comme en contrepoids discret à son dauphin de plus en plus émancipé.

À cette époque, lorsque je le rencontrais chez lui, à Paris tout près du jardin du Luxembourg ou bien à Rioz en Haute-Saône, dans sa maison de famille où il passait de brèves vacances studieuses, tout le préoccupait : le vieillissement du Général, les ambitions de Georges Pompidou, le mauvais climat français, les difficultés de l'Europe. Il avait l'intelligence limpide et clairvoyante. Il pressentait déjà – il fut avec Raymond Aron le premier à m'en avoir parlé – que l'Europe ne se donnait pas les instruments suffisants de sa défense dans la compétition économique internationale ou encore que l'immigration méthodique qu'organisait alors le patronat français en provenance du Maghreb pouvait déclencher un jour de dangereuses réactions populistes. Il avait raison trente ans à l'avance.

À l'époque, il lui fallait cependant faire face en première ligne à ce qui allait devenir Mai 68. Il fut de ceux qui – ils n'étaient pas nombreux au gouvernement – s'efforcèrent de comprendre plutôt que de s'indigner. Il fut consterné par la disparition du Général, apaisé par son retour mais inquiet de la réaction qui suivit. S'il battit personnellement Pierre Mendès France à Grenoble, alors ville symbole de la modernité, il n'en fut pas très heureux. Le Général, qui le savait, lui confia au gouvernement la réforme institutionnelle et la préparation du référendum. On connaît la suite, l'échec, le départ majestueux, l'élection de Georges Pompidou.

Jean-Marcel Jeanneney fut l'un des rarissimes personnages politiques que le Général reçut à Colombey-les-Deux-Églises après sa retraite. Il bénéficiait ainsi d'une exception qui était un signe de reconnaissance pour ses services passés, mais aussi de satisfaction discrète pour son refus de continuer une vie ministérielle sous la présidence Pompidou, un geste également de sympathie envers cette valeureuse dynastie républicaine. Ainsi accueillit-il, avec lui, à sa table familiale Jean-Noël Jeanneney en tant qu'aide de camp de son père.

Par la suite, celui-ci revint tranquillement à son enseignement et à ses recherches universitaires en chef de file des économistes de Sciences Po. Sobrement critique vis-à-vis de Georges Pompidou, il le fut de façon plus ouverte à l'égard de Valéry Giscard d'Estaing et appela même à voter François Mitterrand en 1981, sans illusions néanmoins sur son programme : par esprit républicain et pour achever d'enraciner la V^e République, expliquait-il en privé. Il fut heureux et fier de voir son fils Jean-Noël entrer à son tour au gouvernement, tout en considérant que c'était en somme dans l'ordre des choses. Les Jeanneney n'étaient-ils pas sur Terre pour servir la République à des postes éminents comme sous l'Ancien Régime des dynasties militaires servaient le roi et la France ? Jusqu'à son âge le plus avancé, il a continué à publier, toujours vif, toujours réactif, toujours indépendant. Son ultime livre, publié lorsqu'il avait 98 ans, portait sur l'histoire politique de son village de Rioz, comme pour clore un siècle de vie honorable et désintéressée.

Lionel Jospin

L'amitié entre un homme politique et un journaliste politique n'est pas du tout recommandée. Elle est source de confusions, d'ambiguïtés, d'embarras, de risques et de présomptions de connivence. Bien sûr, comme dans tout groupe humain, il serait hypocrite de le nier, il y a des sympathies ou des antipathies naturelles. En règle générale, mieux vaut cependant de beaucoup en rester au stade de la cordialité et de la réserve, sans y injecter plus d'affectivité. Avec Lionel Jospin, j'ai

cependant franchi cette ligne virtuelle. Cette exception a été possible parce que, appartenant à la même génération, nous connaissant de longue date (1976), nous partagions le goût du tennis, une certaine idée de la politique – nettement plus exigeante et plus respectueuse que chez la plupart de nos pairs respectifs, voire un peu moralisatrice –, plusieurs sujets d'intérêts communs comme le parti communiste, les institutions ou la politique étrangère, ainsi que des goûts culturels assez convergents. De surcroît, nous avions la même allergie, assez rare dans notre milieu commun, pour la starisation, la poudre aux yeux, le strass et les paillettes de la communication mercenaire.

Tout cela n'aurait cependant pas suffi sans deux facteurs plus originaux : Lionel Jospin était la quintessence du socialisme à la française et moi pas du tout, ce qui évitait le risque de la collusion politique. Par ailleurs, plutôt psychorigides l'un et l'autre, nous avions fixé d'un commun accord un devoir de discrétion, scrupuleusement respecté depuis des deux côtés. Lorsque j'interrogeai à de multiples reprises Lionel Jospin pour un livre d'entretiens paru en 2002, pas une fois il ne m'a donné un centimètre d'avance sur mes confrères à propos des décisions qu'il avait à prendre au même moment en tant que Premier ministre. Il interdisait de la même façon, à juste titre, à ses collaborateurs de me favoriser en quoi que ce soit. De mon côté, je gardais soigneusement pour mes auditeurs et mes lecteurs ce que je pouvais savoir à l'avance, d'autres sources. Il n'en apprenait rien. C'était en somme une amitié janséniste. Lorsque j'avais à l'interroger à la radio ou à la télévision, je veillais à ne le privilégier en rien, ce dont il me savait gré. Aujourd'hui qu'il s'est retiré de la politique active, tout en continuant à participer au débat intellectuel, nos conversations sont devenues évidemment beaucoup plus directes, mais la discrétion demeure tout aussi rigoureuse. C'est un fonctionnement atypique, peut-être paradoxal, en tout cas impossible à transposer ou à généraliser.

Lorsque j'ai fait la connaissance de Lionel Jospin au premier tiers des années giscardiennes, il arborait une impressionnante chevelure bouclée, des lunettes sévères et un air de sérieux juvénile. Ce qui m'a frappé aussitôt, outre un premier contact assez froid, c'est son extrême concentration et le sentiment de puissance quasi physique qui émanait déjà de lui. Nous nous voyions de façon très professionnelle pour parler du parti communiste dont il suivait le dossier, alors essentiel auprès du premier secrétaire du PS, François Mitterrand, et dont j'étais censé être un spécialiste. Je n'étais d'ailleurs pas le seul qu'il consultait, mais j'avais une thèse personnelle qui l'intéressait : je croyais au déclin sociologique inéluctable du PCF dont j'enregistrais les premiers signes. Si le parti communiste défendait un programme

économique et social qui me semblait aberrant, je le croyais politiquement beaucoup moins redoutable qu'il n'en avait alors la réputation. Les autres interlocuteurs de Lionel Jospin sur ce sujet, tous nettement plus à gauche que moi, surestimaient grandement à mon avis l'impact et la puissance réels du PC. Cela alimentait d'autant plus nos discussions que le PS ne pouvait l'emporter qu'avec l'appoint des suffrages communistes et que Georges Marchais faisait alors brutalement monter les enchères. J'avais d'ailleurs apprécié particulièrement la façon dont Lionel Jospin, encore débutant, avait rivé le clou du puissant et très dominateur secrétaire général du PC à la télévision, lors d'un « Dossier de l'écran » demeuré célèbre.

À plusieurs reprises, lors de « Club de la presse », une émission d'Europe 1 que j'animais avec Gérard Carreyrou et à laquelle participaient des journalistes de toutes sensibilités, je pus vérifier que Lionel Jospin ne se laissait pas démonter et qu'il faisait même preuve d'une autorité croissante. J'avais l'impression de voir s'affirmer devant moi un homme politique d'envergure. J'en parlais avec François Mitterrand, toujours très attentif aux valeurs montantes de la nouvelle génération socialiste. Il me taquinait à propos de Lionel Jospin dont il faisait semblant de croire que je l'appréciais en raison de racines protestantes qu'il avait cependant coupées net. En fait, le premier secrétaire de l'époque évaluait exactement les nombreuses qualités et les quelques travers de Lionel Jospin. Lorsqu'il me demandait, toujours friand de discussions de ce genre, quelle était la principale qualité que je prêtais à Lionel Jospin et que je répondais « l'autorité », il acquiesçait. Je ne fus donc pas surpris quand il en fit son successeur à la tête du PS. Il aimait parler avec moi de ses lieutenants parce qu'il savait que je n'étais pas de la paroisse. Il avait beaucoup d'amitié et de considération pour Pierre Joxe, de la sympathie et de l'estime pour Jean-Pierre Chevènement (ce qui m'agaçait), mais ses deux principaux espoirs étaient manifestement Laurent Fabius et Lionel Jospin.

En premier secrétaire du PS de 1981 à 1988, durant tout le premier septennat de François Mitterrand, Lionel Jospin n'avait d'ailleurs cessé de prendre du poids et de marquer étroitement Laurent Fabius. J'avais été prévenu contre celui-ci, peut-être trop sévèrement, par le gauchisme idéologique qu'il affichait et que je jugeais artificiel. J'avais en revanche été agréablement surpris par son modernisme de Premier ministre, ce qui agaçait quelque peu Lionel Jospin. Celui-ci me semblait cependant plus cohérent et plus authentique que celui-là, plus humain aussi lorsqu'il commença à fendre l'armure.

Dans un livre publié à cette époque, je surnommais alors Laurent Fabius Aramis et Lionel Jospin Curiace. Après coup, je ne le regrette pas. Je constatais en effet avec plaisir que, lors du second septennat de François Mitterrand, Lionel Jospin, ministre de l'Éducation nationale

et numéro deux du gouvernement, se montrait largement à la hauteur de sa tâche. Dans un ministère particulièrement ombrageux et remuant, il parvenait à introduire du mouvement et à faire respecter ses choix. Il savait aussi se montrer exigeant lorsqu'il le fallait, y compris vis-à-vis de François Mitterrand. Cela lui coûtait, mais son attachement et son admiration pour le président de la République ne l'arrêtaient pas. Il était, il a toujours été courageux et indépendant. Je l'estimais pour cela. La multiplication des « affaires » lui soulevait le cœur et il ne s'en cachait pas. Le règne du plus grand politique français du ^{xx}e siècle s'achevait dans la déception et dans l'amertume d'un univers trop glauque, malgré les progrès sociaux et les succès européens. Plus intransigeant que d'autres, Lionel Jospin le ressentait davantage.

Ce serait cependant une erreur de le regarder, comme cela se fait généralement, sous un jour immuablement sévère. En privé, Lionel Jospin peut se montrer gai, moqueur et parfaitement détendu. Sa campagne présidentielle de 1995 fut d'ailleurs joyeuse et franche. Il n'était pas le favori pour l'investiture socialiste, il s'imposa cependant irrésistiblement lorsque Jacques Delors se retira du jeu. Au premier tour, il arriva en tête à la surprise générale.

Dans le débat télévisé de l'entre-deux-tours que je coanimais avec Guillaume Durand, il tint tête à Jacques Chirac avec courtoisie et fermeté. Il savait qu'il n'était pas favori, les chiffres le montraient. Il fut cependant largement au niveau, avec une touche de décontraction insolite dans ces circonstances : arrivant dans sa loge pour le saluer avant le débat, (comme je venais de le faire avec un Jacques Chirac concentré comme jamais), j'eus la surprise d'entendre un énorme éclat de rire collectif. Lionel Jospin et ses proches venaient de constater, à moins de dix minutes de l'émission, que le candidat socialiste avait revêtu le pantalon d'un costume et la veste d'un autre. Loin de le troubler, cette distraction fit disparaître toute trace de nervosité. Deux ans plus tard, en 1997, il prit d'ailleurs une revanche éclatante à l'occasion des élections législatives et devint pour cinq ans le Premier ministre de cohabitation de Jacques Chirac.

Ce fut son apothéose politique. Pendant cinq années, Lionel Jospin, solidement installé à l'hôtel de Matignon, eut en effet les moyens de mener sa politique comme il l'entendait. Comme slogan, il avait choisi le « Réalisme de gauche ». Il tint parole. Son gouvernement, le plus long de l'histoire qu'ait jamais dirigé un leader de gauche en France, fut marquant et résolu. Bien entendu, il rencontra des obstacles et n'alla pas sans déceptions. Jacques Chirac était un rude adversaire, habile, expérimenté, énergique et impitoyable. Il multiplia les chausse-trapes et les embûches.

Le parti communiste ne fut pas un partenaire commode. En Europe,

la situation était tendue. Lionel Jospin menait cependant sa barque avec autorité. Il mit en place les mesures sociales prévues (emplois jeunes, prime pour l'emploi, couverture maladie universelle, 35 heures, etc.), mais n'hésita pas à privatiser quand il le fallait. Son équipe, avec par exemple Dominique Strauss-Kahn et Martine Aubry, Élisabeth Guigou ou Hubert Védrine, était de bon niveau, mais quand le Premier ministre décidait, il fallait obéir. Avec lui, les choses étaient claires, loyales et résolues. Dans son action, tout était loin de m'enchanter (les 35 heures notamment ou bien certaines prudences à propos de l'Europe), mais Lionel Jospin se montrait visiblement à la hauteur. Pour moi, il a été le meilleur Premier ministre qu'ait jamais eu la gauche. On peut naturellement critiquer son action dans tel ou tel domaine, mais, en toutes circonstances, Lionel Jospin sut imposer ses vues, d'ailleurs précédées de véritables débats gouvernementaux et parlementaires, fait rarissime sous la V^e République.

Sa campagne présidentielle fut malheureusement beaucoup moins réussie. Fier de son bilan gouvernemental, Lionel Jospin n'apporta pas assez de soin à définir son projet présidentiel. Il pensait que ce qu'il venait de faire devait en soi inspirer confiance. Jacques Chirac, toujours au meilleur de lui-même en période électorale, l'attaquait féroce­ment sur l'insécurité, l'immigration et le chômage, lequel, après avoir nettement baissé sous la houlette jospinienne, reprenait malheureusement depuis un an.

Le Premier ministre en revanche, trop confiant et trop franc, commit des erreurs à la télévision, reconnaissant avec probité que son projet « n'était pas socialiste », que l'État « ne peut pas tout », ou confiant imprudemment aux journalistes en avion que Jacques Chirac lui semblait usé, vieilli, fatigué, autant de propos parfaitement véridiques qui se sont néanmoins aussitôt retournés contre lui. Pour dire les choses comme elles sont, Lionel Jospin, excellent au pouvoir, fut cette fois-là nettement moins bon en campagne. Pour Jacques Chirac, ce fut pratiquement l'inverse. Rien d'étonnant dans ces conditions si le président de la République sortant a battu son Premier ministre. Personne n'imaginait en revanche que Jean Marie Le Pen, déboulant comme le diable, allait lui aussi distancer d'un cheveu Lionel Jospin et le priver du second tour auquel il n'avait cessé de se préparer trop tôt. Il est vrai que l'absurde émiettement des voix de gauche, avec notamment un Jean-Pierre Chevènement obsessionnellement anti-Jospin, constituait un énorme handicap. Reste que, après un quinquennat gouvernemental globalement réussi, l'épilogue était plus qu'amer, décourageant.

Lionel Jospin réagit avec une grande dignité. Il annonça aussitôt son intention de se retirer définitivement de la vie politique et le fit avec une sobriété et une résolution impressionnantes, en vrai démocrate, en

bon républicain. Beaucoup ne crurent pas qu'il tiendrait parole longtemps et d'ailleurs, à gauche, beaucoup regrettaient terriblement sa décision, reconnaissant, après coup mais trop tard, ses mérites.

Lionel Jospin a cependant fait ponctuellement ce qu'il avait annoncé. Il a démissionné de tous ses mandats et de tous ses postes, redevenant simple militant de base du PS. Certes, avant l'élection présidentielle de 2007, l'hypothèse de son retour a circulé et, sans aucun doute, il l'a lui-même envisagé. Pour que cela se fasse sans qu'il ait à se renier, il aurait fallu au moins un appel des principaux dirigeants socialistes unanimes. Ils ne s'y sont évidemment pas résolus, et c'est Ségolène Royal qui a porté les couleurs de la gauche, sur un registre et sur un ton qui avaient tout pour déplaire à Lionel Jospin. Celui-ci a cependant eu la loyauté et la correction de garder ses sentiments pour lui jusqu'à la proclamation des résultats pour ne surtout pas nuire à son camp, avant de les exprimer par la suite dans un livre sévère mais juste.

Depuis, Lionel Jospin continue à jouer un rôle significatif mais volontairement rare dans le débat politique. Il n'y est plus acteur mais intellectuel. Il est devenu la conscience morale de la gauche, recouvrant sa popularité mais ne l'instrumentalisant pas. Il s'exprime avec parcimonie, on le consulte, on l'écoute, on lui consacre des films, il écrit. Avec une sagesse bien rare chez les hommes politiques, il donne le sentiment d'avoir cicatrisé ses plaies, et retrouvé avec Sylviane Agacinski un équilibre séduisant. Il lit, il voyage, il fréquente assidûment théâtres, expositions, opéras. Il participe à des rencontres internationales de haut niveau entre hommes d'État de gauche retirés. Il remplit quelques missions discrètes. Il joue toujours au tennis avec ardeur, combativité et une vitesse de déplacement enviable pour un septuagénaire. Il peut porter un regard serein sur sa trajectoire. Il souhaitait que François Hollande soit le candidat du PS cette fois-ci. Il a été un premier secrétaire valeureux, un ministre éminent, un Premier ministre déterminé et entreprenant, le tout en restant fidèle à ses convictions, à ses valeurs personnelles et à sa famille politique. Combien de dirigeants de la V^e République peuvent en dire autant ?

Alain Juppé

Je n'ai pas toujours eu beaucoup de sympathie pour Alain Juppé. À l'extrême fin des années 70 et au début des années 80, lorsque culminait l'affrontement entre Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac, puis lorsque se mettait en place le pouvoir mitterrandien, il entamait une ascension météorique. Trentenaire brillantissime, il s'imposait au triple galop dans le sillage et dans l'entourage proche du président du RPR, lequel était persuadé – à juste titre – d'avoir mis la

main sur une pépite politique exceptionnelle. À la Mairie de Paris, il faisait déjà figure de bras droit de Jacques Chirac, même si l'ineffable Jean Tiberi demeurait le numéro deux en titre. Au RPR, alors épine dorsale de l'opposition, il s'installait dans le rôle de l'intellectuel lanceur d'idées. Tout cela lui montait à la tête et il cachait mal une arrogance glaciale, certes juvénile, et un sentiment de supériorité tranchant telle une lame. Comme au même moment je n'étais sans doute pas le plus humble des journalistes politiques, nos échanges à l'occasion des péripéties tumultueuses du RPR provoquaient quelques étincelles.

Il faut reconnaître que rarement autant de bonnes fées s'étaient penchées sur un seul berceau. Alain Juppé, élevé dans la religion gaulliste et glorifié par ses parents, avait accompli à une vitesse accélérée le parcours le plus typique de l'ascension politique à la française : Ecole normale supérieure (Ulm, bien entendu), agrégation de lettres classiques, Sciences Po, ENA, inspection des Finances, cabinets ministériels puis cabinet du Premier ministre Jacques Chirac à trente et un ans, et très vite les postes officiels, les mandats les plus flatteurs. À quarante ans, il est deuxième adjoint du maire de Paris, parlementaire européen, un an plus tard député RPR de Paris et aussitôt ministre délégué chargé du Budget et porte-parole du gouvernement : les deux fonctions que l'on offre rituellement aux grands espoirs politiques, le Budget qui ouvre la voie royale vers le ministère des Finances, le porte-parolat qui constitue l'étrier naturel vers les sommets politiques. Comme si le provincial landais issu d'une famille de la petite bourgeoisie rurale avait eu besoin de cette reconnaissance officielle spectaculaire pour s'épanouir, c'est à partir de ce moment-là qu'Alain Juppé commence à devenir – tout étant relatif – moins raide et moins cinglant. Après avoir écrit les discours de Jacques Chirac, fait ses preuves de conseiller et d'organisateur autoritaire, bref avoir révélé l'étendue de ses talents comme collaborateur, il va pouvoir démontrer ce qu'il vaut comme homme politique autonome, comme responsable guetté et envié par toute une génération.

Pour dire les choses comme elles étaient, il n'y avait pas au milieu des années 80 besoin d'être particulièrement perspicace pour remarquer que, dans la génération des quadragénaires, deux personnalités totalement contradictoires surplombaient toutes les autres : Philippe Séguin, le baroque éclatant, et Alain Juppé, le classique implacable. Tous les autres, le talentueux François Léotard, l'original Alain Madelin, l'immense et fragile Michel Noir, le séduisant mais trop toulousain Dominique Baudis, le prometteur mais encore trop jeune François Bayrou sont distancés. Alain Juppé reste le plus rapide, le plus cohérent, le plus méthodique. Il écrit bien, il s'exprime

bien, il comprend tout, il n'a peur ni de décider ni de se différencier.

Il devient tout naturellement le grand espoir de la droite, impatient, piaffant, dominateur, éclatant de dons et d'ambitions. Sa cohabitation avec Édouard Balladur tout-puissant ministre d'État, ministre de l'Économie, des Finances et de la Privatisation, numéro deux du gouvernement, *alter ego* du Premier ministre Jacques Chirac, devient assez vite rugueuse et même venimeuse. Les deux hommes brillent par l'intelligence, se retrouvent sur les choix économiques, mais rivalisent d'orgueil et d'influence auprès de Jacques Chirac qui joue de leur concurrence. Le plus âgé, Édouard Balladur, éclipse le plus jeune, Alain Juppé. Le premier se sent déjà prêt pour la direction des affaires publiques, le second s'y prépare pour des échéances lointaines. Ils ne s'aiment pas, ils se marquent, ils s'expédient des flèches, mais ils ne se combattent pas, puisqu'ils servent tous deux la candidature de Jacques Chirac à l'élection présidentielle de 1988.

Après le lourd échec du maire de Paris face à François Mitterrand, tous deux restent fidèles à Jacques Chirac. Édouard Balladur s'imagine cependant en substitut du président du RPR, alors qu'Alain Juppé se voit en dauphin. Cela correspond justement à ce qui se dessine. Jacques Chirac, après une phase de découragement, comprend que pour l'emporter à sa troisième tentative, en 1995, il lui faut éviter avant tout de s'exposer de nouveau en Premier ministre : c'est bien vu. Du coup, Édouard Balladur se prépare à prendre la tête du gouvernement en cas de victoire de la droite aux élections législatives de 1993 (cela devient vite probable, le mitterrandisme crépusculaire se décomposant), alors qu'Alain Juppé s'impose plus que jamais en bras droit du maire de Paris. Édouard Balladur s'autonomise naturellement, Alain Juppé reprend son rôle de bras droit officiel et de dauphin officieux. Il devient secrétaire général du RPR, puis, pendant la campagne présidentielle, président par intérim du RPR. Édouard Balladur fait à ce moment-là figure de traître, même s'il a toute l'envergure nécessaire à un candidat, alors qu'Alain Juppé incarne le dévouement inquiet et la fidélité stoïque.

En 1993, lorsque Édouard Balladur devient Premier ministre de cohabitation d'un François Mitterrand de plus en plus malade, Alain Juppé est nommé ministre des Affaires étrangères. À ce poste éminemment sensible en cohabitation, alors que l'Europe d'après la chute du mur de Berlin se reconstruit, que le traité de Maastricht vient d'arracher aux Français un « oui » très réticent et que la cruelle et archaïque guerre civile brûle en Yougoslavie, Alain Juppé scintille de tous ses feux. En deux ans, il acquiert l'envergure et le statut d'un homme d'État. Il devient le plus marquant des ministres des Affaires étrangères de la V^e République, avec plus d'autonomie que Maurice Couve de Murville (la cohabitation aidant), et plus d'initiative sinon

de compétence que l'excellent Hubert Védrine durant la cohabitation entre Lionel Jospin et Jacques Chirac. De 1993 à 1995, Alain Juppé réalise tous les espoirs que l'on pouvait mettre en lui. Européen convaincu et pragmatique – plus sincère et plus allant là-dessus que Jacques Chirac ou même qu'Édouard Balladur –, il contribue à la relance de l'Europe au moment où beaucoup craignent que l'Allemagne réunifiée ne se désengage. Face aux atrocités de la guerre civile yougoslave, il pèse de tout son poids pour une intervention militaire à laquelle répugnent Européens et Américains. C'est lui qui a raison.

Au même moment, il se prépare à abandonner la Mairie de Paris pour briguer celle de Bordeaux dans sa région d'origine. Tout lui réussit : il est l'héritier naturel de Jacques Chirac, le successeur légitime de Jacques Chaban-Delmas à Bordeaux, le leader officiel du principal parti de la droite, celle-ci s'apprêtant à reprendre l'Élysée. Enfin assuré de sa place, de son prestige, de la reconnaissance de tous, il s'humanise, laissant percer sous sa cuirasse sévère et conquérante une personnalité plus sensible et plus complexe qu'il n'y paraît. C'est à cette époque-là que nos relations se réchauffent et qu'il devient possible de parler réellement avec lui sans être prisonnier d'un rôle préétabli. Il publie d'ailleurs son premier livre, le plus libre : *La Tentation de Venise*, dans lequel, alors qu'il obtient la place que mérite son envergure, il avoue publiquement que ses succès politiques ne comblent pas toutes ses aspirations intimes. L'homme d'État s'affirme, l'homme privé affleure. Avec ses succès et ses contradictions, Alain Juppé devient plus vrai, donc plus sympathique.

Plus romanesque aussi : à partir de cette période, il va alterner, comme dans une tragédie cornélienne, les plus grands succès et les épreuves les plus douloureuses, frôler sommets et abîmes, conquêtes et exils. 1995 marque ainsi à la fois un apogée et un gouffre. Jacques Chirac est élu président de la République. Il choisit Alain Juppé comme Premier ministre, à l'immense amertume de Philippe Séguin. Le nouveau chef du gouvernement devient ainsi à la fois, à cinquante ans tout juste, l'homme de Matignon, le président du RPR et le maire de Bordeaux. Qui dit mieux ? Qui dit pire ?

Jacques Chirac a mené campagne au son des fifres et des tambours de la rupture sociale. À peine en place, Alain Juppé doit, pour qualifier la France à l'euro, donner la priorité absolue à la réduction des déficits publics, donc à l'austérité. Il annonce, sous les applaudissements de l'Assemblée nationale, une grande réforme de la Sécurité sociale, puis, sous les sifflets des salariés du secteur public, une réforme des régimes spéciaux de retraite. Commence alors le plus vaste mouvement de grève depuis 1968, près de trente ans auparavant. Le Premier ministre tente de faire front, mais, devant la

paralysie du pays et la puissance des défilés, il est contraint (fortement incité par Jacques Chirac) à faire marche arrière. Pour cet homme de conviction et d'orgueil, c'est un déchirement. Il sait ce qu'il doit faire et les circonstances l'obligent à faire le contraire. J'ai gardé le souvenir pathétique de l'émission réalisée depuis l'hôtel de Matignon, durant laquelle il a dû annoncer sa piteuse retraite. Je l'interrogeais en compagnie d'Arlette Chabot. Je ne crois pas avoir jamais connu atmosphère plus lugubre, avant, pendant et après l'émission. Alain Juppé, crispé, blême et amaigri, semblait au bout du rouleau. Sous la III^e ou la IV^e République, il aurait à coup sûr démissionné. Son entourage, effondré et vindicatif, ressemblait à ce que devait être l'état-major général français en juin 1940.

J'avais eu plusieurs fois l'occasion de voir longuement Alain Juppé depuis son entrée à l'hôtel de Matignon. Je l'avais trouvé mûri, apaisé, conscient de la situation, résolu mais aussi exténué : la très dure campagne présidentielle de 1995, survenant après deux années épuisantes au Quai d'Orsay, avait ruiné ses forces. Alors même qu'il m'avait semblé plus ouvert, plus serein qu'auparavant, parfaitement à la hauteur de ses responsabilités, il accusait le coup avec une brutalité inquiétante. La fin de son gouvernement, jusqu'à la déroute expiatoire des élections anticipées de 1997, ne fut qu'un long purgatoire. Il dut même, à la veille du scrutin, s'effacer, renoncer à la conduite des derniers jours de la campagne, au profit de son éternel rival Philippe Séguin. C'était humiliant et ce fut inutile. Ce fut aussi source d'un violent ressentiment car il apparaissait ainsi en bouc émissaire d'une défaite qui était en réalité celle de Jacques Chirac.

Bouc émissaire, cela ressemblait justement à son destin ultérieur. Sous la ferme conduite de Lionel Jospin, le gouvernement de la gauche s'installait pour cinq ans. Alain Juppé, relégué dans l'opposition, voit le ciel lui tomber sur la tête lorsque la procédure judiciaire des emplois fictifs de la Mairie de Paris fait de lui le principal inculpé. Jacques Chirac, président de la République en exercice, bénéficie jusqu'à la fin de son mandat de l'immunité constitutionnelle. Alain Juppé, son second, est chargé par l'accusation comme si, faute de pouvoir s'en prendre au chef de l'État, on redoublait d'agressivité contre son principal adjoint. C'était injuste car Alain Juppé, lorsqu'il a eu à prendre en main ce dossier encombrant et malsain, n'a eu de cesse de régulariser la situation. Juridiquement, il n'en demeure pas moins en cause. Le coupable siège au palais de l'Élysée, mais, à défaut, l'ancien Premier ministre est regardé comme le responsable.

Alain Juppé est donc lourdement condamné à une peine de prison avec sursis, mais aussi à une longue inéligibilité. Pour alléger sa condamnation, Jacques Chirac aurait pu revendiquer la responsabilité

des faits. Il a choisi de se taire. Alain Juppé est donc contraint de se démettre de tous ses mandats électifs. Il se sent abandonné par son chef de file, humilié par la justice, déshonoré vis-à-vis de l'opinion publique, flétri aux yeux de sa famille, de ses proches, de ses amis. Il s'enferme dans le silence, envisage sérieusement d'abandonner la politique. Il en veut au monde entier et à lui-même, bat froid les journalistes, même lorsqu'ils ont manifesté de la sympathie à son endroit.

Il prend heureusement en famille la décision d'accepter l'offre que lui fait l'École d'administration du Québec. L'éloignement de France lui fait le plus grand bien. Les étudiants canadiens, plus spontanés et plus familiers que leurs homologues français avec leurs professeurs, s'adressent à lui comme à un aîné savant et expérimenté, et pas comme à un demi-dieu descendu de l'Olympe. Avec les grands espaces d'Amérique du Nord, il découvre la réalité d'une politique écologique, l'imagination d'une politique d'immigration. Il n'oubliera pas ces leçons. Il se met à l'informatique, crée un blog où il s'exprime avec un style direct et une franchise plus québécoise que bordelaise. On commence à l'écouter de nouveau et surtout autrement. Quand il revient en France, tout le monde le trouve moins hautain, plus conciliant, plus à l'écoute. Il n'atteint certes pas la jovialité ou la décontraction, mais le nouveau Juppé rajeunit et modernise l'ancien Juppé. Il est reconstruit. Il peut maintenant entrer en phase de reconquête. C'est ce qui se produit.

Alain Juppé possède sans doute la plus belle mécanique intellectuelle de la droite, sinon la plus souple ou la plus intuitive. C'eût été grand dommage de la gâcher. Les Français n'ont pas cru à sa malhonnêteté, les Bordelais non plus. Il retrouve donc aisément sa mairie de Bordeaux où il fait merveille, réveillant l'élégante assoupie. Il n'a jamais été un ami personnel, *a fortiori* un intime, de Nicolas Sarkozy, mais il n'a pas été non plus son adversaire. Durant la campagne de 2007, il ne se joint donc pas aux manœuvres de barrage de Dominique de Villepin, son ex-directeur de cabinet aux Affaires étrangères. Lorsque Nicolas Sarkozy porte officiellement les couleurs de la droite, il l'appuie. Il a été, avant ses années sabbatiques, président du RPR, puis premier président de l'UMP. Son renfort est donc de poids, d'autant plus qu'il apparaît désintéressé. Les querelles Chirac/Villepin/Sarkozy l'ont laissé de marbre. La marche en avant de Nicolas Sarkozy le séduit, même s'il n'apprécie guère le thème de la rupture avec les années chiraquiennes. Il est libre, loyal, réhabilité. Le nouveau chef de l'État en fait le numéro deux du gouvernement Fillon, chargé de l'Environnement, du Développement et de l'Aménagement rural. Le dossier le passionne, le sujet le rajeunit. Il semble de nouveau en selle.

Las ! S'il possède comme personne clarté d'esprit, sens de la synthèse, capacité d'assimilation, s'il sait décider et prendre des risques, l'habileté n'est pas son fort. Il a promis à ses électeurs bordelais de se consacrer à eux. Son retour au gouvernement les exaspère, ils ont le sentiment d'avoir été dupés et le sanctionnent. Le voici battu aux élections législatives dans son propre fief, là où il devrait être invulnérable. Son retour était-il une revanche en trompe l'œil ? De nouveau il s'interroge, il doute. Serait-il décidément maudit, y aurait-il une allergie envers ce surdoué que l'on compare rituellement à son jumeau socialiste Laurent Fabius ?

Voici donc le maire de Bordeaux astreint à une nouvelle traversée du désert. De nouveau, après un retour admiré, il retombe lourdement. Cependant cette fois-ci, cela ne dure pas. Très vite, les crises internationales bancaires, monétaires, financières se succédant à un rythme infernal, on écoute de nouveau le blogueur de Bordeaux. Nicolas Sarkozy, Président hyperactif, inventif, mais de plus en plus contesté, lui offre en compagnie de Michel Rocard la coprésidence de deux commissions. Son profil d'homme d'État se dessine de nouveau. Il s'exprime librement, devient la référence intellectuelle de la majorité présidentielle, tout en n'hésitant pas à exprimer fréquemment ses réserves : dans le climat d'inquiétude et de nervosité générale, sa liberté devient une arme.

En 2010, dès que se pose la question d'un grand remaniement gouvernemental, son nom est donc le premier à surgir. Il impose cependant ses conditions. Puisqu'il ne peut pas être le Premier ministre – trop de personnalité et d'autorité face à un hyper Président, trop d'indépendance ainsi qu'une image politique demeurée trop sévère –, Nicolas Sarkozy lui offre le ministère de la Défense. Il s'y impose aussitôt, notamment par contraste avec son prédécesseur, le pâle Hervé Morin. Lorsque éclate la crise tunisienne et que se déclenchent les révolutions arabes, il faut d'urgence remplacer la maladroite et étriquée Michèle Alliot-Marie. C'est de nouveau son nom qui émerge aussitôt. Alain Juppé, numéro deux du gouvernement, en est en réalité la principale figure et la plus forte personnalité. Il s'impose sur-le-champ au Quai d'Orsay, comme il l'avait fait au ministère de la Défense. Il démontre que, même avec Nicolas Sarkozy, un ministre peut peser, s'exprimer, porter des idées personnelles. Il est vrai qu'il est pratiquement le seul à le faire. Il est vrai aussi que cela n'empêche pas quelques tensions sporadiques avec l'Élysée, notamment lorsque Bernard-Henri Lévy intervient trop théâtralement dans son domaine.

Si, hypothèse extravagante, Nicolas Sarkozy ne se représentait pas à l'élection présidentielle, la droite parlementaire se tournerait peut-être vers Alain Juppé. Au lendemain de l'élection présidentielle de 2012,

son rôle sera de toute façon considérable. Il aurait le profil type d'un Premier ministre de second mandat présidentiel et, en cas de réussite, celui d'un présidentiable, malgré son âge en 2017 (soixante-douze ans), malgré l'appétit de François Fillon et la fringale de Jean-François Copé. Jacques Chirac avait jadis adoubé Alain Juppé en lançant le fameux : « Il est le meilleur d'entre nous » qui lui avait valu l'animosité instantanée de toute sa génération. Aujourd'hui, on peut vérifier que ce n'était pas faux.

K

Bernard Kouchner

On est injuste avec Bernard Kouchner, profondément injuste. « Les Guignols de l'Info » le caricaturent inlassablement avec son sac de riz sur l'épaule. Laurent Gerra et Nicolas Canteloup s'enchantent à imiter ses profonds soupirs précédant rituellement ses indignations véhémentes. La droite ne l'a jamais accepté quand Nicolas Sarkozy a voulu en faire son ministre des Affaires étrangères. Il est même devenu aussitôt le symbole d'une ouverture à gauche honnie par l'UMP. Les socialistes ne lui pardonnent pas davantage son ralliement à Nicolas Sarkozy et, au fond de lui-même, Bernard Kouchner ne se le pardonne sans doute pas non plus. La presse le consacre en icône de la gauche caviar et en totem de la génération 68.

Et cependant, combien d'hommes politiques français peuvent présenter un parcours aussi manifestement estimable, combien ont fait preuve d'une originalité et d'un courage de cet acabit, combien ont su incarner une idée aussi forte et aussi généreuse ? Car Bernard Kouchner est en somme l'inventeur et l'explorateur d'une forme inédite de solidarité internationale, le droit d'ingérence. On dira que Jean-François Revel avait imaginé le concept, que François Mitterrand a magnifié la thèse devant l'Assemblée générale des Nations unies, qu'au fond l'écrivain était le père intellectuel de la démarche et le Président socialiste son parrain politique. On le dira, mais on aura tort puisque celui qui a expérimenté l'idée sur le terrain, puis s'est battu pour l'imposer dans le débat et l'a enfin mise en œuvre lui-même si souvent qu'il a fini par l'incarner, c'est bien le seul Bernard Kouchner. Qui d'autre a couru toute sa vie de Thaïlande en Uruguay, du Salvador en Somalie, du Liban au Cambodge, du Pérou au Guatemala, partout où éclatait une catastrophe humanitaire, où faisait rage une guerre civile, où une épidémie, un tremblement de terre, une révolte menaçaient des dizaines de milliers de vies ? Qui a fondé Médecins du monde, puis Médecins sans frontières ? Qui a été, dans des conditions effroyables, l'administrateur général des Nations unies au Kosovo ? Qui a risqué cent fois sa vie pour sauver celle des autres, a bravé tous les dangers pour escorter des réfugiés, soigner des blessés, tenter de

rétablir un semblant d'ordre et de secours dans des régions condamnées par les hommes ou dévastées par la nature ? Qui s'est passionnément, opiniâtrement, irréductiblement battu pour inscrire ce devoir de secours dans le droit international ? Qui, sinon Bernard Kouchner ?

Certes, il ne déteste pas les honneurs, il ne refuse pas les postes, il ne craint pas les mondanités, il n'est pas indifférent à la notoriété, à la reconnaissance, à la popularité. Sans doute, mais le mérite-t-il ou non ? Qui, mieux que lui, devait recevoir les prix les plus recherchés, les doctorats *honoris causa* les plus prestigieux ? Avoir entraîné le concert des nations vers un peu plus de justice et d'humanité, avoir pratiqué l'ingérence jusqu'à la voir inscrite dans la charte des Nations unies au titre du devoir de protection des populations civiles, cela ne mérite-t-il pas cent fois plus qu'il n'a reçu ? Il a des défauts, des travers, il a commis des imprudences, il s'est parfois laissé entraîner au-delà de ce qu'il fallait ? Comment s'étonner que quelqu'un qui a passé sa vie à franchir des frontières interdites, à ignorer les lois martiales, à affronter les pires mercenaires ou les plus atroces tortionnaires ne se comporte pas dans la vie ordinaire en actuaire, en avoué ou en notaire ? Les populations de vingt pays peuvent lui avoir une gratitude éternelle. Des centaines de milliers de victimes lui doivent la vie ou l'espoir. Dans l'avenir, quand les Nations unies interviendront au nom des principes qu'il a imposés (comme en Libye), c'est lui qui, en bonne justice, devrait être célébré.

Je l'ai rencontré bien souvent depuis trente ou quarante ans, généralement avec Christine Ockrent, la meilleure présentatrice qu'ait jamais eu un 20 heures français, toujours courant, toujours ardent, toujours frémissant, une oreille au téléphone, un regard planté en permanence sur son portable, à l'affût d'une nouvelle à la veille d'une expédition, attendant anxieusement des informations sur des malades, des blessés, des otages ou des prisonniers. Je l'ai observé, secrétaire d'État à l'Action humanitaire, provocateur, inlassable, exigeant, disponible. Je l'ai regardé agir, secrétaire d'État ou ministre de la Santé, compétent, actif, imaginatif. Je l'ai côtoyé, ministre des Affaires étrangères, affairé et malheureux, entreprenant et frustré, ambitieux et entravé. J'ai lu ses livres, j'ai regardé ses émissions, j'ai suivi son parcours, je l'ai interrogé, parfois difficilement. Je l'ai quelquefois critiqué, je ne l'ai jamais sous-estimé ou dévalué parce qu'il ne le mérite pas, parce que ce serait de la dernière injustice.

Il aurait pu mener une carrière de médecin hospitalier brillant, il l'avait amorcée. Il aurait pu s'enrichir en écrivant des scénarios pour la télévision, il s'y est essayé avec succès. Il aurait pu vendre méthodiquement ses services et son prestige : beaucoup ne demandaient que cela. Il lui est arrivé de flirter avec ces frontières.

J'ai toujours préféré l'imaginer durant la traversée périlleuse d'un *boat people* que paradant au Festival de Cannes. Je l'ai mieux aimé cahotant en Jeep sur des pistes improbables, à la merci de guerriers drogués, qu'honorant de sa présence des émissions télévisées qui parfois ne le méritaient pas. Certaines de ses déclarations m'ont choqué, quelques accès de vanité de sa part m'ont fait rire jaune, quelques compromissions m'ont étonné, m'ont dépit.

Jamais cependant je n'ai oublié sa hardiesse, son intrépidité, sa créativité, son idéalisme, son activisme, son charisme. Bernard Kouchner a sans doute dix défauts, a commis vingt imprudences, comme le serinent ses adversaires. Quand il s'est véritablement frotté à la politique, il a échoué. Il est le contraire même d'un tacticien, d'un *apparatchik*, d'un animal électoral. Il aime les projecteurs, les paillettes, les privilèges de la gloire, mais ce qu'il a entrepris, ce qu'il a réussi, aucun autre homme public français ne l'a fait.

Bernard Kouchner est un personnage de Malraux, un héros de roman d'aventures historiques. Il aurait mérité, il aurait dû devenir le haut-commissaire des Nations unies pour les Réfugiés. Personne n'a fait davantage pour eux. Il a connu des défaillances, des échecs, sans doute des remords, à coup sûr des amertumes. Il a souffert, été blessé et meurtri à travers ses aventures, toujours comme un personnage de Malraux. Au jour du bilan final, qui pourra en France aligner autant d'audace, d'exploits et finalement de réussites sur son terrain ? Bernard Kouchner n'a jamais exercé de responsabilités suprêmes, jamais eu accès au tout premier rang de la République, même s'il a, durant quatre années bousculées, été un ministre des Affaires étrangères frustré. Il a fait mieux que cela : faute d'avoir les moyens d'améliorer la société, il a imposé un peu plus de considération pour la personne humaine. Cela vaut tous les postes et toutes les élections.

L

Jack Lang

En plus d'un demi-siècle, la V^e République a eu deux grands ministres de la Culture : André Malraux et Jack Lang. Finalement, le plus marquant des deux n'a pas été celui qu'on croit. André Malraux était certes un immense écrivain (quoi qu'en ait pensé François Mitterrand) et, d'une certaine façon, le personnage principal de ses propres romans. Au ministère de la Culture, rue de Valois, il a donné à son action un prestige et un relief exceptionnels. Ses maisons de la culture, la restauration des grands monuments publics, ses audaces esthétiques restent inoubliables. Rien de comparable cependant en profondeur avec l'œuvre ministérielle de Jack Lang. Aucun ministre n'a fait preuve d'autant de témérité et d'imagination, de créativité et de dynamisme dans son département que Jack Lang : celui-ci restera à jamais le prince de la rue de Valois, et il est peu vraisemblable qu'aucun de ses successeurs puisse jamais l'égaliser, ne serait-ce qu'en raison de la durée de son règne (dix ans) et de son entente exceptionnelle avec un président de la République aussi passionné que lui par l'action culturelle, et par le renom qu'elle vaut à la France.

Et cependant, si Jack Lang a été un grand ministre, il n'a jamais cessé d'être l'un des plus controversés, critiqués, calomniés, voire injuriés. Il faut reconnaître que ce Turgot de la culture avait tout pour exaspérer une grosse moitié de la France. Lorsque je l'ai rencontré pour la première fois, au milieu des années 70, il arborait une étrange chevelure bouclée, une allure résolument soixante-huitarde et un appétit de pouvoir, de nouveauté et de notoriété à couper le souffle. Il venait déjà de conquérir un certain renom avec son Festival international du théâtre universitaire de Nancy, l'agrégation de droit public et, surtout, la direction du théâtre du palais de Chaillot. Fasciné par la mise en scène et la politique, de gauche naturellement, il débordait d'originalité, d'aplomb et d'appétit, avec un don de sympathie incontestable, un enthousiasme communicatif, un univers absolument manichéen, une détermination pittoresque à se constituer un réseau de relations et à s'imposer à Paris en spécialiste de la culture. Affairé, méthodique, inventif, il drainait vers le candidat

socialiste à l'élection présidentielle tout ce que la France comptait d'artistes et d'intellectuels ayant le cœur à gauche. Il était le grand rabatteur de l'*intelligentzia* et du monde des lettres et des arts.

Il était aussi, ce qui irritait déjà, l'adulateur emphatique de François Mitterrand. Il avait trouvé son grand homme et il le proclamait avec un enthousiasme sans mesure. Personne n'a oublié, lors de la victoire de François Mitterrand en 1981, la fameuse ode langienne à la France, passée selon lui de l'ombre à la lumière par le chemin du socialisme. Il fut naturellement le *deus ex machina* de la pompeuse cérémonie du Panthéon, célébrant la victoire historique de la gauche. Cela n'agaçait pas seulement à droite. Ce fut bien pire dès qu'il fut nommé ministre de la Culture. Il avait quarante-deux ans et il voulait changer son monde. Il s'y attela avec une passion, une ardeur, une imagination, une intrépidité hors du commun. Pour cela, il avait un levier inestimable, sa proximité presque unique avec François Mitterrand.

De plus en plus proche, toujours disponible, toujours entreprenant, toujours laudateur, toujours ingénieux et toujours méticuleux, car ce grand courtisan est aussi un grand travailleur, il ne cessait de jouer de sa proximité avec le président de la République, court-circuitant sans hésiter Premiers ministres et collègues, faisant une cour éhontée à l'hôte de l'Élysée, mais créant, innovant, agissant sans cesse, disponible à n'importe quelle heure du jour et de la nuit pour célébrer son dieu et faire avancer ses projets : tout ce qu'il fallait pour réussir à son ministère et pour devenir le bouc émissaire de la droite et d'une fraction de la gauche. Les intellectuels libéraux le honnissaient, les journaux de droite le persécutaient. Néanmoins en un temps record il était devenu le symbole d'une gauche culturelle ambitieuse, gloutonne, mais assurément créatrice.

Sans chercher à épuiser la liste de ses réalisations, il est juste de mettre à son actif un bilan sans équivalent dans les autres ministères : Jack Lang a littéralement sauvé le cinéma français et conforté l'édition par des mesures fiscales aussi imaginatives que déterminantes. Il a encouragé toutes les formes de musique, des plus classiques aux plus contemporaines, de plus élitistes aux plus populaires. La fête de la Musique qu'il a inventée en est le totem. Il a développé, comme jamais avant lui, l'enseignement artistique, toujours au sens le plus large, incluant la cuisine, le cirque ou les tags, à la fureur enfantine des mandarins de la culture traditionnelle. Il a encouragé l'incontestable renouveau des théâtres publics subventionnés, mais aussi bien l'artisanat d'art sous toutes ses formes.

Il a mené bataille avec une pugnacité envahissante mais efficace en faveur d'une politique monumentale spectaculaire et hardie. François Mitterrand en demeurerait certes le maître, mais il en était l'inventeur, le lobbyiste, l'avocat. La Pyramide du Louvre, l'Opéra-Bastille, la

Grande Bibliothèque, l'Arche de la Défense, le ministère des Finances, quai de Bercy, ont transformé Paris et lui doivent beaucoup. Ses initiatives ont provoqué des controverses parfois homériques, comme les fameuses colonnes de Buren dans les augustes jardins du Palais-Royal, ou comme cette Pyramide du Louvre, aujourd'hui encensée, mais qui lui valut des tombereaux d'injures de la part de grands universitaires ou d'éminents écrivains habituellement policés. La violence des débats, rituelle en matière d'art et de culture dans notre doux pays, a atteint avec lui des sommets inédits. Seul Robert Badinter a été aussi vilipendé que lui, mais personne, pas même Robert Badinter, ne s'est identifié à ce point à une action fusionnelle en compagnie de François Mitterrand.

Cela attirait sur lui les foudres perpétuelles de l'opposition, mais aussi l'animosité de nombre de collègues et de camarades de parti. La faveur présidentielle et sa propre religion mitterrandienne, quasi mystique, lui valaient ironie, sarcasmes et crocs-en-jambe. Favori du prince, bénéficiaire de circonscriptions enviées et d'un ministère ostentatoire, omniprésent dans les médias dont il faisait le siège pour y être invité avec un sans-gêne unique, il ne comptait plus ses adversaires. Il me passionnait et il m'exaspérait. J'ai le souvenir d'une « Heure de vérité » où nous croisâmes le fer courtoisement mais assez féroce, de façon insolite. François Mitterrand – c'est d'ailleurs la seule fois où cela se produisit, donc le seul pour lequel il ait agi ainsi – m'appela le lendemain de l'émission pour me reprocher véhémentement d'avoir malmené son favori. Ce fut un de nos moments de frais. Critiquer l'œuvre et la méthode de Jack Lang, c'était en somme s'en prendre à lui-même et à ce qu'il jugeait de plus personnel, de moins attaquable dans sa politique. Il faut reconnaître que, lors du déclin crépusculaire du mitterrandisme, Jack Lang demeura le soldat le plus fidèle. Depuis la mort du Président socialiste, il reste le gardien vigilant du tombeau.

La carrière de Jack Lang ne s'est pas arrêtée avec la disparition de l'homme de Latche. Elle n'a cependant plus jamais été la même. Il a certes fait son retour au gouvernement sous Lionel Jospin, succédant au fracassant Claude Allègre, mobilisé d'urgence pour ramener la paix dans un milieu professionnel crucial pour les socialistes. Il avait d'ailleurs déjà cumulé auparavant le poste avec celui de la Culture pendant l'éphémère ministère Bérégovoy. Il s'acquitta au demeurant de sa tâche avec zèle et habileté. Ce fut sa dernière fonction ministérielle, mais non pas la dernière activité de cet inlassable travailleur. Il a été aussi parlementaire français et européen, président de la commission des Affaires étrangères à l'Assemblée nationale, élu local. Il a publié de nombreux livres assez inégaux, les meilleurs portant sur sa période mitterrandienne, les moins bons sur le reste.

Jack Lang est plus à son aise dans l'innovation que dans la tradition.

En fait, il ne dételle jamais. Durant le second mandat de Jacques Chirac, il est apparu comme le contre-ministre permanent de la Culture et de l'Éducation nationale. La France était tellement habituée à le voir aux commandes dans ce secteur qu'il devenait en quelque sorte le juge de paix naturel de ses successeurs. Frédéric Mitterrand raconte d'ailleurs volontiers avec humour que, lorsqu'on le salue en l'appelant Monsieur le Ministre, il se retourne en croyant que Jack Lang est derrière lui. Sous Nicolas Sarkozy, il a incarné une forme de dialogue spécifique, siégeant volontiers dans la commission Balladur chargée de proposer des réformes institutionnelles, imposant l'idée d'un défenseur des droits, fonction qu'il aurait bien voulu inaugurer. Son vote au congrès de Versailles fut déterminant pour imposer des changements institutionnels, d'ailleurs positifs.

Jack Lang ne se résigne jamais à paraître inutile ou à devenir un simple témoin. Il s'estime généralement indispensable et il n'a pas tort. Il rêverait d'être bientôt le ministre des Affaires étrangères d'un Président socialiste. Il est vrai qu'il n'est pas seul à se mettre sur les rangs. Il continue à susciter des allergies, à faire l'objet de campagnes. On l'a attaqué sur le terrain financier, poursuivi sur le terrain des mœurs, sans jamais pouvoir le confondre ou même trouver des éléments concrets permettant de le suspecter. Il n'en reste pas moins populaire, notamment auprès des jeunes et d'une fraction des intellectuels. Il est pour toujours l'emblème éternel d'une politique culturelle de gauche. C'est beaucoup, puisque la droite ne possède plus personne d'équivalent. Il demeure surtout, pour le pire et pour le meilleur, une composante et presque un acquis historique du moment Mitterrand.

Jean Lecanuet

On s'est beaucoup moqué de Jean Lecanuet. Il a même été sans doute la tête de Turc la plus raillée de la V^e République. Le général de Gaulle faisait directement allusion à lui lorsque, durant l'entre-deux-tours de l'élection présidentielle de 1965, il se gaussait de ceux qui s'écrient : « L'Europe, l'Europe, l'Europe », en sautant comme des cabris. François Mauriac écrivait régulièrement le « Kennedyllon » aux dents blanches. Les socialistes en faisaient un réactionnaire fieffé, les communistes quasiment un mauvais patriote puisqu'il militait pour une Europe fédérale. Les uns lui reprochaient son modernisme (il avait été le premier à employer des conseillers en communication à l'occasion de l'élection présidentielle), les autres déploraient son archaïsme car il continuait à faire de la question de la laïcité un critère politique déterminant. On le peignait en homme de

Washington face au double sauveur de la patrie, le Général en majesté. On lui contestait même mesquinement son titre de major à l'agrégation de philosophie sous prétexte que, durant l'Occupation, il y avait deux concours, l'un pour la zone occupée, l'autre pour la zone dite libre. Tout cela était parfaitement absurde.

En fait, Jean Lecanuet a été l'un des dix hommes politiques les plus brillants de sa génération, celle de l'après-guerre qui scintillait de tous ses feux d'une manière incomparable et même aujourd'hui inimaginable. Il incarna durant quatre décennies le centrisme démocrate chrétien, une famille politique décisive sous la IV^e République et fort influente encore durant la première moitié de la V^e République. Il présida le MRP, mouvement catholique centriste issu de la Résistance, puis le CDS qui tentait d'élargir le centre pour résister au reflux et enfin l'UDF, fondé par Valéry Giscard d'Estaing pour rassembler centristes et modérés face aux gaullistes. C'est dire qu'il a marqué l'histoire du centrisme.

D'ailleurs, Jean Lecanuet présidait tout, c'était sa marque de fabrique personnelle. Il était, comme le furent Pierre Mauroy ou Gaston Defferre, l'un des derniers grands barons de province, inexpugnables dans leurs fiefs, accumulant les charges, les pouvoirs, les titres et les responsabilités : des féodaux ombrageux et omnipotents rassemblant largement autour d'eux pour durer et résister au jacobinisme impérieux de la République gaullienne. Ainsi fut-il maire de Rouen, président du conseil général de Seine-Maritime, président du conseil régional de Haute-Normandie, président de la commission des Affaires étrangères du Sénat et, bien entendu, éternel président de la formation centriste du moment.

Il était par-dessus tout politique jusqu'au bout des ongles, comme un François Mitterrand, comme un Jacques Chirac. Excellent orateur, brillant et incisif avec une rare aisance naturelle, un physique avantageux, le contact facile, l'esprit vif et agile, intuitif et cultivé, il ne lui manqua que la rage de vaincre et l'obsession présidentielle, celles qui habitaient, par exemple, Valéry Giscard d'Estaing et ses deux successeurs. Il contribua pourtant largement à mettre en ballottage le général de Gaulle en 1965, à la surprise générale, épaulant ainsi François Mitterrand. Il fut un allié puissant et reconnu de Valéry Giscard d'Estaing qui en fit un ministre d'État.

Il aimait trop la vie et ses multiples plaisirs pour parvenir jusqu'au palais de l'Élysée, mais il fut une illustration séduisante du premier cercle politique pendant plusieurs décennies, incarnant le choix européen, la modération normande, le brio parlementaire, une affabilité, une alacrité, une séduction et même un sens du bonheur très français. Sous la III^e République, il aurait été à coup sûr président du Conseil et il était promis à l'être sous la IV^e République lorsque le

retour au pouvoir du général de Gaulle survint trop tôt pour lui. Devenir Président de la V^e République l'intéressait beaucoup mais ne l'obsédait pas assez, ne l'habitait pas véritablement. Quant à l'hôtel de Matignon, il en voyait désormais plus les contraintes que les charmes. Il se contenta donc de briller, de durer, puis de décliner doucement.

Je l'ai bien connu car son ardeur européenne, sa tolérance intellectuelle, sa sensibilité sociale, son attention aux droits individuels et son brio spontané le rendaient plus séduisant que la plupart de ses rivaux, même s'il était moins impressionnant que deux ou trois d'entre eux. J'ai souffert pour lui lorsque, avec Michel Bassi, nous l'opposâmes au marmoréen et caustique Maurice Couve de Murville, lors d'un « À armes égales » qui fit date. C'était la confrontation de la politique étrangère gaullienne et de son alternative européenne. Jean Lecanuet, chaleureux, ardent, entraînant, idéaliste, fut littéralement lardé de remarques caustiques, de mimiques ironiques, de moues sarcastiques, de commentaires acides par un Maurice Couve de Murville aussi sobre que Jean Lecanuet paraissait exalté, aussi taciturne que le maire de Rouen était lyrique, aussi réaliste que le centriste semblait rêveur, aussi lapidaire que son interlocuteur était rhétorique. Ce fut un massacre civilisé, le symbole de la suprématie de la *realpolitik* gaullienne sur l'imagination européenne : un retour sur terre douloureux.

Au demeurant, l'europeéen fervent qu'était Jean Lecanuet n'en était pas moins un manœuvrier local habile, subtil, voire malicieux. Il n'avait pas son pareil pour proposer postes ou perspectives flatteuses à ceux qu'il voulait s'attacher. J'en fus le témoin sinon le dupe lorsque, à l'issue d'un déjeuner en tête à tête durant lequel il déploya tout l'esprit et toute la culture du monde, avec une bonhomie piquante à la Edgar Faure, il me proposa tout à trac de lui succéder (naturellement dans quelques années) à la mairie de Rouen, arguant de mes origines normandes et des racines locales de ma famille. Je déclinai évidemment sur-le-champ, l'assurant que je n'avais nulle envie d'abandonner le journalisme pour la politique. Il fit de son mieux pour paraître déçu. J'appris par la suite qu'il avait ainsi proposé cette succession flatteuse à une demi-douzaine de trentenaires ou de quadragénaires plus ou moins prometteurs qui, tous, lui en avaient su gré. S'il avait eu autant d'énergie et d'opiniâtreté que de charme et de facilité, Jean Lecanuet aurait pu faire un très honorable chef d'État centriste et non pas seulement l'éternel président des centristes. Il était cependant taillé pour être l'homme d'une période heureuse et non pas d'une époque tragique. C'était un personnage de Giraudoux au cœur des années Soljenitsyne.

Jean-Marie et Marine Le Pen

En 2011, Marine Le Pen a été à la mode. Cela arrive régulièrement au début des campagnes présidentielles : un outsider, généralement plus extrémiste que modéré, occupe le devant de la scène médiatique avant que les favoris entrent officiellement en scène. Olivier Besancenot, Jean-Pierre Chevènement, Jean-Luc Mélenchon ont joué ce rôle. L'année dernière, c'est la nouvelle présidente du Front national qui a rempli cet emploi, avec cependant nettement plus d'efficacité que ses prédécesseurs. Pour la première fois, l'extrême droite bénéficiait avec elle de la faveur et presque de l'empathie de la presse.

Marine Le Pen était une nouvelle venue dans l'arène présidentielle et les journalistes sont toujours friands de nouveautés. C'était une femme encore jeune (quarante-trois ans en 2011), plutôt jolie à sa manière sur un registre plus Walkyrie qu'orchidée, en tout cas une originalité à la tête d'un parti d'extrême droite. Bonne oratrice, incroyablement sûre d'elle-même, sans le charisme de son père cependant, pugnace et décidée à la télévision avec de la repartie et de la gouaille, elle ne manquait pas d'armes. Tacticienne rouée, elle avait intelligemment préparé le terrain, bénéficiant de quelques symboles apparents de modernité : femme émancipée, mère de trois enfants, divorcée deux fois, n'ayant jamais cessé de travailler, acceptant sans rugir la loi Veil sur l'avortement, évitant soigneusement tout dérapage antisémite, se démarquant ostensiblement des obsessions de l'Occupation et des guerres coloniales qui hantent Jean-Marie Le Pen, elle avait su créer l'illusion d'une figure inédite sur l'éventail politique national, celle d'un populisme contemporain plus acceptable que l'extrémisme historique du Front national. Il n'en avait pas fallu davantage pour que portraits, interviews et invitations à la radio et à la télévision se multiplient, tournant régulièrement à son avantage. La presse est panurgique. Marine Le Pen est devenue l'héroïne de la première saison de l'élection présidentielle de 2012.

C'était bien entendu un masque. Marine Le Pen n'est pas moins dangereuse que son père, mais au contraire beaucoup plus redoutable. Je n'en ai jamais douté un instant depuis que je l'ai rencontrée pour la première fois. C'était une émission spéciale d'« À vous de juger ». Mon rôle consistait à passer de table en table à la fin des deux heures pour poser à chacun des nombreux invités (toutes les familles politiques étaient représentées) une question présumée difficile. Chacun se plia de bonne grâce à l'exercice avec plus ou moins de talent, sauf Marine Le Pen instantanément furibonde et empourprée parce qu'elle ne s'attendait pas à être entraînée sur le terrain où je l'interrogeais. Elle répliqua avec une violence disproportionnée, inefficace et surtout décalée par rapport à ses homologues. Pendant cent vingt minutes, elle s'était appliquée à paraître vigoureuse et offensive, mais courtoise

et argumentée. En un instant, son personnage de composition se craquela. Sous l'apparence d'une radicalité maîtrisée émergeait une brutalité et un simplisme irrépessibles.

Le phénomène se reproduisit à l'identique en décembre 2010, lors d'un autre « À vous de juger » qui lui fut cette fois-là intégralement consacré, preuve de son ascension et de son nouveau statut. Les responsables de l'émission avaient eu l'idée de reproduire les conditions de « L'Heure de vérité » en ouverture de laquelle j'avais, en 1984, interrogé pour la première fois Jean-Marie Le Pen à la télévision, lors d'une soirée qui, à l'époque, avait déclenché un énorme tohu-bohu, soirée à laquelle assistait de surcroît en bonne place dans le public Marine Le Pen, alors âgée de seize ans, aux côtés de ses deux sœurs aînées. Même générique, même bref protocole : au départ Marine Le Pen, concentrée et émue, répond avec aisance à quelques questions faisant écho à 1984. Les choses se gâtent dès que je l'entraîne sur le terrain économique et financier où elle ne se montre plus du tout à son avantage. Aussitôt elle se cabre, griffe et rue. Ce n'est plus la quadragénaire courtoise et moderne, mais la vieille extrême droite éternelle, démagogique, xénophobe, intolérante, archaïque. Une génération après, c'est toujours Jean-Marie Le Pen qui parle, sous les traits et par la voix de sa fille benjamine.

Le premier m'a cependant toujours moins inquiété que la seconde. J'éprouvais certes une allergie instinctive envers ce que représentait Jean-Marie Le Pen, sa violence symbolique, sa culture de la force et de l'exclusion, sa nostalgie ambiguë des dernières guerres françaises, quelques souvenirs nauséabonds et son rejet absolu du monde contemporain, de l'Europe, du marché, de la solidarité. Le président fondateur du Front national reste pour l'éternité un nationaliste absolu, un colonialiste désenchanté, un antisémite, un xénophobe patenté. Je ne pouvais pourtant m'empêcher de lui reconnaître, outre une sincérité et un courage évidents, même s'ils étaient mal employés, un exceptionnel talent d'orateur, une vraie culture et une connaissance intime de la vie politique française.

En fait, il était beaucoup plus intéressant en privé qu'en public, avec des analyses d'une vraie finesse, une courtoisie affichée et un itinéraire auquel tout m'opposait mais qui se distinguait au moins par sa cohérence, sinon par sa pertinence. Certes, je détestais ses saillies graveleuses et surtout ses dérapages beaucoup plus contrôlés qu'on ne voulait bien le croire. Il provoquait, il choquait, il transgressait, mais il savait aussi parfaitement que, ce faisant, il se marginalisait. C'était un reître lettré, un centurion désespéré et parfois impardonnable.

Il n'aspirait pas vraiment au pouvoir et il était au bout du compte plus un symptôme qu'une force, l'illustration tragique des pathologies françaises, de l'enlisement dans les crises, de la peur du déclin et du

déclassement national. Qu'il ait atteint et dépassé par trois fois les 15 % à l'élection présidentielle, c'était moins une aventure que la démonstration d'un désespoir français. Il le savait d'ailleurs et, dans ses bons moments, entre deux déraillements et deux agressions verbales préméditées, il ne manquait pas de lucidité, voire, à sa manière, d'authenticité. Sa violence, son extrémisme traduisaient une colère volcanique contre six décennies de malheurs français. D'émission en émission, de succès médiatiques tapageurs en succès médiatiques tapageurs, il était devenu comme un fauve jamais apprivoisé mais néanmoins familier, recherchant une forme de considération paradoxale. Lors de notre première « Heure de vérité », il m'avait lancé dans la salle de maquillage que nous partagions : « J'ai l'impression de repasser l'oral du bac. » La dernière fois que je l'ai interrogé, il avait un siècle de plus et je voyais à son regard qu'il s'en rendait parfaitement compte. Ce pirate a toujours rêvé d'être un corsaire.

Rien de tel avec Marine Le Pen. Elle ne s'identifie pas à un demi-siècle de guerres et de combats politiques dangereux et stériles. C'est une extrémiste du ^{XXI}e siècle, professionnelle et redoutable. Elle a hérité de son père un nom qui claque comme une culasse, un socle électoral robuste et un parti étrange, capable d'attirer des millions d'électeurs amers et indignés, mais comptant peu de militants, peu d'élus et, par rapport aux suffrages qu'il attire, peu d'auditeurs dans ses meetings et ses manifestations. L'extrême droite de Marine Le Pen reste une famille politique essentiellement protestataire, populiste à ses marges, extrémiste dans son noyau. Il serait absurde de nier cependant les apports spécifiques de l'actuelle présidente du Front national et les dangers nouveaux qu'elle incarne.

Marine Le Pen n'a ni le charisme, ni le talent, ni la culture de son père. Elle est cependant très efficace en campagne et très professionnelle auprès des électeurs, peut-être plus proche d'eux que ne l'était Jean-Marie Le Pen. La composition sociale et l'origine politique de l'électorat du Front national ont beaucoup varié avec Jean-Marie Le Pen, tantôt fanatique et tantôt d'occasion, tantôt populaire et tantôt petit bourgeois, tantôt venu (le plus souvent) de la droite radicalisée et tantôt issu d'une extrême gauche désabusée.

Avec Marine Le Pen, l'électorat est en revanche clairement populaire. Le Front national est devenu le premier parti ouvrier de France et il a beaucoup progressé dans le monde proche des employés. Ce sont les couches les plus modestes de la population qui votent Front national et soutiennent Marine Le Pen, des couches sociales profondément déstabilisées et déracinées par la crise économique et sociale, redoutant la mondialisation, rejetant l'Europe, craignant l'immigration, appréhendant les délocalisations. C'est une France

foncièrement pessimiste et blessée, une France anxieuse et déboussolée, ne croyant plus à rien, détestant les gouvernants, honnissant les élites, éprouvant un immense sentiment d'injustice, d'inégalité, de déclin, de menace perpétuelle. Marine Le Pen règne sur une France dépressive et malheureuse, submergée par le ressentiment, l'anxiété et la colère. Une France revenue de tout et n'espérant plus qu'en une révolte chimérique contre la mondialisation, l'Europe et le ^{xxi}e siècle. À l'extrême gauche on rêve de révolution, à l'extrême droite on rêve de révolte.

Marine Le Pen a très bien compris cela. Avec elle, le Front national a donc changé de style et de terrain de lutte. La fille de Jean-Marie Le Pen ne perd plus son temps à régler des comptes avec le passé, à vivre dans la nostalgie de l'histoire et dans le regret de l'empire colonial, dans le souvenir de la première armée du monde ou dans les résidus de la société d'avant guerre. Elle veut se battre sur le terrain économique et social, comme le parti communiste au temps de sa puissance. Elle s'appuie sur les peurs et sur les colères, comme son père, mais ses cibles s'appellent désormais en priorité l'euro, l'Europe, l'oligarchie financière, la société établie.

Elle porte ainsi les sentiments des classes populaires qui se sentent dépossédées de leurs protections et de leurs perspectives. Elle retrouve, comme l'extrême droite des années 30, déjà, face à une immense crise économique, un réflexe de protestation autoritaire. Son père était un bizarre libéral chauvin, antifiscaliste, antiétatique, protectionniste mais allergique aux nationalisations ou à l'État dirigiste. Marine Le Pen préconise la sortie de l'euro, le départ de l'Union européenne, le retour du protectionnisme national sous la conduite d'un État fort nationalisant les sources d'énergie, contrôlant les banques et les assurances, menant une politique autoritaire sans complexes : une résurgence des années 30 à l'époque de la mondialisation absolue.

Elle s'appuie sur deux facteurs, d'ailleurs étroitement liés : la crise financière qui rebondit sans cesse faute d'un gouvernement économique européen résolu et de régulations financières mondiales énergiques, et la montée spectaculaire des populismes et de l'extrême droite en Europe. La crise financière entretient l'angoisse et la fureur des classes populaires. Elle se traduit partout sur le Vieux Continent par une percée du populisme et de l'extrême droite. Tous progressent sensiblement depuis une décennie dans les pays les plus prospères (la Suisse, l'Autriche, la Flandre belge, la Finlande, la Hollande, le nord de l'Italie) comme dans les pays les plus en difficulté (la Grèce, l'Espagne, le sud de l'Italie, la Hongrie, la Bulgarie). Il frappe l'Europe du Nord (Finlande, Suède, Danemark, Norvège), comme l'Europe méditerranéenne, les nations protestantes comme les nations

catholiques ou orthodoxes, celles qui sortent du communisme comme celles qui y ont échappé. Les formes varient : extrême droite en Hongrie, populisme médiatique en Allemagne ou en Suisse, nationalisme forcené en Grande-Bretagne, régionalisme vindicatif dans le nord de l'Italie, en Flandre belge, en Catalogne espagnole. Marine Le Pen est à sa place au centre de ces mouvements protestataires, hétéroclites mais convergents. Elle espère que les uns ou les autres déclencheront la crise européenne finale dont elle attend le pouvoir.

C'est la grande différence avec son père. Jean-Marie Le Pen aura vécu dans le passé, Marine Le Pen espère dans l'avenir. Le premier ressassait les nostalgies, les rancœurs, les dépités et peut-être les remords d'une époque révolue. La seconde attend avec impatience les convulsions d'une Europe incapable, croit-elle, de se maîtriser pour saisir sa chance et accéder au pouvoir. Elle est persuadée que la droite parlementaire ne résisterait pas à une défaite présidentielle et que la gauche de gouvernement échouerait au pouvoir. Ensuite, ce sera son heure, imagine-t-elle, au cœur d'une Europe qui explosera et d'une économie mondiale qui se lézardera, barricadée derrière des frontières nationales ressuscitées. Jean-Marie Le Pen n'en finissait pas de revivre l'apocalypse du ^{xx}e siècle avec les horreurs de la Seconde Guerre mondiale, le spectre du nazisme et celui du communisme. Marine Le Pen attend avec impatience et méthode l'apocalypse du ^{xxi}e siècle, le retour des nationalismes, des protectionnismes, des populismes, des conflits et des pulsions de l'extrême droite.

Son handicap tient à deux facteurs : d'une part, si les risques de dislocation de l'Europe, de l'euro, de l'économie mondiale existent évidemment, les chances d'y faire face existent également avec des moyens considérables introuvables lors de la crise des années 30 ; d'autre part, la chance de son père, ce qui lui a permis de se qualifier pour le second tour de l'élection présidentielle de 2002, c'est la surprise. Jean-Marie Le Pen a pu distancer Lionel Jospin parce que personne ne s'y attendait. En revanche, Marine Le Pen a surgi bien trop tôt dans la campagne présidentielle, à un niveau dont tout le monde a pu constater qu'il pouvait la porter jusqu'au duel final. Or les Français, même mécontents, même amers, même indignés, n'ont certainement pas envie, en majorité, d'un triomphe de l'extrême droite. De surcroît, en pleine tempête financière et monétaire, la politique du pire qu'incarne Marine Le Pen, préconisant la fuite en avant dans une aventure chaotique, a peu de chances de séduire une majorité de Français anxieux et tétanisés. Les électeurs ont porté Jean-Marie Le Pen jusqu'au second tour parce qu'ils ne savaient pas ce qu'ils faisaient. Ils ne porteront pas Marine Le Pen jusqu'au duel final parce qu'ils savent ce qu'ils feraient. Le rempart contre Marine Le Pen s'appelle Marine Le Pen : plus on la connaît, plus on la redoute. Son

père était un péril virtuel, elle est devenue un danger réel. Les Français, même mécontents, même furieux, ne sont pas aveugles et voient bien qu'elle constitue non pas une chance inédite mais un risque supplémentaire.

Jean-Marie Lustiger

Son Éminence Révérendissime Jean-Marie Lustiger, cardinal-archevêque de Paris, est certainement une des personnalités les plus impressionnantes que j'aie rencontrées en un demi-siècle. Avant lui, parmi les prélats français les plus marquants, j'avais eu l'occasion de connaître et d'interroger le cardinal Jean Daniélou, un jésuite brillant et subtil, ouvert et discrètement mondain, auteur heureux et débateur redoutable. À la télévision, face à Roger Garaudy, alors philosophe officiel du parti communiste et membre du bureau politique du PC, il avait défendu avec un art si souple qu'il en était presque gracieux l'image d'une Église catholique aimable et moderne. Du coup, le terrible Roger Garaudy qui faisait trembler les intellectuels du PC n'en était apparu que plus fermé et plus manichéen, pour ne pas dire plus court. Ce soir-là, le prince de l'Église avait mis en pièces le disciple de Marx avec toute la courtoisie et la finesse du monde.

Plus tard, j'avais approché avec plaisir et sympathie le cardinal Decourtray, alors archevêque de Lyon et Primat des Gaules, et le cardinal Etchegaray, archevêque de Marseille et président de la Conférence épiscopale de France. Le premier incarnait l'aile la plus ouverte de l'épiscopat national et était fréquemment invité à la télévision. Avec sa voix fluette – surtout après qu'il eut souffert d'un cancer des cordes vocales – et sa ferme douceur, c'était un homme attachant à qui l'on posait malheureusement toujours les mêmes questions mécaniques (l'avortement, le divorce, le célibat des prêtres, le déclin de la pratique religieuse) et qui y répondait de son mieux avec une patience vraiment évangélique. Il était très curieux de politique dont il regardait les principaux acteurs avec un étonnement amusé et bienveillant. Il donnait de l'Église catholique une image tolérante et sympathique. Me sachant d'inclinaison protestante, il ne manquait jamais de me taquiner sur nos différends dogmatiques le plus libéralement du monde et testait discrètement ma culture religieuse, visiblement heureux lorsqu'elle n'était pas indigne. Nous nous voyions régulièrement.

Quant au cardinal Etchegaray, un Basque dynamique, vif comme un gardon, très savant et bon skieur (nous nous sommes retrouvés sur les pistes), rieur et entraînant, j'ai beaucoup regretté qu'il soit appelé à remplir à Rome de hautes fonctions au sein de la curie, car il humanisait et rajeunissait une Église de France qui en avait grand

besoin. Je sais qu'il a fait œuvre très utile, notamment dans le dialogue avec d'autres confessions, et qu'il a rempli au nom du pape maintes missions de confiance au Proche et au Moyen-Orient. Je crois qu'il a manqué aux catholiques français, car il n'avait pas son pareil pour défendre efficacement ses convictions dans le plus grand respect de celles des autres. Il s'entendait d'ailleurs à merveille avec Gaston Defferre, impérieux député-maire de Marseille, lui aussi de culture protestante.

Jean-Marie Lustiger se distinguait cependant de ses confrères, que d'ailleurs il ne ménageait pas. C'était une personnalité puissante, frappante et imposante, avec un charisme aussi tragique qu'atypique. Il avait un regard terriblement intense, à peine adouci par un sourire d'aumônier, un regard que je n'ai connu qu'à quelques grands intellectuels ou quelques grands malades. Il croyait et souffrait. Il s'engageait de toutes ses forces et il tremblait parfois de se tromper. C'était un orateur exceptionnel avec une voix unique et douloureuse, des mots porteurs d'orages, de tonnerre et de lumière. En chaire, lors de prêches célèbres, il attirait la foule. À la radio, un média qu'il aimait, il savait se faire écouter et entendre avec une autorité jupitérienne parfois traversée par de rares éclairs d'humour.

Il écrivait bien, avec de la force, de la limpidité et parfois de la fureur. À l'Académie française où il avait été porté plus qu'élu, dans l'acquiescement général, il était à sa place, qu'au demeurant il occupait rarement. À la télévision où il avouait se sentir moins à l'aise – trop simplificatrice et sans doute trop indiscreète pour lui –, chacune de ses interventions comptait. Il est le seul homme d'Église français à avoir pesé aussi lourd dans le débat public sous la V^e République. Il n'a aujourd'hui aucun successeur dont le prestige et l'autorité approchent les siens, même de loin.

Il n'était pas commode. Ses colères, ses indignations étaient célèbres et ses fulminations redoutées. Il régnait sur le puissant et triste diocèse de Paris avec une poigne de fer. Malheur aux prêtres qui lui résistaient. On le savait très proche de Jean-Paul II qui le consultait souvent, le faisant venir à Rome plus qu'à son tour, tenant grand compte de ses avis. Leurs origines polonaises les rapprochaient. Les racines juives du cardinal-archevêque de Paris correspondaient à merveille à la relecture du judaïsme entreprise par le pape le plus marquant de l'après-guerre. Tous deux étaient aussi, à leur manière, semblablement des guerriers, des intellectuels, des pasteurs et aussi des hommes d'État.

Jean-Marie Lustiger ne se contentait pas d'animer, de réveiller et de bousculer son immense diocèse. Il surplombait l'Église de France qui craignait sa fêrule et dont il rabotait quelques originalités pour mieux l'ancrer dans le sillage pontifical. Son avis était décisif dans le choix

des évêques. Ses prises de position étaient redoutées, parfois discrètement contestées, mais rarement contrecarrées. Il était toujours disponible pour défendre les positions de Jean-Paul II, celles de l'Église catholique en général, et les siennes propres en particulier. Quand il prenait la plume pour une tribune ou pour un livre, cela ne passait pas inaperçu. Je le voyais rarement – il n'a jamais eu une minute à lui et luttait rageusement contre le temps –, mais néanmoins régulièrement, toujours en tête à tête dans l'archevêché fané de la rue Barbet-de-Jouy. Je l'interrogeai plusieurs fois pour la télévision et j'avais eu l'occasion de le recevoir à diverses reprises à la radio ou à « L'Heure de vérité ». Jamais il ne s'est autant engagé en public que pour bloquer la tentative du gouvernement de Pierre Mauroy d'intégrer l'enseignement catholique dans l'Éducation nationale. À cette occasion, brandissant la foudre et le tonnerre, il n'a pas hésité à se mettre publiquement en travers du projet et, en coulisses, à négocier âprement avec François Mitterrand, lequel l'admirait et le craignait. C'est le cardinal qui l'a emporté sur le Président et je ne suis pas sûr que celui-ci l'ait regretté.

Pour moi, il reste surtout comme un interlocuteur unique, exigeant et concentré comme un Raymond Aron, impressionnant comme un Kissinger, peut-être parce qu'on connaissait son parcours improbable, sans doute parce que son autorité morale, fort peu accommodante, intimidait, mais aussi parce que l'on sentait comme rarement la douleur sous la foi, l'inquiétude sous la pourpre, l'espérance sous le charisme, tout cela baignant inexorablement dans une conscience dramatique des faiblesses de l'humanité. Il y avait chez lui de l'apôtre et du chef charismatique avec comme un climat de martyre virtuel. Il était à la fois fort et douloureux, impérieux et anxieux, entier et pressé, vivant déjà, avant même qu'il ne tombe malade entre le monde des humains et un au-delà énigmatique. Il donnait le sentiment effrayant que l'espérance commence forcément par un purgatoire.

M

André Malraux

J'ai eu la chance de rencontrer André Malraux à l'extrême fin du gaullisme gaullien. J'avais eu l'occasion de faire la connaissance de Louise de Vilmorin, sa compagne, lors d'un après-midi de dédicace de livres à Sciences Po. Spirituelle, mondaine, brillante, encore fort jolie femme, elle écrivait des livres nerveux, concis et parfois teintés d'une élégante mélancolie. Elle était charmante et accueillante, et m'avait convié plusieurs fois dans sa propriété de Verrières-le-Buisson où elle recevait beaucoup, avec un art et des manières qui semblaient sortir d'un roman chic des années 20. Ses propres admirateurs et ses nombreux soupirants se mêlaient à ceux d'André Malraux, même si l'on distinguait aisément les uns des autres. Les vins et les alcools abondaient – Malraux buvait sec et parlait haut –, la chère était raffinée et désuète, la conversation toujours animée, parfois drôle, mais plutôt chaotique. Les propos mondains alternaient avec de soudaines et imprévisibles fulgurances du ministre de la Culture du Général, aussi impressionnantes qu'obscur, et avec les derniers bruits de la vie culturelle parisienne. L'atmosphère était fort séduisante, assez baroque, parfaitement décalée, enclave protégée au sein de la société française de la fin des années 60. On jouait aux boules avec le grand écrivain, spectacle étrange, on l'écoutait sans toujours le comprendre, on faisait sa cour à la maîtresse de maison, impériale dans ce rôle, on passait en désordre de la politique au plafond de l'Opéra, d'une exposition londonienne au dernier roman japonais, d'une réflexion à un ragot.

Mon éditeur de l'époque, Charles Orenge, qui régnait sur Fayard, se mit en tête, après le départ jupitérien du pouvoir du général de Gaulle, de convaincre André Malraux de se prêter à une biographie politique pour laquelle je l'aurais interrogé. Celui-ci écrivait en fait dans la fièvre, le génie et l'imaginaire ses fameux *Chênes qu'on abat*, fragment prestigieux sinon fidèle de la geste gaullienne. Il n'écartait cependant pas l'idée de revenir sur sa trajectoire politique personnelle, ses combats, ses années de guerre, son expérience du pouvoir et surtout sur son compagnonnage unique avec le Général. Il entrevoyait

même le moyen de ressusciter ainsi le gaullisme flamboyant sous la présidence plus prosaïque de Georges Pompidou à laquelle il refusait de se mêler.

Son successeur rue de Valois, au ministère de la Culture – Malraux n'avait pas envisagé un instant d'être le ministre d'un autre que du Général – était Edmond Michelet. Ce gaulliste historique (il avait rédigé son premier tract de résistant le 17 juin 1940) était l'homme le plus estimable et peut-être le plus admirable du monde. Grand résistant, déporté dans des conditions épouvantables, catholique presque mystique, il avait publié un livre de souvenirs émouvant, *Rue de la liberté*. Par la suite, gaulliste et démocrate chrétien, désintéressé et d'une fidélité à toute épreuve, il avait été une figure discrète et exemplaire du gaullisme. Dans cette famille politique si hétéroclite, il incarnait en tout cas la vertu, la constance et la rectitude. Cela n'avait pas facilité sa carrière politique, mais il était l'homme le moins arriviste du monde. En le nommant au ministère du Palais-Royal, Georges Pompidou avait surpris mais savait ne pas pouvoir être blâmé. Si Edmond Michelet était parfaitement étranger au monde de la culture parisienne, sa bienveillance, sa bonne volonté et son courage ne pouvaient être mis en cause par personne. Même la gauche ne pouvait pas oublier que, durant la cruelle guerre d'Algérie, il avait été le premier hiérarque gaulliste à s'élever contre l'usage de la torture. Michelet forçait la considération sur tous les bancs.

Il avait une grande modestie naturelle, malgré sa trajectoire qui le singularisait dans le monde politique. À peine ministre de la Culture, il sollicita donc André Malraux, qu'il admirait sans réserve, de déjeuner avec lui une fois par semaine pour le conseiller et pour le guider. Celui-ci accepta et les déjeuners eurent lieu bien entendu chez Lasserre, restaurant prestigieux où Malraux avait ses habitudes et recevait royalement sans jamais, disait-on, régler sa note. L'illustre écrivain et l'édifiant ministre prirent l'habitude de me convier de temps en temps à ces déjeuners, en témoin quasi silencieux et forcément admiratif. Malraux, une fois le menu composé et les vins choisis, sous son autorité exclusive, se lançait dans d'imposantes improvisations sur tous les sujets, culturels ou politiques, qui lui traversaient l'esprit.

C'était un récital fascinant, étrange et grandiose. Les tables voisines n'en perdaient pas un mot car l'auteur de *L'Espoir* tonitruait d'autant plus que le vin l'entraînait. Les maîtres d'hôtel, les serveurs et le sommelier s'affairaient en silence. C'était une sorte de cérémonie majestueuse et fantasque avec des illuminations, des fulminations soudaines, des prophéties implacables, des théories politiques assez cubistes. Edmond Michelet opinait respectueusement et je gardais prudemment le silence, cherchant à happer ce que je pouvais,

admiratif et désarçonné car Malraux passait sans transition de Lautréamont à de Gaulle, de la Résistance aux Aztèques, des barons du Général à l'informatique, de la Chine antique à Braque. J'avais sans le savoir un avant-goût de ses harangues télévisées de la campagne présidentielle de 1974, durant laquelle, voulant soutenir et cautionner Jacques Chaban-Delmas, il avait abasourdi et perturbé la France entière par des visions quasi bibliques qui, longtemps plus tard, apparaissent souvent prémonitoires.

Hiératique, inspiré, illuminé même, agité de tics et de tremblements, il impressionnait terriblement et il gênait affreusement. À l'issue de ces déjeuners, les tables voisines, dont les convives s'inclinaient et parfois applaudissaient discrètement, s'en allaient aussi chargées de souvenirs que désorientées. Avec le café, Edmond Michelet exprimait toute sa reconnaissance et son admiration, mais m'avouait ensuite en voiture qu'il ne savait guère quoi retenir exactement de ces sermons sur la montagne.

Pour ma part, j'avais le sentiment de vivre des moments certes inoubliables, mais dont j'étais bien incapable de démêler le génial du burlesque. Finalement, la biographie politique de Malraux ne se fit pas, car sa santé subissait toujours plus le contrecoup de ses excès passés et présents. De mon côté, après avoir envisagé de l'inviter à la télévision, je renonçais car il ne pouvait être question que de direct et que, avec lui, un direct pouvait tourner à la catastrophe. Or, s'il était entendu que Malraux était un grand écrivain et par certains côtés un grand homme (ce que François Mitterrand me reprocha par la suite âprement de croire), l'auguste ministre gaullien ne pouvait pas, ne devait pas risquer de se donner en spectacle. Il en fut lui-même aussi convaincu que mortifié. Je crois que si j'avais eu à l'époque dix ans de plus, je l'aurais tout de même invité. De cette expérience singulière, irremplaçable, il me reste le souvenir de rencontres si privilégiées qu'elles en paraissent après coup imméritées, et devant lesquelles il est impossible de ne pas osciller, face à cette culture prodigieuse, à ces aperçus visionnaires et à cette fragilité extrême, entre ivresse intellectuelle et une sorte de mauvaise conscience.

Georges Marchais

Pendant au moins une quinzaine d'années, Georges Marchais a été la star politique la plus célèbre et, d'une certaine manière, la plus populaire à la télévision. Qu'on l'aime ou qu'on ne l'aime pas, ses émissions étaient attendues par la France entière et battaient tous les records d'écoute. Leur annonce provoquait une floraison d'avant-papiers dans la presse entre intérêt, ironie, appréhension et jubilation. Le jour dit, l'audience était immense. Dans son fauteuil, devant son

poste, chacun regardait le spectacle inimitable de ce grand gaillard aux yeux bleus courroucés, cheveux châtains dégarnis sur un crâne curieusement bombé, sourcils épais, barbe sombre, mâchoire vindicative.

Le secrétaire général du PC avait la présence naturelle d'un grand acteur, un aplomb unique, des mimiques hilarantes, des colères homériques, des saillies ou des pataquès qui faisaient le délice des imitateurs et la joie des enfants des écoles qui, le lendemain des émissions, jouaient à Marchais dans la cour de récréation. Sa voix, à l'accent lourd et bien timbré, très caractéristique, avait la puissance et la colère du leader métallurgiste qu'il avait été. Le show Marchais, imprévisible, pittoresque, menaçant ou gouailleur, soufflant alternativement le chaud et le froid, voire le brûlant et le glacial, marquait irrésistiblement les esprits. Sous Valéry Giscard d'Estaing et durant la première législature de la présidence Mitterrand, une émission avec Georges Marchais créait toujours l'événement et suscitait une avalanche de réactions politiques ou parodiques.

C'était, et cela est devenu de plus en plus visible au fur et à mesure de ses échecs, toute l'ambiguïté de l'exercice. Arrivé à la tête du PC après Mai 68, Georges Marchais fut le premier leader communiste à comprendre à quel point la scène politique s'était déplacée des meetings et des manifestations vers la télévision. Il fut également le seul à posséder les qualités d'un grand comédien qui lui permirent de faire date. Avant lui, Jacques Duclos, le meilleur orateur communiste français de l'histoire, avec sa voix tonitruante, son accent fortement pyrénéen, son éloquence à l'ancienne, sa courte taille, sa forte corpulence et sa moustache de sergent de ville, ne passait pas non plus inaperçu à la télévision. Mais son style années 30 et son registre de tribun parlementaire s'y adaptaient moins bien. Et puis, il exprimait la ligne du parti, alors que Georges Marchais donnait l'impression (trompeuse) de l'inventer en parlant. Après lui, Robert Hue, sympathique et sincère avec sa barbe et sa calvitie de moine débonnaire, avait plus de finesse et d'ouverture mais moins de présence que son célèbre prédécesseur. En réalité, Georges Marchais fut à lui seul l'image du communisme français à la télévision.

Cet improvisateur téméraire et parfois maladroit, ce débatteur brutal mais puissant, tirant le maximum d'un charisme physique et instinctif qui bousculait ses interlocuteurs, cet animal de scène ou plutôt de studio, était avant tout un grand travailleur, appliqué et minutieux. Avec Jean-Pierre Elkabbach, son intervieweur fétiche dont il avait fini par presque faire son partenaire, et avec moi-même, qu'il n'aimait guère et qui le lui rendais bien, il réussissait des numéros anthologiques, mais il les préparait méticuleusement. Lorsqu'une émission approchait, il tenait à nous voir, comme pour nous indiquer

sa température politique du moment, et il ne trichait pas. Le jour de l'émission, « Cartes sur table » sous Valéry Giscard d'Estaing, « L'Heure de vérité » de François-Henri de Virieu sous Mitterrand et toujours au « Club de la presse » d'Europe 1, il arrivait à l'avance avec une forte escorte de collaborateurs soumis et de gros bras aux aguets, muni d'un cahier d'écolier à carreaux sur lequel il avait écrit l'essentiel de ce qu'il voulait dire, tantôt en rouge, tantôt en bleu, tantôt en vert selon l'importance du passage. Il s'était longuement préparé et entraîné auparavant avec son entourage (secrétaire personnel toujours intelligent et membres très inégaux du bureau politique). Qu'il s'agisse d'annoncer une alliance ou une rupture (avec lui, nous avons tout connu), une offensive contre le pouvoir ou une prise de position fracassante en matière internationale, il ne venait jamais pour ne rien dire et occuper la place, mais exclusivement pour marquer et donner le ton. La télévision était devenue son terrain privilégié pour mener la lutte des classes. Il ne le gaspillait pas.

Cela lui a d'abord beaucoup profité pour s'imposer, puis beaucoup nui pour camoufler son déclin. La télévision était devenue le miroir grossissant, parfois la loupe féroce qui soulignait, accentuait, caricaturait ses positions successives et ses changements de pied. Cela n'a été vrai à ce point pour aucun autre homme politique français, sous aucune présidence. La télévision était son champ de bataille. Il savourait les combats qu'il y menait, conscient de son talent et de son ascendant théâtral, n'ignorant pas les dégâts irrémédiables qu'il pouvait y commettre ou les rares défaites qu'il pouvait essuyer. Ainsi, il n'a jamais pardonné à Lionel Jospin de l'avoir surclassé aux « Dossiers de l'écran », alors que le futur Premier ministre n'était encore qu'un secrétaire national obscur du PS, un espoir discret du mitterrandisme d'opposition. Cette contre-performance l'a humilié et courroucé. En nous en parlant par la suite, à Jean-Pierre Elkabbach et à moi-même, il a brandi tant de circonstances atténuantes qu'il n'en est apparu que plus mortifié. De même, lorsqu'il justifia en direct de Moscou l'invasion de l'Afghanistan par l'Union soviétique (c'était sur TF1 et il répondait à mon frère Patrice), cela a provoqué un tel charivari que le résultat fut un véritable désastre politique pour le PC et un fort affaiblissement personnel pour lui-même.

Avec les journalistes, l'humeur de Georges Marchais reflétait fidèlement sa température politique. Il ne jouait pas la comédie, il ne recherchait pas les connivences, il réduisait au minimum les facteurs individuels qui colorent inmanquablement les rapports humains. Pour lui, l'ensemble de la presse non communiste constituait un adversaire objectif et cela valait tout particulièrement pour les journalistes de télévision. Avec d'autres dirigeants communistes, il était possible d'entretenir un certain dialogue (respectant certes des règles non

écrites de défiance symétrique) ; avec lui, en aucun cas. Roland Leroy, directeur de *L'Humanité*, un homme nettement plus intelligent, cultivé et drôle que lui, était un spécialiste du genre. Il aurait pu devenir le numéro un du PC (il était de la même génération que Marchais), mais il avait été un résistant intrépide et les dirigeants soviétiques se méfiaient de ces patriotes toujours trop indépendants à leur gré. Il n'avait d'ailleurs pas été insensible aux tentations de l'eurocommunisme, ébauche d'émancipation, et n'avait pas accepté l'invasion de la Tchécoslovaquie. Georges Marchais n'avait en revanche aucun de ces états d'âme. Avec les journalistes, il était donc strictement fonctionnel.

Le symbole annuel, à cette époque où le parti communiste pesait encore lourd et ne manquait pas de ressources, c'était le déjeuner que le bureau politique offrait à la presse bourgeoise en janvier, place du Colonel-Fabien, au siège du comité central, afin de lui présenter ses vœux à sa manière. Ce jour-là, une bonne centaine de journalistes étaient conviés. Chaque membre du bureau politique présidait une table. Un protocole, bon enfant mais strict, plaçait les invités selon leur rang, leur notoriété, le poids de leur journal et l'orientation de leurs articles concernant le PC. La hiérarchie était fixée avec une précision militaire mais variait d'année en année selon les aléas de la conjoncture politique et les polémiques qui avaient éclaté.

On était donc tantôt promu à une table flatteuse, tantôt rétrogradé. Les plus privilégiés étaient bien entendu placés à la table de Georges Marchais lui-même. Les mieux traités n'étaient d'ailleurs pas les plus à gauche, mais les plus utiles. Cette géographie particulière était à la fois piquante et révélatrice. Le secrétaire général se montrait cordial avec ses hôtes, n'hésitant cependant pas à apostropher quelques invités ou à égratigner leur journal. Il détestait par-dessus tout *Le Nouvel Observateur* et *Libération*. Parmi les collaborateurs du *Monde*, il distinguait ouvertement ceux qu'il appréciait de ceux qui l'irritaient. Il manifestait la plus grande considération pour les directeurs des rédactions de l'audiovisuel, affichait une estime sportive pour *Le Figaro* et une sorte de compagnonnage familial avec les stars de la télévision, puisqu'il en était.

C'était, contrairement à ce qu'avançaient plusieurs historiens reconnus du communisme (Annie Kriegel ou Philippe Robrieux), quelqu'un doté d'une intelligence robuste, sinon subtile ou brillante. Il est vrai que son caractère l'emportait nettement sur son cerveau. Il était dominateur avec ses camarades, parfois colérique, voire violent, parfois amical et presque sentimental. Il était spectaculairement moins cultivé qu'un Thorez, qu'un Duclos, qu'un Leroy ou qu'un Hue, mais il avait de l'intuition et une forme d'adresse. Il mesurait très bien les rapports de force au sein de son parti comme avec le reste de la

gauche, avec cependant des contresens étonnants, sans doute par excès de volonté de domination et sous-estimation de la capacité de résistance des autres.

Ce n'était ni un charmeur ni un séducteur, mais un chef, un orateur puissant et lourd en meeting, très directif en réunion, tout en mâchoire lors des négociations. Il était également très méfiant. Lorsqu'il était de bonne humeur, il pouvait être gai, sans cependant la moindre trace d'humour. Quand les circonstances le contrariaient, ce qui arrivait de plus en plus souvent au fil des années, il devenait vite agressif. Il pouvait néanmoins se montrer spontané ou réfléchi. Il lui est arrivé de nous inviter à déjeuner, Jean-Pierre Elkabbach et moi, toujours en présence d'un collaborateur comme s'il fallait un témoin. Il avait une nette prédilection pour Jean-Pierre, chez qui la curiosité perpétuelle l'emportait sur l'esprit critique et dont il admirait la vivacité et la témérité, en connaisseur. Et puis il y avait entre eux quelque chose comme une solidarité de stars hétérodoxes. Jean-Pierre incarnait pour lui la réussite à la télévision, alors que, comme il nous le confia au sortir d'une émission, encore surexcité, il se serait bien vu lui-même en présentateur du 20 heures s'il n'avait pas été un dirigeant communiste. Cela prouvait aussi à quel point il s'identifiait à la télévision.

Celle-ci fut, en somme, tour à tour son Capitole et sa Roche Tarpéienne. Georges Marchais avait saisi la direction du PC à un moment où le déclin de celui-ci (que je ne cessais d'annoncer, à la grande rage de *L'Humanité* et du numéro un du PC) commençait à se manifester. Il crut que la télévision et son talent pourraient ralentir le mouvement. Le fait est que le triomphe initial de ses représentations lui valut une place particulière sur l'éventail politique et estompa ses déconvenues électorales ou ses reculs idéologiques. La télévision lui permit d'abord de sauver la face. Cela ne dura cependant pas au-delà de la présidence giscardienne. 1981 fut pour Georges Marchais un échec et un choc personnel (il n'obtint que 16 % des voix au premier tour alors qu'il espérait dépasser la barre des 20 %) ainsi que le début d'une subordination intolérable vis-à-vis de François Mitterrand. Malgré le pittoresque de sa campagne, Georges Marchais incarnait cette fois-ci un reflux.

Ce fut le début d'une implacable marée descendante dont il fut le symbole. La télévision l'avait rendu célèbre, elle l'exhibait vaincu. Il dut se résigner à une participation modeste du PC au gouvernement et opta dès qu'il le put (en 1984 avec le gouvernement Fabius) pour un départ du pouvoir. C'était avouer une impasse puisque au pouvoir comme dans l'opposition, avec la croissance économique comme dans la crise persistante, en alliance avec le PS comme dans la confrontation, il allait de retraite en retraite.

Pour Georges Marchais, c'était un échec personnel, politique et même historique puisque s'inscrivant dans l'effondrement du communisme européen. Son immense notoriété, son équivoque popularité avaient d'abord éclipsé le déclin du parti dont il était le chef et la star. La multiplication des revers, l'éloignement des compagnons de route, la perte de prestige, la fin de toute perspective historique ont alors transformé la télévision pour Georges Marchais de tremplin médiatique en piège cathodique. Le décalage entre son outrecuidance et la réalité en a fait un personnage tragi-comique, mimant ce qu'il avait été, soulignant cruellement ce qu'il n'était plus. Le Georges Marchais des débuts impressionnait, divertissait, inquiétait. Le Georges Marchais de la fin se pastichait, se caricaturait, s'enfonçait. Il devenait son propre double, son ombre, sa bande dessinée. La télévision l'avait promu, elle le rétrogradait. Elle avait célébré son ascension, elle théâtralisait son déclin. Elle l'avait fait, elle le défit.

Pierre Mauroy

L'originalité de Pierre Mauroy tient à ce qu'il est en réalité bien différent de ce qu'il a l'air d'être. À le regarder distraitement, on court le risque de se laisser abuser par sa silhouette massive, son visage plein, ses grosses lunettes, son teint coloré, son air paternel et son parler ampoulé. Beaucoup s'y sont laissé prendre, à gauche comme à droite, et ont cru qu'ils avaient affaire à un brave enseignant, militant exemplaire et socialiste sans malice. Rien n'est plus faux. Le premier chef du gouvernement de gauche sous la V^e République est l'habileté et la finesse mêmes, assorties d'une autorité tranquille s'appuyant sur de fortes convictions, une énorme expérience et un goût aussi discret qu'authentique pour le commandement. Pierre Mauroy est un leader-né, certes plus laborieux que fringant, plus lyrique que technique, plus classique que moderne, plus rassembleur que séducteur. Nul n'est moins mirobolant que lui, nul n'est cependant moins déracinable.

L'ex-maire de Lille est avant tout un homme du Nord solide, décidé, l'esprit clair, conscient de ses responsabilités, mais aussi intuitif, attentif, déterminé et, pour dire crûment les choses, sensiblement plus malin que ceux qui le jaugent de haut. Pierre Mauroy a toujours été un manœuvrier redoutable, un négociateur rusé, habité par quelques certitudes inentamables (le socialisme, l'Europe, la démocratie). On l'a beaucoup brocardé, on l'a souvent sous-estimé. On peut contester bien des aspects de sa politique, mais jamais il n'est apparu dépassé par sa tâche à l'hôtel de Matignon, malgré l'exceptionnelle difficulté du moment. Pierre Mauroy avait bien l'envergure d'un chef de gouvernement, ce qui après tout n'a été le cas au mieux que d'un

Premier ministre sur deux sous la V^e République.

Je l'ai connu très tôt, lorsqu'il était jeune secrétaire général adjoint de la SFIO. Il avait beau ressembler à l'archétype du socialiste – enseignant d'origine populaire, syndicaliste au départ, nordiste farouche ayant fait ses classes à la tête des Jeunesses socialistes, animateur de la symbolique Fédération Léo-Lagrange, élu à tous les mandats possibles –, j'avais remarqué que ce laïc convaincu n'avait pas honte de parler de son enfance catholique, que cet homme de gauche était parfaitement décidé à ne pas se laisser entamer par ses voisins communistes et que, s'il faisait carrière au sein de la SFIO, il était fort conscient de la nécessité de rénover d'urgence et en profondeur le vieux parti. Je n'avais d'ailleurs pas grand mérite à m'être aperçu de cela : Guy Mollet, pape du socialisme à l'ancienne mais fort intelligent, m'avait confié qu'il le considérait comme le plus prometteur de son parti. Plus tard, François Mitterrand m'avait toujours assuré que Mauroy était la solidité même et quelqu'un de pleine confiance. Quand on connaît l'exigence du futur Président, le compliment était de taille.

De fait, je vis sans surprise Pierre Mauroy s'imposer en numéro deux du parti, en patron de la puissante fédération du Nord, puis la même année (1973) en maire de Lille et en député du Nord. Au sein du nouveau parti socialiste ressuscité par François Mitterrand, Pierre Mauroy était devenu le pivot central, ami de François Mitterrand mais allié de Michel Rocard, une prouesse que personne d'autre n'est jamais parvenu à accomplir. En fait, il approuvait la stratégie politique du premier mais penchait vers le socialisme moderniste du second. Malgré son éloquence sentimentale et désuète, malgré son style personnel bonhomme et faussement naïf, Pierre Mauroy était de la race des sociaux-démocrates réalistes, pragmatiques, gestionnaires. Il n'a cessé de l'être à la tête de la métropole lilloise ou du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais. Il a pourtant donné le sentiment inverse à la tête du gouvernement de 1981 à 1984. Durant ces trois années, il a sans doute agi comme le Premier ministre le plus à gauche de la V^e République et sans doute d'Europe.

Cette contradiction s'explique. Pierre Mauroy arrivait au pouvoir en second d'un François Mitterrand bien décidé à mener une politique de rupture. Lui-même pensait que, après vingt-trois ans dans l'opposition, la gauche ne pouvait réussir qu'en imposant sur-le-champ des réformes profondes et même fracassantes. La défaite des thérapeutiques économiques impeccablement orthodoxes de Valéry Giscard d'Estaing et Raymond Barre l'y incitait encore davantage. De plus, comme il me l'avait expliqué à l'époque, nourri des précédents de la gauche au pouvoir (le Cartel de 1924, le Front populaire de 1936), il était persuadé qu'il fallait frapper d'autant plus fort au départ

que la durée n'était pas garantie. C'est ce qu'il fit sous l'autorité de François Mitterrand, mais en assumant sa propre responsabilité : le Président lui accordait d'ailleurs une certaine autonomie. À cette époque, Pierre Mauroy a mené avec un style débonnaire une politique fort radicale (nationalisations massives, augmentation sensible du SMIC, réduction de la durée du travail, abaissement de l'âge de la retraite, etc.). Cela me semblait alors évidemment déraisonnable, mais, comme toujours avec lui, nous pouvions en discuter librement durant de longues soirées sans protocole où chacun, collaborateur, ministre ou observateur, pouvait s'exprimer à sa guise. Pour ce qui le concerne, il avait le sentiment de vivre un moment d'histoire, d'y contribuer, de prendre des risques, mais de rendre l'espoir à des millions de Français modestes auxquels il s'identifiait et pour lesquels il travaillait quinze heures par jour.

Pour ma part, je croyais sa politique erronée mais je ne doutais ni de sa sincérité ni de sa volonté d'améliorer la société. Il agissait pour ce qu'il pensait être le mieux, au pire moment (la crise, déjà) et par des méthodes inadaptées. Malgré ces désaccords de fond, je n'aimais pas l'arrogance et la violence des attaques dont il était l'objet : après tout, il mettait honnêtement en œuvre ce qu'il avait promis de faire et, si ses options étaient critiquables, les Français l'avaient bien voulu en votant comme ils l'avaient fait.

Il a d'ailleurs administré la preuve de ses qualités dès que la situation s'est détériorée. Poussé par Jacques Delors, encouragé par ses collaborateurs les plus proches, Pierre Mauroy prit résolument la tête du camp réaliste au sein du gouvernement et de la majorité. Il fut l'homme du tournant de la rigueur, de la remise en ordre et du choix de l'Europe. Il n'alla cependant pas jusqu'à l'assumer en public. Il nia même, d'émission en émission, avec une mauvaise foi imperturbable, le renversement de politique économique et sociale qu'il était contraint d'imposer. François Mitterrand encourageait ce déni stérile. Lui-même éprouvait certainement beaucoup de mal à s'avouer, *a fortiori* à avouer aux autres, que ce qu'il avait cru souhaitable n'était décidément pas possible.

Ce changement inexorable de priorités, l'augmentation brutale du chômage et une guerre scolaire aussi inopportune que mal engagée eurent raison de lui. Il présenta sa démission avec un fort sentiment d'échec. François Mitterrand l'accepta à grand regret, conscient lui aussi que leur tentative iconoclaste avait échoué, mais persuadé qu'il s'agissait d'une défaite honorable. La vie politique de Pierre Mauroy s'est poursuivie pendant des décennies. Il a encore été premier secrétaire du PS, président de l'Internationale socialiste, grand patron du Nord, sénateur. Il s'identifie cependant avant tout, presque exclusivement, à la conquête du pouvoir par la gauche, aux côtés de

François Mitterrand durant dix ans (1971-1981), puis à son gouvernement de trois ans qui aura représenté finalement l'expérience socialiste française la plus authentique sinon la plus heureuse. Depuis, il en est resté le symbole : une grande alternance, une grande espérance, une grande désillusion, peut-être une grande démythification.

Jean-Luc Mélenchon

Jean-Luc Mélenchon a déboulé dans la campagne présidentielle de 2012 comme un diable surgi de sa boîte. Depuis qu'après avoir claqué bruyamment la porte du parti socialiste il avait fondé le Parti de gauche, nettement plus proche du PC que du PS, il ne fallait certes pas être grand clerc pour prévoir qu'il avait en tête l'élection reine et que, pour y jouer un rôle, il lui fallait pouvoir porter les couleurs non seulement de sa microscopique formation mais aussi des communistes qui, tout affaiblis qu'ils soient, ont encore de beaux restes. Cet objectif-là, Jean-Luc Mélenchon a su l'atteindre avec un sens de la manœuvre et de la tactique politique incontestable. En deux ans, le véhément socialiste esseulé sur son créneau s'est remis en selle. Mieux, il a atteint désormais le stade dont il rêvait depuis longtemps en vain : le voilà devenu un leader national, installé parmi les candidats à l'élection présidentielle, certes sans aucune chance de l'emporter mais avec la possibilité de se faire entendre et de pouvoir compter.

C'est une surprise. Non pas que Jean-Luc Mélenchon soit un homme sans qualités. Il a la politique dans le sang. À dix-sept ans, il était déjà le leader local du mouvement lycéen de Mai 68 à Lons-le-Saulnier. À vingt-cinq ans, ses études littéraires achevées, il était devenu le principal leader trotskiste de Besançon, un agitateur social déjà éloquent et vindicatif. Deux ans plus tard, il dirigeait le cabinet du maire socialiste de Massy, peut-être le maire socialiste le plus à gauche de France. À trente ans, il s'imposait comme premier secrétaire fédéral de l'Essonne, à l'extrême gauche du PS. À trente-cinq ans, le voici devenu sénateur de l'Essonne, benjamin du palais du Luxembourg, toujours progressiste, toujours mécontent, pestant contre les timidités et les lenteurs de la gauche au pouvoir. Il est l'homme en colère du Sénat, pittoresque, excessif, solennel, orateur torrentiel sur un registre ressemblant étrangement à celui des grands tribuns socialistes utopistes de la révolution de 1848 ou de l'opposition farouche à Napoléon III. Jean-Luc Mélenchon ne plaisante pas avec la République, les grands principes, la laïcité (c'est un intégriste absolu de la loi de 1905, tendance petit père Combes), ni avec un socialisme passionnel ultra-revendicatif, un socialisme qui rêve de rupture grandiose.

Ses détracteurs – ils sont nombreux, notamment au sein du PS – relèvent avec acidité que Jean-Luc Mélenchon a été tour à tour ou à la fois mitterrandolâtre, fabiusien, rocardien, emmanueliste, jospinien, pour finir par devenir enfin ce qu'il rêvait de pouvoir être depuis toujours, c'est-à-dire mélenchonien.

Le personnage, c'est un fait, n'est pas simple. Il y a chez lui une authenticité de gauche extrême instinctive, foncièrement protestataire, qu'il a su parfois brider par intérêt mais qui ressurgit irrésistiblement. Il y a aussi un *apparatchik* retors, manœuvrier, manipulateur, prompt à tirer les ficelles et à se saisir du pouvoir. Il y a encore un blessé perpétuel, arraché du Maroc, projeté en Normandie, enraciné en Franche-Comté, happé par l'Île-de-France, malheureux en famille, affectif et déchiré, colérique et sentimental, cultivé et simplificateur, fidèle en amitié, infidèle en politique, révolté par les injustices, en guerre contre les inégalités mais avide de jouer un rôle et de voir ses talents reconnus. C'est ainsi qu'il rêve de révolution mais qu'il entre au Sénat. Qu'il maudit le réformisme mais qu'il accepte avec empressement de devenir ministre délégué à l'Enseignement professionnel sous Lionel Jospin. Ce grand imprécateur, ce procureur perpétuel est ainsi devenu pour un temps un bon soldat du « réalisme de gauche ». Les contradictions ne l'effraient pas. Je l'ai croisé la mine sombre et sévère, s'agitant à l'aile gauche du PS, puis apaisé et courtois en ministre jospinien et de nouveau déchaîné et vindicatif durant la campagne du référendum européen institutionnel de 2005.

C'est à ce moment-là qu'il a trouvé sa vocation. Militant ardemment pour le « non », avec une éloquence théâtrale et une argumentation aussi enflammée que délibérément simpliste, il s'est pour la première fois découvert réellement populaire. Il a mené campagne au sein de son propre parti, puis contre lui, faisant tribune commune avec Marie-George Buffet, secrétaire nationale du PC, et Olivier Besancenot, porte-parole de la Ligue communiste révolutionnaire. Il était le moins connu des trois, le moins influent, le moins entouré, mais c'était lui qui récoltait les applaudissements les plus enthousiastes, lui qui faisait rugir de joie ou de colère une foule conspuant l'Europe de Bruxelles, des nantis, des libéraux. Jean-Luc Mélenchon a découvert alors le bonheur d'être aimé du grand nombre, de devenir enfin redouté de ses adversaires, de pouvoir faire vibrer, exploser, se dresser dans l'élan d'une philippique irrésistible un auditoire conquis. Jean-Luc Mélenchon a enfin rencontré son personnage. Désormais, il serait le grand inquisiteur à l'éloquence incandescente, au verbe dévastateur et sauvage, au réquisitoire hugolien. Il serait le tribun de la plèbe, il serait à lui seul le tribunal populaire ostracisant les privilégiés, les importants, les oligarques, précipitant les riches et les célèbres en enfer. Il serait l'indigné en chef de l'élection présidentielle de 2012.

Évidemment, c'était aussi un adieu à toute nuance, à toute pondération, à toute bonne foi. Puisque le personnage a trouvé son rôle, il se condamne à l'excès, à la démesure, à la caricature. Les ennemis deviennent des diables, les arbitres sont des suppôts de Satan, les journalistes méritent le pilori ou la hart, les financiers la corde, les banquiers la guillotine, la droite le bagne et la gauche de gouvernement le purgatoire le plus cruel. Jean-Luc Mélenchon est ainsi maintenant l'orateur le plus inspiré, le plus emporté, le plus menaçant. Il ne craint ni la démagogie la plus rustique, ni le populisme le plus basique, mais tout cela enrubanné de formules farouches, de saillies irrésistibles et de provocations déconcertantes.

Au fond de lui-même, Jean-Luc Mélenchon n'est pourtant peut-être pas si fier que cela des moyens qu'il a choisis pour s'imposer. Il est heureux d'être célèbre, il est content d'être craint, mais il regrette sans doute l'estime que méritait son intelligence et l'attention que justifiait sa culture. C'est en tout cas l'impression qu'il m'a donnée plus d'une fois, notamment lors d'une empoignade télévisée sévère qui nous a opposés au cours d'une émission de Franz-Olivier Giesbert. Sous ses diatribes vindicatives et ses envolées furibondes, il m'a semblé alors percevoir la nostalgie d'un registre plus honorable, moins manichéen : plutôt Gambetta que Fouquier-Tinville, plutôt Garibaldi qu'Hugo Chávez.

Pierre Mendès France

J'ai eu le privilège de bien connaître Pierre Mendès France et même de faire sa connaissance très tôt, puisqu'il est le premier homme politique, le premier homme d'État que j'aie approché et avec qui, à ma grande joie, je me sois lié d'une sorte d'amitié, bien entendu inégale. C'était en 1967, au début du second septennat du général de Gaulle. La gauche venait de réussir un score inespéré aux élections législatives, pour la première fois sous la V^e République, et la majorité ne tenait qu'à un siège à l'Assemblée nationale, en raison de la présence d'un fort groupe de centristes d'opposition. La France était prospère et heureuse. Le Général l'avait dotée d'institutions solides, l'avait sortie du piège algérien et avait réussi une décolonisation honorable sans perte de temps. Le pays avait retrouvé fierté et espérance, la croissance était forte, le chômage n'existait pas. L'ingratitude étant le privilège légitime de la démocratie, l'opposition se sentait donc des ailes. Puisque Charles de Gaulle avait remis la nation sur pied, la gauche pouvait de nouveau rêver d'alternance. En son sein, deux hommes se détachaient, François Mitterrand, qui avait rassemblé 45 % des voix au second tour de l'élection présidentielle de 1965, et Pierre Mendès France. Le premier était crédité d'une habileté

politique unique, le second bénéficiait d'un prestige personnel incomparable.

Pour moi, jeune journaliste, chroniqueur au *Monde*, à *L'Express* et à *Témoignage chrétien*, enseignant tout neuf à Sciences Po, aucune comparaison n'était alors possible : François Mitterrand m'apparaissait comme un pur-sang politique aussi brillant qu'ambigu, Pierre Mendès France comme l'archétype de l'homme d'État de gauche. Il voulut bien s'intéresser aux analyses de sociologie politique que j'esquissais dans *Le Monde* et à *l'Histoire du Parti Communiste français* que je venais de publier avec Jacques Fauvet, prestigieux rédacteur en chef politique du quotidien du soir. Il m'invita donc à lui rendre visite à plusieurs reprises dans son appartement cossu et cependant austère de la rue du Conseiller-Collignon, au cœur du ^{XVI^e} chic. J'étais ému et intimidé à l'idée de rencontrer celui qui était alors l'objet de ma plus grande admiration et dont la campagne législative victorieuse de 1956 m'avait donné l'envie de devenir commentateur politique.

Il m'accueillit avec une simplicité bienveillante. Sur son bureau, qui ressemblait plus à celui d'un grand universitaire que d'un ancien président du Conseil, j'ai été aussitôt frappé de distinguer plusieurs ouvrages de Keynes et de Schumpeter, des lectures fort peu répandues chez les hommes politiques français de l'époque et d'ailleurs d'aujourd'hui. Ce n'était pas ostentation, un défaut aux antipodes de sa personnalité, mais familiarité et même intimité comme je pus m'en rendre compte à ses fréquentes références, parfois étayées par la lecture d'un passage indiqué par un signet.

Pierre Mendès France était ainsi, sérieux et même grave, concentré et méthodique, allant à l'essentiel avec un esprit admirablement organisé et une clarté impressionnante de vigueur et d'exigence. Il se montrait amical, sans doute sensible à ma ferveur discrète, mais bien décidé à ne pas perdre son temps. Il attendait de moi des indications précises sur les informations et les conclusions des ouvrages de science politique, de préférence anglo-saxons et notamment britanniques – c'était un anglophile déclaré – que l'on découvrait alors en France. En échange, il me faisait partager ses analyses et, lorsqu'il avait le temps, ses souvenirs.

Cela m'offrit l'occasion d'une expérience inoubliable et de l'un des fragments de mémoire les plus intenses de ma vie. Durant les mois de mai et juin 1968, Pierre Mendès France me fit en effet venir une fois par semaine chez lui, généralement en compagnie d'un tout jeune et fort brillant diplomate de ses amis, pour des déjeuners de travail. La chère était maigre, mais la conversation fascinante. Toujours méthodique, le Président – c'était ainsi qu'on l'appelait généralement – avait décidé qu'outre ses conseillers et amis politiques habituels, il lui serait utile de discuter des événements avec deux jeunes hommes

de moins de trente ans, afin d'avoir les réactions d'une autre génération. Je ne suis pas sûr que nous étions très représentatifs, mon homologue étant cependant nettement plus acquis que moi à cette tornade culturelle que je regardais en témoin et qu'il vivait en sympathisant.

Avant le fameux meeting de Charléty, dont Pierre Mendès France devait être le symbole et le héros, je lui déconseillai vigoureusement de prendre la parole, alors que la plupart de ses proches l'adjuraient au contraire de prononcer un grand discours très offensif. Des décennies plus tard, je crois que je n'avais pas tort, mais je regrette encore de n'avoir pu entendre Pierre Mendès France, à l'éloquence si rationnelle, si ardente mais si logique, s'adresser aux militants disparates, déstructurés et utopistes de Mai 68. En tout cas, avoir bénéficié des analyses à chaud d'un homme d'État de gauche durant une phase aussi extraordinairement originale et imprévue, c'est un souvenir qui ne risque pas de s'effacer. Ses propos me servirent largement quelques semaines plus tard pour interroger Raymond Aron sur le même sujet à l'occasion de l'essai retentissant du grand sociologue, qui devait s'intituler sur ma suggestion *La Révolution introuvable*.

Pierre Mendès France considérait d'ailleurs Aron comme l'idéologue le plus distingué de France, mais aussi comme le plus redoutable pour la gauche. Après la publication du livre, il m'envoya un petit mot aussi amical que caustique pour regretter que je ne lui ai pas proposé le même exercice. Je ne crois pas cependant qu'il aurait eu la même liberté d'expression que Raymond Aron. Sans doute aurait-il hésité par scrupules à assumer publiquement ses réserves face à un mouvement dont il approuvait les ressorts, mais dont il n'adorait pas les formes et dont il redoutait les conséquences. Il fut en tout cas personnellement battu aux élections législatives de juin 1968 pour avoir soutenu un surgissement dont il avait anticipé les risques.

Pierre Mendès France était ainsi, résolu mais d'une probité intellectuelle et d'une qualité d'analyse qui lui faisaient ressentir à l'avance toutes les difficultés et les obstacles de ce qu'il s'appropriait à entreprendre. Son courage l'emportait certes sur cette lucidité presque excessive et son intelligence, toute pessimiste qu'elle ait été, n'entravait pas sa hardiesse. Il avait été avant guerre le plus jeune avocat de France, le plus jeune député (à vingt-cinq ans), le plus jeune collaborateur de Léon Blum. Sa guerre avait été héroïque. À la Libération, le général de Gaulle en avait fait le ministre de l'Économie : il avait préféré quitter le gouvernement plutôt que de renoncer à la politique d'austérité qu'il jugeait (à juste titre) indispensable pour relever la France. Radical, on dirait aujourd'hui radical de gauche, il avait incarné sous la IV^e République à la fois la

modernité politique, la rigueur économique et la lucidité à propos de la décolonisation. Ses rares discours étaient des moments d'éloquence exceptionnels, écoutés par les députés dans un silence inquiet. On l'admirait et on le craignait.

Son trop bref passage à la tête du gouvernement en 1954 a permis de clore le drame indochinois et de dénouer la crise tunisienne. Sous le gouvernement Guy Mollet (lequel lui avait chipé la présidence du Conseil), il avait préféré démissionner que transiger. Revenant au pouvoir en 1958, le général de Gaulle avait cherché en vain à le convaincre d'entrer au gouvernement : Pierre Mendès France considérait que les conditions de la naissance de la V^e République ne respectaient pas les critères et les formes de la démocratie. Il n'a donc jamais participé au pouvoir sous ce régime, publiant au contraire un livre fameux, *La République moderne*, qui s'offrait en alternative janséniste au bonapartisme gaullien.

Le Président n'avait cependant pas que des qualités et, en particulier, il avait un entêtement qui tournait à l'obstination. Il voyait large et droit comme peut-être personne d'autre, sa compétence surclassait nettement celle de ses rivaux, son intégrité était admirable, son énergie n'avait pas de limites et sa lucidité était presque excessive mais son opiniâtreté et son exigence lui faisaient écarter sans faiblir les occasions qui se présentaient.

Il était hostile aux institutions, il a donc jusqu'au bout refusé tout net de se présenter à l'élection présidentielle, n'acceptant que de former avec le candidat Gaston Defferre en 1969 un tandem cocasse et sacrificiel. Puisque le présidentielisme de la V^e République lui semblait d'essence peu démocratique, il n'en serait pas. De même, sous la IV^e République, craignant le réarmement allemand, avait-il torpillé l'idée pourtant judicieuse d'une armée européenne. De même encore, étant totalement allergique au communisme, alors en pleine expansion, avait-il refusé de comptabiliser en sa faveur les votes des députés du parti de Maurice Thorez qui étaient prêts à soutenir sa politique de décolonisation.

Par la suite, durant les années 70, le PCF a justement été au cœur de nos discussions. Pierre Mendès France refusait absolument l'idée qu'ils puissent changer – c'est-à-dire, en clair, devenir démocratiques – et je soutenais la thèse que son déclin l'obligerait à se métamorphoser ou à dépérir définitivement, deux hypothèses qui le rendaient moins dangereux. Pierre Mendès France n'envisageait donc pas d'alliance avec le parti communiste. Il était décidément plus un homme d'État qu'un tacticien.

Sa conversion tardive au socialisme me laissa cependant songeur et insatisfait. À l'époque, elle signifiait nationalisations massives et relance par la consommation à coups de grandes mesures sociales. Or

je savais qu'il désapprouvait ces choix qui ne correspondaient ni à ses convictions, ni à son expérience, ni à sa culture. Il m'expliqua que la victoire de la gauche était son but et qu'avec la V^e République et la bipolarisation (le dualisme gauche/droite avait en effet succédé à la troisième force typique de la IV^e République) le parti socialiste devenait le seul chemin. J'observais respectueusement qu'il acceptait donc avec le système des partis une conversion qu'il récusait à propos des institutions. Il me rétorqua que dans un cas la démocratie pouvait progresser et que dans l'autre elle ne pouvait manquer de reculer. C'était un rhétoricien de première force qui savait recouvrir ces quelques ruses d'un manteau de cartésianisme inentamable. Avec lui, le débat allait cependant plus loin qu'avec quiconque d'autre, sauf Valéry Giscard d'Estaing qui préférait malheureusement exposer (ce qu'il faisait mieux que personne) plutôt que discuter.

J'avais été enchanté de donner à Pierre Mendès France l'occasion de faire son retour à la télévision. Il se méfiait tellement de l'ORTF qu'il en refusait les invitations. Il me fit assez confiance pour passer outre ses réticences. Il débattit notamment avec éclat face à Alexandre Sanguinetti, baroudeur coriace et brillant du gaullisme (il sera secrétaire général de l'UDR), spécialiste des affrontements virulents et des formules chocs, fort cultivé au demeurant et qui, avec son allure de centurion romain, était un rude adversaire. Pierre Mendès France démontra de nouveau à cette occasion que sa cohérence et sa compétence économique s'imposaient irrésistiblement, même contre les plus vaillants jouteurs. Jacques Chirac refusa tout net de se mesurer à lui, Raymond Barre se sentait trop de points communs avec lui pour l'affronter et Valéry Giscard d'Estaing, Président, n'imaginait pas une confrontation. Restaient les interviews, au « Club de la presse » d'Europe 1 où j'eus l'occasion de le recevoir plusieurs fois et où il fit d'ailleurs, je crois, sa dernière émission car sa santé déclinait et il redoutait désormais les directs. À la fin du giscardisme, il voulait par-dessus tout assister à la victoire de la gauche mais il savait bien, il me le répétait, qu'il ne serait plus en état de prendre des responsabilités. À cette époque-là, il jetait ses dernières forces en faveur d'une paix et d'une cohabitation entre Israël (où il bénéficiait d'un immense prestige) et les Palestiniens, qui le respectaient.

Le triomphe de François Mitterrand l'émut, l'emplit de joie et le frustra. Il exultait d'avoir assisté à cette victoire socialiste avant de disparaître. Malgré la fameuse accolade entre les deux hommes, il ne fut cependant pas aussi mis en avant et remercié qu'il aurait mérité de l'être. Sa caution stoïque avait pourtant été bien utile durant la campagne. Il n'était plus en état d'exercer une fonction, mais il aurait pu remplir une mission. François Mitterrand ne la lui proposa pas, il ne la sollicita évidemment pas. Il aurait pu éviter à la gauche quelques

erreurs manifestes que Jacques Delors et Michel Rocard n'avaient à ce moment pas le poids politique suffisant pour empêcher. Il aurait pu aussi mener une négociation économique internationale qui aurait été bien utile à la France. Ce fut une ultime occasion manquée.

Malgré tout, il avait trop d'élévation d'esprit pour que sa déception personnelle l'emporte sur la liesse collective. Je le voyais toujours régulièrement en hiver à Paris (un dîner chez moi avec Anne Sinclair et Ivan Levaï a été l'une de ses toutes dernières sorties) et l'été dans le Gard où nos maisons étaient à moins d'une heure l'une de l'autre.

Je me le rappelle, comme si c'était aujourd'hui, nous attendant assis dans un petit fauteuil inconfortable, à l'ombre d'une encoignure sur l'immense et superbe terrasse du château de Montfrin qui appartenait à sa femme Marie-Claire. Il avait toujours le regard profond et intense, plus mélancolique cependant qu'autrefois. Il mangeait à peine et il ne buvait pas. Il cachait ses souffrances mais pas son état. La conversation restait cependant enjouée et animée. Il me donna à relire le manuscrit de son dernier livre, me fixa rendez-vous à Paris.

Lorsque je lui rendis visite en décembre 1981, peu de temps avant sa mort, il me fit un sombre diagnostic de la politique économique du gouvernement Mauroy, mais m'adjura de ne jamais utiliser son témoignage à l'appui d'une critique. Il déplora que, face à Raymond Aron, la gauche n'ait pas un intellectuel de même envergure et de même autorité à mettre en avant. Il me fit remarquer que, comme il me l'avait prédit en 1968, Michel Rocard, ex-autogestionnaire virulent, était devenu un brillant social-démocrate. Il me dit encore, ultime et judicieux conseil, de me méfier des économistes monétaristes dont la mode s'imposait et de ne pas succomber à mes excès de rationalité, un péché, ajouta-t-il, qu'il avait parfois lui-même commis. Ce fut la dernière fois que je le vis.

François Mitterrand

François Mitterrand est à coup sûr l'homme politique, *a fortiori* le président de la République, que j'ai connu le mieux et le plus longtemps. Il est de loin, sous la V^e République, le chef de l'État qui s'est intéressé le plus aux journalistes et les a rencontrés le plus assidûment. Cela n'allait évidemment pas sans arrière-pensée : François Mitterrand a été le plus grand manipulateur de la presse de sa génération, dans l'opposition comme au pouvoir.

Nous avons eu cependant des relations personnelles beaucoup plus saines que ce n'était généralement le cas pour deux raisons toutes simples : nous avons fait connaissance en 1968, à l'occasion d'un livre d'entretiens, *Ma part de vérité*, qui devait paraître l'année suivante. Il était à l'époque en grande difficulté politique. Les gaullistes venaient

de remporter une victoire massive aux élections législatives de juin 1968. François Mitterrand, qui s'était imprudemment posé en prétendant au pouvoir, au pire de l'ouragan culturel et sociétal de mai, apparaissait comme le grand vaincu. La droite l'exécrait et en faisait un quasi-factieux. La gauche le rejetait. Quand nous nous promenions entre deux séances de travail dans les jardins du Luxembourg, les étudiants le sifflaient. *Ma part de vérité*, salué par la critique, et au sein duquel il faisait pour la première fois clairement profession de socialisme, lui a permis de rebondir et de revenir dans le jeu. Il m'en a été reconnaissant et, comme il avait la mémoire longue, ne l'a jamais oublié.

Par ailleurs, si je partageais certaines de ses analyses politiques, (sur le parti communiste par exemple, qui était la grande affaire politique de la gauche ou encore à propos de l'Europe), j'étais loin de le suivre en matière économique et sociale. Nos bonnes relations avaient donc une base limpide : nous nous connaissions bien, nous avions de la sympathie l'un pour l'autre, inégalitaire cela va de soi, mais nous mesurions parfaitement nos divergences, d'autant plus qu'il lui arrivait alors – c'était avant qu'il connaisse Jacques Attali et Laurent Fabius – de me demander impromptu une documentation succincte sur tel ou tel sujet pour préparer une intervention à l'Assemblée nationale. Je découvrais ainsi empiriquement ce qu'il savait et ce qu'il ne savait pas, ce qui l'intéressait et ce qui ne l'intéressait pas, ce qu'il croyait et ce qu'il ne croyait pas. Si la politique était son territoire, l'économie n'était pas son fort.

Ce mélange de familiarité et de différences constituait une bonne base pour nos relations, à quoi il faut ajouter que je partageais pleinement sa conviction qu'on ne comprend rien à la politique française si l'on n'en connaît pas vraiment son histoire et sa littérature. J'ai dû passer au total des dizaines et des dizaines d'heures à parler avec lui de lectures (il regrettait cependant que je ne sois pas bibliophile), de peinture, d'architecture, beaucoup d'histoire et souvent de religion. Sur tous ces sujets-là, il était bien souvent éblouissant et d'une érudition phénoménale. Il avait lu tous les grands textes ou presque et ne se lassait pas de les relire en toutes circonstances, y compris au pouvoir et durant les pires crises.

J'ai d'ailleurs toujours pensé qu'il avait été élu à la présidence de la République, certes porté par la crise et par le chômage, certes poussé par la dynamique socialiste et par le besoin d'alternance après vingt-trois ans de règne continu de la droite, certes tiré par son propre talent, mais également symboliquement par deux facteurs qui ont équilibré ce que sa personnalité avait de contesté : sa culture, qu'il avait eu l'occasion de démontrer à la télévision avec un rare mélange de brio et de naturel lors d'une émission restée célèbre de Bernard

Pivot, et la réponse, résolue et grave, non moins fameuse, qu'il m'avait faite à propos de la peine de mort, à l'issue du dernier « Cartes sur table » précédant le vote présidentiel, en mars 1981. Quelqu'un qui démontrait une telle culture ne pouvait pas être tout à fait mauvais. Un candidat qui prenait le risque d'affronter l'opinion publique sur un sujet aussi imposant que la peine de mort ne pouvait pas être seulement le personnage florentin et machiavélique que l'on ne cessait de décrire. Bien entendu, seule une petite fraction de l'électorat a sans doute été sensible à ces indications-là, mais il s'agissait justement des milieux sociaux les plus susceptibles de voter en faveur soit de la droite éclairée, soit de la gauche modérée, donc de peser particulièrement.

À cette occasion, je pus d'ailleurs mesurer à l'avance ce qu'allait être le climat de la victoire de la gauche. Ma question sur la peine de mort avait surgi à la toute fin de l'émission. Aussitôt après, Jean-Pierre Elkabbach prononça les quelques phrases de conclusion. À peine nous étions-nous levés et quitions-nous le plateau volontairement exigu de l'émission pour saluer les invités qu'une demi-douzaine de collaborateurs de François Mitterrand, deux ou trois hiérarques socialistes et quelques proches du candidat se sont rués sur moi pour m'apostropher, m'accabler de reproches et dénoncer le piège infâme qu'à leurs yeux je venais de tendre à François Mitterrand. Celui-ci m'a rejoint sur ces entrefaites, m'a posé la main sur le bras d'un geste inhabituellement familier et m'a remercié à haute et claire voix de lui avoir donné l'occasion d'une mise au point qu'il espérait. Instantanément, mes contempteurs changèrent d'attitude du tout au tout, me congratulant sans vergogne et me félicitant impudemment de ce qu'ils venaient de me reprocher avec tant de hargne. Ce fut pour Jean-Pierre et pour moi une bonne leçon de choses, éclairant à la fois quelques personnalités et illustrant l'étrange ascendant qu'exerçait François Mitterrand sur son entourage.

Il faut reconnaître que le personnage de François Mitterrand est le plus complexe, le plus subtil, le plus contradictoire, le plus labyrinthien, peut-être pas le plus impressionnant, mais à coup sûr le plus fascinant et le plus romanesque qu'il m'ait été donné de connaître. Sur l'homme politique, sur l'homme d'État, sur le Président, il y a beaucoup à dire, de l'excellent, de l'exceptionnel même, mais aussi du beaucoup moins bon et parfois du bien décevant. Sur l'homme privé, sur le personnage en revanche, nul n'atteint ce degré d'indépendance, de liberté absolue, balayant règles et codes ordinaires avec une intrépidité et souvent une amoralité dont les limites semblaient reculer au fur et à mesure qu'on le découvrait mieux. Je lui ai dit un jour que si un grand romancier entreprenait de faire son portrait, il finirait par abandonner et que mieux valait en laisser la

charge aux essayistes et aux biographes qui pouvaient s'appuyer sur ce que l'on savait de sa politique pour compenser ce que l'on finirait toujours par ignorer de sa personne. Il a souri d'un air songeur avant d'écarter la remarque d'un geste impatient.

François Mitterrand avait le chic pour s'attirer des fidélités bien au-delà de frontières politiques. Son entourage amical privé a d'ailleurs toujours été parfaitement disparate. Il s'intéressait sincèrement aux autres, aux individus, avec un abord d'autant plus facile que la hiérarchie était naturellement mieux marquée. Dans sa circonscription de la Nièvre où il m'a emmené quelquefois avant 1981, il donnait le sentiment de connaître tout le monde et de se remémorer infailliblement situations de famille, études ou mariages des enfants. Jacques Chirac aussi était comme cela.

Les amis l'étaient pour toujours, quelle que soit la façon dont ils avaient tourné. Il y avait les amis d'adolescence ou d'études, plutôt bourgeois de droite, voire d'extrême droite, les amis de captivité, de milieux beaucoup plus populaires, les amis de Vichy ou de la Résistance (c'était parfois les mêmes), hétéroclites par essence, puis les amis politiques de la IV^e République, généralement de centre droit, et les amis de la V^e République, nettement plus à gauche. À quoi s'ajoutèrent ensuite collaborateurs, conseillers, ministres privilégiés par la culture ou par le talent, écrivains attirés par sa réputation littéraire ou par la lumière du pouvoir. Autant de strates, autant d'univers différents qui généralement s'ignoraient, mais un modèle commun de fidélité impérieuse. Il était, il restait quelles que soient les circonstances, le suzerain protecteur et fidèle visitant les malades, aidant les veuves, célébrant les morts, décorant les bien-portants. Dans cette cohorte bigarrée, certains étaient vertueux et d'autres pas du tout, mais tous étaient prêts à se mobiliser pour lui. François Mitterrand a toujours cru que les réseaux de fidèles et d'amis pouvaient faire la différence. Il a souvent eu raison.

Contrairement à toute une littérature absurde et polémique, l'argent ne l'intéressait pas. Sa famille était de bourgeoisie sans fortune. Il aimait les maisons de maître anciennes avec une histoire et du charme, de préférence discrètement délabrées. Lorsque, premier secrétaire du PS, il s'était invité chez nous dans les contreforts des Cévennes, lors d'un de ces voyages rituels et amicaux à travers la France qu'il affectionnait, il s'extasiait sur les lézardes et les crevasses de la façade, regardées comme des cicatrices glorieuses, témoins des guerres de Religion, un autre de ses sujets de conversation favoris.

Jusqu'à ce qu'il soit Président, il était bien connu pour ne pas porter de montre ni avoir d'argent sur lui. De fait, il mettait un point d'honneur à arriver en retard et se laissait inviter sans façon. Je ne l'ai jamais vu payer un taxi, une consommation ou l'addition d'un

restaurant. En revanche, une fois chef de l'État, ce fut l'inverse, il recevait systématiquement. Il nous a emmenés à plusieurs reprises, Jean-Pierre Elkabbach et moi, pour des virées impromptues en hélicoptère, toujours le samedi et d'ordinaire en Bourgogne. Nous écumions églises, étangs et cimetières. Nous avions droit en vol à un cours de géographie régionale, puis en marchant à des variations historiques ou littéraires. Durant le déjeuner, on parlait politique, le plus librement du monde. Il nous racontait ses relations avec les chefs d'État étrangers, ses objectifs, les obstacles qu'il percevait, ses espérances européennes, son pessimisme sur le Proche-Orient, ses craintes à propos de l'Europe centrale.

On passait d'ailleurs sans transition du milieu du ^{XIX}^e siècle aux semaines à venir. Il commentait avec appétit et alacrité la conjoncture politique nationale, faisant passer des messages sans se dissimuler, ouvert aux objections, friand de tout connaître de la personnalité de ses adversaires, de ses alliés et de ses propres partisans. Jamais personne n'a parlé aussi finement que lui du personnel politique sous la V^e République. Il considérait d'ailleurs que la cinquantaine d'hommes politiques la plus marquante de la IV^e République était fort supérieure à son équivalent sous la V^e République. Il n'appréciait pas qu'on lui dise que cela valait peut-être plus pour la gauche que pour le centre et la droite.

Il détestait d'ailleurs le centrisme où il était pourtant passé et dont il n'hésitait pas à débaucher des élus. Il riait volontiers de ses contradictions qui ne le gênaient nullement. Les restaurateurs refusaient de le laisser payer, mais il offrait des pourboires royaux, manifestement alimentés par sa cassette présidentielle. Pour le reste, si son hôtel particulier de la rue de Bièvre avait de la séduction, il n'était ni luxueux ni immense. Sa maison de Latche était agréable et typique, mais assez modeste (il avait tout de même la collection intégrale des Livres de Poche sur la totalité des parois intérieures de son bureau). Quant aux fantasmes sur son palais de Venise ou sur son château de la Côte d'Azur, ils n'ont jamais eu l'ombre d'un commencement de réalité, pas plus d'ailleurs que les fabuleux comptes suisses qu'on lui attribuait. S'il n'avait jamais eu de vrai souci d'argent depuis la Libération, son patrimoine était bien le dernier de ses soucis. Les difficultés financières de sa veuve et d'un de ses fils en témoignent.

Ce n'était pas pour autant un saint et il ne feignait nullement de l'être. La foi, la transcendance, la métaphysique, la spiritualité le fascinaient, certes, comme la traversée de la mort. Il lisait les mystiques, avait des conversations mystérieuses avec le cardinal Lustiger ou frère Roger, le supérieur de l'abbaye de Taizé, il connaissait bien la Bible. On sait qu'à la fin de sa vie il avait laissé cette instruction ambiguë : « Une messe est possible. » Le judaïsme le

passionnait, le protestantisme réformé lui était familier. Il m'a même prêté des livres assez savants sur le sujet, mais, au regard des préceptes de toutes ces confessions, c'était alors un grand pécheur et je suis persuadé qu'il ne le regrettait en rien.

Il aimait les femmes, que sa séduction, sa hardiesse et son magnétisme attiraient fréquemment. Il a collectionné les aventures, les passades, les bonnes fortunes. Il en parlait volontiers à certains de ses familiers, toujours les mêmes, jamais à d'autres (dont j'étais). J'ai pu constater néanmoins qu'il n'était pas toujours discret et que ses conquêtes étaient loin d'être immuablement enviables. Le donjuanisme tenait incontestablement une grande place dans sa vie. Il faut lui reconnaître en revanche qu'il ne se comportait pas en mufler après ses ruptures. Ce grand séducteur, ce collectionneur trouvait le moyen d'être ainsi fidèle à sa manière. Il aimait d'ailleurs beaucoup sa famille, ou plutôt ses familles, avec autant de sincérité qu'il pouvait en avoir. C'était, en somme, un spécialiste des niches sentimentales et des intermittences du cœur et du corps.

Un autre trait de sa personnalité était en tout cas le courage. Il l'a démontré en toutes occasions : durant la guerre où il s'est comporté en sous-officier valeureux ; dans son camp de prisonniers dont il s'est évadé trois fois, finalement avec succès ; *a fortiori* dans la Résistance où, à partir de 1943, il a joué un rôle éminent et parfois téméraire, allant jusqu'à porter la contradiction lors de réunions publiques de vichystes ou de collaborateurs, évidemment truffées de policiers et de miliciens. Il a d'ailleurs échappé par miracle à la Gestapo en 1944. Plus tard, président de la République, il n'hésite pas à se rendre au Liban en pleine guerre civile, au grand effroi de tout le monde, ou encore en Bosnie au milieu des affrontements sanglants.

Politiquement, il n'est pas moins intrépide, il l'a démontré dix fois, affrontant le général de Gaulle à plusieurs reprises, jouant ses candidatures présidentielles sur des coups de dés improbables, passant alliance avec des adversaires dangereux, prenant d'assaut le PS avant même d'être socialiste, s'associant au PC qu'il rêvait de détruire, instrumentalisant sans hésiter Jacques Chirac ou Jean-Marie Le Pen. Il y avait là assurément du cynisme et de l'opportunisme, mais aussi du défi et du courage.

Même chose en matière internationale où il prend tous les risques pour sauver l'engagement européen de la France, défie l'URSS en expulsant ses espions, en saluant ses dissidents, en soutenant l'implantation des missiles américains face aux SS-20 soviétiques. Sa résistance exceptionnelle à la maladie enfin, son stoïcisme des dernières années lorsqu'il souffrait mille morts mais tenait bon au palais de l'Élysée, j'en ai été le témoin pétrifié, la lucidité héroïque de son agonie, tout cela compose un tableau frappant, royalement

crépusculaire.

Il était évidemment d'une ambition exceptionnelle, hors normes. Il croyait en son destin, en sa prédestination quasi monarchique. Elle l'habitait tant qu'elle l'entraînait parfois sur de fâcheux chemins. Ce fut le cas, bien entendu, durant sa période vichyste, ou plus exactement maréchaliste. Il a fait partie de ces nombreux Français qui ont espéré que le vieux soldat sauverait l'honneur et quelques bribes d'indépendance. Sans doute avait-il également envie de le croire pour mieux se persuader qu'il avait raison de tenter de faire carrière à Vichy. C'est ce qu'il a fait, puisque, avant de devenir un responsable important de la Résistance, il a fait son chemin dans la ville d'eau, pressé de s'imposer, aventureux à l'excès, trop à l'aise dans le double jeu.

Il est vrai que l'époque était à la fois tragique et opaque, qu'il était à peine majeur et que sa résistance a largement compensé son maréchalisme originel. Dans ces années noires et si fluctuantes, il a démontré à la fois son appétit de pouvoir, son intrépidité et son aisance à se mouvoir entre deux eaux. Il en est finalement sorti honorable, honoré, avec un ascendant exceptionnel sur ses camarades. Plus tard, il ne cessera de fulminer contre les simplificateurs qui ne comprenaient rien aux contradictions de cette phase désastreuse de notre histoire. Je l'ai vu blanc de colère lors d'une discussion à propos d'un livre de Bernard-Henri Lévy, *L'Idéologie française*. Il éructait littéralement. La seule idée qu'il ait pu être assimilé de près ou de loin à une forme d'antisémitisme le révoltait. D'où, entre autres, son livre de dialogues avec Élie Wiesel, prix Nobel de la Paix, son ami, ou encore les sépulcrales et irremplaçables émissions-mémoires avec Jean-Pierre Elkabbach.

Reste qu'il avait les dents particulièrement longues. Symboliquement, il les fera d'ailleurs limer avant d'être élu Président, comme si, touchant au but, il devait soudainement estomper symboliquement cette dimension de sa physionomie. Durant la Résistance, il avait éclipsé ses rivaux sans aucun état d'âme, notamment un médiocre neveu du général de Gaulle, lequel ne le lui pardonna pas. À la Libération, il s'impose impitoyablement au détriment de l'intrépide mais peu habile Henri Frenay. Élu député de droite, il adhère promptement à un groupe parlementaire centriste, composite à souhait, l'UDSR, dont il devient la principale figure. Cela lui permet d'entrer fort jeune au gouvernement. Dès la fin des années 40, il a entrepris un recentrage manifeste, européen déclaré et discrètement libéral en matière coloniale. Avec les années 50, il collectionne les postes ministériels dans des gouvernements cette fois de centre gauche (Mendès France, Guy Mollet) à des postes de plus en plus éminents mais toujours très politiques, comme l'Intérieur ou la

Justice.

Il a été la victime d'une affaire gravissime, l'affaire des fuites, manipulée par l'extrême droite, compromettant l'extrême gauche, mettant en cause la Défense nationale. Il a été lavé de tout soupçon mais n'oubliera jamais que Pierre Mendès France, président du Conseil, a fait mener une enquête secrète sur lui et a donc envisagé sa culpabilité. Cette injustice aigra leur future rivalité, mais reflète aussi l'opinion qu'on avait de lui à la fin de la IV^e République : tacticien hors pair, orateur brillant et caustique, politique jusqu'au bout des ongles, mais avide de pouvoir et de réussite à un point remarquable, même dans le milieu politique où l'ambition ne manque pas. Du coup, on se défie de lui. Le bon René Coty, président de la République, hésite pour cette raison à en faire un président du Conseil. On admire ses dons, on redoute ses appétits.

Paradoxalement, c'est le retour au pouvoir du général de Gaulle, son adversaire de toujours, qui va le métamorphoser et changer son image. Non pas que les circonstances en aient fait un saint ou un bienheureux. L'affaire des jardins de l'Observatoire aurait même pu lui être politiquement fatale. Il tombe dans un traquenard qu'il a voulu inverser en sa faveur. Un personnage d'extrême droite l'avertit d'un attentat préparé contre lui. Au lieu de saisir la police ou la justice – depuis l'affaire des fuites, il ne leur fait guère confiance –, il laisse le piège se refermer pour mieux apparaître en victime. C'est aussi dangereux qu'ambigu. À cette époque, avec les événements d'Algérie, les attentats politiques ne sont pas rares. Terroristes algériens, activistes français d'extrême droite et réseaux gaullistes y prennent part. François Mitterrand se voit déjà en cible du pouvoir officiel. C'est ce que la gauche et tous les républicains d'opposition croient dans un premier temps, avant de déchanter et d'apprendre que l'ancien ministre a tenté de retourner l'embuscade à son profit.

Une polémique gigantesque éclate, chaque camp dénonçant qui la violence, qui la rouerie. Il faut un discours d'une émotion et d'une inspiration exceptionnelle de François Mitterrand au Sénat pour écarter la levée de son immunité parlementaire. Les gaullistes abandonneront d'ailleurs les poursuites, mais jamais le boulet n'est passé aussi près. Lorsque nous entreprendrons *Ma part de vérité*, il tiendra absolument à m'exposer durant près de deux heures sa version des faits. Bizarrement, il en garde à ce moment-là moins d'effroi qu'un étrange sentiment d'iniquité. Téméraire, cynique, rescapé et submergé par la rancœur : les gaullistes le calomniaient, il les diabolise.

Cette vindicte de l'ambitieux contrarié, de l'aventurier échaudé va enfin enraciner son antigaullisme et bâtir son nouveau personnage. Il publie *Le Coup d'État permanent*, libelle aigu et talentueux, caricatural aussi. Il y dépeint le général de Gaulle en autocrate despotique et les

institutions de la V^e République en régime ultra-autoritaire. C'est exagéré, mais on le regarde désormais en républicain farouche, en opposant emblématique. Cette fois, on ne pourra plus le taxer d'opportunisme. L'opposition lui réussit donc mieux que le pouvoir : il se forge une réputation inédite. Il se vit en opposant républicain pourchassé sous le second Empire et on commence à le croire. On le savait talentueux bretteur, on le retrouve contradicteur méthodique et même substantiel, toujours ambitieux mais davantage à la hauteur de ses ambitions.

C'est ainsi qu'il devient, par défaut il est vrai, le candidat unique de la gauche à l'élection présidentielle de 1965. Étape décisive dans son nouveau cursus, il met en ballottage l'auguste Général (avec l'aide des 15 % obtenus par le centriste Jean Lecanuet) et arrache 45 % des suffrages au second tour. Le voilà désormais estampillé homme de gauche et républicain rassembleur. On le regarde autrement.

Une fois traversés les orages de Mai 68 durant lesquels il s'avance trop tôt, il rebondit donc et, au congrès d'Épinay, son pont d'Arcole, il prend d'assaut le PS dont il devient aussitôt le leader dominateur. Il est donc tout naturellement de nouveau le candidat unique de la gauche en 1974. Il perd sur le fil face à un Valéry Giscard d'Estaing éblouissant, mais, cette fois, il incarne bel et bien, outre le PS, l'Union de la gauche. Il est en passe de gagner son pari, prendre définitivement l'ascendant sur le PC et rassurer les Français.

Durant ces années-là, son personnage s'accomplit. Le septennat giscardien voit la transmutation de l'ambitieux en homme d'État. Cela ne se fait évidemment pas sans obstacles ni rechutes. Il faut maîtriser Georges Marchais puis décourager Michel Rocard. François Mitterrand voit plus loin et plus large qu'eux. Il s'impose cette fois impérieusement. Sa personnalité reste certes vivement contestée à l'extrême gauche et à droite. Mais, fait nouveau, sa stature politique ne l'est plus. Durant cette période, je le vois régulièrement, d'émissions en émissions, de rencontres personnelles en rencontres personnelles, à Paris ou dans le Gard, chez lui ou chez moi. Son autorité apparaît plus nettement, sa stratégie ne dévie pas. On l'accuse toujours de machiavélisme, mais ses intentions sont visibles et stables.

Il prend de l'assurance à la télévision. En 1974, Valéry Giscard d'Estaing le domine durant le premier duel présidentiel télévisé de l'entre-deux-tours. Je l'ai mis sur pied avec Michel Bassi et coanimé avec Jacqueline Baudrier. Avant d'accepter d'y participer, François Mitterrand m'a averti : « Je vous tiens personnellement responsable de l'équité du débat. » C'était à la fois flatteur et astreignant. Pendant le septennat giscardien, je le vois s'affirmer de plus en plus lorsqu'il participe à « Cartes sur table » où Jean-Pierre Elkabbach et moi l'interrogeons. Il se débarrasse de ses tics d'avocat et de ses trucs

d'orateur parlementaire pour devenir plus spontané, plus authentique et plus impressionnant. Marchais amuse, Rocard séduit, Simone Veil émeut, Raymond Barre impressionne, mais François Mitterrand domine, sauf justement il est vrai lors d'un duel avec le Premier ministre Raymond Barre : sa faiblesse économique transparaît, mais sa conscience sociale enchante la plupart des téléspectateurs.

Lorsque nous nous voyons, il me convainc aisément de l'efficacité de sa démarche politique. Je le laisse, en revanche, parfaitement indifférent en lui énumérant les conséquences néfastes de ses engagements économiques. Il me cloue le bec en m'assénant la liste des universitaires glorieux et des experts renommés qui l'approuvent. En fait, il croit beaucoup plus à la volonté politique qu'à la compétence économique, et j'ai bien conscience que mes objections le laissent de marbre. Celles de Michel Rocard, il est vrai, l'agacent ou l'embarrassent nettement plus.

En revanche, il est toujours disponible pour analyser les stratégies politiques, les trajectoires personnelles et, de plus en plus, les questions internationales. Il y prend un plaisir manifeste, ne se fâchant même pas lorsque je chante les louanges du courage de Raymond Barre. En 1980 il me lâche même en souriant : « Mais c'est très bien ce qu'il fait, il me prépare le terrain. » Son cynisme est plus d'ordre économique que politique, sans doute parce qu'il est un virtuose de l'un et un athée de l'autre. La seule fois durant ce temps où il me bat réellement froid, c'est à propos de Saint-John Perse dont il se veut grand connaisseur, avec qui il a correspondu et sur lequel il n'accepte pas que j'avance une référence à un commentaire qu'il n'a pas lu. Par la suite, quand il voudra être cordial, il m'accueillera rituellement par un : « Aujourd'hui, nous ne parlerons pas de Saint-John Perse. »

Son élection ne modifie pas nos rapports. En 1981, comme mon frère Patrice, comme Jean-Pierre, j'ai été mis sur la touche à la télévision, mais à un moindre degré et plus brièvement. Ils sont exclus, je suis suspendu : ainsi s'exerçait l'alternance en ces temps archaïques, comme d'ailleurs la droite en avait donné l'exemple auparavant. François Mitterrand m'appelle cependant quelques jours après son installation au palais de l'Élysée pour m'assurer que nos rapports ne changeront pas et qu'il m'autorise d'ailleurs à en faire état si je le veux, ce dont je me garde évidemment bien. Après coup, il me félicitera de ce silence : cela nous permet de passer ironiquement en revue les comportements des uns et des autres, ignorant nos rencontres. Toujours fidèle, il avertit cependant deux ou trois de ses proches collaborateurs qu'ils lui déplaisent en me cherchant noise. Il a d'autant plus de mérite que, durant les deux premières années de son septennat, je ne suis pas, c'est une litote, un adepte de sa politique économique. Elle produit les effets néfastes qu'elle annonçait. En

1982, je publie donc sous le titre *La République de Monsieur Mitterrand* un essai dans lequel je plaide pour un changement radical d'orientation. Il le prend bien, me reprochant seulement le titre : « Cela fait République de Monsieur Thiers », me fait-il observer. Il reconnaît cependant que je suis au moins cohérent avec moi-même. Quant à lui, il s'exonère tranquillement de toute critique avec deux arguments : il tient scrupuleusement parole vis-à-vis de ses électeurs et il est essentiel que l'alternance de gauche le fasse, ce qui se soutient effectivement. Et puis, dit-il, il n'est pour rien dans le renversement de la conjoncture internationale, ce qui est beaucoup moins convaincant car plusieurs signes apparaissaient déjà avant même la campagne.

De cette première phase de sa présidence, je retiens exactement l'inverse de ce qu'en pensent et en ont écrit la plupart de ses partisans : pour eux, la grande époque du mitterrandisme, c'est l'alternance et 1981-1983. Pour moi, François Mitterrand est au contraire devenu réellement Président en 1983, lorsqu'il a choisi l'Europe et le réalisme économique contre son intérêt électoral, contre la fuite en avant dans les chimères protectionnistes.

La fin de sa vie fait ressortir au contraire François Mitterrand, selon moi, à son meilleur. Certes, il n'obtient pas de miracles en matière économique et malheureusement le chômage continue de grimper. Cette fois, il n'en est cependant pas coupable. Par ailleurs, il n'est pas infailible en matière internationale (notamment face à l'Allemagne de l'Est, à l'explosion de l'ex-Yougoslavie ou au génocide du Rwanda), même s'il n'en est pas responsable. Plus embarrassant sur le plan moral : l'affaire des écoutes téléphoniques, de la cellule de l'Élysée, des scandales politico-financiers qui éclatent. Tout cela éclabousse fâcheusement la fin de son double mandat. François Mitterrand n'a pas renoncé à protéger des amis équivoques et à utiliser des méthodes pour le moins expéditives, pour le plus immorales. Il ne s'applique pas les règles du commun des mortels et il s'exempte parfois du respect de principes élémentaires. Il conserve une conception à la fois monarchique et aventureuse du pouvoir, avec ce que cela implique de cynisme, comme un Valois ou un Bourbon. C'est un fait, une faute, une sorte d'infirmité morale.

En revanche, de 1983 à 1995, il a toute la stature, toute la vision, toute l'autorité d'un homme d'État avec en prime une habileté diabolique qu'il a manifestée à l'occasion des deux cohabitations ou dans la gestion des crises politiques. Il a battu Jacques Chirac à plate couture en 1988, il a épuisé Michel Rocard. Ses deux dernières années avec Édith Cresson et Pierre Bérégovoy se succédant à l'hôtel de Matignon ressemblent à la fin d'un règne trop long, avec ce que cela implique d'échecs, de désillusions, d'instabilité, de décomposition, d'anticipations malsaines. Les terribles souffrances que lui impose sa

maladie n'y sont pas étrangères. On jurerait les ultimes chapitres du *Siècle de Louis XIV* de Voltaire.

Auparavant, François Mitterrand a néanmoins pendant dix ans donné sa pleine mesure. Ses deux premières années au palais de l'Élysée étaient irréalistes et les deux dernières furent funèbres malgré son courage. Entre elles, il a véritablement régné. Il a accompli des prodiges en Europe, en binôme avec Helmut Kohl ou plutôt en trio avec le chancelier allemand et Jacques Delors, président de la Commission de Bruxelles durant cette phase-là. Malgré la crise économique qui faisait rage, malgré les bouleversements de l'URSS et de toute l'Europe de l'Est et des Balkans, il a consolidé l'Europe, il a enraciné le rôle de la France au cœur du Vieux Continent. Ce fut un tour de force. Face à la subite réunification allemande, il a compris avant tout autre qu'il fallait confirmer pour toujours la frontière Oder-Neisse avec la Pologne. Il a lancé l'euro pour contraindre l'Europe à une intégration progressive. J'en ai parlé vingt fois avec lui : il ne fallait pas faire du fédéralisme une religion et moins encore un fétichisme, mais mettre sur pied une mécanique contraignant l'Union à avancer malgré et parfois par les crises. Ce qui se passe aujourd'hui lui donne totalement raison.

De même a-t-il consolidé le rôle et le statut de la France, malgré la mondialisation, malgré l'émergence de nouvelles grandes puissances. Il s'est engagé sans complexes aux côtés des Américains lors de la première guerre d'Irak. Il a pris ses risques au Liban, il a sauvé à deux reprises Arafat, fortifié l'alliance avec l'Égypte de Moubarak. Il a tenté d'éviter le pire en ex-Yougoslavie (pour le coup Helmut Kohl ne l'a pas aidé), promu l'idée du devoir d'ingérence humanitaire. Ses discours devant le Bundestag, la Knesset, l'Assemblée générale des Nations unies restent des monuments d'éloquence et d'intelligence diplomatique.

Sur le plan politique, il a consolidé ou parrainé plusieurs acquis sociaux substantiels, ce qui avec le recul paraît méritoire et hardi en pleine crise. Il a préservé ainsi, malgré les déficits et malgré ses imprudences initiales, au demeurant délibérées, le modèle social français, l'un des plus protecteurs et généreux au monde, ce dont les Hexagonaux n'ont guère conscience. Il a aussi, à côté de l'escrime politicienne dont il fut l'incontestable champion, ennobli sa présidence par une politique de grands travaux sans équivalent depuis au moins Napoléon III.

On dira que c'était là la marque d'un orgueil et d'une ambition de souverain contrastant comiquement avec ses philippiques contre le césarisme du général de Gaulle et contre ses institutions qu'il a pourtant lui-même mobilisé à son service. Comme il me l'a dit maintes fois en privé, c'était presque l'une de ses maximes : « Ces institutions

sont dangereuses. Elles l'ont été avant moi ; elles le redeviendront après moi ; avec moi, ça va. » Manière moqueuse de reconnaître qu'en réalité il a consolidé ce régime qu'il avait tant décrié. Façon aussi de se définir lui-même plus en souverain qu'en idéologue, fût-ce d'un socialisme qu'il revendiqua jusqu'au bout, même s'il devenait de moins en moins convaincant. Ce fut, jusqu'à la fin, l'un de nos sujets de discussions acharnées en tête à tête, car il en parlait évidemment moins franchement en public ou même en petit cercle. Je lui disais, sauf la dernière année où je n'avais plus le cœur de plaisanter avec lui, qu'il avait fait la preuve de la nécessité du système présidentiel et celle de l'impossibilité du socialisme à la fin du ^{xx}e siècle.

Il me rétorquait que les institutions étaient ce que l'on en faisait et que le socialisme était peut-être finalement le synonyme du progrès social. Je mesurais en tout cas le privilège qu'il y avait à avoir pu côtoyer ainsi près de trois décennies un personnage aussi marquant, aussi libre, aussi romanesquement multiple. J'avais conscience d'avoir assisté à la construction de sa stature finale, de l'avoir connu faible et fort, dans l'opposition et au pouvoir, en péril et au pinacle, devenant socialiste pour devenir Président et, finalement, comme je l'avais toujours ressenti et comme il détestait que je le lui dise, plus Président que socialiste.

R

Jean-Pierre Raffarin

Ce qui est intéressant avec Jean-Pierre Raffarin, et même ce qui est insolite, c'est qu'il incarne la jonction de deux archétypes complètement opposés d'hommes politiques français. D'un côté, il représente la figure absolue du grand notable de province modéré, pragmatique, conservateur mais ouvert, libéral mais social, les pieds solidement plantés dans la terre subtile de son Poitou natal, ce pays de coteaux et de ciels délavés. D'un autre côté, il préfigure le gouvernement du ^{XXI}e siècle, totalement immergé dans la mondialisation, familier des cinq continents, européen décidé, libéral déclaré, concentré sur l'économie et l'international autant que l'autre Raffarin peut l'être sur la politique et sur les affaires locales.

Il y a un Raffarin classique, traditionnel même, avec sa rondeur sénatoriale, sa finesse charentaise (même s'il est élu de la Vienne), son influence régionale, sa passion pour les développements des PME, ses galons puis ses étoiles de dirigeant politique national, toujours au sein de la droite modérée, en partisan du dialogue, en expert du compromis. Et puis il y a un Raffarin moderne, non seulement contemporain mais également précurseur, parcourant le monde, fasciné par le développement chinois dont il est à coup sûr le meilleur connaisseur au sein de la classe politique, le plus considéré aussi à Pékin, également pilier du groupe d'amitié France-États-Unis au Sénat (il le préside), familier du Québec, militant de la francophonie, l'un de ces rares hiérarques politiques qui voient large, voient loin, savent raisonner désormais à l'échelle du globe.

Le premier Raffarin n'est pas si différent de ce que pouvaient être ses prédécesseurs sous la III^e République, à la fin du ^{XIX}e siècle, lorsqu'elle s'est définitivement enracinée et qu'on l'appelait justement la République des notables. Le second Raffarin a deux siècles de plus, une génération d'avance, réfléchissant non plus en termes de puissance politique et d'ambition nationale, comme encore un Jacques Chirac, un Dominique de Villepin et 95 % au moins des parlementaires actuels, mais en modèles de croissance économique et de complémentarité internationale. Les sociologues distinguent

souvent deux France, la France conquérante et la France menacée, la France novatrice et la France barricadée. La particularité de Jean-Pierre Raffarin est d'incarner l'une tout en appartenant à l'autre. L'ancien Premier ministre a bien souvent été caricaturé comme une sorte de Louis-Philippe simplifié, alors que c'est un complexe Janus biface.

Raffarin I possède toutes les caractéristiques du grand baron de province que ses talents ont imposé à Paris. Il cousine en cela avec, dans sa famille politique, un Jean-Claude Gaudin, sénateur-maire de Marseille et burgrave des burgraves au sein de l'UMP, côté filiation UDF, ou encore avec un Pierre Méhaignerie, quintessence du centrisme breton installé pour toujours à l'aile gauche de la majorité de droite au Palais-Bourbon. Le père de Jean-Pierre Raffarin, Jean, était déjà député de la Vienne et fut membre du gouvernement sous la IV^e République, tout au centre. Raffarin I est donc un héritier, dans la tradition si fréquente des dynasties républicaines. C'est aussi et peut-être surtout un homme de sa génération, c'est-à-dire au sein de la droite modérée, un giscardien grand teint. L'ancien président de la région Poitou-Charentes a fait toute la première partie de sa carrière dans le sillage de Valéry Giscard d'Estaing, depuis les Jeunes Giscardiens jusqu'au secrétariat général de l'UDF. À cette époque-là, il s'implantait localement, avec aisance mais méthode, et se faisait connaître à Paris comme spécialiste en communication, sa profession. Cela, ainsi que ses convictions économiques libérales, se mariait parfaitement avec le modernisme du plus jeune Président de la V^e République.

Sa carrière nationale n'a cependant vraiment commencé que durant le second mandat de François Mitterrand, c'est-à-dire lorsque les espérances d'un retour de Valéry Giscard d'Estaing au plus haut niveau ont définitivement disparu. J'avais déjà rencontré Jean-Pierre Raffarin bien auparavant et j'avais été frappé par le décalage entre son allure bonhomme et l'acuité de ses remarques. Je l'observais du coin de l'œil faisant ses classes au Parlement européen, fidèle à l'orthodoxie giscardienne sous ses étiquettes successives, puis réussissant son entrée au Sénat pour lequel il semblait prédestiné. Il avait présidé le conseil régional de Poitou-Charentes à quarante ans, faisait ses débuts au palais du Luxembourg à moins de cinquante ans – très jeune pour l'endroit –, post-giscardien jouant pleinement le jeu de l'unité au sein d'une droite désaccordée.

Je ne fus pas surpris que Jacques Chirac élu chef de l'État en fasse sur-le-champ un ministre des PME, du Commerce et de l'Artisanat. J'entendais dire que cela faisait grincer quelques dents au palais du Luxembourg où l'on apprécie que chacun accomplisse lentement son noviciat : élu pour la première fois sénateur et aussitôt ministre, plus

d'un vieux barbon estima que c'était trop rapide. Jacques Chirac appréciait son esprit politique, il me l'avait dit et je n'avais pas été étonné, mais, au Sénat, le petit trot est plus apprécié que le galop de chasse. On s'y défie des profils nationaux qu'on n'accepte bien qu'à la fin de leur carrière, après leurs exploits, lorsqu'ils s'installent au palais du Luxembourg comme en récompense de leurs services passés et en marque d'éloignement des grandes ambitions, plutôt qu'au début de leur ascension. Ce jeune Raffarin semblait bien pressé aux yeux du club des anciens.

Lorsque Jacques Chirac en fit son Premier ministre, au lendemain de sa réélection-plébiscite face à Jean-Marie Le Pen, le Sénat fut donc partagé. Flatté que l'un des siens fasse son entrée à l'hôtel de Matignon pour la première fois sous la V^e République, froissé qu'un jeune homme d'à peine cinquante ans franchisse ainsi d'un seul saut toutes les marches gouvernementales. Il est vrai que, s'il n'a pas l'éclat intellectuel d'Alain Juppé ou l'allure flamboyante de Dominique de Villepin (les deux autres Premiers ministres choisis par Jacques Chirac), Jean-Pierre Raffarin a l'esprit nettement plus politique qu'eux et une habileté cordiale qui leur a fait défaut à l'un comme à l'autre. Jean-Pierre Raffarin fait partie de ces personnages régulièrement sous-estimés parce qu'ils n'ont pas l'éclat mirobolant des forts en thème parisiens.

À l'hôtel de Matignon, il fut d'ailleurs l'inverse d'Alain Juppé ou de Dominique de Villepin. Le premier, courageux, compétent et stoïque, avait tenu un rôle littéralement sacrificiel, mettant en œuvre avec énergie une politique nécessaire qui avait le double handicap de contredire de façon flagrante la campagne présidentielle que venait à peine de mener Jacques Chirac..., et d'être extrêmement impopulaire. Il fut donc aussi logiquement qu'injustement rejeté par les Français.

Le second proclamait à l'inverse avec une éloquence magnifique des objectifs mirifiques qu'il se gardait bien d'approcher. Il fut, catégorie originale, un conservateur lyrique. Jean-Pierre Raffarin, beaucoup plus tempéré qu'eux, bien meilleur manœuvrier, se garda de toute prétention. Qu'il s'agisse de la réforme des retraites ou de la décentralisation, de l'aide aux entreprises ou de l'assouplissement du droit du travail, il s'employa à moderniser doucement l'économie française. Sa méthode n'avait rien d'épique ou d'héroïque, mais elle portait ses fruits. Jacques Chirac appréciait ce Premier ministre calme et équilibré qui fut sans doute, en réalité, le plus efficace de ses chefs de gouvernement et qui sut même gérer l'ingérable Nicolas Sarkozy, alors explosif ministre de l'Intérieur. Jacques Chirac regretta de devoir se séparer de Raffarin après la déroute des élections régionales.

Au lieu de songer aussitôt à se mettre en selle pour la cavalcade présidentielle, comme la plupart des anciens Premiers ministres, on

vit, c'était bien plus original, Raffarin II s'avancer derrière le masque de Raffarin I. Désormais ex-chef du gouvernement, revenu au Sénat, influent à l'UMP, bien plus indépendant que son allure débonnaire ne pouvait le faire croire, notre Poitevin se passionna pour l'économie internationale, non pas en théoricien ou en pseudo-expert, mais en praticien lucide et expérimenté. On oublia alors les raffarinades, ces formules prudhommesques que chacun comprenait, pour constater qu'il s'employait à faire entrer la France dans le cercle des nations en voie de modernisation accélérée.

Lorsque je le rencontrais – il est le convive le plus ouvert et le plus détendu du monde –, il analysait certes les perspectives politiques avec une justesse et une liberté sans équivalent dans la majorité depuis qu'Édouard Balladur se place en retrait. Ce fut vrai à la fin du chiraquisme et, plus encore, sous le sarkozysme dont il est peut-être, à droite, le commentateur le plus acéré. Chacune de ses interventions (fréquentes) à la radio et (rares) à la télévision apportait plus que les propos des colonels du sarkozysme ou des ambitieux du post-sarkozysme. Son point fort est sans doute son évaluation de la diplomatie et du poids de la France, en Europe comme dans le monde. À l'écouter en privé, on constate alors à quel point les commentaires ordinaires des dirigeants politiques peuvent se montrer là-dessus platement conformistes. Jean-Pierre Raffarin a la mine d'un notaire de province étoffé, mais il a l'intelligence d'un praticien expérimenté de la mondialisation.

Son seul vrai échec est en somme très logique. Jean-Pierre Raffarin, chef de file naturel des sénateurs libéraux, avait l'ambition de succéder à Christian Poncelet à la présidence du Sénat. Il a été battu par Gérard Larcher. Rien de plus normal : celui-ci avait franchi sans perdre de temps mais avec une assurance tranquille les étapes classiques d'un sénateur influent, vice-président, puis président de commission. Gaulliste au mieux avec les centristes, homme de dialogue estimé par la gauche, il avait préparé minutieusement son terrain. Son passage à la tête du ministère du Travail et de l'Emploi avait été une réussite. Sa connaissance des dossiers était connue, sa discrétion reconnue : le club sénatorial approuvait. Gaulliste social, il se mêlait peu aux batailles d'appareils ou à l'escrime politicienne que Jean-Pierre Raffarin ne pouvait éviter : deux points de plus. Auteur d'un rapport perspicace sur le système hospitalier, il avait pu rendre des services ici ou là. Cela ne s'oublie pas. Protestant, il rassurait les laïcs, nombreux et bien organisés au Sénat, alors que Jean-Pierre Raffarin passait pour plus clérical. La partie était inégale. Le Normand a battu le Poitevin, avant d'être battu à son tour par le socialiste Jean-Pierre Bel, grande première. C'est dommage pour Raffarin I. C'est tant mieux pour Raffarin II.

Michel Rocard

Sur la scène politique française, Michel Rocard incarne une figure bien particulière et presque exclusive, celle de l'éternelle nostalgie d'une gauche moderne. Nul ne peut contester (sauf sans doute Jean-Pierre Chevènement qui fut depuis toujours un antirocardien primaire) la sincérité, la permanence et même l'intensité de ses sentiments socialistes. Cela fait aujourd'hui plus de soixante ans qu'il est un militant de la SFIO, puis du PSU et enfin du PS. À vingt-trois ans, en 1953, il était déjà secrétaire national des étudiants socialistes. À bientôt quatre-vingt-deux ans, il est désormais l'un des plus anciens adhérents. Après avoir été un responsable précoce, il est donc devenu un vétéran célèbre. Il est surtout depuis un demi-siècle l'un des personnages les plus marquants, les plus originaux et les plus sympathiques de la gauche française. Il est le symbole et même le totem de ce que l'on appelle, de ce que l'on a du moins appelé, des années 70 à la fin des années 90, la « deuxième gauche », c'est-à-dire une gauche moderne, réaliste, compétente, réformiste. Une gauche rêvée.

C'est la force et la faiblesse de Michel Rocard de personnifier ainsi une idée neuve mais jamais accomplie et en tout cas jamais assumée par sa famille politique. Il n'en a pas le monopole. Jacques Delors le partage avec lui, l'illustre avec lui, mais creuse nettement moins que lui le clivage avec la « première gauche », c'est-à-dire avec la gauche mitterrandienne. Si Michel Rocard symbolise la « deuxième gauche », c'est qu'il fut le challenger officiel de François Mitterrand. S'il n'a jamais pu tout à fait l'emporter, c'est qu'il n'a jamais battu François Mitterrand.

On peut soutenir la thèse selon laquelle les faits ont donné raison à Michel Rocard, au moins en matière économique et sociale mais, dans les mots, jamais la « première gauche » n'a été défaite par sa cadette. François Mitterrand reste le grand homme. Michel Rocard avait peut-être raison, mais c'est François Mitterrand qui a régné. Son génie politique l'a emporté sur le talent intellectuel et sur la compétence économique de Michel Rocard. En ce sens, Michel Rocard est à la fois célèbre et rebelle, admiré et minoritaire. Il illustrera pour l'éternité la branche cadette du socialisme français, celle de la social-démocratie proclamée, du réformisme revendiqué.

J'ai connu Michel Rocard dès 1969. Je savais qu'il avait quitté la SFIO par refus absolu de sa politique algérienne : Michel Rocard a toujours été dans le camp des décolonisateurs. Cela me le rendait intéressant. J'avais constaté en mai 1968 qu'il tentait – en vain – de donner une substance économique vraisemblable à l'incontrôlable jaillissement culturel de l'époque et que, pour cela, il essayait de

promouvoir une autogestion raisonnable, deux thèmes parfaitement antinomiques. Je le regardais donc avec un mélange bizarre de préjugés contradictoires, d'autant plus que je n'oubliais pas ce que Pierre Mendès France m'avait dit à son sujet : « Il fera un jour un excellent gouvernant social-démocrate », prophétie vérifiée quinze ans après.

Je vis cependant s'esquisser ce profil dès sa campagne présidentielle de 1969 (au nom du petit PSU), lorsqu'il présenta une synthèse inattendue d'idéalisme rafraîchissant et d'intelligence pragmatique. C'était un inspecteur des Finances qui cherchait à rationaliser l'utopie. J'ai eu alors l'occasion de le rencontrer. Il fumait comme un sapeur, enchaînant cigarette sur cigarette, parlait à toute vitesse, comme si le verbe peinait à suivre le rythme de l'intellect. Il me semblait à la fois séduisant et intarissable, postadolescent et préréformiste, agité et conceptuel, en pleine construction, en constante effervescence. Il fit une campagne attractive et un score modeste. Il en conclut avec réalisme que les petits appareils comme le PSU étaient parfaits pour fournir des tribunes au *Monde*, mais n'avaient aucune chance dans la campagne présidentielle.

Quatre ans plus tard, il entre donc au PS pour s'ancrer aussitôt dans l'opposition à François Mitterrand. Après l'élection de Valéry Giscard d'Estaing, il s'impose même comme le principal challenger du trop habile premier secrétaire. Celui-ci voulait du sang neuf au PS – chrétiens progressistes, trotskistes, miettes de la petite gauche –, mais s'exaspérait déjà de la mode Rocard.

Il faut dire que celui-ci devenait séduisant. Valéry Giscard d'Estaing entreprenait de moderniser la droite, Michel Rocard entreprenait de moderniser la gauche. François Mitterrand faisait de la politique en stratège inspiré et en tacticien cynique, Michel Rocard renouvelait l'économie et la sociologie de la gauche. Le premier secrétaire venait d'arracher 49 % au second tour de l'élection présidentielle de 1974, Michel Rocard avait plus modestement battu Maurice Couve de Murville, dernier Premier ministre du Général, lors d'une élection législative partielle dans les Yvelines : elle fut célébrée comme la victoire d'une nouvelle gauche sur le gaullisme déclinant.

C'est peu de dire que les deux hommes ne s'aimaient pas. Michel Rocard regardait François Mitterrand comme l'incarnation d'un socialisme désuet et bavard, comme un opportuniste symbolisant toutes les compromissions et toutes les hypocrisies du socialisme à l'ancienne. François Mitterrand voyait en Michel Rocard un naïf volubile et un technocrate épuisé. Rocard condamnait l'amoralisme mitterrandien, Mitterrand fustigeait l'angélisme rocardien. L'avocat déplorait l'inculture littéraire et historique du haut fonctionnaire (c'était d'ailleurs exagéré) et l'inspecteur des Finances s'indignait de

l'inculture économique et financière du premier secrétaire (il n'avait pas tort). Leurs entourages ne cessaient de se quereller. Après la victoire de Valéry Giscard d'Estaing aux élections législatives de 1978, Michel Rocard fit devant moi sur le plateau d'Antenne 2, le soir du second tour, une déclaration solennelle appelant à la modernisation de la gauche dont on voyait bien qui elle visait. Il récidiva au « Club de la presse » en pestant contre l'« archaïsme » d'un certain socialisme français.

Au célèbre congrès de Metz, en 1979, Michel Rocard et Pierre Mauroy unirent leurs forces pour tenter d'arracher la majorité, de prendre le contrôle du PS, d'imposer un nouveau programme. François Mitterrand les battit sans rémission, conjuguant un discours éloquent sentimental avec des manœuvres d'appareils irrésistibles. Michel Rocard s'obstina, défiant maladroitement le Premier secrétaire, au grand dam de Pierre Mauroy. À cette époque, la presse et les sondages avaient choisi le camp Rocard, mais l'appareil, les militants et même les alliés privilégiaient Mitterrand. Lorsque Michel Rocard participait à une émission à laquelle j'étais présent, François Mitterrand m'appelait ponctuellement le lendemain pour brocarder son rival et déplorer l'absence de combativité des journalistes. Lorsque c'était François Mitterrand l'invité, Michel Rocard ne manquait pas de faire savoir tout le mal qu'il pensait de sa prestation. Si Jacques Chirac handicapait Valéry Giscard d'Estaing, Michel Rocard embarrassait François Mitterrand. Le chef de l'État auvergnat s'agaçait d'ailleurs lui aussi de la sympathie de la presse pour les idées neuves de Michel Rocard. « Quand vous l'interrogez, on dirait deux lapins fascinés par un cobra », lança-t-il à Jean-Pierre Elkabbach et à moi-même.

En fait, lorsqu'on approcha du but, la partie fut vite jouée. François Mitterrand avait confié le projet officiel du PS à Jean-Pierre Chevènement qui définissait le courant Rocard comme la « gauche américaine ». Chevènement avait produit un texte anthologique, aussi irréaliste que dogmatique. Le peuple de gauche, comme on disait alors, y avait cependant vu la promesse d'un monde meilleur. Michel Rocard s'isola en refusant honnêtement de l'approuver.

Il voulut malgré tout forcer sa chance et présenta sa candidature à la candidature. Ce fut un fiasco affreux, un concentré de toutes les maladresses. François Mitterrand s'imposa donc sans coup férir. Michel Rocard le soutint stoïquement. Au lendemain de la « grande alternance » de 1981, il fut fait ministre d'État – statut flatteur –, mais avec l'exigu ministère du Plan. Il eut néanmoins le panache de s'élever contre les aberrantes nationalisations à 100 % et contre le coût déraisonnable des mesures sociales. Il avait intellectuellement raison, mais il avait politiquement tort. En 1981, personne n'était prêt à

l'entendre.

En privé, je le félicitai chaudement pour son courage, il me pressa aussitôt de ne surtout pas le faire publiquement pour ne pas ajouter un handicap à un autre. Après l'inévitable tournant de 1982-1983, il fut promu ministre de l'Agriculture, un poste où le palais de l'Élysée était persuadé qu'il échouerait, mais où il réussit fort bien, démontrant à la fois du savoir-faire et de l'imagination. Quand François Mitterrand annonça qu'il allait remplacer le scrutin majoritaire par le scrutin proportionnel (pour diviser et affaiblir la droite en ouvrant les portes de l'Assemblée au Front national), Michel Rocard indigné démissionna avec fracas. La « deuxième gauche » ne plaisantait pas avec la morale, d'autant plus que les circonstances économiques lui donnaient raison. Comme j'approuvais sa démission, François Mitterrand m'appela pour ironiser de façon assez drôle sur le moralisme et le pharisaïsme protestant, toujours prêt à défendre l'économie de marché et à perdre noblement les élections. Il conclut : « À Fontenoy, Rocard et vous auriez prié les Anglais de tirer les premiers, pas moi. »

La manœuvre n'empêcha pas François Mitterrand de perdre les élections législatives mais l'aida à préparer sa revanche. Cette fois-là encore, en 1987, Michel Rocard eut de nouveau la tentation de se présenter à l'élection présidentielle. Face au Président socialiste sortant, ce fut cependant impossible. Il s'effaça une fois de plus, fit de nouveau campagne pour François Mitterrand avec cette fois davantage de conviction, le programme présidentiel étant devenu infiniment plus raisonnable. Il en fut récompensé en étant nommé Premier ministre et en passant trois grosses années à ce poste.

Ce fut une période extravagante. François Mitterrand accorda tous ses soins à la politique étrangère (chute du mur de Berlin, fin de l'Empire soviétique, première guerre du Golfe, pari de l'euro) avec une réussite incontestable. Sur le plan intérieur, il mit tout en œuvre pour entraver Michel Rocard. Celui-ci avait le sentiment qu'il allait enfin pouvoir donner son meilleur et faire ses preuves. Je me rappelle une soirée à l'hôtel de Matignon, immédiatement après sa nomination, où, brillant, disert, heureux et même éclatant de joie, il échafaudait des projets mirifiques, envisageait des réformes audacieuses. Ce serait injuste de nier qu'il a fait du bon travail à la tête du gouvernement. Il a instauré, par exemple, la CSG, la plus intelligente et la plus juste des taxes françaises, mis sur pied le revenu minimum, arraché l'autonomie des entreprises publiques, etc. Il expérimentait une social-démocratie à la française honorable, avec un bon équilibre entre solidarité sociale et modernisation économique. Le rocardisme existait et les Français le rencontraient.

François Mitterrand lui mena constamment et quasi publiquement la vie impossible. Il l'humilia, en faisant par exemple savoir qu'il n'avait

pas besoin de lui lors des grands choix internationaux, et même qu'il ne voyait pas d'inconvénient à ce qu'il parte en vacances en pleine guerre du Golfe. Il lui tendit des embûches, manifestant sa sympathie aux lycéens qui contestaient en masse les réformes judiciaires que menait Lionel Jospin. C'était cruel. Il avait d'ailleurs, dès le départ, compliqué la formation du gouvernement avec une virtuosité féroce. Michel Rocard voulait un grand renouveau du personnel politique, François Mitterrand lui interdit plusieurs recrutements originaux. Il mena surtout une guerre à peine souterraine contre son action gouvernementale, faisant savoir qu'il s'impatiait à propos de la réforme de la Sécurité sociale, ou plus crûment qu'il s'interrogeait sur l'opportunité d'un changement de Premier ministre.

Michel Rocard faisait face, attaqué sur sa gauche par le PC et par la vieille garde mitterrandiste, bousculé sur sa droite par le RPR et même par les centristes, quotidiennement bombardé par le palais de l'Élysée. Un Président contrecarrant le chef de gouvernement qu'il avait librement choisi, il n'y a pas beaucoup d'autres exemples du même genre. Même Georges Pompidou n'avait pas été aussi loin avec Jacques Chaban-Delmas. Me remémorant mes conversations avec l'un et avec l'autre (chacun me reprochant insidieusement de traverser la Seine pour aller dans l'autre palais, mais me cuisinant au sujet de son occupant), j'avais le sentiment que si François Mitterrand ne recherchait pas tout à fait l'échec de Michel Rocard, il ne pouvait pas se résigner à son succès.

En tout cas, les deux hommes se sont séparés définitivement brouillés. Ils s'étaient affrontés par personnes interposées pour le contrôle du PS durant le gouvernement Rocard. Aux élections européennes, François Mitterrand a jeté Bernard Tapie dans les jambes de Michel Rocard, qui fit du coup un score désastreux, le neutralisant durant des années. En fait, après la disparition de François Mitterrand, Michel Rocard n'a plus joué de rôle significatif au sein du PS et n'est pas revenu au gouvernement. C'est un gâchis patent.

Il s'est certes investi avec son ardeur habituelle au sein du Parlement européen où il a siégé quinze ans et où il a présidé trois commissions d'importance. Il a fait un petit tour au Sénat. Il a publié plusieurs livres, avec de beaux succès. Il a même accepté de remplir des missions pour Nicolas Sarkozy par esprit républicain et afin d'être utile, mais sans rechercher aucun avantage politique ou personnel. Il a en particulier codirigé avec Alain Juppé la commission sur les objectifs du grand emprunt. Ce fut la rare collaboration de deux hommes d'envergure, de sensibilités différentes, d'intelligence comparable, partageant un même sens de l'État, exception rarissime qui a débouché sur un livre de dialogues fort riche intellectuellement, mais presque comique dans la forme tant la volubilité foisonnante de

Michel Rocard tranchait sur la dense taciturnité d'Alain Juppé.

Michel Rocard a également accepté et peut-être souhaité une mission sur l'Arctique et l'Antarctique. Cela lui ressemble, car il est capable de se prendre de passion pour les sujets les plus inattendus. Je me rappelle un dîner amical où il voulait nous faire rencontrer une personnalité éminente jouant un grand rôle au Proche-Orient, Michel Rocard ayant toujours suivi de près la question palestinienne. L'ancien Premier ministre se penchait à l'époque au Parlement européen sur la question certes importante mais assez baroque de la banane des Caraïbes. Il se lança sur le sujet au début du repas et nous y étions toujours après le café, sans qu'il ait repris son souffle un instant. Nous n'avons jamais su le message que son ami voulait nous transmettre à propos du dialogue entre Palestiniens et Israéliens.

Michel Rocard est ainsi, brillant, imaginatif, compétent, enthousiaste, original jusqu'au singulier. Il comprend toujours tout, parfois trop vite, il aime convaincre, mais sa tentation de l'abstraction et son débit de mitraille ne facilitent pas la compréhension de ses fulgurantes plaidoiries. Après l'avoir écouté, chacun se sent plus intelligent, mais pas toujours plus avancé. Il dit ce qu'il pense, il l'a toujours fait. Sa devise aura été : « Parler vrai ». C'est dire que, en politique, il n'était pas banal. Novateur, piètre tacticien, mais grand producteur d'idées, d'une honnêteté scrupuleuse, d'une probité huguenote avec le sens de l'État et des bizarreries personnelles aussi inattendues que généralement sympathiques. Un homme d'envergure, d'une curiosité intellectuelle permanente, bienveillant et assez égaré au sein de la politique. Un intellectuel avant tout, justement, mais aussi un homme d'action qui peut nourrir des regrets mais pas des remords : sa trajectoire est rectiligne et son style y apporte un grain de fantaisie.

Ségolène Royal

Serena Williams et Ségolène Royal ont un point commun : elles proclament l'une et l'autre sans façon, sans vergogne qu'elles sont les meilleures au monde, que personne ne peut faire mieux qu'elles. La championne de tennis se déclare imbattable. La championne des sondages explique en toute simplicité qu'elle ferait une très bonne Présidente, supérieure à ses rivaux ou rivales des primaires. La différence est évidemment que la joueuse américaine a gagné plusieurs fois Wimbledon et a longtemps été numéro un mondial, alors que la joueuse française n'a atteint que la finale de l'élection présidentielle en 2007, résultat certes honorable et imprévu mais qui ne lui vaut que le plateau d'argent des vaincus et non pas la coupe rutilante des vainqueurs.

Reste que la première caractéristique de Ségolène Royal est son aplomb phénoménal. Sur la scène politique française, personne ne peut se permettre comme elle de tresser ses propres louanges, en public comme en privé, avec une assurance de star hollywoodienne. Elle égrène le plus sérieusement du monde les qualités qu'elle se prête : le courage, la volonté, l'intuition, le sens de l'État, le patriotisme, l'expérience, l'amour du peuple et la prédestination pour le pouvoir.

On brocarde Nicolas Sarkozy parce qu'il a la manie de s'autocongratuler lors de ses conférences de presse, mais, en comparaison de Ségolène Royal, il est d'une modestie de violette. Pourquoi porter Ségolène Royal à la tête de l'État ? Parce que, réplique-t-elle imperturbablement, elle préside si bien la région Poitou-Charentes que, en employant les mêmes méthodes à l'échelle de la France, elle ne pourrait que réussir. Les sondages qui l'avaient tant favorisée en 2007 l'ont ignorée cette fois-ci ? C'est qu'en 2007 ils traduisaient honnêtement la ferveur populaire qui montait de partout à son endroit, alors qu'en 2011 ils sont évidemment manipulés par des instituts animés par de vils sentiments. Ségolène Royal n'en doute pas un instant : elle était la mieux placée pour offrir une victoire à la gauche, la mieux préparée pour présider la France. La droite est indigne du pouvoir et, à gauche, personne ne réunit autant de qualités qu'elle. Ce n'est pas seulement son message constant, c'est aussi sa conviction authentique. Ségolène Royal possède une incomparable confiance en elle. Lorsqu'elle se regarde dans son miroir, elle voit la première femme digne de présider la France.

Il faut être juste : cette présomption sans humour s'appuie sur de véritables qualités. En 2007, j'avais refusé de la ranger parmi les prétendants socialistes parce qu'il me semblait que François Hollande, Dominique Strauss-Kahn, Laurent Fabius et bien entendu Lionel Jospin possédaient infiniment plus d'atouts qu'elle pour faire des candidats à l'élection présidentielle. Pour être sincère, je reconnais aussi que son style personnel m'agaçait prodigieusement avec son mélange de charisme marial, d'inspiration irrationnelle, d'approximations constantes, d'improvisations hasardeuses et de formules inconsistantes. De plus, elle incarnait à mes yeux la démocratie d'opinion avec son cortège de facilités, de subjectivité, d'instantanéité, bref de démagogie plébiscitaire. J'espérais que beaucoup, à commencer par les militants socialistes qui allaient alors désigner leur candidat, s'en apercevraient à force d'émissions. Cela n'a pas été le cas et je me suis donc retrouvé le bec dans l'eau. Il me semble qu'aujourd'hui mon point de vue est mieux partagé.

Pourtant, dès 2007 et même bien auparavant, j'avais évidemment remarqué son exceptionnelle télégenie. Pourquoi certaines personnes

retiennent-elles la lumière, ont-elles une présence naturelle à la télévision, attirent-elles les téléspectateurs plus que les autres ? Ce n'est pas une question d'esthétique : Georges Marchais, Bernard Tapie, Jean-Marie Le Pen, tous télégéniques par excellence, ne risquaient pas de faire concurrence à Gary Cooper ou à Gregory Peck. Ce n'est pas davantage une question d'intelligence : de fort belles actrices triomphent sous les projecteurs et s'éteignent instantanément lorsque la caméra s'arrête. Ce n'est pas non plus un art de la surprise ou de la transgression : un écrivain, un révolutionnaire, un débateur célèbre, un indigné à la mode, tous peuvent complètement rater leur passage à la télévision, les exemples ne manquent pas. Cela vaut d'ailleurs autant pour les journalistes : certains « passent bien », d'autres pas, et il n'y a ni apprentissage, ni entraînement, ni recette pour figurer parmi les privilégiés. Une chose est sûre, Ségolène Royal, elle, passe parfaitement à la télévision.

Sa physionomie prend aussitôt du relief, sa voix pourtant traversée de stridences force l'attention et, si ses propos n'ont rien d'exceptionnel, d'autant plus qu'elle emploie toujours les mêmes recettes, cela marche incontestablement. Elle peut répéter inlassablement que ce qu'elle a expérimenté dans le Poitou conviendrait à la France entière, que ce qu'elle a mis en place au ministère de l'Environnement, de l'Enseignement scolaire ou de la Famille mériterait à coup sûr d'être salué chapeau bas et puis que, de toute manière, elle a la morale pour elle, alors que ses adversaires ne méritent que des blâmes : on ne se lasse pas de l'entendre. C'est ainsi : Ségolène Royal possède un don qui se transforme régulièrement en capital politique.

Son charisme, contrairement à celui de tant de belles actrices, ne s'arrête d'ailleurs pas aux portes des studios. C'est aussi l'un de ses privilèges, une part de son mystère : où qu'elle aille, elle attire des foules, séduit, intéresse, retient. Là encore, cela tient plus à sa personnalité qu'à ses propos, mais cela n'en est que plus manifeste, que plus évident. Ségolène Royal exerce une emprise sur les foules et suscite même une sorte de dévotion. Au XVIII^e siècle, elle aurait fait une abbesse célèbre ou une figure dominante de la Cour. Au XXI^e siècle, son ascendant s'exerce autrement mais à une échelle infiniment plus vaste. La clé de cette séduction politique, facilitée bien entendu par le fait qu'elle est belle et le sait, est sans doute, pour en revenir au point de départ, sa confiance en elle. Ségolène Royal croit ardemment en son destin, son succès, sa prédestination.

Son éducation religieuse et militaire (son père était officier de carrière, l'un de ses frères est général) l'y prédispose peut-être, les obstacles qu'elle a dû surmonter (famille patriarcale archaïque, gêne financière discrète des tribus d'officiers sans fortune, misogynie des

milieux qu'elle a dû traverser, son long compagnonnage avec François Hollande brillant de tous ses feux et incarnant une joie de vivre qu'elle n'avait connue nulle part) ont évidemment pesé. Ségolène Royal a dû se battre toute sa vie contre un environnement contraire.

Elle en a acquis une force particulière, un désir de revanche, une volonté spéciale de s'affirmer. J'ai toujours gardé en mémoire un déjeuner à trois où je l'avais conviée en compagnie de François Hollande. Elle était arrivée la première, séduisante, vivante, parfaitement naturelle, comme une jolie femme intelligente sachant qu'elle crée de l'intérêt. François Hollande nous avait rejoints et elle s'était aussitôt métamorphosée en compagne éblouie et discrète, auditrice enthousiaste. Après coup, je m'étais demandé laquelle des deux était la vraie Ségolène Royal. Je crus à l'époque, probablement par conformisme, que la vraie Ségolène Royal était la seconde. Je sais aujourd'hui que c'est au contraire la première et qu'autrefois je m'étais donc trompé. Il est vrai qu'entre-temps, les ayant rencontrés à quelques reprises chez des amis différents, le même scénario s'était reproduit : si elle arrivait la première, on avait affaire à une jeune femme politique ambitieuse, originale et ravissante. François Hollande survenait et aussitôt Ségolène Royal redevenait la compagne admirative, avec de la séduction et de la personnalité, mais laissant sans frustration apparente le plus doué des quadragénaires socialistes scintiller jovialement. Leur rupture a dû être une affreuse épreuve.

L'étonnant est qu'à peine leur séparation envisagée, sinon actée, Ségolène Royal s'est métamorphosée en charismatique inspirée comme si son malheur l'illuminait, comme si elle trouvait une force subite et un ascendant inédit dans sa terrible désillusion privée. Soudain, elle larguait ses amarres, la passagère séduisante se faisant capitaine et corsaire. Elle avait toujours eu de l'aplomb, elle avait toujours su jouer et surjouer les coups de communication, elle avait mis en scène la naissance de son dernier enfant alors qu'elle occupait déjà des fonctions ministérielles, grande première, elle n'avait pas sa pareille pour médiatiser la moindre de ses initiatives. Cela exaspérait notamment Claude Allègre, son ministre de tutelle, et faisait sourire le milieu politique. Elle aimait plaire, elle voulait être connue, mais elle ne comptait guère.

Soudain, dès qu'elle est entrée en scène comme candidate, elle a jeté le masque, apparaissant tout à coup non plus en second rôle fringant mais en grande ambitieuse s'épanouissant de studios en plateaux, d'autant plus que la quasi-totalité de la presse était à ses pieds, puisqu'elle incarnait subitement la nouveauté, le changement, le mystère et le talent. Elle en jouait d'ailleurs avec une virtuosité autoritaire, imposant le choix de ses intervieweurs et même de ses contradicteurs aux responsables des émissions, si désireux de la

recevoir qu'ils en passaient par ces conditions sans rien en dire, bien à tort.

Aujourd'hui, le paradoxe est que Ségolène Royal a pris de la consistance et perdu de la popularité. Les sondages la boudent, les médias la suivent toujours, mais cessent de la valoriser systématiquement. La plupart de ses lieutenants l'ont abandonnée et elle-même en a découragé plus d'un par son égoïsme et par son ingratitude. Elle fascine pourtant toujours une fraction des Français, notamment chez les jeunes et dans les milieux populaires où l'on apprécie son autorité, sa détermination à lutter contre les insécurités, l'attention sincère et habile qu'elle accorde à l'écologie et à l'éducation. En 2011, elle était moins démagogue qu'en 2006, plus réaliste et plus précise. Elle continue cependant à caricaturer ses adversaires – elle n'est pas la seule – et à asséner à ses rivaux que, sur chaque sujet, elle a eu raison la première.

En fait, plus elle s'exprime, plus elle précise sa pensée et plus elle semble camper à l'aile droite du PS, prête à rassembler large vers le centre et même vers la droite gaulliste, sauf, il est vrai, lors des dernières primaires socialistes où elle s'est gauchie subitement, partant en guerre contre les banques, maudissant le système financier, invectivant les marchés. Au total, elle incarne cependant un volontarisme matriarcal et elle bénéficie toujours d'une popularité mariale. Elle semble mûre pour une fonction d'autorité, pour un ministère régalien, mais pas pour la présidence de la République ou pour l'hôtel de Matignon. Autant Martine Aubry paraît taillée pour celui-ci, autant François Hollande peut briguer celle-là, autant il persiste toujours chez elle quelque chose d'artificiel, comme une barrière invisible. Mais pourquoi pas le ministère de l'Intérieur ou, mieux, le ministère de la Défense ? Elle aime l'armée, elle a le goût du commandement, elle est aussi courageuse qu'impérieuse. Elle serait parfaitement à sa place trois pas derrière le chef de l'État. Sur son passage les drapeaux s'inclineraient, les tambours battraient, les clairons sonneraient, sa détermination et sa beauté enchanteraient les troupes et sembleraient familières aux officiers supérieurs et généraux. Elle est de leur monde. Elle est l'une d'entre eux.

S

Nicolas Sarkozy

Nicolas Sarkozy est l'homme politique français dont il est le plus difficile de parler. Non pas que son prestige puisse pétrifier, comme ce fut le cas pour le général de Gaulle ; non pas que la complexité inouïe de sa personnalité puisse brouiller les cartes, comme cela arriva si souvent avec François Mitterrand ; non pas, bien au contraire, qu'un culte quelconque du secret puisse compliquer la tâche des portraitistes, comme Jacques Chirac s'y employa avec tant de constance. Non : en ce qui concerne Nicolas Sarkozy, c'est la passion extravagante qu'il suscite, la violence absurde des sentiments qu'il provoque, la démesure des réactions qu'il inspire, c'est cet arc électrique, qu'il ne cesse de créer autour de lui, qui rend tout jugement rationnel presque irrecevable, toute nuance quasiment interdite, toute évaluation équilibrée insupportable à beaucoup. Recul déconseillé, impartialité impossible.

Nicolas Sarkozy, de nombreux Français l'ont admiré lors de son élection, de nombreux Français, plus encore, l'ont détesté, rejeté, voué aux gémonies durant son mandat. La presse, elle aussi, tantôt a célébré ses louanges sans retenue et tantôt, plus fréquemment, l'a accablé de reproches et lardé de critiques. Nicolas Sarkozy ne connaît pas l'indifférence. On ne le regarde qu'avec outrance, on ne le juge qu'avec excès. Ainsi a-t-il été en 2007 le premier Président élu depuis 1981, plus d'un quart de siècle, à soulever une espérance imprévue. Ainsi a-t-il été de longs mois, en 2010 et au premier semestre 2011, le Président le plus mal aimé de l'histoire de la V^e République. Du coup, le dépeindre avec toute la gamme des teintes et des coloris, sans simplifier, sans charger, sans excuser, sans caricaturer, cela devient une transgression, comme si, à son sujet, seuls les monochromes étaient autorisés. Or Nicolas Sarkozy a droit, bien entendu, comme chaque acteur de notre tragi-comédie politique, à être décrit sans manichéisme, d'autant plus que la réalité de son bilan ne correspond guère à l'apparence qu'on lui donne d'ordinaire.

Naturellement, il est largement lui-même à l'origine de la flambée de passion qu'il ne cesse de provoquer. Nicolas Sarkozy ne connaît pas

l'hypocrisie et multiplie les provocations. La plupart des hommes politiques, *a fortiori* des chefs d'État, pratiquent assidûment la langue de bois. Il incarne au contraire, plus que le parler franc, le parler brutal. C'est nouveau, c'est intéressant, c'est prodigieusement dangereux. Aucun de ses prédécesseurs au palais de l'Élysée ne s'y est risqué, ni même n'en a eu le goût ou l'intention. Nicolas Sarkozy est l'homme qui, à vingt-huit ans, va voir Jacques Chirac, le tout-puissant président du RPR et maire de Paris, son chef de file, pour lui annoncer bien en face qu'il se présentera à la mairie de Neuilly-sur-Seine et que Charles Pasqua, burgrave gaulliste et jusqu'alors son protecteur attitré guignant le poste pour lui-même, ne l'en empêchera pas. Jacques Chirac, qui n'a pourtant pas froid aux yeux, en est estomaqué. Il récidive de façon beaucoup plus dramatique encore lorsque, sous la deuxième cohabitation, il retourne chez le même Jacques Chirac pour lui apprendre sans détour, en tête à tête, tout de go, loyalement mais durement, qu'il soutiendra Édouard Balladur pour l'élection présidentielle de 1995. Il était jusqu'alors l'un des trois principaux espoirs de la chiraquie, avec Alain Juppé et Philippe Séguin. Il est de loin le benjamin du trio. Il est devenu plus que les deux autres un intime de la famille Chirac. C'est donc un déchirement, une rupture évidente, mais c'est l'inverse d'une trahison, puisqu'il commence par prévenir Jacques Chirac avant toute initiative ou toute déclaration. Il est ainsi, franc comme l'or et brutal comme un lansquenet.

Ce parler droit, ce parler haut, ce parler fort ne reflète pas seulement son tempérament. Cela devient sa spécialité, son monopole, son image de marque. Il est celui qui, en privé, devant un cercle de journalistes, dit ce qu'il pense, ne retient pas ses mots. Comme il a par-dessus le marché un talent d'expression, un pittoresque, une audace et une ambition sans pareils, cela lui vaut alors une popularité particulière auprès de la presse, aussi bien lorsqu'il se trouve dans l'opposition que comme ministre de l'Intérieur ou de l'Économie et des Finances sous le second mandat de Jacques Chirac. Il devient, il choisit de devenir l'attraction politique numéro un, celui qui n'hésite pas à brocarder le président de la République dont il est le ministre, à tirer à boulets rouges contre ses adversaires, à mitrailler ses rivaux au sein de la droite, à ironiser sur Dominique de Villepin, son Premier ministre : aubaine pour la profession tout entière. Ses conférences de presse comme ministre de l'Intérieur deviennent de véritables shows politiques. Durant les quelques mois qu'il passe au ministère des Finances, elles tournent même à la démonstration de virtuosité, de témérité. Face au silence gris de l'Élysée et à la rhétorique bariolée de Matignon, il ressemble à un *condottiere* insolent, bravache et théâtral. Il est le défi même.

À la télévision, on se l'arrache. Ses audiences crèvent les plafonds.

Enfin quelqu'un qui, dans la majorité, déchire le mur de papier du style convenu, n'a peur de rien ni de personne, cultive le pittoresque – au demeurant naturel chez lui –, choque, étonne, détonne, révèle, prend date, pétarade et canonne. Il ne fait qu'une bouchée des contradicteurs les plus renommés, bouscule impitoyablement Jean-Marie Le Pen, met en pièces le terrible et subtil idéologue islamique Tariq Ramadan. Lors du débat de l'entre-deux-tours présidentiel, face à Ségolène Royal, il n'est pas seulement le plus malin, le plus compétent, il parvient à donner le sentiment d'être aussi le plus authentique.

Il est de loin, il est vrai, celui qui se prépare le mieux. Aucun autre homme ou femme politique n'est aussi professionnel que lui. Comment l'oublier ? À cette époque, la veille de l'émission, il téléphone méthodiquement, non pas pour influencer, mais pour faire la confiance de sujets sur lesquels il peut apporter du neuf, du vrai neuf. Le jour de l'émission, il est prêt, concentré, arguments, chiffres et dates bien en tête, formules déjà rodées. L'émission achevée, il salue avec effusion ceux qui l'ont interrogé, que cela se soit bien ou mal passé avec eux : il veut montrer qu'il a l'esprit sportif. Le lendemain, il appelle pour remercier de nouveau, commenter avec gourmandise les réactions et avec volupté les chiffres d'audience. À côté de lui, ses rivaux semblent être des amateurs.

Mais à partir de son élection à la présidence de la République, tout cela se retourne, en trois mois, contre lui. Nicolas Sarkozy parlait fort ? Une fois chef de l'État, toute parole publique tonitruait inévitablement et dissonne, fréquemment. Il était le grand spécialiste des rencontres « off » qui alimentent la chronique. Il le faisait avec plus de verve et de pugnacité que les autres. Avant d'être vainqueur, c'était un atout précieux. Après sa victoire, cela devient un boulet effroyable. Sa façon de s'exprimer choque les Français. Les journalistes, très vite, changent de camp et brûlent avec férocité ce qu'ils ont exploité avec jubilation. En public, Nicolas Sarkozy en fait trop, beaucoup trop. Il ne mesure pas le poids que ses paroles transportent désormais. Lorsqu'il utilise des mots chocs, des formules triviales, les fameux « nettoyer au karcher » ou « casse-toi, pauvre con », il commet autant de péchés mortels, inexcusables. Chaque mot retentit comme une bombe, chaque formule provoque une tempête. Ce qui le servait avant l'élection le dessert maintenant. Il reçoit les journalistes, beaucoup plus volontiers et beaucoup plus simplement que ses prédécesseurs. Cela se veut une démocratisation, cela devient un pilori : il s'exprime familièrement, crûment, parfois vulgairement, cela dépend aussi beaucoup il est vrai des interlocuteurs. De toute façon, cela se retrouve dans la presse et dans les médias, plus accentué qu'atténué. Les Français détestent.

De même, lors des voyages officiels à l'étranger, il multiplie les briefings au pied lever, ne mâche pas ses mots, commente sans aménité, lâche des boutades : autant de bombes à retardement qui explosent à son détriment. Quand il tient une conférence de presse au palais de l'Élysée, en janvier 2008, on ne retient rien de son introduction solide et bien structurée. En revanche, le « avec Carla, c'est du sérieux », fait la une des journaux et l'ouverture des 20 heures à la télévision.

C'est en effet une autre de ses innovations : Nicolas Sarkozy exhibe et met en scène sa vie privée. Il conçoit cette transparence largement inédite comme une marque de franchise – toujours – et une façon de s'humaniser, de se rapprocher des Français, d'être lui-même. Cela se fait aux États-Unis qu'il ne se lasse pas d'admirer et, souvent, d'imiter. Tony Blair, Silvio Berlusconi, alors populaires, font de même. Nicolas Sarkozy a donc mené sa campagne aux côtés d'une Cécilia très présente et très active. Chez les journalistes, il se dit que le couple est moins uni qu'il n'y paraît.

Pour ma part, depuis vingt ans, à chaque déjeuner avec Nicolas Sarkozy, que ce soit à sa mairie de Neuilly, au ministère ou, à notre invitation, au restaurant, il est accompagné par Cécilia, attentive et discrète. De toute la classe politique, il est absolument le seul à agir ainsi. Au ministère de l'Intérieur, je constate qu'elle joue un rôle quasi officiel, mais, en tout cas selon mon expérience directe, sans l'afficher. Elle est intelligente et en retrait. Durant la campagne, elle apparaît au contraire, elle régit impérieusement la communication, elle sort de la pénombre. J'ai même à lui tenir tête lorsqu'elle veut empêcher une émission à laquelle je tiens. Je tombe néanmoins des nues lorsqu'elle quitte Nicolas Sarkozy après sa victoire. Bien entendu, il n'est question que de cela dans les médias. Un Président qui divorce à peine entré au palais de l'Élysée, voilà qui est sans précédent. La presse people se régale. Lorsque durant ces mois je rencontre Nicolas Sarkozy, je le vois très marqué et cependant pudique, non pas stoïque, mais serrant les dents et s'accrochant à son travail. Il n'empêche : si la mise en scène de sa vie privée a peut-être joué modestement un rôle positif auparavant, elle se venge durement.

L'annonce rapide de sa rencontre, bientôt de sa liaison et surtout de son remariage avec Carla Bruni-Tedeschi passionne mais interloque et choque souvent les Français, en particulier l'électorat traditionaliste âgé. Par la suite, la nouvelle « Première dame » de France excellera cependant dans son rôle, avec toute l'élégance, la distinction et la culture nécessaires. Elle semble d'ailleurs exercer une influence apaisante, stabilisatrice sur un chef de l'État, qui, à ses côtés, varie davantage rencontres et centres d'intérêt. Le patriciat cultivé européen a des mérites.

Malheureusement pour le président de la République, les Français prennent globalement fort mal le style Sarkozy. Ce qui les séduisait, les distrayait, les changeait, parfois les convainquait avant son élection, les dérouta, les désarçonna, les irrita, voire les exaspéra après cette élection. Le style Sarkozy, le parler haut, l'exposition de sa vie privée, les manières désinvoltes, les répliques à la Audiard, tout cela place perpétuellement le chef de l'État sous le feu des caméras, des micros et des photographes, jusqu'à saturation. Cela contribue à enraciner l'image d'un pouvoir narcissique et familier. Cela caricature son action et l'expose en permanence à toutes les polémiques. Durant la première partie de son quinquennat, Nicolas Sarkozy s'affaiblit ainsi en s'affichant quotidiennement sur un registre que les Français n'aiment pas. Tout démocrates que soient les citoyens de ce pays, ils tiennent au décorum, aux rites, au protocole officiel, à la majesté du pouvoir républicain. Or le style Sarkozy démythifie ce pouvoir et le désacralise à son propre détriment.

Tout cela est évidemment dramatisé et assombri par deux autres facteurs : Nicolas Sarkozy a laissé s'accréditer, a contribué à accréditer l'idée qu'il était le « Président des riches ». La réception du Fouquet's (une idée de Cécilia Sarkozy), la croisière sur le yacht Bolloré (une autre demande de Cécilia Sarkozy, comme si, après avoir œuvré pour l'élection, elle voulait inconsciemment affaiblir d'entrée la présidence), le clinquant de l'installation au palais de l'Élysée créent une impression désastreuse. Les Français sont des snobs qui s'ignorent. Ils n'aiment pas l'or qui brille trop, les fortunes de moins de deux siècles, l'étalage de l'opulence.

Comme au même moment le président de la République met en place le bouclier fiscal et allège les droits de succession, l'occasion est inespérée pour la gauche qui, à peine battue, trouve ainsi un terrain solide de revanche, un terrain qui lui est offert et ne peut que lui réussir. Les Français détestent les milliardaires, envient l'argent du voisin, se méfient des marchés, ont toutes les réticences du monde vis-à-vis du capitalisme. Les sondages internationaux régulièrement réalisés se montrent là-dessus parfaitement explicites : de tous les peuples, les Français sont les plus allergiques aux signes extérieurs de richesse, aux inégalités de patrimoine. Loin d'admirer la réussite des grands chefs d'entreprise, ils les regardent en adversaires. Quant aux banquiers et aux financiers, ils les abhorrent. Nicolas Sarkozy, familier ostensible des vedettes du CAC 40, hôte régulier des principaux dirigeants économiques et financiers, cherche à réhabiliter les valeurs et les mécanismes du marché au pire moment. Cela s'entrelace avec les imprudences de sa communication.

De surcroît, ce faisceau de maladresses et d'initiatives inopportunes a très exactement coïncidé avec l'affichage et la mise en scène d'une

nouvelle conception du rôle du chef de l'État, ce que l'on a appelé l'hyperprésidence. Elle est en réalité moins radicalement nouvelle qu'on ne l'a dit : le général de Gaulle ne laissait pas Alain Peyrefitte, son confident, parler devant lui d'un « chef du gouvernement ». Il le corrigeait aussitôt pour lui dire sèchement : « Sous la V^e République, le chef du gouvernement, c'est moi. » La présidentialisation date du gaullisme gaullien. Par ailleurs, la mise en place du quinquennat et l'inversion du calendrier électoral fixant les élections législatives après l'élection présidentielle, donc dans son sillage, tout cela milite évidemment en faveur d'un renforcement de la présidence. De plus, après le second mandat de François Mitterrand et douze ans de règne de Jacques Chirac, l'attente était nettement celle d'une présidence plus active, plus visible et donc plus personnelle. Tout militait pour une présidence forte. Les Français ont été servis au-delà de leur appétit.

Nicolas Sarkozy est cependant allé plus loin, trop loin. Il a concentré comme jamais les pouvoirs au palais de l'Élysée, se mêlant de tout, depuis l'essentiel – la stratégie, les grandes orientations, les principales négociations, tout ce qui lui appartient de droit –, jusqu'à l'accessoire : la moindre nomination, chaque décision significative, chaque annonce, chaque nouveauté ont dû nécessairement venir du palais de l'Élysée. Il a fait comprendre de manière abrupte que François Fillon, le seul Premier ministre de son quinquennat, n'était en fait que le premier de ses collaborateurs. Il a fait et défait les ministres, installé au palais de l'Élysée la conduite effective de la majorité, continué à agir comme s'il était toujours le président de l'UMP. Pire : non seulement il a accaparé le pouvoir exécutif mais, en plus, loin de le faire en catimini, il l'a au contraire proclamé, affiché, exhibé jour après jour. Ainsi est-il apparu comme non seulement le principal mais aussi presque comme l'exclusif responsable de chaque initiative, de chaque action gouvernementale. Il fait tout, et il ne laisse même pas croire que le gouvernement fait le reste. Il veut certes mettre ses idées en pratique – c'est légitime –, mais également instaurer quelque chose comme le monopole présidentiel du pouvoir exécutif. Sa politique de communication intensive et l'exercice vorace du pouvoir ont enfanté l'apparence dangereuse d'une présidence autoritaire.

La réalité est pourtant beaucoup plus contrastée qu'il n'en donne lui-même l'impression. Si la concentration du pouvoir exécutif au profit du président de la République est une réalité que chacun constate, le renforcement des autres pouvoirs est aussi une réalité que l'on souligne beaucoup plus rarement. On préfère le cliché de l'autoritarisme abusif à la vérité du présidentielisme intégral. Avec Nicolas Sarkozy, l'Assemblée nationale a gagné en puissance, contrairement à ce que l'on croit, grâce à la réforme constitutionnelle et à celle du règlement du Palais-Bourbon. L'opposition détient

désormais de droit la présidence de l'imposante commission des Finances et s'en sert bien. Comme c'est également un socialiste qui a été placé à la tête de la Cour des comptes, jamais les finances publiques n'ont été aussi vigoureusement contrôlées. Pour l'anecdote, Nicolas Sarkozy a voulu aussi que le budget de la présidence de la République soit vérifié, pour la première fois. Plus largement, les commissions exercent désormais plus d'influence et la majorité dispose de larges fenêtres dans l'ordre du jour.

De même, la mise sur pied de la fameuse question préalable de constitutionnalité accorde-t-elle aux citoyens la possibilité inédite et précieuse de contester une procédure judiciaire. Elle fonctionne déjà fort bien. L'introduction, à juste titre prudente, du référendum d'initiative populaire, bardée de précautions et dont on attend toujours les textes d'application, va ou plutôt ira dans le même sens. L'instauration d'un défenseur des libertés regroupant les principales médiations publiques constitue également une initiative positive ou qui, plus exactement, peut le devenir. La réforme de la garde à vue améliore une situation abusive. Au total, si Nicolas Sarkozy concentre plus de pouvoirs pour lui-même que ses prédécesseurs, il renforce donc également les pouvoirs qui équilibrent ou contrôlent les siens.

On dira : la désignation directe du président de France Télévisions ou de Radio France en Conseil des ministres, donc sous l'autorité du chef de l'État, constitue une régression. On aura raison. Il s'agit bien d'une régression, d'un retour au système archaïque de la période gaullienne. Heureusement cette erreur (qui sera probablement corrigée par le vainqueur de l'élection présidentielle de cette année, quel qu'il soit, fût-il Nicolas Sarkozy) ne peut plus avoir les effets délétères qu'elle avait dans le passé. La concurrence, la multiplication des chaînes généralistes et des chaînes d'information continue, le poids croissant d'Internet, tout cela interdit ou sanctionne sur-le-champ chaque tentation de pression ou de manipulation politique. D'ailleurs, jamais l'information n'a été aussi libre, aussi contradictoire, aussi critique qu'aujourd'hui à la télévision ou à la radio. Chacun peut le constater quotidiennement. C'était une faute de rétablir la nomination des présidents de l'audiovisuel public en Conseil des ministres, mais c'est une faute qui n'aura pas eu de conséquences politiques significatives, même si elle a eu des conséquences individuelles injustes.

D'autres erreurs ont été plus funestes. Le bouclier fiscal en est le symbole, puisqu'il méconnaissait tout de la psychologie française. La multiplication de lois de circonstances en matière judiciaire, à propos de sécurité ou d'immigration, en constitue une autre. Pour frapper l'opinion, pour démontrer sa détermination, pour réussir un « coup » politique, on crée une instabilité judiciaire et on verse dans

l'opportunisme électoraliste. C'est l'une de ses pires faiblesses : jamais, à aucun moment, la France n'a mené une politique stable et équilibrée dans le domaine judiciaire, sauf durant le quinquennat jospinien de 1997 à 2002. Nicolas Sarkozy s'inscrit malheureusement dans la tradition et en rajoute. Par ailleurs, la politique de lutte contre l'insécurité, si elle a donné de bons résultats en ce qui concerne la protection des biens, a nettement échoué en ce qui concerne les violences contre les personnes.

Des erreurs, il y en a eu aussi en matière diplomatique, avec par exemple la réception aussi spectaculaire que de mauvais goût du colonel Kadhafi ou avec la gestion initiale des rapports avec la Chine, notamment au moment des jeux Olympiques de Pékin. Globalement, on peut également soutenir la thèse – c'est facile il est vrai après coup – selon laquelle la volonté affichée d'alléger la fiscalité était une grosse erreur alors que les déficits publics se creusaient et que la crise déferlait brusquement.

Paradoxalement, ce qui a cependant nui le plus à Nicolas Sarkozy, ce sont moins des réformes erronées que le rythme et le style de réformes souvent nécessaires. Les Français sont ainsi : ils aiment la nouveauté, ils sont friands de changements, mais ils se montrent régulièrement allergiques aux réformes. Le symbole en est rituellement l'Éducation nationale. Chacun reconnaît que des réformes sont nécessaires (les enquêtes internationales y invitent) mais, dès qu'elles sont présentées, c'est la mobilisation générale et l'appel aux armes des principaux syndicats. Cela vaut d'ailleurs sous la gauche comme sous la droite. Lionel Jospin, ministre rue de Grenelle (1988-1991), ou Claude Allègre (1997-2000) ont dû affronter grèves et manifestations. La réforme des universités mettant en place l'autonomie voulue par Nicolas Sarkozy a suscité ainsi une spectaculaire levée de boucliers et une opposition farouche. Elle était pourtant intelligente et cohérente et elle se déployait efficacement sur une base de volontariat devenue très contagieuse.

Même chose en matière fiscale, cela va de soi. Tout le monde veut moderniser un système dont la lourdeur, la complexité et l'inefficacité (ne serait-ce qu'à travers les niches fiscales) sont proverbiales. À chaque tentative de réforme, c'est pourtant le branle-bas de combat. Or Nicolas Sarkozy a multiplié les réformes dans ce domaine, du bouclier fiscal à la baisse de la TVA sur la restauration, des droits de succession à la taxe professionnelle, du combat amorcé contre les niches fiscales à la taxe sur les hauts revenus. Réformes fiscales, réformes sociales (RSA, minimum vieillesse, pensions de réversion, etc.), réformes militaires, territoriales, judiciaires, réforme des retraites si nécessaire et si impopulaire, réforme de l'État honnie par les fonctionnaires et par les collectivités territoriales, réforme de la

représentativité syndicale, aussi utile que féroce combattue. Le rythme des réformes a donné le tournis, irrité les Français et finalement largement contribué à l'impopularité de Nicolas Sarkozy, alors même qu'il avait été élu pour sa capacité présumée à faire bouger les choses, à remettre la France en mouvement, à réformer vigoureusement, à changer.

C'est le malentendu majeur qui existe entre Nicolas Sarkozy et les Français. Il avait promis la rupture, on attendait le changement. Le changement a eu lieu mais l'irruption de la crise l'a défiguré. Au lieu de mener, comme chacun l'espérait – ou en tout cas une majorité de Français –, à un progrès, à une élévation du pouvoir d'achat, « travailler plus pour gagner plus », à un recul du chômage, à un rétablissement de la sécurité, son bilan a été complètement brouillé par la crise en question. Nicolas Sarkozy a été élu le 6 mai 2007, la crise a éclaté au début du mois d'août 2007 et n'a cessé de rebondir de plus en plus violemment sous ses formes successives durant l'intégralité du mandat sarkozyen. Aucune crise économique et financière, monétaire et sociale aussi grave n'avait eu lieu depuis la Libération, ni même depuis la terrible et funeste crise des années 30 qui a engendré dictatures et guerres. La tempête furieuse de la crise des dettes souveraines, Grèce en tête, en fait foi.

Le style de Nicolas Sarkozy a irrité. Le type de communication du chef de l'État lui a nui. La concentration du pouvoir exécutif a littéralement aimanté vers lui toutes les critiques, tous les reproches, toutes les frustrations – la preuve en est que François Fillon n'a jamais subi le même sort. Le rythme des réformes a paru chaotique, même lorsque les changements étaient impératifs, même lorsqu'ils étaient urgents, même lorsqu'ils étaient judicieux.

Le fond des choses est cependant qu'on attendait de Nicolas Sarkozy qu'il conduise le changement, qu'on espérait de lui qu'il sortirait la France de l'ornière, qu'on escomptait que cela se traduise par une amélioration de la situation de chacun. Il avait justement promis avec toute sa capacité de conviction qu'il en irait ainsi. Il a dû en réalité faire face à une crise effroyable dont les répliques se succèdent impitoyablement, et néanmoins réformer stoïquement pour que du pire puisse un jour sortir un mieux. Il ne l'a pas fait habilement. Les Français sont aujourd'hui dans leur majorité amers, anxieux, furieux pour une partie d'entre eux, animés par le ressentiment vis-à-vis du chef de l'État pour d'autres. Et cependant les batailles successives contre la crise s'imposaient, les réformes pressaient. Nicolas Sarkozy a mené les réformes et combattu la crise. Il croyait apporter aux Français le progrès et l'espérance, les Français ont subi des épreuves et reçu des menaces. Pour reprendre le titre d'une jolie nouvelle de Claude Farrère, c'est une double méprise.

Nicolas Sarkozy a-t-il échoué ? Si l'on en croit les sondages, c'est certain. Si l'on examine les faits, le bilan apparaît nettement plus contrasté. En ce qui concerne les réformes, il a beaucoup œuvré, tantôt courageusement (les retraites), tantôt cyniquement (la justice), tantôt intelligemment (les universités, la recherche), tantôt irrationnellement (la télévision), tantôt généreusement (le RSA), tantôt mesquinement (certaines nominations), tantôt de façon très aléatoire (les heures supplémentaires détaxées), tantôt de façon incroyablement énergique (l'Europe). Il n'y a pas sur ce terrain de critère d'application à la fois global et objectif. Les Français dans l'ensemble ont plutôt mal réagi, mais les Français réagissent toujours mal aux réformes. Une seule chose est avérée : qu'on apprécie ou pas le résultat de ces efforts, Nicolas Sarkozy a nettement plus réformé en cinq ans que Jacques Chirac en douze ans.

Quant à son comportement face aux crises qu'il a dû affronter, il serait injuste et mesquin de nier que Nicolas Sarkozy a su y faire face, qu'il a même démontré devant des périls extrêmes, que les Français ont grandement et longtemps sous-estimés, du caractère, de l'autorité, de l'ascendant sur ses pairs, de la réactivité. Jamais l'opposition n'a accepté de le reconnaître, ni de loin ni de près. Là encore on peut naturellement relever le contraste entre sa campagne présidentielle et la réalité de l'exercice du pouvoir : au moins faut-il reconnaître que la crise n'étant pas née en France et n'ayant éclaté qu'au lendemain de son élection, il ne pouvait guère l'anticiper et que ses concurrents ne l'ont d'ailleurs pas fait davantage, à l'exception, il est vrai, de François Bayrou, dont les priorités (lutte contre l'endettement, réforme fiscale, règle d'or) paraissent après coup fort perspicaces.

On peut aussi, à bon droit, regretter qu'en plusieurs occasions, au lendemain de crises extrêmes, Nicolas Sarkozy, ayant réagi au mieux, se soit montré immodeste, tirant lourdement la couverture à lui alors qu'il aurait été plus subtil que d'autres le fassent pour lui. C'est son travers le plus évident : le président de la République ne peut s'empêcher de fanfaronner, ce qui agace énormément les autres chefs d'État et de gouvernement, pourtant sensibles à son ascendant et souvent franchement admiratifs. Bizarrement, il s'est montré en revanche beaucoup plus avare de pédagogie vis-à-vis des Français dans ces circonstances périlleuses, ce qui a joué à la fois à leur détriment (la compréhension de la crise) et au sien (la compréhension de son rôle).

En revanche, sur le fond il est juste de reconnaître que, devant les crises successives (bancaires, puis financières, puis monétaires), il a toujours été sur le plan international l'un des plus réactifs, l'un des plus dynamiques et l'un des plus entraînants. C'est ce qu'il a démontré durant la présidence française de l'Union européenne lorsque, face à la

crise bancaire, il a su innover, rassembler et accélérer. C'est ce qu'il a prouvé aussi en prenant l'initiative de former le G20 afin d'associer pour la première fois les puissances émergentes aux puissances établies et de jeter les bases d'une réforme – indispensable, urgente – des régulations financières, bancaires et monétaires internationales. Son intervention a permis de faire face dans l'urgence. Une fois le péril éloigné, ses partenaires ont malheureusement beaucoup ralenti le rythme. Avec sa présidence du G20 en 2011 et sous la pression des dettes souveraines, il a de nouveau prêché à ses homologues la nécessité d'instaurer ces contrôles et ces régulations – la tragédie grecque a malheureusement balayé ses efforts. Face à la crise des dettes souveraines justement, il a alerté ses partenaires européens le premier, dépensé une énergie considérable pour entraîner Angela Merkel (il est vrai entravée par le système allemand et par son propre tempérament), joint ses efforts à ceux de la Banque centrale européenne (même s'il a toujours été injuste avec son président français de l'époque, Jean-Claude Trichet, remarquable à son poste), fait avancer aux forceps des solutions audacieuses, fait face aux multiples rebondissements, bataillant, mitraillant, menaçant, marchandant, déplorant, invectivant : inlassable, insubmersible, incompris par les uns, insupportable pour les autres, indispensable à tous. Il a donc été efficace pour l'Union européenne.

Face aux problèmes quotidiens de gouvernement, Nicolas Sarkozy n'est pas supérieur aux autres. Son impatience, son impulsivité, son autoritarisme, son exhibitionnisme politique le desservent, quelles que soient par ailleurs son énergie, son imagination ou sa compétence. Lorsque éclate une crise, il est au contraire à son meilleur, ferme, déterminé, rapide, entraînant. Typiquement un bonapartiste de crise, comme j'en avais avancé la thèse dans un livre, *La Marche consulaire*, en 2009.

En termes électoraux, son bilan est médiocre puisque, avec lui, le pouvoir d'achat réel a stagné, le chômage a crû, l'insécurité contre les personnes s'est accrue et ses réformes, même justifiées, même nécessaires ont plus irrité que satisfait. De plus, son style, son tempérament, ses choix ont amplifié les clivages dans tous les domaines au lieu de les combattre. Nicolas Sarkozy est un homme de confrontation plutôt que de rassemblement.

En termes présidentiels, son bilan est meilleur : la France a mieux fait face aux crises que la plus grande partie des autres pays, États-Unis et Grande-Bretagne inclus. Seule l'Allemagne a été nettement plus performante, ce dont d'ailleurs les Allemands ne créditent curieusement pas Angela Merkel. Les initiatives internationales françaises ont été précieuses sur le plan économique, financier et militaire (Côte-d'Ivoire, Libye, question palestinienne). Le tandem

franco-allemand n'a jamais joué un rôle moteur plus évident au sein de l'Union européenne que durant ces cinq années de crise. Le FMI et même les redoutables agences de notation reconnaissent dans leurs sévères rapports que la France a, après des erreurs initiales, choisi la bonne stratégie pour réduire les déficits sans bloquer net la croissance. En somme, Nicolas Sarkozy a été malheureux ou incompris sur le plan intérieur. Il s'est montré beaucoup plus à son avantage durant les crises internationales. On peut dire qu'il a plus la stature que la manière.

À quelle aune les Français le jugeront-ils ? Si c'est à partir d'impressions, de sentiments, de subjectivités, il a perdu. Si c'est en fonction de son charisme, de son poids international réel, de ses capacités, il conserve toutes ses chances. Il y a peu d'espoir pour qu'avant le vote le chômage reflue, le niveau de vie s'élève ou l'insécurité des personnes s'améliore. Restera la comparaison entre lui-même et ses concurrents face à une crise qui fait rage, qui se sera même sans doute hystérisée.

La crise avait battu Valéry Giscard d'Estaing en 1981, notamment parce que l'alternance était encore une idée neuve et que le socialisme apparaissait à beaucoup comme une alternative crédible. Aujourd'hui, le projet socialiste a nettement gagné en réalisme, mais la question est devenue de savoir qui, face à la crise, apparaîtra comme le mieux armé pour défendre les Français et faire peser la France. S'il s'agit de projet de société, le balancier ira sûrement à gauche. S'il s'agit de leadership international, il ira forcément à droite. La crise de la société française avantage le candidat socialiste, la crise économique et financière et internationale avantage Nicolas Sarkozy. Une crise le handicape, une autre le relance. Le suspense tient à ce que l'on ne sait pas – pas encore – quelle crise l'emportera dans l'esprit des Français. En 2007, Nicolas Sarkozy était un glaive. En 2012, il est devenu un bouclier. En 1981, François Mitterrand proposait une aventure, en 2012 François Hollande propose une protection. Les Français préféreront-ils le bouclier rond des hoplites, celui des socialistes, ou le bouclier rectangulaire des légionnaires, celui des sarkozyens ? En voudront-ils à Nicolas Sarkozy de ce qu'il n'a pas pu ou su faire, de ce qu'il n'a pas pu empêcher ? Ou bien lui feront-ils confiance plus qu'à d'autres pour leur éviter le pire ? C'est là l'enjeu et le dernier mystère de l'élection présidentielle de 2012. François Hollande est incontestablement le favori mais Nicolas Sarkozy demeure un très redoutable challenger. Drôle de situation pour un président sortant, posture sans précédent. Mais au fond, peut-être s'explique-t-elle parce que Nicolas Sarkozy avait plus les qualités d'un président du Conseil européen charismatique que d'un chef de l'État français dérangeant.

Philippe Séguin

Je l'avais surnommé « le tonnerre de Dieu ». Philippe Séguin était un personnage porteur d'orages. Avec lui, on allait de tumultes en fracas, d'éclairs en foudroiements. Parfois, entre deux bourrasques, on voyait surgir un arc-en-ciel avec l'immense sourire des jours détendus, de la malice et presque de la tendresse dans le regard, un besoin soudain de communiquer, de s'expliquer, d'être compris, d'être aimé, car c'était aussi, bien sûr, un grand affectif. Il ne pouvait cependant s'agir que d'une pause, d'un répit, d'une respiration entre deux tempêtes.

Philippe Séguin est sans doute l'homme politique le plus colérique que j'aie rencontré en un demi-siècle. À côté de lui, Georges Marchais apparaissait presque placide et Michel Debré d'un flegme quasi britannique. L'un et l'autre avaient pourtant eux aussi une forte réputation de matière inflammable, mais personne ne peut se comparer à l'ex-député-maire d'Épinal sur l'échelle de Richter de l'irascibilité. En 1992, au plus gros de la campagne du référendum de Maastricht sur l'euro, durant laquelle il fut le plus talentueux défenseur du « non » et moi un partisan résolu du « oui », il avait voulu me faire venir dans son bureau de l'Assemblée nationale pour, m'avait-il dit, nous expliquer à fond en tête à tête. Bien entendu, à peine étais-je arrivé qu'il m'assénait une mercuriale torrentielle, de plus en plus bruyante : il possédait une superbe voix de basse qui aurait fait merveille à l'opéra dans le rôle du Wotan wagnérien. Submergé par sa propre éloquence, testant peut-être les envolées d'un discours en préparation, il éclata progressivement de fureur jusqu'à finalement se saisir d'un dictionnaire posé sur sa table de travail pour le lancer violemment, non pas exactement dans ma direction tout de même mais vers l'extrémité d'une pièce qui n'était pas immense. Le lendemain, son courroux apaisé ou la préparation de son discours achevé, il m'appela pour s'excuser à sa manière et m'inviter en réparation à déjeuner : « Vous aviez bien compris qu'il n'y avait rien de personnel dans mon geste, c'est ma passion de la France qui me rend trop malheureux en ce moment, m'expliquait-il le plus naturellement du monde. Je m'emporte parce que je souffre et que vous me faites souffrir... » À suivre son raisonnement, il aurait presque fallu que je le console.

Ce caractère volcanique, irrésistiblement cyclothmique a beaucoup nui à Philippe Séguin et l'a privé d'une carrière qui fut plus qu'honorable mais qui aurait pu devenir éclatante. Certes, il n'avait pas trente ans que ce jeune auditeur à la Cour des comptes était déjà chargé de mission au secrétariat général du président de la République Georges Pompidou. À trente-cinq ans, il était député des Vosges, très

populaire dans sa circonscription lorraine, ce qui n'allait pas de soi pour ce pied-noir rapatrié de Tunisie. À quarante ans, on le retrouve maire d'Épinal et déjà vice-président de l'Assemblée nationale. Trois ans plus tard, il devient ministre des Affaires sociales et de l'Emploi du premier gouvernement de cohabitation dirigé par Jacques Chirac. Ce qui s'appelle ne pas perdre de temps en chemin. Il y a d'autant plus de mérite que, orphelin de guerre (son père a été tué sur le front comme aspirant), revenu en métropole avec sa mère lorsque la Tunisie qu'il adorait s'émancipe, il a fait carrière par ses seuls mérites, provincial si doué que, après s'être préparé à devenir instituteur, il a complété ses études, préparé et réussi le concours de l'ENA, et en est sorti assez bien pour être admis dans l'auguste corps de la Cour des comptes. Il ne manquait donc pas d'atouts.

Philippe Séguin avait une intelligence superbe et rapide qui lui permettait d'engloutir les dossiers et d'être capable de proposer des solutions claires et réalisables, même si elles étaient souvent coûteuses. Il pouvait être chaleureux, parfois drôle et même ouvert. Il adorait le sport, le football en particulier. Il pouvait passer des heures, voire des demi-journées entières à regarder à la télévision des matchs enregistrés. Il pouvait également être courageux, prenant, par exemple, la tête des jeunes députés de droite en 1981 pour relancer l'opposition à la tribune de l'Assemblée nationale. Il avait surtout un talent d'orateur exceptionnel, le plus éclatant de sa génération jusqu'à l'émergence de Nicolas Sarkozy. Son tempérament de feu en faisait naturellement un débateur redoutable et un interviewé toujours susceptible de s'embraser en une seconde si une question lui déplaisait, si un mot l'agaçait, ou simplement si l'auteur de la question avait écrit auparavant quelque chose qui n'était pas à son goût, comme j'ai pu le vérifier à deux reprises à mes dépens. Mieux valait, si on devait l'interroger, avoir non seulement de solides questions à poser, mais aussi le sens de la répartie et un tempérament combatif, car il n'avait pas son pareil pour retourner les situations et d'interrogé se faire interrogateur.

Son humeur volcanique a cependant gâché ou du moins entravé les espoirs que ses talents pouvaient lui offrir. Il avait des convictions parfaitement estimables, avec notamment ce patriotisme ombrageux qu'ont souvent les Français nés et élevés loin de la métropole. Il avait une cause, le souverainisme, dont il était le représentant le plus théâtral. Il a prononcé à l'Assemblée nationale durant la campagne de Maastricht le plus beau discours antieuropéen de l'histoire parlementaire française. Je l'avais écouté, partagé entre l'admiration pour son éloquence, la puissance de son argumentation et la consternation de les voir employées pour une cause qui me semblait aveugle et rétrograde. C'était son droit et il faut reconnaître qu'il en

fut l'interprète le plus valeureux. Je saluai néanmoins son talent, je reconnus publiquement que personne ne défendait mieux que lui les idées fausses. J'étais navré de le trouver dans le camp d'en face sur un si grand sujet et je le dis sans ambages. Il en fut enchanté et me le fit savoir avec une exubérance incongrue.

Il pouvait également avoir de vraies délicatesses. Ainsi, lors du fameux face-à-face télévisé qui l'opposa au président François Mitterrand, toujours durant la campagne de Maastricht – c'en fut même le clou –, manifesta-t-il un respect évident pour son illustre adversaire, déjà fort malade, et accepta-t-il sans barguigner une brève suspension du débat, le temps que l'on soigne rapidement son interlocuteur éprouvé. Son camp l'en blâma.

C'était cependant plus souvent un mélancolique qu'un allègre, un désabusé qu'un positif, un critique qu'un créateur. Il a certes, outre quelques discours splendides, plusieurs réussites à son actif. Il a été un président de l'Assemblée nationale respecté pour son indépendance et pour son autorité. Il a été à la fin de sa vie, prématurément interrompue par un accident cardiaque, un entreprenant et exigeant premier président de la Cour des comptes. Il s'est montré aussi, hélas, plus d'une fois d'une violence et d'une mauvaise foi démesurées, par exemple contre Édouard Balladur à qui il reprocha un absurde et injuste « Munich social ». Il a remarquablement bien secondé Jacques Chirac durant sa campagne présidentielle victorieuse de 1995, mais il est loin d'avoir été toujours aussi fidèle dans ses entreprises.

Il avait animé le mouvement des jeunes « Rénovateurs » contre le même Jacques Chirac après la lourde défaite de celui-ci en 1988 face à François Mitterrand, puis il avait abandonné ses compagnons de contestation au beau milieu de la route. Il s'est associé avec Charles Pasqua pour tenter de ravir le RPR au même Jacques Chirac, en vain, et cette fois-là encore il a perdu sans gloire. Jacques Chirac devenu chef de l'État, il a reçu la présidence du RPR après les malheurs d'Alain Juppé, mais il en a démissionné piteusement deux ans après, découragé et vaincu. Il a de même planté là son parti au beau milieu d'une campagne européenne. Il a tenté d'être maire de Paris et il a mené une campagne si médiocre qu'on aurait juré à l'époque qu'il souhaitait se faire battre. Il en était bien capable, car il passait plus qu'à son tour de phases de combativité excessive à des phases de dépression inquiétantes.

Philippe Séguin, avec son grand rire, ses humeurs mélancoliques, ses passions et ses rages, ses prouesses et ses abattements, avait l'envergure d'un destin national. Il n'en avait pas le caractère, la constance, l'opiniâtreté, l'identification absolue à une ambition sans laquelle rien n'est possible et avec laquelle rien n'est garanti. Il n'a jamais accepté que Jacques Chirac lui ait préféré Alain Juppé, son

principal rival, même si le maire de Bordeaux avait justement les qualités qui lui manquaient. Il a finalement soutenu Nicolas Sarkozy face à Jacques Chirac, peut-être par allergie vis-à-vis de Dominique de Villepin. Il était ainsi, excessif et théâtral, avec des intuitions profondes et des irrésolutions soudaines, conscient de sa valeur mais doutant de ses chances. Un soir, chez moi, durant un dîner, il est tombé de sa chaise, trop frêle pour son immense carcasse. Il s'est relevé aussitôt, hilare et troublé, pour s'exclamer bizarrement : « C'est le symbole de ma vie. »

Jean-Jacques Servan-Schreiber

Jean-Jacques Servan-Schreiber a traversé la vie politique française comme une fusée américaine, inattendue, intrigante, séduisante, irritante, décalée et passablement énigmatique. Il a fait ses débuts sur un rythme météorique et fracassant, pilote de chasse à vingt ans (il était né en 1924), trop tard pour être envoyé sur le front, mais assez tôt pour prouver sa détermination et sa hardiesse. À vingt-cinq ans, l'exigeant et peu impressionnable Hubert Beuve-Méry, directeur et fondateur du *Monde*, en fait un éditorialiste, séduit par l'originalité de sa pensée et par l'efficacité de son style. À vingt-neuf ans, il fonde *L'Express* en compagnie de Françoise Giroud et en fait rapidement, avec l'appui de quelques belles plumes et de collaborateurs prestigieux (Mauriac ou Camus en tête de ceux-ci, Jean Daniel et Pierre Viansson-Ponté au premier rang de celles-là), l'une des références de la presse française, sans doute la publication la plus moderne et la plus audacieuse de l'époque.

La modernité, l'audace, ce sont justement les qualités majeures de ce fils d'Émile Servan-Schreiber, lui-même fondateur du quotidien économique *Les Échos*. Révéré par sa mère, encouragé par son père, appuyé par une puissante famille, il se sent fait très tôt pour un grand destin mais n'imagine que des chemins atypiques. Jean-Jacques Servan-Schreiber connaît bien les États-Unis et travaille à fond l'économie, deux qualités assez rares à l'époque. Rappelé comme officier durant la guerre d'Algérie, il publie après son retour un livre, *Lieutenant en Algérie*, qui fait grand bruit et le situe parmi les libéraux, les décolonisateurs. Dix ans plus tard, il révolutionne l'édition et bouleverse le débat politique français avec un autre livre, *Le Défi américain*, qui devient un gigantesque best-seller, vendu en France à deux millions d'exemplaires, traduit en quinze langues. Il l'a conçu et préparé selon une méthode pratiquée outre-Atlantique avec deux collaborateurs de haut niveau (Olivier Chevrillon, maître des requêtes au Conseil d'État, et Michel Albert, inspecteur des Finances, haut fonctionnaire européen, futur commissaire général au Plan), deux

intellectuels aux idées neuves, voire iconoclastes. Ils font travailler une escouade de jeunes gens, universitaires, énarques ou journalistes, considérés comme novateurs dans chacune de leurs spécialités. C'est ainsi que je fais la connaissance de Jean-Jacques Servan-Schreiber en tant que critique des derniers livres de sciences politiques américains dont je fais, dans *Le Monde*, des chroniques qui tentent d'être savantes et parviennent à être austères.

Le retentissement du *Défi américain* est énorme. Il est ressenti à l'époque comme le raz-de-marée d'un modernisme d'importation. JJSS, c'est ainsi que l'on commence à l'appeler, secoue comme un prunier l'arbre idéologique français, alors tout entier dominé par la vulgate marxiste. Il fait défiler des hérésies majeures, comme la supériorité du marché sur le dirigisme, de l'initiative individuelle sur la planification, des technologies de pointe sur la bureaucratie. Il met en pièces le modèle administratif français, plaide pour la thèse sulfureuse, en plein gaullisme gaullien, d'un marché européen ambitieux, voire d'un fédéralisme. La gauche est traumatisée, la droite est bouleversée, le centre est dépassé. Il faudra attendre *Le Mal français* d'Alain Peyrefitte, une décennie plus tard, pour qu'un livre produise un pareil effet dans notre doux pays. Jean-Jacques Servan-Schreiber n'est pas un prophète (il n'a pas vu venir Mai 68), mais c'est un formidable vulgarisateur et un admirable provocateur. Il donne alors le sentiment d'annoncer un nouveau mode de pensée et même de vie « made in USA », d'incarner une nouvelle génération, prête à prendre le relais de la génération de la Résistance et de la Libération. Désormais, il pèse et va bientôt inéluctablement entrer en politique.

À cette époque, il tranche. Il a jusqu'ici soutenu Pierre Mendès France, Gaston Defferre, à un moindre degré François Mitterrand. Il va se placer à son propre service et mobiliser sans vergogne *L'Express* pour cela. Dans son journal, il règne en maître, même si Françoise Giroud, à qui le lie alors une passion qui fait les délices des dîners parisiens, gouverne plus que lui. Il en impose, on l'admire, on redoute ses foudres. Il possède une faculté inouïe, celle de se concentrer furieusement, quasi obsessionnellement sur un seul sujet à la fois qu'il désosse intégralement avant de le digérer à sa façon. Très anticomuniste – « Cette vieillerie », me jette-t-il quand je publie *l'Histoire du PCF* avec le rédacteur en chef du *Monde* Jacques Fauvet –, il se refuse à toute union de la gauche et rêve en fait de rassembler socialistes et centristes contre le PC et contre le gaullisme, à ses yeux Charybde et Scylla.

Il reçoit chez lui – un immense appartement meublé de quelques rares créations *design* glaciales – pour explorer le thème du moment. On déjeune en travaillant d'un plateau repas type Air France aujourd'hui, c'est-à-dire ascétique. L'hiver, il porte un blouson

d'aviateur, l'été, il s'habille chez lui d'un ridicule survêtement blanc qui lui donne l'allure d'un professeur de tennis recherchant la clientèle de douairières aisées. De toute façon, l'humour n'est pas son fort et il n'a aucun sens du ridicule. En revanche, son charisme éclate, son intelligence scintille comme une lame, et lorsqu'il connaît un sujet, il en connaît tout. Sa hardiesse intellectuelle est incomparable pour le meilleur et pour le pire. Il pressent beaucoup, il ose tout. Parfois, il devance largement l'opinion et parfois il trébuche sans grâce. Il ne conçoit pas qu'on lui résiste. S'appuyant sur un sondage accordant aux centristes une cote de sympathie flatteuse, il avait voulu me contraindre à écrire un article leur promettant la victoire dans plus de deux cents circonscriptions. C'était stupide et mensonger, je m'y refusai donc. De ce jour, il me considéra comme un suspect et même comme un adversaire.

Son entrée officielle en politique fut aussi fracassante qu'on aurait pu l'imaginer. En 1969, il était devenu secrétaire général du parti radical, le plus vieux parti de France qui n'en revenait pas de s'être donné à ce galopin quadragénaire. L'année suivante, un député gaulliste de Meurthe-et-Moselle démissionna de son mandat pour protester contre le tracé de l'autoroute Paris-Strasbourg, provoquant ainsi une élection législative partielle. JJSS décida de se présenter contre lui. Mobilisant des moyens matériels incomparables, utilisant les techniques de marketing les plus avancées, il remporta une victoire retentissante. Quelques mois plus tard, la mort du suppléant de Jacques Chaban-Delmas, alors Premier ministre, provoqua une autre élection législative partielle. Jean-Jacques Servan-Schreiber décida de se présenter également contre lui, persuadé en bon polytechnicien que la même démarche entraînerait le même résultat. Pour y parvenir, le député de Lorraine garantit aux Bordelais monts et merveilles. Il fut sèchement battu dès le premier tour par le populaire chef du gouvernement. Tel était Jean-Jacques Servan-Schreiber, tantôt d'une intuition prodigieuse, tantôt d'un aveuglement absurde. Il n'en était pas moins séduisant.

Avec Michel Bassi, nous le reçûmes à la télévision à « À armes égales », face à Valéry Giscard d'Estaing. Les deux hommes se connaissaient bien, depuis la fin de leurs études. Ils préférèrent intelligemment – cas rarissime, peut-être unique – se faire briller mutuellement plutôt que de feindre de s'affronter. On eut alors le sentiment que c'était le triomphe de l'après-gaullisme qui s'esquissait ce soir-là sous nos yeux.

Jean-Jacques Servan-Schreiber, devenu président du parti radical, cofonda avec Jean Lecanuet le Mouvement réformateur, réunissant ainsi radicaux et démocrates chrétiens. En 1974, ils s'engagèrent derrière Valéry Giscard d'Estaing. Élu Président, celui-ci fit entrer dans

le premier gouvernement Chirac, avec le titre inédit de ministre des Réformes, l'ex-directeur de *L'Express*. JJSS avait enfin l'occasion de donner toute sa mesure. Le nouveau chef de l'État voulait innover, moderniser, expérimenter. Jean-Jacques Servan-Schreiber, à travers son hebdomadaire et ses livres (plusieurs avaient suivi avec succès *Le Défi américain*), était l'homme de la situation. L'expérience dura exactement douze jours. En s'opposant théâtralement à la reprise des essais nucléaires, JJSS réagit en effet en éditorialiste, en essayiste, en agitateur d'idées, pas en homme politique, moins encore en ministre. À sa grande surprise, il fut donc mis un terme sur-le-champ à ses fonctions. Ce fut déjà, à cinquante ans tout juste, le début de la fin de sa carrière politique.

Jean Lecanuet et les réformateurs s'ancraient dans la majorité et participaient activement à la naissance de l'UDF giscardienne. Jean-Jacques Servan-Schreiber, toujours allergique au gaullisme, de plus en plus hostile aux orientations du parti socialiste, totalement réfractaire à l'union de la gauche, se marginalisait aussi vite qu'il s'était imposé. Il sera encore réélu député de Meurthe-et-Moselle en 1978, d'ailleurs invalidé, ou président du conseil régional de Lorraine durant deux ans. Sa trajectoire politique s'achève cependant avec le second duel Giscard d'Estaing-Mitterrand. Aucun camp ne le séduit, il ne séduit aucun camp. Il n'est pas une alternative. Il quitte la politique aussi vite qu'il y est entré. Son odyssée n'aura duré que dix ans. Il a vendu *L'Express* au milliardaire Jimmy Goldsmith, libéral féroce et antieuropéen fanatique. Il s'intéresse à l'informatique et tente en vain d'en faire une aventure française lorsque François Mitterrand l'emporte : le littéraire ne croit guère aux anticipations du polytechnicien, le politique professionnel a cessé depuis belle lurette de prendre au sérieux le politique d'occasion. Jean-Jacques Servan-Schreiber finira sa vie aux États-Unis dont il lui était bizarrement arrivé vingt ans plus tôt de rêver de devenir Président après une éventuelle naturalisation. À défaut, il n'aurait pas refusé de devenir président de la République française. Ses dons éclatants n'étaient cependant pas faits pour s'épanouir dans la subtile et cruelle mécanique politique française. JJSS a fait rêver, mais sa vocation politique n'a cessé d'être elle-même fantasmagorique. Il était l'originalité dans un monde politique qui supporte mal qu'on sorte du moule. Tout fascinant qu'il ait été par plusieurs côtés, il aura été en politique une personne déplacée.

Dominique Strauss-Kahn

La vie politique de Dominique Strauss-Kahn est terminée. L'affaire terrible du Sofitel de New York lui a porté un coup fatal. Quel que soit

l'ultime épilogue des procédures judiciaires encore en cours, il est bien difficile qu'il y ait retour ou revanche sur la scène politique française. C'est à coup sûr le pire gâchis, le drame personnel le plus choquant, le plus frustrant que l'on ait connu sous la V^e République. Dominique Strauss-Kahn a été éliminé de la compétition présidentielle de 2012 au moment même où il allait déclarer sa candidature et alors qu'il faisait déjà figure de principal favori. Les sondages lui promettaient de s'imposer sans coup férir lors des primaires socialistes et lui faisaient miroiter une victoire éclatante face à Nicolas Sarkozy. Naturellement, personne ne saura jamais si les faits auraient confirmé les pronostics. Ce qui ne fait cependant aucun doute, c'est que jamais, à dix mois du premier tour de l'élection présidentielle, un prétendant socialiste n'avait réuni autant d'atouts dans ses mains. En ce sens, la chute de Dominique Strauss-Kahn ne se compare dans l'histoire politique française, par sa brutalité, sa soudaineté et son imprévisibilité, qu'à celle de Nicolas Fouquet, surintendant général des Finances, l'homme le plus puissant et le plus séduisant de la Cour, soudain disgrâcié, arrêté, exilé puis enfermé au fort de Pignerol sur l'ordre de Louis XIV. La différence est que Dominique Strauss-Kahn aura été l'ordonnateur de sa propre chute.

Tout paraissait cependant lui sourire. L'ex-directeur général du FMI incarnait en effet exactement l'homme de la situation. Après dix-sept ans de règne consécutif de la droite au palais de l'Élysée, le désir d'alternance était considérable. La popularité de Nicolas Sarkozy était plus basse que celle de tous ses prédécesseurs à moins d'un an de l'élection présidentielle. Il y avait là une occasion unique pour le futur candidat du parti socialiste. L'actualité était écrasée par la crise financière, par la question des dettes souveraines et de l'euro, par la persistance du chômage, de la faible croissance, des déficits publics, des pressions sur le pouvoir d'achat. Il y avait une demande palpable de protection, de compétence, de sécurité. Cela aurait pu constituer un handicap majeur pour la gauche. La personnalité et l'équation individuelle de Dominique Strauss-Kahn fournissaient une réponse si adaptée, si exactement taillée pour apporter la solution que cela en ressemblait à un cas d'école.

Au moment de rendre publique sa candidature, Dominique Strauss-Kahn était en effet l'homme le plus qualifié pour tirer la France d'affaire. Il occupait à Washington le poste clé de directeur général du FMI, celui auquel on demandait justement les réponses à la crise financière. Depuis qu'il remplissait ses fonctions, tout le monde – y compris ses adversaires initiaux – reconnaissait qu'il les remplissait à merveille avec un rare mélange d'autorité, d'imagination, de savoir-faire et de compétence. La communauté internationale, toutes sensibilités confondues, lui confiait d'ailleurs toujours plus de

pouvoirs, de ressources et de responsabilités. Le rôle et les moyens du FMI venaient d'être substantiellement élargis, on attendait de lui surveillance, propositions, interventions et régulations. Que le parti socialiste puisse disposer de ce candidat-là à ce moment-là dans ces circonstances-là, c'en était presque injuste.

J'avais dîné avec lui et avec Anne Sinclair en compagnie de ma femme lors de son dernier passage à Paris, immédiatement avant le drame. Sa résolution ne faisait aucun doute. Du début à la fin du dîner, il n'a été question que de l'élection et de la campagne. Son principal souci restait alors le choix de la date de sa candidature. Il ne voulait en aucun cas que cela puisse nuire au FMI et moins encore à la lutte contre la crise. Il fallait donc que deux réunions importantes programmées dans les semaines suivantes aient d'abord lieu. Il ne cessait d'ailleurs de consulter son portable crypté relié au FMI dont il recevait message sur message. En revanche, il avait laissé au vestiaire ses portables personnels dont il redoutait qu'ils ne soient écoutés par les oreilles françaises.

Je le connais depuis plus de vingt ans, au départ par l'intermédiaire d'Anne. Je l'avais rarement vu aussi en forme, détendu et concentré à la fois, aminci et les traits moins marqués par la fatigue que d'ordinaire. Il irradiait la confiance en soi et, même s'il avait sûrement encore quelques doutes résiduels, sa gaieté et son alacrité prouvaient bien qu'il avait pris sa décision. Il savait tout de la campagne dans les moindres détails, il parlait durement de François Hollande, son plus redoutable rival, et de Nicolas Sarkozy, son principal adversaire, comme quelqu'un qui se prépare à les affronter. Il avait déjà en tête des pistes à proposer à la France pour sortir de la crise. Son état d'esprit, la tranquille assurance de ses analyses, l'adéquation incroyable entre la situation et son personnage me rappelaient étrangement, sur la rive d'en face, Valéry Giscard d'Estaing en 1974.

Lors de son passage précédent à Paris, je l'avais vu une heure en tête à tête dans le bar américain d'un hôtel élégant place des Vosges. Il y recevait plus ou moins discrètement lieutenants, experts et collaborateurs à un rythme digne de l'antichambre de Metternich en 1815. Cette fois-là, il s'interrogeait sur les ministrables socialistes. Depuis, il avait dû obtenir les réponses qu'il cherchait et se concentrait davantage sur l'essentiel, c'est-à-dire sur la thérapeutique financière et la marge sociale. Au fond, cela n'a cessé d'être sa principale préoccupation depuis 1981 : comment conduire l'économie pour réussir un progrès social, comment marier le réalisme et l'espérance ? Personne au parti socialiste n'a jamais été aussi affûté que lui sur cette question, sauf sans doute Jacques Delors et Michel Rocard. Le premier n'avait cependant pas cru pouvoir disposer de l'assise politique suffisante pour mettre en œuvre ses solutions et le second n'avait pas

obtenu l'autonomie suffisante pour le faire. Dominique Strauss-Kahn, lui, pensait pouvoir y parvenir. Il avait esquissé sa réponse dans un livre de grande qualité, *La Flamme et la Cendre*, en 2002. Une décennie plus tard, il se sentait prêt à mettre sa théorie en application.

Depuis que je le connais, je n'ai jamais douté de ses exceptionnelles capacités intellectuelles. Il possède un bagage universitaire impressionnant, et plus on décortique ses publications, plus on se persuade de sa valeur. Comme économiste pur, je crois qu'il n'a jamais eu d'équivalent à gauche, Pierre Mendès France étant moins technicien que lui, Jacques Delors n'ayant pas les mêmes bases théoriques et Michel Rocard étant plus praticien qu'académique. DSK, lui, avait tout. À l'université de Nanterre comme à Sciences Po, il était un professeur follement populaire. Au PS, d'abord au comité des experts, puis comme secrétaire national aux études, il n'a pas eu de rival. S'il a manqué d'autonomie et de temps comme ministre de l'Industrie, il a été, en revanche, un ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie exceptionnel au sein du gouvernement Jospin.

Non seulement il a réussi comme aucun autre à gauche à l'échelle nationale (croissance, déficits, commerce extérieur, politique industrielle, etc.), mais, en plus, il a su s'imposer en chef de file naturel et inspiré parmi ses homologues européens. De surcroît, il était capable de s'exprimer de façon à la fois accessible et frappante à la télévision. Il y a d'ailleurs obtenu des audiences flatteuses et, lors des émissions auxquelles j'ai participé, je ne l'ai jamais vu en difficulté une seule fois sur le terrain économique.

En politique, il était cependant nettement moins à son aise. C'était plus un homme de pouvoir qu'un homme de campagne, plus un gouvernant qu'un tacticien. À côté de succès (législatives en Haute-Savoie ou en Val-d'Oise, municipales), il a d'ailleurs subi des échecs. Il avait un bon contact avec les électeurs et il remplissait son rôle, communal ou législatif, mais là n'était pas sa passion. Intellectuellement, il était passé sans difficulté d'un marxisme juvénile et gourmand à un keynésianisme cohérent et déterminé. Politiquement, après les étudiants communistes dont il avait été un militant désinvolte, il était entré au PS par le CERES de Jean-Pierre Chevènement avant, très vite, de s'inscrire dans le courant mitterrandiste, en particulier jospiniste, mais toujours avec une certaine indépendance et quelque nonchalance.

L'appareil, les courants, les structures, les manœuvres, ce n'était pas son sujet d'intérêt et il n'y brillait pas. Il n'était pas non plus un orateur étourdissant : excellent dans un amphithéâtre, éblouissant en petit comité par sa capacité à avaler, digérer et mémoriser les données, très à l'aise dans les studios avec beaucoup de présence, il

n'était pas à son meilleur sur les tribunes et sur les tréteaux. En 2006, il s'était fait sévèrement distancer par Ségolène Royal. Son implication et son savoir-faire avaient déçu, alors que, sur le fond, il était manifestement bien meilleur.

Cette fois-ci, en revanche, on le sentait infiniment mieux préparé et enfin habité par la recherche d'un destin digne de ses talents. C'est qu'il avait mûri, qu'il avait souffert, qu'il avait fait ses preuves et que tout l'appelait à représenter la gauche : Martine Aubry et Laurent Fabius, qui pouvaient légitimement nourrir les mêmes ambitions que lui, étaient d'ailleurs prêts à l'aider. Ségolène Royal elle-même cheminait vers le ralliement. Seul François Hollande demeurerait totalement déterminé à défendre ses propres chances, parce que lui aussi se sentait prêt, légitime, et que les circonstances ne le rebutaient pas.

Aujourd'hui, c'est inévitable, chacun insiste sur les faiblesses, les vulnérabilités, la légèreté, l'inconscience, l'immoralité, la perversité, voire, selon certains, la pathologie de Dominique Strauss-Kahn. En toute honnêteté, ce n'était vraiment pas ce qui ressortait lorsqu'on le connaissait depuis longtemps, *a fortiori* lorsqu'on le voyait régulièrement et qu'on constatait son épanouissement devant la difficulté et la charge des circonstances. Intellectuellement, personne dans son camp ne pouvait se sentir supérieur à lui, tant il avait d'aisance, de culture et de mémoire. Polyglotte (français, anglais, allemand impeccables, espagnol et arabe usuels), sa facilité, son ascendant et son charme opéraient sur la quasi-totalité de ses interlocuteurs. On parlait avant tout de sa compétence économique, mais sa sensibilité sociale n'était pas imaginaire. On en a fait sottement l'archétype de la « gauche caviar ». La fortune, parfaitement honorable au demeurant, venait d'Anne. Si Dominique Strauss-Kahn avait veillé à avoir, la trentaine passée, des revenus élevés, il aurait pu les multiplier aisément, en toute légalité, en acceptant les offres qu'on lui faisait dans le secteur privé. Les dirigeants bénéficiant par leurs talents de revenus élevés ont d'ailleurs plus de mérite que d'égoïsme à se mettre au service de la gauche. Ce fut son cas.

Était-il imprudent, léger, insouciant, vulnérable dans ses rapports avec l'argent ? On le lui a beaucoup reproché. Il a dû faire face à des accusations, des enquêtes, des procédures judiciaires. Il a toujours bénéficié d'un non-lieu. On aurait pu le rêver sur ce plan plus exigeant, plus austère, plus janséniste, mais, en tout cas, il gérât bien les finances publiques et il n'est ni illégal, ni interdit, ni même immoral de vivre largement, d'aimer les facilités de l'argent tant que l'on n'enfreint pas la loi. Même si, en règle générale et particulièrement si l'on porte une étiquette de gauche, il est essentiel de ne pas les étaler.

Reste, bien sûr, la question beaucoup plus dérangeante, beaucoup plus inquiétante, beaucoup plus tragique de ses rapports avec les femmes. Dominique Strauss-Kahn est certainement ce que l'on appelle justement un homme à femmes, un séducteur. Cela ne fait pas de doute, même si, durant son premier mariage, il semble avoir été fidèle. Qu'il soit sensuel et trop entreprenant, ce n'est pas interdit. C'est une réalité que les hommes de pouvoir, de tous les pouvoirs, exercent une étrange fascination et semblent bien souvent être comme désinhibés par leur puissance, par leur réussite, par leur renommée, par leur prestige : une bulle de succès qui dissout dangereusement les normes morales. Cela explique d'ailleurs pourquoi des ambitieux presque chastes deviennent des don Juan insatiables une fois leur réussite avérée. Ce n'est ni moral ni rassurant, mais ce n'est pas interdit à condition de respecter des règles élémentaires : ni violences, ni contraintes, ni mineures, ni abus de pouvoir, ni harcèlements.

Dominique Strauss-Kahn a-t-il été plus loin, donc trop loin ? C'est ce qui apparaît de plus en plus. C'est cependant à la justice seule, aux magistrats, d'en décider, certainement pas à la presse, aux médias, à l'opinion versatile, aux avocats intéressés, aux concurrents politiques, pas même à d'ex-maîtresses dont les témoignages ne peuvent être que partiels. La justice new-yorkaise a tranché, les justices française et américaine achèveront de trancher. Nul n'a le droit de s'y substituer. S'il y a un coupable, il doit être condamné, quels que soient ses titres et son poids. S'il n'y a pas de coupable avéré, tout le monde, même les célébrités, a le droit le plus strict à la présomption d'innocence, quitte à se mettre, en privé, en règle avec soi-même. Pour le reste, personne ne détient, hors la justice, la légitimité qui permettrait de décider de la blancheur ou de la noirceur d'une âme, derrière l'éblouissement de l'intelligence et le charme d'une personnalité. Demeure une seule certitude : le plus présidentiable des socialistes ne sera pas le candidat socialiste à la présidentielle.

V

Dominique de Villepin

J'ai gardé un souvenir indélébile de la première fois où j'ai rencontré Dominique de Villepin. C'était très exactement le 26 octobre 1995, aux environs de 22 heures, et cela se passait dans un bureau assez modeste du palais de l'Élysée. Je venais d'interroger Jacques Chirac en tête à tête pour une émission en direct sur France 2 durant quatre-vingts minutes, émission dramatique et donc éprouvante, puisque le nouveau chef de l'État, élu depuis moins d'un semestre, avait dû annoncer que, ayant fait campagne sur le thème de la « fracture sociale », il était maintenant contraint de mettre en place une politique de rigueur. Il passait d'une promesse de revalorisation du pouvoir d'achat à de sombres perspectives pour le niveau de vie, afin de qualifier la France pour l'euro. C'était un retournement absolu, théâtral, douloureux, une défaite idéologique majeure cinq mois seulement après le couronnement présidentiel. On me démaquillait en silence, chacun tentant de reprendre ses esprits et d'évaluer l'impact de l'émission. Un interminable escogriffe, avec autant d'allure que d'agitation – ce qui n'était pas peu dire –, superbe comme le maréchal de Saxe, sa chevelure léonine en bataille sous le coup de la colère, les gestes désordonnés de rage, fit irruption pour clamer : « C'était une émission de sous-secrétaire d'État au Budget, une honte, une déroute, un abandon. » Je m'enquis à voix haute de son nom, dont cependant je me doutais : j'appris ainsi que je venais de faire la connaissance de Dominique de Villepin, nouveau secrétaire général de l'Élysée, qui passait pour l'étoile montante de la chiraquie.

Sa réputation ne m'était évidemment pas inconnue. Je savais que les deux années précédentes il avait été le directeur de cabinet d'Alain Juppé, remarquable (à mes yeux) ministre des Affaires étrangères d'Édouard Balladur et néanmoins soutien loyal sinon confiant du candidat Jacques Chirac. J'avais également entendu dire que ce Villepin avait tenu un rôle important durant cette campagne fratricide, que plusieurs des meilleurs discours de combat du vainqueur étaient en fait son œuvre, qu'il avait en réalité été dans l'ombre un animateur de l'offensive Chirac, un animateur étonnamment pugnace, déterminé,

polémique et implacable. Les balladuriens le redoutaient et il impressionnait le clan chiraquien. Sa récente promotion n'avait donc pas surpris le premier cercle du nouveau Président.

Dominique de Villepin, je l'ai vérifié cette fois de près lors de l'élection présidentielle suivante, en 2002, est effectivement un homme de campagne, d'offensive, de charge. C'est un guerrier dans l'âme, un cavalier, un cuirassier, un colonel de grosse cavalerie. Il en a la violence et l'intrépidité, la fureur et le courage, le panache et la cruauté. Il n'hésite jamais à frapper fort et le premier. C'est aussi, dédoublement de personnalité très rare et assez mystérieux, un homme de cabinet noir, de manipulations, d'intrigues, de déstabilisations et de coups tordus : à la fois Murat et Fouché. Il pourrait être aussi bien un héros de Reichshoffen que le terrible Javert de Hugo. En 1995, il a écrit des textes flamboyants pour Jacques Chirac, mais les balladuriens l'ont toujours soupçonné d'avoir aussi expédié quelques torpilles sous la ligne de flottaison. En 2002, il était devenu le stratège, le conseiller suprême, l'inspirateur, tout en restant l'exécuteur chargé de tout faire pour affaiblir psychologiquement Lionel Jospin.

Je me le rappelle quelques mois auparavant, lors d'un déjeuner à trois avec Jean-Pierre Elkabbach, détaillant délibérément les mille et une ruses qui lui permettraient de faire perdre ses nerfs, pensait-il, au futur candidat socialiste. C'était aussi féroce et intelligent que sans le moindre scrupule. Comme il n'a peur de rien ni de personne, pas même de lui-même, il se plaisait à afficher sa rouerie tout autant que sa témérité. Il espérait visiblement que ses propos seraient rapportés. C'est ce que l'on appelle poliment de l'action psychologique. Dans la nauséabonde affaire Clearstream, lorsqu'il s'est agi de compromettre mensongèrement Nicolas Sarkozy par le truchement de comptes luxembourgeois imaginaires, il a, au minimum, tout su, tout compris, et néanmoins tout laissé faire, à moins qu'il n'ait été plus loin et, apprenant la machination, l'ait subtilement recentrée en direction de la cible Sarkozy. En tout cas, la justice lui a par deux fois accordé un non-lieu.

Ainsi est fait le très étrange, le très singulier Dominique de Villepin. Côté pile, c'est un patriote exalté, enflammé, irréductible, capable d'un splendide discours devant les Nations unies en 2003, célébrant la France pour mieux noircir les États-Unis, s'opposant avec un lyrisme irrésistible (sur instructions de Jacques Chirac) à la funeste guerre de George W. Bush contre l'Irak de Saddam Hussein. Ce jour-là, il a été grand, un seul quart d'heure peut-être, mais un quart d'heure comme tout homme public rêve d'en avoir un dans sa vie. Ministre des Affaires étrangères durant trois ans (2002-2005) sous le gouvernement Raffarin, il a été le flambeau de la France, n'ayant pas son pareil pour

créer l'événement, attirer l'attention, faire exister son pays du Proche-Orient à l'Afrique, des États-Unis (qu'il connaît fort bien) à Moscou. Il a eu du panache, de l'éloquence, de la présence. A-t-il été efficace ? C'est moins sûr. Sa politique arabe n'a pas fait bouger les lignes d'un centimètre. Sa politique africaine a été contestée, son antiatlantisme s'est avéré stérile et, sur le champ prioritaire de la préparation du traité constitutionnel européen, il s'est montré d'une remarquable transparence, comme s'il fuyait le sujet, peut-être parce qu'au fond de lui-même une intégration supplémentaire lui paraissait mener à un effacement de la nation. À l'époque, le Français qui a réellement agi s'est appelé Valéry Giscard d'Estaing, président actif et habile de la Convention institutionnelle de Bruxelles. Si l'échec du référendum de 2005 ne peut évidemment pas être imputé à Dominique de Villepin, on ne peut pas dire qu'il ait œuvré pour son succès. Reste qu'il a été un ministre des Affaires étrangères dont on se souvient.

En revanche, côté face, il n'a pas été un Premier ministre époustouflant. Pourtant, Dieu sait qu'il avait tout fait pour arracher le poste, allant jusqu'à mettre le siège devant Jacques Chirac au palais de l'Élysée, durant des heures, le week-end où s'est décidée la succession de Jean-Pierre Raffarin. Après avoir passé sept ans au palais de l'Élysée (dont cinq années de guerre contre Lionel Jospin), puis trois autres années au Quai d'Orsay, il pensait son heure venue. Orgueilleux, inspiré, confiant en sa vision des choses, pénétré d'un esprit de mission très gaullien, il voulait croire que son énergie et ses flamboiements pourraient sortir la France de ses ornières économiques et sociales. Il imaginait aussi que le dernier Premier ministre de l'ère chiraquienne serait le mieux placé pour devenir un successeur et faire face au péril qu'incarnait à ses yeux Nicolas Sarkozy.

Le résultat est loin d'avoir été à la hauteur de ses espérances. Premier ministre, il a disposé d'une véritable autonomie et porte donc directement la responsabilité du bilan. Or Dominique de Villepin a été beaucoup moins bon gouvernant que combattant. S'il savait mobiliser son équipe, il voyait Nicolas Sarkozy prendre chaque mois plus de poids et plus d'indépendance. S'il organisait des conférences de presse mensuelles, ses annonces solennelles ne débouchaient guère. Au Parlement, qu'il n'aimait pas, son éloquence tombait à plat : elle était faite pour les batailles et les ruptures, pas pour améliorer l'intendance. À la télévision, il manquait de naturel et même bizarrement de présence, comme s'il devait employer une langue étrangère qu'il maîtrisait mal.

Son inexpérience politique personnelle – Dominique de Villepin n'a jamais exercé le moindre mandat électoral – le handicapait. Les circonstances économiques n'étaient pas faciles. Ses propos féroces, en privé, contre la terre entière réjouissaient les journalistes mais

détérioraient le climat de la majorité. Villepin parlait beaucoup, crûment et cruellement. Le palais de l'Élysée s'inquiétait, Bernadette Chirac tempêtait, Jacques Chirac, plus atteint qu'on ne l'avait prétendu par son AVC, vieillissait. Les deux plus spectaculaires initiatives de Dominique de Villepin – le contrat première embauche, dit CPE, et l'état d'urgence décrété dans les banlieues – ont été de lourds échecs. Isolé, sans troupes, il n'a donc pas pu, à sa grande frustration, disputer à Nicolas Sarkozy l'investiture de la majorité. Secrétaire général de l'Élysée redouté, ministre des Affaires étrangères impulsif mais actif, il a été un chef de gouvernement décevant.

Depuis 2007, il se partage entre le barreau, son club République solidaire, l'affaire Clearstream et sa production littéraire. Le barreau lui réussit mieux que la politique où, s'il sait toujours se faire entendre, il compte moins qu'avant. Le procès Clearstream lui a donné l'occasion de porter une furieuse attaque contre Nicolas Sarkozy et de faire la démonstration de son talent de dramaturge. Ses œuvres littéraires sont inégales. Il publie des livres d'histoire napoléonienne de bonne tenue, bien écrits, bien construits, irradiés par un étrange bonapartisme à la fois épique et crépusculaire, comme si un grand destin ne pouvait être qu'une épouvantable tragédie. Il publie également des œuvres poétiques élégamment obscures et délicatement funèbres. Il sort enfin régulièrement des essais baroques et impatientes où la violence l'a longtemps emporté sur la clarté avant que, depuis peu, il y ait un net progrès.

Dominique de Villepin n'est pas un personnage banal. Il a de la force, de l'inspiration, de l'exaltation, de l'audace, du lyrisme. Il a aussi de la brutalité, des obscurités saisissantes, des aveuglements, quelque chose comme la tentation perpétuelle de la terre brûlée, comme l'obsession du malheur. C'est en fait, avec tous ses dons, avec toutes ses outrances, avec tous ses cheminements tortueux, l'un de ces hommes dont on se dit qu'en période de guerre ou de tragédies absolues ils peuvent surgir, s'imposer et servir, mais qui, face aux charges, aux contraintes, aux entraves et aux lenteurs du gouvernement ordinaire, paraissent désemparés, inadaptés. Si Sophocle a raison et que « La démesure est le plus grand crime contre les dieux », mieux vaut qu'il ne consulte pas les oracles.

Table des matieres

Couverture

Du même auteur

Titre

Copyright

Dédicace

Itinéraire d'un journaliste

A

Claude Allègre

Michèle Alliot-Marie

Louis Aragon

Raymond Aron

Jacques Attali

Martine Aubry

B

Robert Badinter

Édouard Balladur

Raymond Barre

François Bayrou

Pierre Bérégovoy

Jean-Louis Borloo

C

Jacques Chaban-Delmas

Jean-Pierre Chevènement

Jacques Chirac

Les cinq espoirs : Hamon, Montebourg, Moscovici, Peillon, Valls

Jean-François Copé

Maurice Couve de Murville

Édith Cresson

D

Jean-Louis et Michel Debré

Bertrand Delanoë

Jacques Delors

E

Jean-Pierre Elkabbach

F

Laurent Fabius

Edgar Faure

François Fillon

G

Marie-France Garaud

Valéry Giscard d'Estaing

H

François Hollande
Brice Hortefeux

J

Jean-Marcel Jeanneney
Lionel Jospin
Alain Juppé

K

Bernard Kouchner

L

Jack Lang
Jean Lecanuet
Jean-Marie et Marine Le Pen
Jean-Marie Lustiger

M

André Malraux
Georges Marchais
Pierre Mauroy
Jean-Luc Mélenchon
Pierre Mendès France
François Mitterrand

R

Jean-Pierre Raffarin
Michel Rocard
Ségolène Royal

S

Nicolas Sarkozy
Philippe Séguin
Jean-Jacques Servan-Schreiber
Dominique Strauss-Kahn

V

Dominique de Villepin